L'EXPÉDITION

D'ABYSSINIE

EN 1868

Quelques mois se sont écoulés déjà depuis l'expédition d'Abyssinie; cependant elle est peu connue, et peut-être sera-t-il permis à un témoin de cette rapide campagne de donner en quelques pages le résumé fidèle de notes et d'impressions recueillies jour par jour. Des relations très complètes ont été depuis longtemps publiées sur l'Éthiopie. Si les souvenirs qui en ont été rapportés par ceux qui firent partie de l'expédition anglaise diffèrent souvent des descriptions séduisantes données par quelques voyageurs, on ne doit pas oublier que ceux-ci visitèrent les plus riches districts de l'intérieur, tandis que, entraîné par une course rapide vers Magdala, le corps expéditionnaire n'eut pas le temps de porter ses observations au-delà de la zone étroite parcourue par ses colonnes.

Lorsqu'on apprit les préparatifs de guerre qu'avait ordonnés le gouvernement britannique pour aller venger le droit des gens outragé par le roi Théodoros, l'opinion s'égara sur les intentions de la politique de l'Angleterre et sur la véritable portée de l'entreprise. Elle n'hésita pas à lui assigner pour but la conquête d'une position importante dans la Mer-Rouge et des projets d'établissement dans un pays dont on vantait la fécondité. — L'Europe prêtait d'ailleurs peu d'attention aux premiers incidens de la campagne. L'installation du corps expéditionnaire sur ces rivages avait été pleine d'épreuves, ses premiers pas étaient fort lents. Volontiers on se hâtait de prédire à l'armée anglaise une guerre laborieuse de plusieurs années.

Un climat meurtrier, des marches harassantes à la poursuite d'un ennemi dont la tactique serait de toujours se retirer, le manque absolu de ressources dans le pays, devaient finir par triompher de l'énergie et de la patience du soldat, et tous ces efforts aboutiraient à une humiliante retraite. Le massacre des prisonniers européens serait, ajoutait-on, la conséquence fatale de l'envahissement du territoire abyssin, conséquence d'autant plus fatale qu'on ne pourrait laver cet affront nouveau. Un jour, la nouvelle de la prise de Magdala et de la mort de Théodoros vint surprendre l'opinion dans ces pensées. Ce succès brillant, ce dénoûment rapide, firent exalter la valeur de l'armée d'Abyssinie, les talens de son général en chef, et bientôt la retraite des vainqueurs rendit à l'expédition son véritable caractère.

I.

En 1867, à la suite de différends dont les lecteurs de la *Revue* ont pu suivre les péripéties (1), l'Angleterre résolut de châtier par les armes les bravades de Théodoros. On s'occupa sans retard d'assurer une prompte et décisive exécution des mesures militaires votées par le parlement. Le gouvernement des Indes fut chargé de l'organisation de l'armée expéditionnaire, et Bombay fut fixé comme le point de concentration et d'embarquement des forces anglaises, qui devaient être placées sous les ordres du lieutenant-général sir Robert Napier, commandant en chef des troupes de la présidence de Bombay. Une partie du matériel et des approvisionnemens devant être expédiée d'Angleterre, le ministère des Indes et celui de la guerre se mirent aussi à l'œuvre. Des officiers furent envoyés dans diverses stations de la Méditerranée et dans le Levant, pour acheter un nombre considérable d'animaux de transport. Le gouvernement de l'Inde ne pouvait en fournir une quantité suffisante. Le *foreign-office* obtint de la Porte et de l'Égypte l'autorisation de faire traverser aux troupes le territoire égyptien et d'établir à Alexandrie et à Suez des dépôts de matériel et d'animaux. Le 16 septembre 1867 partait de Bombay une reconnaissance chargée d'explorer le littoral de la Mer-Rouge pour déterminer un point de débarquement et de préparer l'établissement d'une première base d'opérations. La direction de cette reconnaissance était confiée au colonel Merewether, résident politique à Aden. Depuis l'origine du conflit abyssin, le colonel avait été mêlé à toutes les péripéties diplomatiques; il avait

(1) Voyez, dans les livraisons du 1er juin 1865 et du 1er mars 1868, les études de M. Lejean sur l'Abyssinie, et le travail de M. Blerzy sur les actes qui ont déterminé la guerre, dans la *Revue* du 15 juillet 1868.

été l'organisateur de la dernière mission diplomatique envoyée à Théodoros, et c'était lui qui avait désigné au choix du gouvernement anglais le chef de cette mission, M. Rassam. Nul homme ne possédait sur le pays des notions plus exactes, et n'était mieux que lui à même de bien conduire ces opérations préliminaires. La plupart des chefs de service du corps expéditionnaire accompagnaient le colonel Merewether. Le 2 octobre, la reconnaissance touchait les rivages de la Mer-Rouge. D'abord on crut pouvoir faire du port de Massouah le point de débarquement; mais il fut tout de suite constaté que le peu d'étendue de la rade et l'insuffisance des ressources en eau ne permettaient pas de s'arrêter à cette idée. La côte fut explorée; les indications des voyageurs signalaient différentes baies ouvertes entre l'île de Massouah et le détroit de Bal-el-Mandeb et pouvant donner accès sur le plateau d'Abyssinie après une marche plus ou moins longue à travers les plaines basses et brûlantes qui bordent le littoral. Les difficultés et les périls d'une pareille traversée firent choisir le point le plus voisin du plateau. On s'arrêta donc à la baie d'Annesley, située par environ 15° 15′ latitude nord et 37° 20′ longitude est de Paris, à quelques lieues au sud de Massouah.

La rade d'Annesley, ouverte seulement au nord, forme un excellent mouillage, elle est assez vaste pour abriter des flottes considérables. Sur le rivage, une plaine de cinq ou six lieues de largeur s'étend jusqu'au pied de la muraille orientale du plateau abyssin. Formée de sables recouverts en partie d'une herbe très courte et de fourrés de broussailles, cette plaine, malgré la chaleur torride qui y règne, est exempte des maladies terribles trop fréquentes dans les pays tropicaux. Malheureusement elle manquait d'eau douce, et ce ne fut pas là une des moindres difficultés que rencontra l'armée anglaise pour l'établissement d'un camp. Il fallut y suppléer en installant des appareils distillatoires tant à bord des navires que sur des îlots artificiels spécialement construits pour cet usage. La dépense qui en est résultée a été considérable, et l'on peut croire que l'usage de cette eau distillée n'a pas été étranger à la mortalité qui sévit sur les animaux au commencement de l'expédition. La côte était basse et plate, il était indispensable d'établir des cales de débarquement. Comme les matériaux manquaient, il fallut, pour édifier une première jetée, envoyer des barques chercher des pierres de l'autre côté de la rade et fabriquer des fascines avec les broussailles coupées sur le rivage. Plus tard, une seconde jetée sur pilotis fut installée avec des bois apportés de l'Inde. Ces deux jetées n'avaient pas moins de 300 mètres de longueur. On songea dès l'origine à relier par une voie ferrée le pied des mon-

tagnes à la mer; la configuration du terrain semblait rendre facile l'exécution de ce projet. Presque partout il suffisait de poser les rails sur le sol; mais tout le matériel dut venir de Bombay.

Pendant que le génie s'occupait de ces premiers et indispensables travaux, des études furent dirigées sur les routes qui pourraient donner accès sur le plateau. Il n'existe, à proprement parler, en Abyssinie aucune route, et, pour franchir la formidable chaîne de montagnes qui ferme ce pays du côté de la mer, on ne trouve que de rares sentiers suivant le lit de torrens ordinairement desséchés pendant une partie de l'année. Les reconnaisances firent adopter la passe de Kumoylé, à peu près inconnue et inexplorée jusque-là. Elle avait l'avantage d'être la plus directe et celle qui nécessitait le moins de travaux. Le temps pressait : il fallait que l'expédition pût être terminée avant la saison des pluies. L'établissement dans cette gorge d'une route praticable n'exigea pas moins de trois mois d'efforts. A un certain endroit où il fallait traverser un étranglement formé par des roches granitiques, on dut ouvrir un passage à la mine. Deux compagnies de sapeurs, aidées de deux compagnies d'infanterie indigène, y furent employées pendant ces trois mois. Enfin, à l'extrémité du défilé, le génie fit ramper sur le flanc abrupt de la montagne une route en lacets de 3 kilomètres de longueur. Le résultat de ces travaux, qui font le plus grand honneur aux ingénieurs de l'armée anglaise, fut d'établir entre Zoulla et Sénafé une voie carrossable large de 4 mètres, sur une distance de plus de 100 kilomètres.

Pendant ce temps, le corps expéditionnaire était organisé à Bombay. Le gouvernement de la reine en avait fixé la force et la composition d'après les propositions mêmes de sir Robert Napier. L'armée devait comprendre 4 régimens d'infanterie européenne et 10 d'infanterie indigène, 2 escadrons de dragons anglais, 4 régimens de cavalerie de l'Inde, 5 batteries d'artillerie, 1 compagnie d'ingénieurs européens, 9 compagnies de sapeurs de l'Inde, des services administratifs en proportion considérable, enfin un nombreux personnel de domestiques, de suivans, et des animaux de transport de toute espèce. L'effectif des combattans consistait en 500 officiers de tous grades, 4,500 soldats européens et 9,500 indigènes; le nombre des suivans attachés à l'armée atteignait 27,000. Les animaux comprenaient environ 2,500 chevaux de selle ou de trait pour la cavalerie et l'artillerie, 16,000 mulets, 1,600 chevaux de bât, 6,000 chameaux, 1,800 ânes, 7,000 bœufs de trait ou de bât et 44 éléphans destinés au transport de l'artillerie de campagne dans les régions montagneuses. Un chiffre donnera une idée exacte de ce qu'était l'effectif de ce corps expéditionnaire, c'est le total général des hommes embarqués à

Zoulla après l'expédition ; ce chiffre est de 42,699. On peut trouver cette force hors de proportion avec le but à atteindre; mais, si l'on réfléchit à toutes les difficultés que devait prévoir un commandant en chef engagé dans une aussi aventureuse entreprise, si l'on se remet en mémoire les prédictions d'une campagne de plusieurs années, prédictions qu'il eût été imprudent de traiter alors de chimériques, on conviendra qu'avec ses 14,000 combattans l'armée anglaise était vraiment en mesure de faire face à toutes les éventualités que pouvait redouter la prudence du gouvernement britannique. Quant aux 27,000 suivans et au nombre exorbitant des animaux de transport, il est bon de rappeler que les habitudes de l'armée des Indes ne ressemblent en rien à celles des armées de l'Europe. Les privations extrêmes que dut s'imposer le corps expéditionnaire d'Abyssinie sembleraient d'ailleurs prouver que ces chiffres n'avaient rien d'excessif.

La reconnaissance qui, dès les premiers jours d'octobre, avait touché les rivages de la Mer-Rouge était composée d'un petit corps de troupes, à l'aide desquelles il fut possible d'entreprendre les travaux les plus urgens pour l'installation d'un camp dans la plaine de Zoulla. Lorsque le choix de cette base d'opérations eut été arrêté, l'embarquement des soldats put commencer à Bombay, et pendant les mois de novembre et de décembre 1867 une grande partie du corps expéditionnaire arriva dans la baie d'Annesley. Le matériel, les animaux, les approvisionnemens, s'accumulèrent sur le rivage. Les travaux de routes, l'organisation des magasins et de tous les établissemens nécessaires à l'armée furent poussés activement. Si l'ordre le plus parfait ne présida pas toujours à l'installation du corps expéditionnaire, la faute en fut à la nature des choses; il serait injuste d'en faire un reproche aux chefs chargés de cette difficile organisation, et dont la sollicitude et l'activité furent infatigables. Tout était à créer sur cette plage inhospitalière, et en revoyant les mêmes lieux six mois plus tard il était impossible de ne pas admirer ce que l'armée anglaise y avait dépensé de génie inventif et de labeurs incessans. Les arrivages se succédaient sans interruption. Sans compter les vaisseaux de guerre, les remorqueurs et les petits bâtimens affectés à des services spéciaux, 291 navires nolisés par le gouvernement britannique sillonnèrent sans relâche les mers entre Annesley-Bay, Suez et les rivages de l'Inde. Le commandant en chef n'avait pu quitter Bombay, où il était retenu par la nécessité de compléter l'organisation imparfaite de son armée. Celle-ci manquait avant tout d'un personnel pour ce service des transports qui allait comprendre tant d'animaux. Doit-on s'étonner que les mulets, les chameaux, arrivant de toutes parts et entassés

sur la plage de Zoulla, sans conducteurs pour en prendre soin, aient éprouvé dans le principe des pertes considérables?

Dès les premières semaines de l'occupation, pour diminuer les inconvéniens d'une agglomération d'hommes sous un climat brûlant, on avait poussé en avant quelques corps et acheminé vers les plateaux une partie du matériel. Sans compter les travailleurs qui ouvraient la route à travers la passe de montagnes, des détachemens occupaient Kumoylé, certains points du passage et même, depuis le milieu de décembre, Sénafé, première étape sur les plateaux. Entre Annesley-Bay et Kumoylé, des postes étaient établis le long de la ligne du chemin de fer, des puits y avaient été creusés, des campemens avaient été installés sur des mamelons aérés pour les convalescens.

L'établissement de Zoulla comprenait une série de campemens s'étendant sur une vaste surface de près d'une lieue de front le long de la mer et d'une profondeur presque égale vers le fond de la plaine. C'était un mouvement incessant de troupes, d'animaux, de matériel débarquant chaque jour ou s'acheminant vers l'intérieur. Les installations les plus larges et les mieux entendues avaient été préparées pour les divers services de l'armée : les travaux des jetées étaient presque achevés, ceux du chemin de fer se poursuivaient sans relâche, et déjà cette voie nouvelle était en pleine activité pour transporter à quelques milles du rivage les approvisionnemens, épargnant ainsi l'emploi des convois de voitures ou d'animaux de bât. L'aspect de la rade n'était ni moins animé ni moins imposant que celui du camp. Plus de 150 navires de tout tonnage et de toute catégorie étaient au mouillage; à toute heure du jour, les remorqueurs apportaient au rivage des convois de chalands chargés d'hommes, d'animaux, de matériel. C'était vraiment un spectacle féerique. Les habits rouges des soldats anglais mêlés aux costumes sévères ou étincelans et toujours si pittoresques des soldats du Pundjab ou des frontières de Perse, les animaux des types les plus divers de la création réunis là pour le service de l'homme, des coulies de toutes races, Hindous ou Chinois, s'empressant chargés de leurs pesans fardeaux, puis au milieu de ce monde oriental, encadré par les âpres teintes et la chaude lumière du désert, la locomotive, promenant sans cesse son panache de fumée, — est-il possible de rêver un plus merveilleux tableau? Pourtant, malgré les sommes énormes qui venaient chaque jour s'engloutir à Zoulla, il était aisé de reconnaître que rien n'y manifestait une arrière-pensée de prise de possession permanente. A peine avait-on construit deux ou trois baraques en planches pour loger les directions des services les plus importans. Tout le reste

était sous la tente. Trois navires avaient été aménagés en hôpitaux pour les malades européens; les indigènes étaient soignés dans des campemens spéciaux. A Suez, où de vastes emplacemens avaient été disposés pour réunir les animaux prêts à être embarqués, un hôpital organisé sous des baraques devait recevoir les malades qu'il serait nécessaire d'évacuer. Quant au campement des troupes à Zoulla, il était établi sous de vastes tentes de divers modèles usités dans l'Inde, plus comfortables peut-être avec leur double abri de toiles formées elles-mêmes de plusieurs épaisseurs qu'aucune construction légère n'aurait pu l'être sous ce climat. On a peine à concevoir comment on peut faire la guerre avec de pareilles tentes, puisque les plus petites forment la charge de plusieurs chameaux et qu'un éléphant ne suffirait pas à porter les plus grandes; mais employées à Zoulla, au bord de la mer, dans un camp permanent, elles assurèrent à l'armée anglaise l'installation la plus parfaite et la protection la plus efficace contre l'ardeur d'un soleil de feu.

Telle était la situation de l'armée d'Abyssinie lorsque, le 3 janvier 1868, sir Robert Napier vint en prendre le commandement en chef. Dès ce moment, les affaires allaient entrer dans une phase nouvelle. Le temps marchait, les principaux moyens d'action étaient réunis, et, bien que les travaux de routes ne fussent pas entièrement terminés, que les moyens de transport ne fussent pas au complet, il fallait se porter en avant. Le général en chef séjourna cependant quelques semaines à Zoulla; il devait se rendre compte par lui-même de la situation des travaux, des besoins qu'on n'avait pas encore prévus, et pourvoir, par des ordres précis donnés sur les lieux mêmes, aux exigences du rôle qu'allait jouer cette base d'opérations pendant toute la campagne. Des officiers furent envoyés en Égypte pour y faire de nouveaux achats de chevaux : la mortalité avait été très grande parmi les animaux pendant les premiers mois; des corps entiers de cavalerie se trouvaient presque démontés. L'activité infatigable du général, cette sollicitude attentive qu'il portait sur les moindres détails et qui devait assurer le succès complet et rapide de l'expédition, trouvaient un aliment dès ses premiers pas dans le pays. Jamais chef n'imprima plus énergiquement son impulsion personnelle que ne le fit sir Robert Napier en Abyssinie. Faut-il s'étonner qu'il ait été aussi bien secondé et qu'une glorieuse issue ait couronné un pareil ensemble d'efforts?

Après trois semaines passées au camp de Zoulla, sir Robert Napier transporta son quartier-général à Sénafé, où se trouvaient déjà les troupes les plus avancées. Dès lors il ne quitta plus l'avant-garde, et c'est sous sa direction que la tête de colonne fraya au reste de l'armée un chemin jusqu'à Magdala. Sur son passage, le commandant en chef inspecta les travaux qui se poursuivaient dans

la passe de Kumoylé, et put se rendre compte des difficultés inouies qu'avaient eu à vaincre les ingénieurs et les pionniers de l'armée. Ces difficultés n'étaient malheureusement pas les seules que cette contrée sauvage allait opposer au corps expéditionnaire. Pendant les cinq jours de marche qui séparent Zoulla de Sénafé, on ne rencontra aucune trace de population, et il fut impossible de trouver la moindre ressource pour les colonnes. Après avoir traversé, pour gagner Kumoylé, la plaine aride qui s'étend au bord de la mer, la route s'engageait dans une profonde vallée de hautes montagnes, au milieu des sinuosités de laquelle un torrent s'est frayé son lit. Souvent assez ouverte et en pente douce, cette vallée se resserrait en plusieurs endroits au milieu de roches granitiques qui ne laissaient entre leurs murailles élevées qu'une gorge large parfois de moins de 5 mètres. En ces endroits, la pente du torrent devient très rapide, et, pendant la saison des pluies, les eaux qui descendent des montagnes s'engouffrent avec une violence irrésistible et atteignent jusqu'à 10 mètres de hauteur.

Le plus remarquable de ces étranglemens avait reçu des Anglais le nom de *Devil's Staircase* (l'escalier du diable). C'est bien en effet un des accidens les plus étranges que la nature ait jetés là comme un défi pour arrêter l'homme au seuil d'une mystérieuse contrée. A un détour de la vallée, on se trouve subitement au milieu d'un vaste cirque fermé de tous côtés par des cimes élevées; au fond, un véritable mur de rochers d'une prodigieuse hauteur laisse couler par une étroite brèche un filet d'eau qui s'élance en bouillonnant. C'est par cette brèche qu'il faut chercher une issue. On s'engage dans une sorte de corridor sinueux, où les rayons du jour n'arrivent que faiblement par quelques fentes, entre les rochers dont les masses surplomblent de toutes parts, formant des voûtes naturelles au-dessus du lit du torrent. Jamais sans doute les échos de ces lieux sauvages n'avaient redit des accens humains, et pendant six mois ils allaient retentir chaque jour du bruit des colonnes anglaises. L'impression que cause une pareille scène est vraiment solennelle. La traversée du défilé n'avait pas moins de 4 kilomètres; on cheminait ainsi pendant une heure par une voie tortueuse, dont chaque détour amenait de nouveaux étonnemens. Tout à coup un rayon de soleil se faisait jour, un coin de ciel bleu apparaissait, et l'œil surpris découvrait sur un petit plateau quelques tentes et des soldats anglais. C'était le bivouac où les troupes de chaque convoi devaient successivement prendre quelques heures de repos avant la marche du lendemain. Là, sur un espace de quelques centaines de mètres, vivait tout un monde de soldats, de serviteurs indiens, d'animaux; la plus petite place avait été disputée aux rochers pour y accrocher une tente, pour y attacher quelques chevaux. Souvent, en même

temps qu'une colonne dirigée vers l'intérieur, un convoi descendu des plateaux s'y arrêtait avant de retourner à la mer chercher de nouveaux approvisionnemens. Les mulets, les chameaux, les chars à bœufs, étaient entassés dans le plus pittoresque désordre, et l'on avait peine à comprendre comment chacun pourrait retrouver son rang pour le départ du lendemain.

Au-delà du défilé, la vallée s'ouvrait de nouveau en traçant de capricieux méandres au milieu des sites les plus bizarres. Ici c'étaient ces fourrés impénétrables que les Anglais appellent *jungle*, repaire habituel des animaux sauvages; quelques oiseaux au plumage étincelant, quelques troupes de grands singes qui, à l'approche des Anglais, s'enfuyaient tout effarés chercher un refuge au sommet des rochers, tels étaient les hôtes familiers de ces lieux. Là, des arbres séculaires au large feuillage étendaient au loin l'ombre épaisse de leurs puissans rameaux, bienfaisant abri contre les rayons du soleil répercutés par les parois de la montagne. C'est au milieu d'une pareille nature qu'on arrivait par quatre étapes successives au plateau abyssin. Pour faire ce trajet, les colonnes et les convois devaient emporter leurs vivres et leurs fourrages. Des puits avaient été creusés en quelques endroits où l'eau ne se trouvait pas assez en abondance pour suffire aux besoins des troupes en marche.

A Sénafé, le général en chef fit établir un grand dépôt de vivres; cette place allait devenir une seconde base d'opérations. Aussi pendant les mois de janvier et de février 1868 une suite non interrompue de convois sillonna chaque jour la passe de Kumoylé pour apporter à Sénafé des approvisionnemens. Ce service, fait d'abord par des animaux de bât seulement, put être entrepris avec des voitures après l'achèvement de la route. Tous les animaux disponibles à Zoulla y furent employés, et même les batteries laissées en arrière durent y prêter leurs mulets. Le commandant en chef ne voulait pas engager son armée plus loin dans l'intérieur, ni même faire monter sur les plateaux les corps qui arrivaient à Zoulla, sans avoir réuni à Sénafé des approvisionnemens pour plusieurs mois.

Avant d'arriver dans le pays, sir Robert Napier avait lancé des proclamations, renouvelées lors de son débarquement. Il y rappelait les justes griefs de l'Angleterre contre le roi Théodoros, et expliquait nettement le but de l'expédition. La protection la plus complète était promise aux habitans inoffensifs, dont les personnes et les propriétés seraient respectées en toute occasion; l'engagement formel était pris d'évacuer le pays après satisfaction obtenue. Ces promesses avaient besoin d'être confirmées. A ce point de vue, une pensée préoccupait par-dessus tout le général, la nécessité d'entrer en relation avec les chefs du pays pour s'assurer de leur bon vouloir, surtout pour en obtenir quelques ressources en vivres

et en fourrages, si le pays pouvait en fournir, ainsi que le faisaient espérer les indications recueillies. Non content d'entretenir des correspondances au moyen de ses interprètes et agens, sir Robert Napier résolut d'intervenir personnellement et d'ajouter l'autorité de sa parole aux assurances pacifiques qui étaient publiées en son nom. Dès qu'il put quitter Sénafé, il se porta avec un petit détachement jusqu'à Addigraht, à trois journées de marche en avant. Là, il eut avec un des princes du pays, Kassa, le principal chef du Tigré, une entrevue dont les résultats furent des plus satisfaisans. Le concours de ce chef fut dès ce moment assuré à l'armée. On ne lui demandait point de contingent de troupes, les Anglais n'en avaient que faire; mais il promettait d'inviter les indigènes à apporter aux Anglais leurs denrées et de faciliter lui-même la réunion des approvisionnemens nécessaires à l'armée. Ce fidèle auxiliaire rendit des services précieux pendant tout le temps de la campagne. Les dollars, répandus à profusion à partir de ce jour, achevèrent de gagner la confiance des Abyssins. Ainsi, dès ses premiers pas dans ces régions inconnues, l'armée voyait disparaître une double difficulté, la crainte de rencontrer des populations hostiles et de ne pouvoir tirer aucune ressource des districts qu'elle allait traverser. C'est ici le lieu de donner quelques détails sur le plan de campagne adopté et sur le pays qui allait être le théâtre de la guerre.

Grâce au choix du lieu de débarquement, l'armée anglaise pouvait être portée en quelques marches sur le plateau d'Abyssinie, dont le climat était frais et salubre; c'était un grand avantage. L'inconvénient, c'est que le point de départ se trouvait ainsi fort éloigné du point d'arrivée. En débouchant à Sénafé, on était à une distance énorme de Magdala, l'objectif de la campagne, le lieu où l'on savait que les captifs étaient renfermés et où l'on espérait rencontrer l'armée de Théodoros. Par cette route, le corps expéditionnaire avait à parcourir une distance de près de 650 kilomètres avant de joindre son ennemi. Le pays était peu connu; les relations des voyageurs qui contenaient quelque mention de cette partie de l'Abyssinie ne pouvaient faire prévoir en rien les difficultés inouies qu'on devait y rencontrer. Une fois arrivé à Sénafé, on pouvait hésiter entre deux lignes d'opérations. L'une suivait à très peu de distance le revers oriental du plateau abyssin, dont la crête s'étend du nord au sud dans une direction presque droite. Ce fut celle que l'on choisit : elle était la plus courte, et en la suivant, comme on se tenait toujours très près de la crête de partage des eaux, on franchissait à peu de distance de leurs sources les fleuves qui découpent si profondément le massif de l'Abyssinie. En s'engageant dans l'intérieur, on aurait sans doute tiré plus de ressources du pays; mais on aurait rencontré les formidables obstacles de ces fleuves, coulant

au fond de vallées profondes et pestilentielles où l'armée pouvait trouver un tombeau. Sénafé est à environ 2,200 mètres au-dessus de la mer. A cette hauteur, les chaleurs accablantes des plaines basses ont disparu; l'air est pur et léger, il règne un printemps perpétuel. Les rayons du soleil des tropiques y sont presque bienfaisans, et des nuits fraîches viennent réparer les forces de l'Européen, qui croit avoir retrouvé son climat natal. Aucun travail ne paraît plus fatigant que dans nos pays, et presqu'à toute heure du jour les troupes peuvent marcher comme en Europe.

Les géographes et les voyageurs nous ont appris que la vaste région comprise sous le nom général d'Abyssinie est partagée en plusieurs grandes divisions, distinctes entre elles autant par le caractère du pays que par les mœurs et le langage des habitans. En arrivant comme l'armée anglaise par le nord-est, on rencontre d'abord la province du Tigré, séparée de l'Abyssinie proprement dite ou Amhara par de hautes chaînes de montagnes qui forment une ligne brisée, descendant d'abord du nord au sud, puis s'infléchissant vers l'est. Presque toujours le Tigré a obéi à des chefs indépendans, et Théodoros n'était point parvenu a le soumettre tout à fait. Peu peuplée, d'un aspect généralement aride, bien que le sol y soit susceptible de culture, cette région ne présente pas ces chaînes élevées qui, vers l'ouest ou plus au sud, rendent les communications si difficiles en Abyssinie. Ce serait une erreur de croire cependant que le nom de plateau indique ici de vastes étendues de plaines unies. On ne l'emploie pour désigner ce massif qu'en raison de l'altitude qu'il présente, et qui est en moyenne de 2,000 à 2,500 mètres. Peu de pays offrent un sol aussi tourmenté et découpé de ravins et de montagnes. A peine dans certains districts peut-on rencontrer quelques plaines d'un petit nombre de lieues de diamètre. Toutefois le Tigré ne présente pas d'accidens de terrain aussi accentués que le reste de l'Abyssinie; c'est une région ondulée, traversée à peu près en tout sens, mais principalement de l'est à l'ouest, par des rivières souvent encaissées et dont la saison sèche tarit presque partout le cours. Ces rivières sont des affluens des grands fleuves, le Mareb et le Tacazzé, qui, après un cours irrégulier de quelques centaines de lieues, se réunissent à l'Atbara, pour porter au Nil le tribut de leurs eaux. C'est donc au bassin de ce fleuve qu'appartient tout le versant parcouru par l'armée anglaise. Il faut dix ou douze journées pour traverser le Tigré du nord au sud; les Anglais n'auraient éprouvé aucune difficulté dans cette marche, si le manque absolu de routes et le peu de ressources du pays ne les avaient souvent arrêtés.

Le commerce est à peu près nul dans le Tigré; c'est à peine si de loin en loin on rencontre de petits convois d'ânes ou de mulets

porteurs de sacs de grain, ou parfois des caravanes de chameaux venues du littoral de la Mer-Rouge avec un chargement de sel. Ce trafic insignifiant se fait par des sentiers mal tracés selon les formes du terrain, la viabilité étant restée à l'état de nature. Pour faire passer une armée suivie d'artillerie de campagne, il était nécessaire d'améliorer du moins les passages les plus difficiles. Les Anglais se contentèrent de quelques coups de pioche tout à fait indispensables.

Du sein du plateau du Tigré surgissent de toutes parts, et plus accentuées vers l'ouest, des montagnes aux formes bizarres, au sommet horizontal bordé de murailles à pic et à arêtes rectilignes. Ces montagnes, appelées *ambas*, forment le trait caractéristique de l'orographie abyssine. Des crevasses plus ou moins profonde, et dont les formes rappellent les *barrancas* du Mexique, se remarquent aussi dès l'entrée sur les plateaux. D'ailleurs l'aspect général est triste et dénudé : peu ou point de végétation, pas d'arbres, peu de cultures; le sol est rocailleux et souvent couvert de hautes herbes desséchées pendant la plus grande partie de l'année. De loin en loin, on rencontre quelques villages de misérable apparence, la plupart à demi ruinés; on sent que la guerre civile a passé par là, et que l'industrie des habitans n'a pu relever les ruines amoncelées. Peu ou point de centres de population de quelque importance; un peu de grain, orge, blé, maïs, quelques chevaux ou mulets et de chétifs troupeaux de bœufs constituent à peu près les seules ressources du Tigré. L'eau se trouve d'ailleurs presque partout en quantité suffisante pour les besoins d'une armée.

Pas plus que le pays, les habitans n'offrent l'occasion d'études bien variées. Les voyageurs ont depuis longtemps fait connaître les Abyssins, et quelques-uns se sont plu à les peindre sous les plus séduisantes couleurs. On a vanté leur bravoure, leur caractère bienveillant et hospitalier, leur foi religieuse, leurs mœurs douces et patriarcales. Il se peut qu'un séjour prolongé au milieu de ces populations, qu'un contact plus intime avec elles permette de recueillir d'intéressantes observations; mais à première vue l'on ne rencontre pas en Abyssinie de ces types qui frappent comme chez tant de peuples de l'Orient, dont les costumes, les mœurs et le caractère sont à chaque pas l'objet de nouvelles surprises. Des traits réguliers, une taille élevée et bien prise, distinguent l'Abyssin du nègre, dont il a d'ailleurs la peau foncée. Quant à son costume, il se compose invariablement d'une chemise et d'un pantalon de toile blanche, et d'une grande pièce d'étoffe de même couleur, bordée d'une large raie rouge, dans laquelle il est constamment drapé. La seule chose qui prête à sa physionomie un type original c'est sa coiffure; chez l'homme, comme chez la femme, de longs cheveux

noirs sont tressés et enroulés suivant mille combinaisons dont la bizarrerie laisse bien loin derrière elle nos modes les plus excentriques. Chaque jour, des centaines d'Abyssins se pressaient autour des tentes, attirés par cette banale curiosité des races orientales et surtout par l'appât de nos dollars, qu'ils venaient échanger contre les modestes produits de leur pays. On sait que le dollar autrichien de Marie-Thérèse, connu aussi sous le nom de *talari*, est la seule monnaie ayant cours dans quelques contrées de l'Orient. En Abyssinie, un ou deux dollars sont le prix ordinaire d'un bœuf. Malheureusement, comme il n'existe aucune monnaie fractionnaire, il fallait payer un dollar le plus petit objet, une tasse de lait ou quelques œufs, toutes les fois qu'on ne pouvait donner en échange une poignée d'orge ou de farine.

Il serait fastidieux de suivre pas à pas les colonnes anglaises à travers le plateau du Tigré : la monotonie du paysage égalait celle des marches. Une seule fois on put se croire au bout de cette succession désespérante de montagnes dénudées et de plaines stériles. La colonne venait de gravir un massif de collines élevées, lorsqu'en arrivant au sommet du versant opposé nos regards tombèrent avec ravissement sur le plus délicieux paysage qu'on puisse imaginer. A nos pieds s'étendait une riante vallée toute couverte de prairies verdoyantes au milieu desquelles serpentait une petite rivière aux eaux abondantes et limpides. De majestueux sycomores y répandaient leur ombre; au milieu de bosquets embaumés, quelques palmiers balançaient leurs cimes élégantes, et sous les rayons dorés du soleil couchant des roches minérales étincelaient des plus brillantes couleurs. Dans un de ses nombreux replis, la rivière baignait un petit promontoire couvert de grès rouges, au milieu desquels s'élevait un modeste sanctuaire à demi caché dans un bouquet de verdure et de fleurs. Rien ne peut rendre la joie que nous causèrent quelques heures passées dans ce lieu. La petite église, dont l'état de délabrement témoignait le plus complet abandon, avait été taillée dans le rocher même, dont les chaudes nuances lui prêtaient l'effet le plus pittoresque. La forme était celle d'une croix grecque, et un double rang de piliers massifs en décorait l'intérieur. Plus d'un voyageur sans doute avait été déjà séduit par le charme de ce site. Théophile Lefèvre en donne une gracieuse description dans son *Voyage d'Abyssinie*. Ce n'était, hélas! qu'une oasis au milieu du désert, qu'un épisode bien court dans notre marche. Quelque cent mètres plus loin, la nature aride du plateau reparaissait aussi monotone que jamais.

Le mois de février fut employé à faire franchir aux premières colonnes les quelques marches qui séparent Sénafé d'Antalo. Souvent il fallait s'arrêter pour s'ouvrir un chemin praticable au milieu

des rochers. Pendant tout ce temps, l'activité la plus grande régnait en arrière : entre Zoulla et le quartier-général, c'était un mouvement incessant de convois. Sans compter l'établissement de Sénafé, où venaient chaque jour s'entasser des ressources tirées du pays même ou de la mer, on forma sur plusieurs points de petits dépôts gardés par des postes pour assurer presque à chaque station le ravitaillement des colonnes nombreuses qui suivaient l'avant-garde.

Cependant trois mois à peine restaient encore avant la saison des pluies. Quelques nouvelles reçues des prisonniers, quelques renseignemens recueillis autour de nous, confirmaient le général en chef dans l'espoir d'atteindre Théodoros à Magdala; mais les évaluations les moins exagérées estimaient que cette place était encore à quinze journées de marche. D'un autre côté, si l'armée anglaise avait eu quelque difficulté à faire mouvoir ses colonnes dans les plaines du Tigré, tous les rapports faisaient pressentir que des obstacles bien plus sérieux l'attendaient au-delà d'Antalo. Le pays était ravagé par la guerre civile, partagé entre une foule de petits chefs sans cesse en lutte les uns contre les autres; il était douteux qu'on pût en obtenir autant de secours que du prince Kassa. Sir Robert Napier prit promptement un parti décisif. Il fallait à tout prix que la campagne fût terminée avant la fin de mai, et pour cela force était d'atteindre Magdala dès le commencement d'avril. La route était ouverte entre la mer et Antalo : sans retard, le général en chef expédia des ordres à Zoulla et fit avancer à marches forcées les diverses colonnes qui devaient se réunir sous son commandement pour attaquer la position de Magdala. Lui-même résolut de se porter en avant avec la tête de colonne pour se rendre compte des difficultés et des ressources qu'il allait rencontrer. Par une sage prévoyance, il fit établir à Antalo une troisième grande place de dépôt dont le rôle devait être capital pendant le reste de la campagne. Ce point extrême des provinces soumises à l'autorité de Kassa était indiqué comme devant former le dernier grand centre d'approvisionnemens à la lisière d'un pays dont on ignorait encore ce qu'il serait possible de tirer.

II.

C'est à ce moment qu'allait commencer pour l'armée anglaise une série de privations, de fatigues et d'épreuves de toute nature qui donnent à la campagne d'Abyssinie un caractère tout particulier. Réduits au plus strict nécessaire comme moyens de transport, manquant parfois de vivres et n'ayant pas le stimulant d'une victoire glorieuse et probable comme prix de leurs efforts, officiers et soldats supportèrent ces pénibles travaux avec une constance et une

abnégation à toute épreuve. Il faut renoncer à décrire ces marches harassantes, ces colonnes allongeant leur unique file par des sentiers étroits à peine tracés au milieu des rochers et des précipices, ces bivouacs sur un sol tantôt poudreux, tantôt détrempé par les orages, où dix officiers s'entassaient dans une simple tente de soldat. Bien souvent les troupes, parties à la pointe du jour, n'avaient pas gagné le camp avant la tombée de la nuit. C'était une coupure imprévue qu'on avait rencontrée et qui n'avait pu être franchie qu'après deux ou trois heures de travail; plus fréquemment, c'était la chute de quelque mulet dans un passage étroit qui avait arrêté la colonne. Ces accidens se renouvelaient dix fois, vingt fois dans une seule marche, et le soir, au lieu du repos si nécessaire, de nouvelles épreuves attendaient le soldat au bivouac. Souvent les bagages n'arrivaient qu'à une heure avancée de la nuit; la ration, rarement complète, ne donnait qu'une nourriture insuffisante; le temps manquait pour cuire les alimens. Un peu de viande, une livre de farine de médiocre qualité, quelques grammes de thé, voilà de quoi se composait l'ordinaire du soldat. Le pain, le biscuit même, étaient choses inconnues, encore plus l'alcool pour couper l'eau, parfois saumâtre et malsaine. L'officier avait à souffrir les mêmes privations et partageait en tous points le régime du soldat. Quant aux animaux, leur condition était, s'il est possible, plus misérable encore; très rarement ils recevaient la moitié de la ration rigoureusement nécessaire, et ils n'en devaient pas moins marcher tous les jours, car il était impossible de donner aux troupes une seule journée de repos.

Quelques mots sur le pays compris entre Antalo et Magdala feront mieux sentir avec quelles difficultés l'armée anglaise allait se trouver aux prises dans cette seconde partie de la campagne. Presque en sortant d'Antalo, la route s'engage dans une région de hautes montagnes dont les diverses chaînes, s'étendant dans une direction perpendiculaire à celle de la ligne d'opérations, forment autant d'obstacles considérables à franchir. A chaque étape, il faut ainsi passer des cols situés à une hauteur de 1,000 mètres et plus au-dessus de l'altitude générale du plateau, ou descendre dans de profonds ravins qui présentent les mêmes différences de niveau (1). On traverse successivement une série de vallées dont les torrens s'écoulent à l'ouest vers le Tacazzé; dans l'une d'elles se trouve le lac Ashangi. A quelques marches de Magdala, la route coupe le

(1) Ce sont ces ascensions répétées souvent plusieurs fois dans la même journée qui donnèrent lieu à une plaisanterie attribuée par le *Times* à un soldat anglais et qui avait cours en effet dans l'armée : « They may call it a table land, but I call it a table turned upside down, and we are marching up and down the legs. »

Tacazzé tout près de sa source, mais dans une vallée très profonde; il fallut ouvrir à la mine un sentier en lacets sur les flancs abrupts des rives. Au-delà de cette vallée, on monte sur le vaste plateau de Wadela, dont l'altitude dépasse 3,000 mètres. A l'extrémité de ce plateau, d'une longueur d'environ 70 kilomètres, l'armée anglaise devait rejoindre la route construite par Théodoros avec son armée, dans sa marche de Debra-Tabor sur Magdala. Traînant à sa suite une artillerie pesante, le négus avait employé un mois entier à franchir les deux gigantesques crevasses au fond desquelles coulent les rivières Djedda et Bashilo, tributaires du Nil-Bleu. Ces deux coupures sont les derniers obstacles qu'on rencontre entre la plaine de Wadela et Magdala. Séparées l'une de l'autre par le petit plateau de Dalanta, d'une largeur d'environ 8 kilomètres, elles n'ont pas moins de 1,200 mètres de profondeur, et les bords sont taillés tellement à pic qu'on les jugerait d'abord infranchissables. Heureusement Théodoros, avec les 20,000 bras de son armée, avait ouvert sur les flancs une route qui, malgré une exécution grossière et des pentes rapides, permit aux colonnes anglaises de passer.

Sauf cette traversée du Djedda et du Bashilo, la région comprise entre Antalo et Magdala ne présentait avant l'arrivée de l'armée anglaise aucune voie de communication, tout au plus quelques sentiers à peine accessibles aux mulets. C'est par le fer et par la mine que les colonnes se frayèrent successivement un chemin, et dans cette dernière partie de la ligne suivie de la mer à Magdala les ingénieurs de l'armée firent des prodiges tels qu'au retour de l'expédition, deux mois après le passage si laborieux des premières colonnes, les Anglais trouvèrent presque partout une route facile.

Au commencement de mars, le général en chef quittait, avec les premières troupes, Antalo, où le reste des forces destinées à l'attaque de Magdala arriva le 15 mars et les jours suivans. La marche en avant fut lente par suite de la difficulté de réunir des approvisionnemens suffisans et de la nécessité d'ouvrir des passages praticables dans une région où la nature avait semé tant d'obstacles. Les ordres les plus rigoureux concernant les bagages, exécutés avec une ponctualité qui fait grand honneur aux sentimens militaires des officiers anglais, réduisirent les *impedimenta* et assurèrent aux colonnes le plus de légèreté qu'on pût obtenir. Les officiers durent abandonner leurs effets personnels, leurs tentes, et laisser à Antalo le peu de matériel qu'ils avaient pu emporter jusque-là. Une tente de troupe fut accordée pour 10 officiers de tout grade, depuis celui de colonel. Les généraux partagèrent une tente avec leur état-major particulier. L'ordinaire de tous fut réduit à une simplicité qui rappelait les brouets des Spartiates. Le comman-

dant en chef donnait d'ailleurs le premier l'exemple d'une soumission rigoureuse aux privations de toute nature qu'il imposait à son armée.

L'artillerie de montagne put suivre sans peine. Le corps expéditionnaire avait été pourvu de deux batteries légères d'un nouveau système de canons d'acier organisées en vue de la nature du pays. Armées de pièces d'un poids inférieur à 60 kilogrammes et surtout rendues plus mobiles par une ingénieuse répartition du chargement des caisses à munitions, ces deux batteries répondirent aux espérances qu'on avait fondées sur elles. Le matériel de campagne, consistant en 4 canons Armstrong de 12, avait pu arriver jusqu'à Antalo sur ses roues; il ne fallait pas songer à le mener ainsi plus loin. Cependant les Anglais tenaient à honneur de montrer leurs gros canons à Magdala. Le matériel fut démonté et chargé sur des éléphans (1), les attelages suivant haut le pied; 19 éléphans furent employés au transport des 4 pièces et de leurs avant-trains. Deux mortiers de 8 pouces, chargés de la même manière, exigèrent l'emploi de 4 autres éléphans, les bombes étant portées à dos de mulet. En ajoutant quelques éléphans chargés d'approvisionnemens divers pour la batterie, un total d'environ 40 de ces animaux accompagnait l'armée. Sans leur secours, il eût été impossible de faire suivre ce lourd matériel, et pas un accident n'arriva, soit à l'aller, soit au retour. Il fallut toutefois en former une colonne spéciale, ces animaux ne pouvant, dans un pays aussi difficile, suivre l'allure des troupes. En général, ils mettaient douze heures à franchir l'étape, que les colonnes parcouraient en cinq ou six heures de marche.

Pour quiconque n'a point suivi les colonnes expéditionnaires de l'armée des Indes, la marche d'un convoi d'éléphans est un spectacle tout nouveau. Rien de plus intéressant que de voir ces gigantesques quadrupèdes s'avancer d'un pas lent, mais toujours assuré, sur les sentiers les plus étroits, gravir ou descendre les pentes les

(1) Il n'est pas sans intérêt d'indiquer de quelle manière le matériel démonté était réparti sur les éléphans; en voici le détail :

Pour chaque pièce, 1 éléphant.	4 éléphans.
— affût, 1 éléphant.	4
— avant-train et une roue, 1 éléphant.	4
Pour les deux coffres à munitions et une roue, 1 éléphant.	4
Pour les huit roues restant, à raison d'un éléphant pour trois roues.	3
Total.	19 éléphans.

La charge de l'éléphant qui ne portait que deux roues était complétée avec divers accessoires; le poids moyen de ces différentes charges est d'environ 800 kilogrammes, bâts compris.

plus rapides, ici sondant le sol avec leur large pied pour s'assurer que leur masse y trouvera un appui solide, là écartant ou arrachant avec leur trompe les broussailles qui feraient obstacle à leur marche. Leur puissance et leur imposante stature n'ont d'égales que leur intelligence et leur docilité; un Indien, parfois un enfant, suffit à les conduire, et jamais maître ne connut de serviteur plus obéissant et plus dévoué. Entre l'éléphant et son cornac, il s'établit par l'habitude d'une éducation et d'une vie journalière communes une sorte de concert de pensées, et, si ce dernier vient à manquer ou à périr, il n'est pas rare que l'éléphant se refuse à toute espèce de service.

On sait comment se fait le chargement des caravanes de chameaux. Pour l'éléphant, la cérémonie se passe à peu près de même; seulement, la construction massive de ses membres ne lui permettant pas de les replier sous son corps, c'est par un double écart en avant et en arrière qu'il parvient à s'accroupir pour recevoir son fardeau.

La présence de ces colossales bêtes de somme dans l'armée anglaise causait chaque jour de nouveaux étonnemens parmi les Abyssins. Ceux-ci ne connaissaient que les éléphans sauvages, qui abondent dans les régions chaudes du littoral ou dans les vallées basses de l'intérieur, et ne pouvaient concevoir qu'on eût dompté la nature farouche de ces redoutables animaux jusqu'à en faire de si dociles auxiliaires. Est-il vrai d'ailleurs que l'éléphant d'Afrique, d'un caractère plus irascible que son congénère d'Asie, ait toujours résisté aux tentatives de domestication? La première fois qu'il nous fut donné de voir une troupe d'éléphans en marche, ce fut dans un des sites de montagnes les plus tourmentés de l'Abyssinie. Le camp, prévenu de l'arrivée du convoi, s'était porté en masse au pied des hauteurs qui dominaient la vallée où se trouvait notre bivouac. La route suivait pendant quelque temps la crête de la montagne et descendait par une pente rapide au milieu de rochers qui en certains points en dérobaient les contours. Le jour commençait à baisser lorsque parurent, à 500 pieds au-dessus de nos têtes, des masses confuses dont le mouvement était à peine sensible; peu à peu on les vit s'engager sur la pente, puis se rapprocher, disparaissant de temps en temps pour reparaître bientôt, et la colonne, arrivée dans la plaine, défila enfin majestueusement au milieu d'une double haie de soldats anglais, et s'arrêta au bivouac qui lui était préparé. Les clartés douteuses du crépuscule donnaient à ce spectacle quelque chose de fantastique.

Vers la fin de mars, la plupart des détachemens avaient atteint le plateau de Wadela, les derniers ayant dû franchir à marches forcées la région montueuse qui s'étend depuis Antalo jusqu'au Ta-

cazzé, sur une longueur de 14 étapes. La marche sur ce plateau fut relativement facile, bien que les troupes eussent à souffrir de la rigueur du climat, qui, à cette altitude de plus de 3,000 mètres, fait succéder des nuits glaciales à des journées où le thermomètre marque souvent 30 degrés. Les vivres commençaient aussi à manquer; jusque-là, la sollicitude du général en chef, heureusement secondé par l'habile et infatigable concours des agens politiques, avait réussi à tirer du pays tout ce qu'il tenait en réserve de grains et de fourrages; mais on approchait de Magdala, et, pendant sa marche sur cette forteresse, Théodoros avait impitoyablement rasé le pays environnant. Les quelques villages disséminés sur le plateau de Wadela ne présentaient au moment du passage des Anglais que des monceaux de ruines; quelques pauvres habitans osaient à peine se montrer au milieu des décombres de leurs foyers. Ces difficultés avaient été prévues; des convois étaient acheminés des places de dépôt échelonnées en arrière. Quelques-uns étaient conduits par des auxiliaires du pays, dont l'emploi fut une précieuse ressource; il fallait les attendre. Le général en chef n'avait pas cessé d'ailleurs d'entretenir des relations avec les chefs indigènes, et, s'il n'était pas possible d'en tirer les mêmes utiles services qu'avait rendus Kassa dans le Tigré, au moins l'armée fut-elle assurée de leurs bonnes dispositions. Leur haine commune contre l'ennemi qu'ils redoutaient tous également, Théodoros, était un sûr garant de leur fidélité.

Parvenue sur ce plateau après une suite d'efforts surhumains et de marches sans exemple, l'armée anglaise, si près du but, pouvait croire que ses épreuves étaient terminées. Quels obstacles auraient pu l'effrayer d'ailleurs après l'ascension de l'amba Alaji, ou celle encore plus rude des bords escarpés du Tacazzé? Cependant les plus terribles fatigues l'attendaient dans les trois ou quatre dernières étapes qui la séparaient de Magdala. On a vu plus haut qu'à l'extrémité sud du plateau de Wadela le terrain tombe brusquement et à pic dans une vallée profonde de 1,200 mètres, gigantesque crevasse qu'on croirait produite dans le sol par quelque cataclysme récent. De l'autre côté de ce gouffre, au fond duquel coule la rivière Djedda, le plateau de Dalanta, semblable d'aspect et d'altitude à celui de Wadela, se relève tout aussi brusquement, de sorte qu'il faut arriver au bord même de l'abîme pour en soupçonner l'existence ou en sonder la profondeur : de Wadela à Dalanta, l'œil n'aperçoit aucune interruption. La direction connue de la route frayée par Théodoros du plateau de Wadela jusqu'à Magdala assurait à l'armée anglaise de n'être pas arrêtée bien des semaines au bord de cet obstacle. Le général en chef en fit lui-même la reconnaissance; la réalité dépassait ce que l'imagination, familiarisée

avec les précipices de l'Abyssinie, avait pu concevoir de difficultés nouvelles. Quelques travaux de réparations indispensables furent entrepris aussitôt, et le 4 avril, à la pointe du jour, la première colonne paraissait au bord septentrional du Djedda.

Ce n'est pas sans un sentiment de doute et d'appréhension que ces troupes, aguerries par une expérience de plus de trente marches au milieu des ravins et des montagnes, s'engagèrent sur les pentes abruptes où, à chaque pas, hommes et animaux étaient menacés de rouler dans l'abîme. A mi-hauteur s'étend un petit plateau horizontal, comme une marche haute de 600 mètres d'un escalier de géans taillé par les mains de la nature, puis on retrouve un nouvel escarpement qui tombe à pic jusqu'au lit même de la rivière. La descente dura trois heures; il fallut s'arrêter pour réunir les divers élémens de la colonne, indéfiniment allongée. On eût dit une cataracte humaine précipitée au milieu de ces escarpemens. Tandis qu'une atmosphère vivifiante et légère régnait sur le plateau, la température au fond de ce gouffre était accablante. Des roches et des cailloux roulés formaient le lit de la rivière; quelques flaques d'eau étaient disséminées dans de petits bassins; quelques grands arbres, et principalement de maigres buissons épineux, étaient la seule trace de végétation dans cette vallée, que certaines relations représentaient comme éblouissante de la verdure des tropiques.

Après une halte assez longue, il fallait gravir la rive opposée sur des pentes non moins inaccessibles pour gagner le bivouac du plateau de Dalanta. A pied, à la tête de ses troupes, sir Robert Napier s'engagea le premier au milieu des ravins et des rochers; une épaisse couche de poussière recouvrant des pierres roulantes rendait la marche encore plus pénible. Il faisait presque nuit lorsque la tête de colonne atteignit le bord du plateau de Dalanta; il n'avait pas fallu moins d'une journée entière laborieusement remplie pour gagner ce plateau, qu'on semblait toucher du bivouac de la veille. La nuit était complète bien avant qu'aucun bagage eût pu arriver jusqu'au camp. Sans tentes, sans vivres, les troupes furent une fois de plus privées d'un repos si chèrement acheté; pour comble d'infortune, un orage violent éclata sur le camp. La pluie eut bientôt détrempé le sol gras et fertile et transformé la surface en un marais glissant et fangeux. Jamais nuit au bivouac ne fut moins confortable, et pourtant il eût été impossible de saisir un murmure ou une plainte! C'est dans ces épreuves de la vie des camps, d'autant plus rudes qu'elles ne sont compensées par aucune gloire, qu'on se prend à admirer le caractère tout original du soldat anglais; le flegme britannique, type distinctif de nos voisins, prête à leurs vertus militaires une physionomie à part qu'on ne retrouverait dans aucune autre armée.

Désormais une seule marche séparait l'armée anglaise de Magdala : le petit plateau de Dalanta allait devenir le point de concentration de toutes les forces destinées aux opérations contre la forteresse où Théodoros restait enfermé avec ses captifs. Du 5 au 9 avril, les colonnes rejoignirent successivement le quartier-général, les éléphans arrivèrent avec le gros matériel d'artillerie, et quelques convois de vivres apportèrent les ressources les plus indispensables. Comme le Wadela, Dalanta avait été dévasté par les bandes de Théodoros, et ne pouvait absolument rien fournir. Ce délai de quelques jours fut employé à des reconnaissances dirigées par le général en chef vers le Bashilo, pour se rendre compte de la position de Magdala. La vallée au fond de laquelle coule la rivière Bashilo est un gouffre semblable à celui du Djedda. Plus profonde encore que la première, cette crevasse reproduit les mêmes accidens de terrain et en particulier le même plateau intermédiaire. A 4 ou 5 kilomètres à l'ouest du point où était établi le camp anglais, les deux vallées se joignent, formant ainsi au plateau de Dalanta une enceinte continue, et les deux rivières unissent leurs eaux pour les porter au Nil-Bleu. De la rive septentrionale du Bashilo, l'œil apercevait, à 10 ou 12 kilomètres à vol d'oiseau, les hauteurs dont l'ensemble compose la position de Magdala. Le terrain sur la rive opposée ne se relève pas aussi brusquement, mais s'étage en une série de plateaux successifs, profondément découpés par des ravins tributaires du Bashilo et perpendiculaires au cours de cette rivière. Au-dessus de ces plateaux, et isolé du reste du système, surgit un massif formé de trois ambas d'inégale hauteur disposées en un triangle irrégulier. Ces trois ambas, qui portent les noms de Fala à l'ouest, Sélassé à l'est et Magdala vers le sud-est, sont reliées entre elles par des croupes ou de petits plateaux, et en certains endroits isolées par des précipices d'une grande profondeur. Le camp de Théodoros était installé sur ce massif; les ambas étaient armées d'artillerie, celle de Magdala, la plus en arrière et la moins accessible, formant la citadelle et comme le réduit de la position.

Les forces réunies sur le plateau de Dalanta, d'un effectif d'environ 5,000 combattans, comprenaient 4,000 hommes d'infanterie, dont moitié Européens, 500 cavaliers de l'armée des Indes et 500 hommes d'artillerie pour le service d'une batterie de fuséens et de dix-huit bouches à feu (1). La batterie de fuséens, armée de 12 tubes pour le tir des fusées américaines de Hale, était servie par un détachement de marins. Un petit nombre de soldats du génie anglais et

(1) Deux mortiers de 8 pouces, quatre canons Armstrong de 12, et douze canons légers de montagne en acier.

quelques compagnies de sapeurs de l'Inde complétaient la colonne expéditionnaire, à laquelle vinrent s'adjoindre quelques jours plus tard deux escadrons de dragons de la garde qui rallièrent le camp devant Magdala. Pour les opérations, ces forces avaient été réparties en deux brigades mixtes comprenant des troupes de toutes armes.

Pendant leur séjour sur le plateau de Dalanta, les Anglais eurent à subir plusieurs violens orages, prélude ordinaire de la saison des pluies. Les pénibles épreuves qui en résultèrent pour tous durent donner à réfléchir sur les difficultés que présenterait la retraite, si l'armée était attardée dans ses opérations. D'un autre côté, si on touchait le but, on était presque aussi loin d'une solution qu'en mettant le pied sur la terre d'Abyssinie. Rien ne pouvait faire prévoir l'issue de cette aventureuse campagne; les rapports des espions, les renseignemens fournis par les chefs indigènes venus spontanément au camp anglais, ne laissaient rien soupçonner des dispositions de l'ennemi. Tout ce qu'on savait, c'est que Théodoros occupait Magdala avec les prisonniers; les forces qu'il y avait rassemblées indiquaient la pensée d'une résistance sérieuse. C'était un grand point pour l'armée anglaise, qui si longtemps avait eu la crainte de ne jamais rencontrer d'ennemi à combattre. La lutte une fois engagée, l'issue n'en pouvait être douteuse, et le seul échec que pouvait craindre la politique de l'Angleterre, c'était le massacre des prisonniers dans le cas où le roi Théodoros serait exaspéré par cette lutte. Plus le coup porté serait rapide, plus on devait compter sur un succès complet.

Tous ces motifs augmentaient l'impatience de sir Robert Napier. Dès qu'il eut réuni les moyens d'agir qu'il attendait et rassemblé les données les plus indispensables sur les positions et les forces de l'ennemi, il résolut de marcher sans retard. Le camp fut levé le 10 avril au matin; l'armée s'engagea sur les pentes qui dominent la rivière Bashilo. Cette descente fut plus longue et peut-être plus difficile encore que celle du Djedda, et en renouvela toutes les péripéties. Vers midi, toutes les forces étaient réunies au fond de la vallée, au bord d'un ruisseau aux eaux limoneuses coulant au milieu de bancs, de grèves et de galets qui forment le lit du Bashilo pendant la saison des pluies. Malgré la proximité des positions de l'armée de Théodoros, rien ne faisait soupçonner qu'on pût rencontrer l'ennemi ce jour-là. Une reconnaissance conduite par le quartier-maître-général de l'armée fut envoyée dans la direction de Magdala. Le major-général, sir Charles Staveley, qui avait le commandement direct des troupes, reçut l'ordre d'appuyer cette reconnaissance et d'aller occuper avec la première brigade un des pla-

teaux intermédiaires entre la vallée du Bashilo et la position de Magdala. La seconde brigade établit son camp au bord même de la rivière.

La route qui conduit du Bashilo à Magdala s'engage, en quittant les rives de ce cours d'eau, dans un défilé resserré formé par le lit de l'un des torrens tributaires et dominé des deux côtés par des hauteurs abruptes et élevées. C'est seulement en gravissant les pentes, à l'extrémité de ce défilé, qu'on aperçoit le massif de Magdala dominant tous les plateaux de la rive gauche du Bashilo. La première brigade était forte d'environ 1,900 hommes, et était accompagnée d'une batterie de montagne et d'une batterie de fuséens de la marine. Au moment où la tête de colonne gravissait les pentes qui conduisent aux plateaux, des coups de canon retentirent sur les ambas de Fala et de Sélassé, et des bandes d'Abyssins, se précipitant des hauteurs, assaillirent les troupes anglaises avec une intrépidité qu'on n'eût point soupçonnée. Aucune disposition n'avait été négligée pour éviter toute embuscade et toute surprise; aussi ce premier choc fut vigoureusement reçu et immédiatement repoussé. En un clin d'œil, l'infanterie fut déployée et prit position sur le plateau; la batterie de montagne et celle des fuséens ouvrirent sur les masses ennemies un feu meurtrier. L'engagement fut bientôt général; mais les chances de la lutte étaient trop inégales pour qu'elle pût se prolonger. Disputant pied à pied le terrain avec une énergie trop mal secondée par un armement impuissant, l'ennemi, décimé par les effets foudroyans des projectiles de l'artillerie anglaise et par les décharges meurtrières des fusils Snider, dut se replier en désordre vers ses positions. Les canons de Fala et de Sélassé n'avaient pas cessé leur feu pendant toute l'action, mais aucun projectile n'arriva dans les rangs des Anglais; ils étaient à une distance qui dépassait la portée du tir. L'infanterie anglaise et les troupes indigènes rivalisèrent d'entrain dans la poursuite; entre tous, les soldats du Pundjab se firent remarquer par leur sauvage énergie et leur ardeur emportée, que n'arrêtaient ni fourrés ni précipices. Leur régiment fournit à lui seul presque tous les blessés, dont le chiffre total pour les troupes engagées ne dépassait pas 20; pas un seul homme n'avait été tué.

La nuit arrêta la poursuite, et peut-être sans cette circonstance l'armée anglaise eût occupé, dès le soir même du 10, les premières hauteurs de la position de Magdala. L'effet produit n'en devait pas moins être décisif. Les pertes des Abyssins étaient considérables: leur général en chef avait été tué; près de 400 cadavres furent comptés sur le champ de bataille, et les renseignemens les moins exagérés firent estimer à 2,000 hommes le chiffre des tués et blessés. On a prétendu que le roi Théodoros n'avait pas eu la pensée

de cette attaque, et qu'il avait dû céder pour l'ordonner à la pression des chefs de son armée; lui-même, pendant l'engagement, était resté à Magdala. Il n'est pas douteux qu'en adoptant la tactique d'y concentrer ses moyens de défense pour y attendre les Anglais, il eût pu faire acheter chèrement la victoire à ceux-ci; mais il est probable qu'en les voyant paraître, dès les premiers jours d'avril, sur le plateau de Dalanta, il ne pouvait croire qu'ils y eussent réuni des forces et des moyens d'action capables de faire tomber Magdala. Informé par ses espions des mouvemens de l'armée anglaise depuis son apparition dans le Tigré, le négus savait qu'il lui avait fallu deux mois pour franchir les dix marches qui séparent Antalo de Sénafé. Comment pouvait-il supposer qu'en moins d'un mois ses ennemis arriveraient d'Antalo à Dalanta à travers un pays bien plus difficile et un parcours au moins double du premier? En apercevant de ses hauteurs inaccessibles, dans la matinée du 10 avril, le mouvement de la colonne anglaise, il dut croire à une faible reconnaissance dépourvue d'artillerie et dont ses bandes nombreuses et vaillantes triompheraient aisément. On a su depuis que les batteries de montagne avaient été prises par les Abyssins pour des bagages de l'armée, proie qui excitait leur convoitise et qu'ils ne supposaient pas à l'abri d'un coup de main hardi. On ne peut d'ailleurs s'étonner que de pareils ennemis n'eussent pas des notions parfaitement exactes sur les effets foudroyans des canons rayés et des carabines Snider.

Sir Robert Napier, qui avait suivi la première brigade, assista aux dernières péripéties du combat. Il envoya immédiatement à la seconde brigade l'ordre de rallier son quartier-général, tandis que les troupes de la première bivouaquaient sur le lieu même de l'engagement. Pendant la nuit, la seconde brigade rejoignit, et avant la pointe du jour toutes les troupes furent mises en mouvement. Le commandant en chef, se rapprochant de Magdala, alla établir son camp sur un petit plateau au-dessous de l'amba de Fala, d'où il commandait la route qui conduisait aux positions de l'ennemi.

Il serait assurément très exagéré de faire du combat du 10 avril une action de guerre digne des fastes de l'armée anglaise; mais on comprendra combien le succès de cet engagement imprévu avec un ennemi qu'on avait craint si longtemps de ne jamais rencontrer dut exalter les âmes et y effacer jusqu'à l'ombre de tout sentiment de lassitude ou de découragement. Cette campagne, que des esprits chagrins avaient jugée sans issue, désormais on en voyait la fin brillante et prochaine, suivie d'une rapide retraite. Au bout de cette retraite apparaissait le retour dans la patrie, l'oubli des fatigues, des privations et des misères. Telles étaient les pensées de tous au matin du 11 avril. Quiconque a vu des expéditions lointaines sait

bien qu'outre le noble sentiment du devoir et les aspirations de la gloire des armes, deux idées surtout soutiennent le moral des hommes au milieu des plus cruelles épreuves, la certitude du succès et l'espoir du retour.

Il restait encore, pour que le triomphe fût complet, à recueillir sains et saufs les prisonniers et à s'emparer du roi Théodoros mort ou vivant. La crainte qu'il pût s'enfuir de Magdala et échapper ainsi à la vengeance de l'Angleterre n'avait pas cessé de préoccuper le commandant en chef. Aussi des dispositions furent prises sur-le-champ pour investir Magdala. Guidé par la même pensée, sir Robert Napier avait, quelques jours auparavant, entamé des négociations avec la reine des Wollo-Gallas, tribu guerrière qui habite les confins sud-est de l'Abyssinie. Il voulait obtenir que les Gallas s'opposassent aux mouvemens de Théodoros, s'il cherchait à s'échapper par leur territoire; la mission eut un plein succès, et, peu de jours après la prise de Magdala, la reine des Gallas reçut au camp l'hospitalité du général en chef de l'armée anglaise.

D'autres sentimens agitaient en ce moment l'esprit du négus. Convaincu qu'il lui serait possible encore de faire sa paix avec l'Angleterre au moyen de quelques concessions spontanément et gracieusement offertes, il dépêcha, dès le matin du 11 avril, des parlementaires à sir Robert Napier. Le lieutenant Prideaux et un missionnaire, M. Flad, deux des captifs européens, arrivèrent au camp anglais chargés de cette mission. Les hourras les plus sympathiques saluèrent leur présence au milieu de leurs compatriotes; chacun était curieux de les voir, de les entendre, d'apprendre de leur bouche que les infortunés dont la délivrance aurait coûté tant de fatigues étaient encore tous vivans, prêts à jouir de la liberté qu'on leur apportait. Les envoyés de Théodoros eurent avec le général en chef une longue entrevue. Le roi offrait de rendre immédiatement tous les prisonniers; le combat de la veille l'avait convaincu de la supériorité des armes européennes; il y avait perdu l'élite de son armée; il sentait que la résistance était impossible et exprimait le désir de conclure avec l'Angleterre un traité d'amitié. Il priait donc le commandant en chef de lui faire connaître sur quelles bases il voudrait entamer les négociations. A ces ouvertures, sir Robert Napier répondit par la plus inflexible détermination; la pensée qu'il pouvait compromettre le salut des captifs n'ébranla pas la résolution formée depuis longtemps dans son esprit d'obtenir une vengeance et une réparation éclatantes. La patience de l'Angleterre avait été lassée, et le pays ne pouvait avoir sacrifié tant de millions pour arrêter son armée victorieuse, après une campagne si pénible, devant un traité illusoire. La réponse du général en chef fut que le roi Théodoros devait ouvrir à l'armée anglaise les portes

de Magdala et se rendre lui-même sans conditions. La promesse de la vie sauve et d'un traitement en rapport avec sa situation passée lui était seule faite.

C'est avec la plus vive anxiété que l'armée attendit de connaître l'effet produit par cet ultimatum rigoureux sur le négus, dont on n'ignorait pas le caractère altier et les farouches emportemens. Aussi grande fut la joie de tous lorsqu'on vit le soir même arriver au camp les prisonniers anglais renvoyés par Théodoros aux avant-postes. Le roi offrait un troupeau en présent au commandant en chef; ce présent ne fut pas accepté, et les conditions furent répétées de nouveau. Sir Robert Napier accordait à l'ennemi un délai pour y répondre, jusqu'au 13 avril au matin. Quelques Européens restaient encore captifs à Magdala : dans la journée du 12, ils furent renvoyés au camp; mais aucune réponse ne fut faite aux conditions imposées pour la capitulation.

Il paraît hors de doute qu'à ce moment Théodoros eut la pensée de s'échapper de Magdala, et de se retirer dans une autre forteresse distante de quelques lieues; mais, cerné comme il l'était de toutes parts, il fallait, pour accomplir ce projet désespéré, qu'il pût emmener dans sa retraite une troupe de soldats dévoués capable de se frayer un passage au milieu de ses ennemis. Aucun de ses plus fidèles ne répondit à l'appel du négus. C'est alors, dit-on, qu'il tenta une première fois d'en finir avec la vie; le coup qui devait le frapper fut détourné par un de ses serviteurs. Abandonné de tous depuis qu'une journée fatale avait fait tomber son prestige, ce malheureux chef attendit alors avec une sorte d'inertie résignée que l'heure de la vengeance eût sonné pour l'Angleterre. Il voulait bien succomber sous les coups d'une implacable destinée; mais sa fierté de barbare se révoltait à toute idée de soumission.

Le 13 avril au matin, l'armée anglaise prit les armes; ne laissant au camp que les gardes nécessaires, le général en chef mit ses troupes en mouvement sur Magdala, et disposa ses moyens d'attaque pour le cas où l'ennemi défendrait ses positions. A peine la colonne était en marche qu'on vit descendre de toutes les hauteurs une foule d'hommes, de femmes, d'enfans, chargés d'armes et d'effets de toute sorte, et traînant à leur suite un nombre considérable de chevaux et de mulets. C'étaient les débris de l'armée de Théodoros et la population de Magdala qui fuyaient les calamités de la guerre, implorant la merci des vainqueurs. Les hommes furent désarmés, puis on laissa tous ces malheureux gagner l'intérieur du pays. Il était évident que l'armée ne rencontrerait aucune résistance. Les deux ambas de Fala et de Sélassé furent occupées sans coup férir; on n'y trouva que quelques canons, les mêmes qui avaient tiré sur les troupes anglaises dans la journée du 10, et dont

plusieurs étaient hors de service. Cependant quelques fuyards s'étaient retirés dans Magdala. Sir Robert Napier, voulant épargner à ses troupes le risque d'une attaque de vive force, fit placer ses batteries en position et ouvrir le feu sur la place. La distance trop grande et surtout la configuration du terrain où elles purent être établies, qui était fortement dominé par Magdala, rendirent leur tir à peu près inefficace. Leur secours était d'ailleurs superflu. Pas un coup ne fut répondu aux salves de l'artillerie anglaise; aussi, après quelques instans de cette canonnade inutile, le général en chef fit lancer une colonne d'assaut.

L'amba de Magdala forme une forteresse naturelle défendue par une ceinture continue de rochers à pic, s'élevant en certains points à 500 mètres au-dessus du fond des ravins, et dominant d'au moins 100 mètres le terrain sur lequel s'avancait la colonne d'attaque. Un escalier étroit, grossièrement taillé dans le flanc du rocher, donne accès de ce côté à une porte par laquelle on pénètre dans la place. C'est sur cette voie escarpée, longue de plus de 300 mètres, que s'engagea l'infanterie anglaise; la porte était solidement barricadée, et les premiers assaillans durent se servir d'échelles pour pénétrer dans une première enceinte formant une sorte de retranchement avancé. Les corps de quelques soldats abyssins, atteints par les projectiles de l'artillerie, jonchaient le sol de cette enceinte. Par une seconde porte, on débouchait dans la place elle-même. Lorsque les soldats anglais franchirent cette porte, un cadavre était étendu à quelques pas en arrière. Les interprètes et quelques-uns des prisonniers qui avaient accompagné la colonne d'assaut reconnurent sur-le-champ le roi Théodoros. Peu d'instans avant l'attaque, il s'était tiré dans la tête un coup de pistolet, ne voulant pas tomber vivant entre les mains de ses ennemis.

Telle fut la fin, non sans quelque grandeur, de cet homme, dont le nom parvenu jusqu'en Europe avait eu ses momens de prestige. Pour l'abattre, il avait fallu les armes d'une grande puissance. Si l'histoire nous a appris à admirer quelques héros de l'antiquité dont la mort tragique rappelle celle de Théodoros, n'est-il pas juste d'accorder aussi à ce chef barbare sa part de renommée? Le ciel lui-même sembla vouloir s'associer à cette catastrophe. Au moment où les Anglais s'étaient montrés devant Magdala, une auréole lumineuse du plus vif éclat (un halo solaire) avait paru autour du disque du soleil, pour s'évanouir seulement après la mort du négus. Les anciens n'auraient pas manqué de voir un présage dans ce brillant météore, dont la coïncidence bizarre avec les dramatiques événemens de la journée frappa tout le monde. De bien sanglantes images se mêlent aussi au souvenir de cette fin du négus. Pendant que la colonne d'assaut pénétrait dans Magdala, nos re-

gards se détournaient avec horreur du spectacle hideux de plus de 300 cadavres jetés sans sépulture au fond d'un abîme. Peu de jours auparavant, Théodoros avait fait massacrer ces malheureux et précipiter leurs corps du haut du rocher. La dépouille du négus fut recueillie et gardée par une sentinelle anglaise; mais, parmi les quelques serviteurs fidèles restés au dernier moment près de lui, aucun ne la réclama pour lui rendre les honneurs funèbres. Il fut enterré le lendemain dans l'église de Magdala, et la présence de quelques habits rouges fut la seule pompe qui accompagna ces tristes funérailles. La veuve de Théodoros et son héritier reçurent l'hospitalité au camp anglais et furent emmenés par l'armée dans sa retraite; la reine mourut en route, son fils seul fut embarqué et conduit en Angleterre.

III.

Une explosion de joie accueillit dans l'armée anglaise la nouvelle de la mort du négus; il semblait que chacun redoutait l'embarras qu'eût causé à l'Angleterre Théodoros prisonnier. Les captifs étaient libres, leur ennemi abattu et sa citadelle au pouvoir des Anglais; quatre jours leur avaient suffi pour terminer la campagne. Le 10 avril, les armes britanniques avaient été victorieuses; le 13, la politique de l'Angleterre obtenait un triomphe éclatant et complet. Le but de l'expédition d'Abyssinie était atteint peut-être au-delà même des espérances; mais ce n'était pas trop d'un pareil succès pour compenser les frais énormes de cette guerre et surtout pour payer les épreuves si pénibles qu'elle avait imposées au corps expéditionnaire.

La prise de Magdala livrait aux mains des Anglais tout le matériel de guerre de l'armée du négus : il consistait principalement en une quarantaine de canons de bronze de tous modèles et de tous calibres; quelques-uns avaient été fondus dans le pays; les affûts, les caissons, grossièrement construits, rappelaient par de minutieux détails les types de nos modèles français. On trouva en outre une certaine quantité de fusils doubles à percussion d'importation européenne, un nombre très considérable de sabres, de piques et de boucliers du pays et une grande quantité de poudre de guerre. De tout cela, rien ne méritait l'honneur d'être rapporté comme trophée. Ce matériel fut donc détruit; puis, voulant accomplir un dernier acte de vengeance, l'armée anglaise incendia Magdala, ce lieu témoin de la captivité et des tortures de tant d'infortunés.

Le 18 avril, l'armée quittait le camp de Magdala, traînant à sa suite les Européens avec leurs familles arrachés à leur captivité. Après une longue étape et une ascension pénible sur les rives

du Bashilo, elle se retrouva sur ce même plateau de Dalanta d'où elle était partie huit jours plus tôt pour attaquer l'armée du négus, incertaine encore du succès de la campagne. Comme les événemens avaient marché depuis ce jour, et combien aussi étaient différentes les pensées de tous! C'était pour la dernière fois que se trouvaient réunies les forces qui avaient combattu à Magdala. Pour opérer cette longue et pénible retraite de trente-cinq marches, le commandant en chef devait diviser son armée en plusieurs petites colonnes, capables de traverser plus aisément qu'une seule colonne nombreuse un pays difficile et dépourvu de ressources. Le 20 avril, avant de se séparer de ses compagnons d'armes, sir Robert Napier les passa en revue sur le plateau de Dalanta, voulant rester lui-même avec l'arrière-garde. Le mouvement de retraite commença dès le lendemain. Le 23 avril, le quartier-général quittait à son tour Dalanta. Les incidens de cette marche rappelèrent, à très peu de différence, ceux qui avaient signalé le mouvement en avant de l'armée. Si le travail des sapeurs, poussé sans relâche pendant toute la campagne, avait pu aplanir les plus sérieux obstacles du terrain, l'abondance était loin d'avoir augmenté depuis le premier passage des colonnes anglaises. Les faibles ressources du pays étaient depuis longtemps épuisées. Jusqu'à Antalo, où le général en chef arriva le 12 mai, les privations furent toujours les mêmes. Quelques orages épouvantables qui fondirent sur les bivouacs furent d'ailleurs pour les troupes la cause de nouvelles souffrances.

Le récit des événemens de cette rapide campagne nous a entraînés jusqu'à Magdala, à la suite du quartier-général, sans avoir eu le temps de jeter un coup d'œil en arrière. On pourrait s'étonner que, sur près de 14,000 combattans envoyés en Abyssinie, 5,000 à peine eussent pris une part active à l'expédition. Ce serait une grave erreur de penser que les autres troupes fussent restées inactives, pendant les trois mois qu'avait duré la marche en avant de la colonne d'opération. Sir Robert Napier n'avait pas entendu se jeter à l'aventure avec une poignée d'hommes dans un pays inconnu et si loin de sa base. Jamais les communications d'une armée ne furent mieux assurées, et, si les approvisionnemens réclamés impérieusement ne purent toujours arriver, la véritable raison fut l'impossibilité de les faire suivre à travers un pays de montagnes dépourvu de routes. La longueur de la ligne d'opérations, qui ne comprenait pas moins de 650 kilomètres de Zoulla à Magdala, donnera l'idée du nombre des détachemens et de l'effectif des troupes qui furent employées à maintenir les communications. La cavalerie irrégulière de l'Inde rendit les plus utiles services; sans cesse en marche, la nuit comme le jour, au milieu des montagnes les plus escarpées et des précipices, ces cavaliers indigènes, sou-

vent par petits groupes, quelquefois isolés, eurent un rôle capital pendant toute l'expédition. La nature du pays devait nécessairement amoindrir et presque supprimer le rôle ordinaire de leur arme dans les opérations de guerre.

Ce qu'il est difficile de ne pas admirer, ce sont les travaux de tout genre entrepris par l'armée anglaise sur une pareille distance. Les ingénieurs, les sapeurs, les corvées de travailleurs, pris dans les troupes de toutes armes, accomplirent de véritables prodiges. Les 650 kilomètres de routes devenues praticables, et en bien des points carrossables, avaient été exécutés en moins de six mois, à travers une région où n'existait, sur la plupart des points, aucune trace de voie de communication. Des établissemens considérables avaient été créés sur divers points en vue d'une occupation nécessitée par une prolongation de la guerre. Sans parler des camps d'Antalo, d'Addigraht et de quelques autres places, où la garnison occupait des postes retranchés approvisionnés largement, le camp de Sénafé avait été transformé en trois mois en une vaste place d'armes, où l'armée entière eût trouvé l'installation la plus complète pour hiverner pendant la saison des pluies. Six mois de vivres y étaient accumulés; des hôpitaux baraqués, des abris pour les animaux et le matériel, de l'eau en abondance, des campemens comfortables pour les troupes, assuraient au corps expéditionnaire les moyens de défier la fortune adverse qui l'eût retenu dans le pays.

C'était à Zoulla surtout, à cette base d'opérations si bien choisie et si précieuse, que les plus surprenans efforts avaient été dépensés pour transformer une plage déserte en un vaste entrepôt. Chargée de fournir à tous les besoins futurs de l'armée et devant suffire à toutes les prévisions du commandant en chef, cette place de dépôt était devenue un établissement militaire capable de servir de base à une grande armée. Le mouvement de la flotte n'avait pas cessé de l'approvisionner journellement, et les travaux du chemin de fer, poussés activement, avaient permis d'utiliser cette voie pour emporter vers l'intérieur le matériel de toute espèce. Ce ne fut que dans le courant du mois de décembre 1867 qu'on put commencer les travaux du chemin de fer, les études préliminaires ayant exigé un certain temps. Dirigée du môle de Zoulla au camp de Kumoylé, au pied des montagnes, cette voie avait atteint, dès le 19 février 1868, une longueur de 6 milles (9 kilomètres 1/2). La circulation fut établie sur-le-champ, et tandis qu'on transportait au fur et à mesure des besoins le matériel nécessaire pour la construction d'une nouvelle section de la voie ferrée, les approvisionnemens étaient transportés à un dépôt provisoire établi à la tête de la ligne; chaque jour, 150 ou 200 tonnes de matériel étaient ainsi enlevées, ce qui

épargnait au service des transports de longs délais et des fatigues considérables pour les animaux. On put dès lors ne laisser à Zoulla qu'un très petit nombre d'animaux, et tandis qu'au bord de la mer il fallait les abreuver d'eau distillée d'un prix de revient exorbitant, ils trouvèrent au milieu de la plaine l'eau douce que fournissaient en abondance des puits creusés par l'armée. A la fin de mars, la ligne atteignait le neuvième mille, et avant le 1er mai le parcours total de 12 milles (19 kilomètres) était terminé. Des corvées, prises dans les divers corps de l'armée, avaient seules accompli ces travaux sous la direction du service du génie. Les rails, les traverses, le matériel roulant, avaient été apportés de l'Inde, et ce ne fut pas une petite difficulté que de mettre en état de service tous ces objets de modèles divers. Le sol mouvant du désert fut parfois un obstacle sérieux pour établir solidement les rails; des tranchées durent être creusées à travers quelques collines; il fallut jeter sur des torrens huit ponts en fer, dont quelques-uns à plusieurs travées.

Jusqu'au 24 mai, les trains ne cessèrent de se succéder, emportant jusqu'au pied des montagnes tous les approvisionnemens nécessaires; à cette date, la campagne était terminée. Dans la retraite, le chemin de fer rendit de nouveaux services. Arrivées à Kumoylé les troupes furent embarquées sur la voie ferrée et conduites sur le môle de Zoulla, d'où elles étaient immédiatement transportées à bord des bâtimens. Cela permit d'éviter aux régimens fatigués par de longues marches d'avoir à séjourner plusieurs jours dans les plaines brûlantes du littoral, où des maladies étaient à redouter pour des hommes épuisés par les privations de la campagne. Chaque jour, les trains du chemin de fer transportaient ainsi jusqu'à 1,500 hommes avec les bagages et le matériel. Ces chiffres font juger suffisamment les inappréciables services que rendit au corps expéditionnaire d'Abyssinie l'établissement de cette voie ferrée. La nature du pays n'eût pas permis de la pousser plus loin. Non compris la valeur du matériel apporté de l'Inde, où il avait déjà servi, ces 19 kilomètres de chemin de fer avaient coûté seulement 6,000 livres sterling. Il serait beaucoup trop long de donner une description détaillée de tous les travaux exécutés en Abyssinie pendant le court séjour de l'armée anglaise. Une ligne télégraphique, double dans la traversée du défilé de Kumoylé, put être conduite avant la fin de mars jusqu'à Antalo, sur un parcours de plus de 300 kilomètres; les poteaux nécessaires pour soutenir les fils durent être apportés presque partout, le pays manquant de bois.

Pressé par la saison des pluies, dont les troupes avaient senti déjà les premières et terribles atteintes, sir Robert Napier poursuivit sa retraite à marches forcées vers la côte. Le 24 mai, le quartier-général arrivait à Sénafé, sa dernière station sur les plateaux. C'est

là que le commandant en chef de l'armée anglaise eut une dernière entrevue avec le prince Kassa, ce chef du Tigré dont le concours avait été si précieux jusqu'à la fin. Sir Robert Napier tenait à laisser à Kassa un témoignage éclatant de la gratitude de l'Angleterre : 1,500 fusils Enfield et une batterie de montagne de pièces à âme lisse, présent inestimable pour ce chef, payèrent les services constans et dévoués qu'il avait rendus. Les dernières marches dans les gorges des montagnes devaient être les plus pénibles. Il avait suffi de quelques jours de pluie pour emporter toute trace de la belle route ouverte peu de mois auparavant. En quelques passages, et notamment dans ce défilé si bien nommé par les Anglais l'*Escalier du Diable*, c'était un véritable chaos. Des soldats isolés périrent dans cet endroit, surpris par un orage subit qui y accumula plus de 30 pieds d'eau. Malgré ces difficultés et ces quelques accidens, la retraite s'acheva heureusement. Dès les premiers jours de juin, l'armée avait évacué les plateaux, l'embarquement se poursuivait sans relâche. On a vu déjà que les corps ne stationnaient même pas un jour dans la plaine torride de Zoulla; on n'avait laissé sur ce point que le personnel rigoureusement nécessaire pour surveiller l'embarquement. Sir Robert Napier demeura le dernier de tous à Zoulla, fidèle à sa promesse de veiller jusqu'au dernier instant avec sollicitude sur l'armée qui lui était confiée. Le 13 juin 1868, pas un soldat anglais ne restait sur la terre d'Abyssinie. Le matériel encombrant et en particulier celui de la voie ferrée, qu'il avait été impossible d'embarquer, fut confié à la garde d'un bataillon de troupes égyptiennes campé dans les environs jusqu'au jour où une saison moins chaude permettrait d'en venir faire l'enlèvement. La flotte anglaise quitta Annesley-Bay après un séjour de neuf mois, et bientôt à l'activité bruyante du camp succéda le silence du désert. Quelques baraques encore debout marquaient seules la trace du passage éphémère de la civilisation occidentale sur ces rivages.

Ces notes devraient s'arrêter ici. Au lendemain du jour où le dernier navire s'éloigna de la baie d'Annesley, tout était fini pour l'Angleterre en Abyssinie. L'expédition n'était plus qu'un souvenir, glorieux pour l'armée de sir Robert Napier, étrange et passager pour ces races que la présence des soldats anglais avait un instant étonnées. Cependant n'est-on pas tenté de se demander quel sera l'avenir de l'Abyssinie et quelle influence la chute de Théodoros peut avoir sur les destinées de ce pays? Assurément le passage rapide des Anglais n'y laissera pas de traces suffisantes pour ouvrir une ère de progrès. De temps immémorial, l'Abyssinie a été partagée entre une foule de petits chefs et déchirée par des luttes intestines sanglantes. L'empire éphémère fondé par Théodoros ne saurait lui survivre; déjà bien avant l'arrivée de l'armée anglaise,

la domination du négus était plus nominale que réelle. Il régnait sur un désert et sur des ruines, ayant pour capitale son camp, pour seuls sujets une soldatesque brutale attirée sous sa bannière par l'amour des combats et l'espoir du pillage. Contraint, pour nourrir son armée, d'être sans cesse en mouvement, il s'abattait avec ses bandes sur les plus riches districts et n'y laissait en se retirant que la dévastation. Parmi les chefs qui s'étaient d'abord reconnus ses vassaux, il n'en était plus un seul qui ne fût devenu son ennemi juré. Le prestige de ses victoires passées et surtout la terreur qu'inspirait encore son nom les empêchaient seuls de s'armer contre lui, et, au moment où l'armée anglaise parut devant Magdala, il eût été impossible à Théodoros de tenir la campagne. En tirant vengeance des outrages qu'elle avait eu à souffrir, l'Angleterre a en même temps délivré l'Abyssinie d'un tyran exécré; mais il ne pouvait entrer dans ses vues d'intervenir en aucune façon dans les affaires du pays et de couvrir de son protectorat la souveraineté précaire qu'elle eût conférée à l'un des chefs accourus au-devant de son armée victorieuse. L'expérience coûteuse de l'expédition devait lui suffire. L'Abyssinie restera donc probablement ce qu'elle était avant Théodoros, et l'on doit espérer seulement que ses habitans pourront conserver leur indépendance. Depuis longtemps, cette terre est une proie convoitée par l'Égypte; jusqu'ici, la résistance énergique des indigènes, fanatisés par la plus violente haine religieuse, a toujours empêché les envahisseurs musulmans d'entamer l'intégrité de ce territoire. L'Égypte avait rêvé d'y prendre pied en prêtant au corps expéditionnaire anglais le concours de quelques bataillons. C'est un honneur pour l'Angleterre d'avoir répudié ces offres intéressées; elle avait compris toutes les difficultés que lui eût suscitées la présence dans ses colonnes d'auxiliaires détestés.

Faut-il espérer que les admirables travaux accomplis par les Anglais serviront d'exemple aux Abyssins, que l'or répandu par le corps expéditionnaire sera pour le pays une source de prospérité? Le temps fera vite disparaître tout vestige de ces travaux, et peut-être une seule saison de pluies aura suffi à effacer du sol la route frayée par les pionniers de sir Robert Napier. Avant même de quitter le pays, l'armée a pu voir quelques orages bouleverser de fond en comble la voie si remarquable ouverte dans la passe de Kumoylé. Quant à leurs dollars, depuis longtemps sans doute pillés par les chefs ou cachés par de pauvres habitans, il n'en reste plus aujourd'hui que quelques trésors enfouis et perdus à jamais pour la richesse commune de l'humanité. Le commerce seul pourrait ouvrir à l'Abyssinie une porte qui lui permît d'entrer un jour dans le concert des nations civilisées. Or il paraît peu probable que l'acti-

vité des races occidentales aille chercher dans ces parages des débouchés nouveaux. Fermée du côté de la mer par une ceinture de montagnes inaccessibles, l'Abyssinie n'offre pas l'attraction de richesses inépuisables ou même de produits variés. Le peu de trafic qui se fait dans ces régions a suivi jusqu'à présent la voie du Haut-Nil, à travers des contrées qu'un climat meurtrier interdit presque complétement à l'Européen, et peut-être le commerce des esclaves a-t-il été la principale source de fortune pour les rares traitans qui hantent ces parages. Enfin un état permanent d'hostilité avec les tribus musulmanes de la côte est un dernier obstacle qui interdit aux Abyssins toute relation avec la Mer-Rouge.

Il faut chercher ailleurs les véritables conséquences de l'expédition d'Abyssinie, et il ne serait pas juste de la réduire aux proportions d'une victoire facile remportée par une armée européenne sur des bandes indisciplinées et d'une vengeance stérile obtenue au prix de quelques millions de livres sterling. Le retentissement du triomphe de l'armée anglaise a été grand dans tout le monde oriental; la présence au corps expéditionnaire de plus de 30,000 Indiens aura contribué puissamment à en répandre la renommée dans le vaste empire indo-britannique. On ne doit pas oublier que ce qui a fondé surtout la grandeur et la prospérité matérielle de l'Angleterre, c'est la persistance et la fermeté avec lesquelles, dans tous les temps et sur tous les points du globe, elle a su faire respecter son pavillon et protéger ses nationaux. Pouvait-elle sans danger oublier en Abyssinie ces traditions d'une grande et noble politique, et laisser sans vengeance l'insulte faite à son drapeau et les indignes traitemens infligés à ses agens? Non sans doute, et, quelque grands que fussent les sacrifices qu'elle dût s'imposer, l'Angleterre a bien fait de ne pas reculer devant une entreprise coûteuse, pleine de périls, de hasards et sans grande compensation de gloire ou d'avantages immédiats. Tôt ou tard elle recueillera le fruit de sa victoire. Déjà nous apprenions, il y a peu de semaines, qu'une expédition projetée l'année dernière sur les frontières du Bengale avait cessé d'être nécessaire; il est permis de penser que l'impression produite par les succès de l'armée d'Abyssinie n'aura pas été sans influence sur la soumission des tribus révoltées. Qui sait si le prestige de cette dernière guerre n'évitera pas au gouvernement des Indes plusieurs campagnes? Si tel doit être l'heureux résultat de l'expédition d'Abyssinie, que l'Angleterre paie sans regrets les 8 ou 10 millions de livres qui représentent les frais de la guerre.

LOUIS D'HENDECOURT.

LA SERBIE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

V.

LA CHUTE DU PRINCE MILOSCH.

I.

« Vous avez maintenant un prince héréditaire, je vous en fais mon compliment. » C'est par ces paroles que le tsar Nicolas accueillit les députés de Milosch peu de temps après la proclamation du *hatti-chérif* qui consacrait la victoire du prince des Serbes (1). Était-ce un compliment sincère? Les députés, Abraham Petronievitch et Zvetko Raïovitch, crurent y voir un accent d'ironie. Un des ministres russes, le conseiller d'état Rodofinik, chef du département asiatique, leur adressa des félicitations du même genre. Une surprise légèrement sardonique et même une incrédulité inquiétante perçaient dans son langage. Tout cela pouvait se traduire ainsi : « vous triomphez sans nous, vous prétendez vous passer de nous; prenez garde! » Les deux Serbes d'ailleurs reçurent un accueil empressé à Saint-Pétersbourg. On sait combien les Russes s'entendent à séduire leurs hôtes. Comblés de prévenances, couverts de décorations, introduits même dans la noblesse russe par des lettres patentes, Petronievitch et Raïovitch furent complétement sous le charme. Ils oublièrent l'ironie du premier jour, et ne sentirent plus que les ca-

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

resses. Les diplomates du tsar n'eurent pas de peine à savoir exactement quelles étaient les dispositions du prince des Serbes. On pressentait bien que déjà Milosch ne serait pas un instrument docile aux mains de la Russie, comme les hospodars de Jassy ou de Bucharest; d'après les confidences involontaires des députés serbes, il fut évident pour les politiques de Saint-Pétersbourg que ce terrible personnage, rusé, actif, ambitieux, jaloux de l'indépendance de son pays, pourrait devenir à l'occasion un ennemi de la politique russe. « Depuis ce moment, dit un homme très initié aux détails de cette histoire, on le fit surveiller de près, on lui suscita des entraves dans l'intérieur, et on commença à préparer de longue main les moyens de le faire tomber (1). »

Il serait trop commode aux apologistes du prince Milosch d'expliquer sa chute par la seule hostilité de la Russie. Il faut tenir compte aussi des fautes du despote. Assurément l'histoire doit constater que la Russie a eu sa large part dans les catastrophes que nous avons à raconter; la Russie avait intérêt à la chute de Milosch, et elle a voulu en tirer profit. Prenons garde pourtant : si la Russie a renversé Milosch, Milosch lui a fourni des armes. Justifier le prince des Serbes en accusant la diplomatie moscovite, ce serait provoquer des récriminations toutes prêtes, car enfin les faits sont là, on connaît les actes du prince, on l'a déjà vu obligé de demander grâce pour son despotisme en vue des services qu'il rendait, et, maintenant qu'il se croit sûr du lendemain, on va voir ce despotisme se donner toute carrière. Nous ne voulons ni absoudre Milosch ni diminuer le rôle de la politique russe. Que le fondateur de la principauté serbe ait ses accusateurs et ses apologistes sur le théâtre où s'est déployée sa force, rien de plus naturel; pour nous, simples spectateurs à distance, il n'y a ici qu'un intérêt, le désir de connaître la vérité, afin de savoir en même temps quelles sont les vues de la politique russe sur l'Europe orientale.

Un point acquis, ce nous semble, c'est que les Russes, soit à propos du traité d'Akermann, soit au sujet du *hatti-chérif* de 1830, ont voulu servir la cause des Serbes jusqu'à un certain degré, sans permettre à ceux-ci d'aller trop loin. L'établissement de la dynastie des Obrenovitch s'est fait en dehors de leur action, disons plus, malgré eux. Dès le lendemain du jour où Milosch entre à Belgrade en maître, les surveillans dont on nous parlait tout à l'heure, les surveillans russes, arrivent par bataillons. Des surveillans, est-ce dire assez? Ce sont déjà des censeurs, ils seront demain des rivaux.

(1) Le docteur Cunibert, dont j'ai plusieurs fois invoqué le témoignage. — Voyez *Essai historique sur les révolutions et l'indépendance de la Serbie*, Leipzig 1855, t. II, p. 27.

On se rappelle que les anciens chefs de la guerre de l'indépendance, les compagnons de Kara-George, après avoir désespéré comme lui en 1813 et franchi le Danube, avaient trouvé un asile en Russie. Le gouvernement russe les avait installés dans ses provinces méridionales, en Bessarabie surtout, et leur faisait des pensions assez fortes. Le lieu était bien choisi; on pouvait se servir d'eux à l'occasion, en faire des observateurs, des intermédiaires, les lancer au-delà du Danube, suivant la marche des événemens. Dès que Milosch fut reconnu prince héréditaire des Serbes par le sultan Mahmoud, le cabinet de Saint-Pétersbourg leur fit signifier que l'heure était venue de rentrer en Serbie. La condition politique de la Serbie était désormais assurée; le prince Milosch, à la recommandation du tsar, les recevrait, leur donnerait des emplois. Pourquoi prolonger une émigration sans excuse? Ils rentrèrent donc, oubliant, comme tous les émigrés, que bien des choses nouvelles avaient surgi, que les fonctions actives appartenaient aux hommes qui depuis dix-sept ans avaient porté le poids du jour; ils rentrèrent avec toutes leurs ambitions, étonnés et irrités de ne plus être les premiers dans leur pays. A leur tête était le vieux Jacob Nenadovitch, un des héros de 1804, un des chefs qui avaient osé disputer la dictature à Kara-George lui-même. Milosch lui donna une maison, des terres, des moulins à Valjévo, chef-lieu de la voïvodie où le vieux héros avait dominé jadis; son fils Éphrem fut chargé du commandement militaire de la province; tous les autres furent accueillis avec la même bienveillance, aucun ne retrouva l'autorité qu'il avait conquise autrefois, ou l'héritage qu'il espérait recueillir. Milosch était décidé à ne point laisser renaître la féodalité des premiers jours. Il devinait bien d'ailleurs les intentions secrètes de la Russie; ces hôtes qu'on lui envoyait avec tant d'empressement allaient grossir le nombre de ses ennemis. Il fallait les recevoir en souverain, libéralement, sans nulle crainte, mais en maintenant la distance et avec la résolution d'avoir l'œil sur eux. Une preuve que Milosch avait pénétré le plan des Russes, c'est que, malgré leurs instances, il refusa d'ouvrir les portes de la Serbie à la veuve et au fils de Kara-George. Il leur abandonna un riche domaine qu'il possédait en Valachie, leur fit une pension annuelle sur sa cassette, à la condition qu'ils s'interdiraient eux-mêmes toute espérance de retour. C'était soustraire la noble veuve aux intrigues des partis hostiles; c'était aussi s'épargner la nécessité de sévir, en cas de conspiration et de guerre civile, contre un nom glorieux toujours cher au pays. Les événemens, on le verra, n'ont que trop justifié les pressentimens et la prudence du prince.

Un épisode d'un autre genre aurait suffi pour avertir Milosch

des dispositions malveillantes de la Russie à l'égard de la principauté serbe. On se rappelle que le *hatti-chérif* de 1830 réservait aux Turcs les forteresses de la frontière; le drapeau ottoman ne devait plus flotter que sur ces murailles, considérées comme une propriété de l'empire, puisqu'elles défendaient le pays contre l'étranger. Il avait été stipulé aussi que les fortifications qui n'existaient point avant la guerre de l'indépendance seraient démolies. Belgrade était-elle une forteresse? Si l'on répondait oui, les Turcs avaient le droit d'y rester; dans le cas contraire, ils étaient obligés de partir. Dès le lendemain des scènes que nous avons racontées, scènes si glorieuses pour les Serbes, si humiliantes pour les Turcs, les vaincus essayèrent de reprendre l'avantage sur ce point à l'aide d'une argumentation effrontément chicanière. — Belgrade est fortifiée, disaient les commissaires ottomans, Belgrade est nécessaire à la défense du Danube; voyez ces palissades et ces fossés. Or il est très certain que les fortifications de Belgrade avaient été rasées en 1739 à la suite de la guerre entre la Turquie et l'Autriche; le traité de Belgrade, qui avait mis fin à la lutte, en avait fait l'objet d'une stipulation formelle. C'est plus tard seulement, pendant la guerre de l'indépendance, que la ville avait été entourée de fossés et de palissades. Ces travaux de défense devaient donc être démolis; Belgrade n'était plus une forteresse, c'était une ville serbe réservée aux Serbes, à l'exception, bien entendu, de la forteresse proprement dite, laquelle, suivant les déclarations du *hatti-chérif*, appartenait aux garnisons ottomanes. Rien de plus clair assurément; c'est pourtant sur cette équivoque des palissades et des fossés que les Turcs prétendaient reprendre aujourd'hui ce qu'ils avaient accordé hier. Ils soutenaient que les palissades avaient été construites avant la guerre de l'indépendance; ils montraient des lignes, des vestiges de lignes, comme si ces palissades même, eussent-elles existé avant 1804, eussent permis de confondre la ville de Belgrade avec la forteresse de Belgrade. Les négociations durèrent assez longtemps. La diplomatie turque, lorsqu'il s'agit d'éluder ses engagemens, trouve des ressources particulières dans son art de temporiser et de grouper les formules majestueuses. Enfin le divan proposa aux députés de Milosch de s'en rapporter à l'arbitrage du tsar Nicolas. Milosch ne pouvait refuser un tel arbitre. Quant au gouvernement turc, il jouait une partie gagnée d'avance; c'était le moment où le cabinet de Saint-Pétersbourg, déjà mécontent de voir les Serbes réussir trop bien et trop vite, comblait le divan de ses prévenances pour l'amener à conclure le traité de Balta-Liman. Le tsar condamna Milosch. Il fut établi que la ville de Belgrade, à titre de forteresse, demeurerait tout entière aux mains des Turcs. Milosch en

ressentit une telle fureur qu'il voulait en appeler aux armes. Déjà la lutte était imminente; les Turcs s'étaient retirés dans la forteresse, les canons de la place étaient braqués sur les quartiers de la ville habités par les chrétiens; on voyait les canonniers à leurs pièces, debout, mèche allumée. Un signal du prince eût soulevé toute la Serbie, et nul doute que Belgrade n'eût été emportée d'assaut avant que Mahmoud n'eût envoyé une armée contre les rebelles. Il est vrai que le lendemain c'était une terrible guerre à recommencer. Milosch eut la force d'ajourner sa victoire, afin de la rendre moins sanglante et plus sûre. Il quitta Belgrade et retourna dans sa résidence de Kragoujevatz. Voilà sous quels auspices commençait la seconde période de son règne. Reconnu prince des Serbes, proclamé chef d'une dynastie par un *hatti-chérif* de Mahmoud, il était obligé de quitter la capitale où venait d'être célébré son couronnement, et c'était la Russie qui, tendant la main aux Turcs, lui infligeait cet échec.

Deux insurrections qui éclatèrent vers le même temps lui causèrent de graves embarras. Deux grandes provinces de l'empire ottoman, l'Albanie et la Bosnie, se soulevèrent contre Mahmoud. Le continuateur des réformes de Sélim, l'ami des idées européennes, le destructeur des janissaires était pour les vieux musulmans un ennemi de Mahomet; on l'appelait, comme Sélim, le *sultan giaour*. C'était le *sultan giaour* que les Albanais et les Bosniaques voulaient renverser du trône. Il y avait pourtant une grande différence entre les deux révoltes. Le chef des Albanais, Moustapha, pacha de Skodra, était surtout un ambitieux qui voulait profiter de l'ébranlement de l'empire pour augmenter son pouvoir; la religion n'était pour lui qu'un prétexte. Le chef des Bosniaques, Hussein-Capétan, était au contraire un défenseur convaincu des vieilles mœurs, un héros et un saint. Même contraste dans les circonstances extérieures; Moustapha avait annoncé ses projets hostiles à Mahmoud dès l'année 1829, au moment où les Russes marchaient sur la capitale de l'empire; Hussein-Capétan n'avait soulevé la Bosnie qu'après le traité d'Andrinople. De là les résolutions différentes de Milosch. Si Moustapha-Pacha en 1829 eût agi avec vigueur, l'empire turc était sérieusement menacé; le prince des Serbes, toujours préoccupé des intérêts de la Serbie, se demanda ce que deviendrait sa cause dans le cas où le pacha d'Albanie, après avoir détrôné Mahmoud avec l'aide des Russes, jouerait dans la réorganisation de l'empire un rôle prépondérant. Sollicité par Moustapha de s'associer à ses projets au moins par un secours en argent, il s'engagea à lui fournir une somme de 200,000 piastres. Ce n'était pour lui qu'une tactique, une précaution en vue d'un avenir incertain; au fond, il ne désirait pas la

chute de Madmoud, et on a vu dans notre étude précédente comment les Serbes appréciaient le traité d'Andrinople, ce traité qui avait mis fin à la guerre de 1829 en affaiblissant la Turquie sans la détruire. Aussi, lorsque Hussein-Capétan, à la tête de ses Bosniaques, se révolta contre le *sultan giaour*, Milosch n'avait plus à hésiter; ce sultan giaour attaqué par les musulmans de Bosnie, c'était le sultan à demi européen, le sultan qui consentait aux réformes, celui qui avait rendu aux Serbes une grande part de leur indépendance. La cause de Mahmoud était la cause de la Serbie.

Nous n'avons pas à raconter ici l'insurrection des Bosniaques; nous devons dire seulement que l'attitude de Milosch contribua singulièrement à la victoire des Turcs, et que cette victoire devint plus tard contre lui un chef d'accusation terrible. Rien de plus injuste pourtant. Il fallait accuser l'histoire, il fallait s'en prendre aux déchiremens séculaires de la famille serbe; était-ce la faute de Milosch, si les fanatiques soldats de Hussein-Capétan, les champions obstinés de l'islamisme, étaient les fils de Douschan et de Lazare? Il est facile aux détracteurs passionnés de déclamer sur ce texte : « les Serbes musulmans révoltés contre Mahmoud demandaient asile aux Serbes chrétiens, et les Serbes chrétiens les ont livrés aux Turcs! Les Serbes musulmans voulaient descendre dans les plaines de Kossovo, venger leurs ancêtres, renverser les successeurs de Murad, et les Serbes chrétiens ont prêté leur appui aux fils de ceux qui ont anéanti l'armée du prince Lazare! » Certes une telle complication d'intérêts au sein d'une même race est un spectacle horriblement tragique; mais à qui donc en revient la responsabilité, sinon aux hommes qui, pour sauver leur vie et leurs biens, ont renié la religion de leurs pères? On vante la piété, la sincérité, les brillantes qualités chevaleresques d'Hussein-Capétan; qu'importe? les Serbes musulmans du XIXe siècle, si respectable que pût être leur attachement à la religion de Mahomet, devaient payer pour les Serbes renégats du XIVe siècle. Les questions religieuses dans l'Europe orientale sont liées d'une façon indissoluble aux intérêts nationaux. On ne peut pas dire : « Je suis musulman, mais je suis Serbe; vous, hommes de ma race, venez-moi donc en aide. » Surtout il est absurde et révoltant de tenir ce langage quand on se lève pour rétablir le vieil islamisme, l'islamisme qui opprimait les chrétiens, l'islamisme auquel les Serbes ont dû arracher leur indépendance en sacrifiant des flots de sang. Aussi n'est-ce pas précisément Hussein-Capétan et les siens qui parlaient de la sorte aux Serbes, ce sont les ennemis de Milosch qui plus tard ont exploité tous ces contrastes. Si Hussein avait voulu venger ses ancêtres tombés au XIVe siècle sur le champ de bataille de Kossovo,

il n'avait qu'à reprendre leur antique bannière, la bannière de la civilisation chrétienne, et à faire cause commune avec l'héroïque Serbie de Kara-George et de Milosch.

Il ne faut donc pas reprocher à Milosch le rôle auquel il a dû se décider dans les deux premières crises qui ont signalé le commencement de cette nouvelle période. Dans l'une comme dans l'autre, il s'est conduit en homme de sens, en homme qui, chargé d'une grande cause, doit toujours regarder le but et y marcher résolûment. Parmi les reproches si violens auxquels le prince des Serbes s'est exposé, plût à Dieu qu'il n'y en eût pas eu de plus légitimes!

II.

La politique extérieure de Milosch était presque toujours irréprochable; c'est sa politique intérieure qui a été bien souvent en défaut. Dans ses rapports avec le sultan ou le tsar, et par la suite, on le verra tout à l'heure, avec l'Autriche ou l'Angleterre, il voyait juste et agissait prudemment; à l'égard de ses sujets, il s'est obstiné jusqu'au bout dans les erreurs qui devaient amener une catastrophe. Sans entrer ici dans les détails, nous dirons que le malheur de Milosch a été de vouloir gouverner seul. L'article 3 du *hatti-chérif* de 1830 lui faisait une loi « d'administrer les affaires de Serbie avec l'assemblée des notables serbes. » S'il avait suivi ce programme, il eût fait une des choses qui pouvaient le mieux séparer la Serbie de l'empire ottoman, et, en accusant son originalité, assurer son indépendance. Singulier incident! c'est le divan de Constantinople qui donne à Milosch des conseils de libéralisme, des conseils dont les Serbes auraient profité au détriment des Turcs, et c'est le prince des Serbes qui s'enfonce bon gré mal gré dans le système ottoman! Bien plus, il n'y a pas même un divan auprès de Milosch, il n'y a pas même un conseil de hauts fonctionnaires qui puisse éclairer le souverain; Milosch veut être seul. Que l'assemblée nationale, la *skouptchina*, si influente autrefois, si glorieusement mêlée aux destinées du pays, ait été amoindrie, décimée, réduite à un nombre de membres insignifiant, qu'elle ait inspiré assez de défiance, même en cet état, pour être convoquée seulement de loin en loin et comme par grâce, assurément c'était là un malheur pour la principauté naissante; un malheur plus funeste encore, ce fut la conduite habituelle du prince avec les fonctionnaires de l'état. Chez nous, dit un historien allemand, — et je suppose qu'il parle non pas uniquement de l'Allemagne, mais de toute nation civilisée (1), —

(1) Ranke, *Die Serbische Revolution*. Berlin, 1844, page 342.

chez nous, le respect des fonctions publiques et de ceux qui les occupent est une des forces de la communauté sociale; il faut qu'ils soient respectables à tous, au souverain comme au peuple. Milosch ignorait absolument ce principe. Pour mieux marquer la distance qui le séparait de ses anciens compagnons, le prince-paysan humiliait à plaisir ses plus dévoués serviteurs. Était-ce chez lui un système? était-ce simplement l'effet de ces colères soudaines qu'il ne savait réprimer? C'était l'un et l'autre à la fois. Le fonctionnaire était soumis comme un esclave à tous les caprices du maître; mal payé, maltraité, tantôt promu sans motif aux rangs supérieurs, tantôt rejeté aussi arbitrairement au plus bas de l'échelle, on eût dit que le prince lui enviait à tout instant cette parcelle de pouvoir dont il avait dû se dessaisir en sa faveur. Pour la moindre faute, le fonctionnaire était puni d'une peine infamante; c'étaient des violences directes, des châtimens corporels, et parfois le prince lui-même s'armait du bâton pour frapper le coupable (1). Un fonctionnaire aimait mieux donner sa fille à un marchand, à un artisan, à un laboureur, qu'à l'un de ses jeunes collègues. Qui donc en de telles conditions pouvait rechercher les fonctions publiques? Les Serbes de Serbie n'y pensaient guère; c'étaient presque tous des Serbes hongrois, c'est-à-dire de ces gens qui, pour un motif ou un autre, n'ayant pas chance de succès dans leur pays, couraient volontiers les aventures. Qu'arrivait-il? Milosch était seul au centre du pouvoir, mais, hélas! bien autrement seul qu'il ne l'avait désiré. Si l'on excepte un petit nombre d'hommes sincèrement enthousiastes de ses rares qualités et dévoués à sa fortune, le despote n'avait autour de lui que des aventuriers ou des traîtres. On peut affirmer que les dix dernières années du premier règne de Milosch (2) ont vu se produire sous maintes formes une conspiration permanente, conspiration dont la Russie était l'âme, que Milosch pouvait aisément déjouer, qu'il a refoulée à plusieurs reprises, dont

(1) Il s'agissait souvent de fautes graves, c'était une raison de plus pour que le prince déférât le coupable à la justice. Un jour, le secrétaire du tribunal suprême, George Protitch, est prévenu que le prince veut lui parler. Il sort, et à quelques pas du tribunal, dans une galerie exposée à tous les regards, il trouve un des serviteurs de Milosch qui le renverse à terre, lui attache les pieds, les mains, et lui applique la bastonnade. Aux cris poussés par ce malheureux, tous ses collègues accourent. Dans l'intérêt de son maître aussi bien que par compassion pour la victime, Davidovitch supplie le prince de mettre fin à cette exécution barbare : « Tais-toi! s'écrie Milosch avec fureur, tu ne connais pas mes raisons, » et il le condamne à quelques jours d'arrêt pour s'être mêlé de ce qui ne le regardait point. On sut plus tard que George Protitch, marié à la fille d'un certain Topalovitch, ami intime du prince, avait déshonoré sa belle-sœur, une toute jeune fille, la joie et l'orgueil de son père.

(2) On verra plus tard qu'après avoir été renversé du trône en 1839 il y a été rappelé en 1858, et qu'il est mort prince de Serbie en 1860.

il a triomphé même par sa cordialité autant que par sa vigueur, mais à laquelle il a fini par succomber, le poids de ses fautes l'emportant à une heure donnée sur la somme de ses bons services.

Parmi les hommes qui approchaient le plus du souverain, les deux frères Simitch, Stoïan et Alexis, étaient au premier rang. Ce n'est pas de ceux-là qu'on peut dire que Milosch les tenait à distance; il les aimait au contraire et les avait comblés de biens. Il y avait même entre le prince et Stoïan Simitch ce lien spirituel, cette fraternité élective, qui tient une place si touchante dans les mœurs du peuple serbe. Milosch, après avoir prodigué à Stoïan les preuves de son amitié, après lui avoir donné des titres, des terres, des fonctions importantes, après l'avoir chargé de négociations délicates à Constantinople ou en Russie, avait-il voulu pourtant lui faire sentir que son autorité, à lui, prince des Serbes, dominait tout dans le pays serbe? ou bien était-ce simplement ce despotisme de jour en jour plus jaloux, qui, sans atteindre directement Stoïan Simitch, lui inspirait des craintes pour l'avenir? Je ne trouve pas de réponse précise à ces questions. Une chose certaine, c'est que Stoïan Simitch se sentait mal assuré de ses richesses, et que, mécontent de son peu d'influence, il portait envie aux boyards moldo-valaques. Il avait fait plusieurs fois le voyage de Bucharest. Le consul russe établi dans cette ville n'avait pas eu de peine à lui faire remarquer combien le sort d'un seigneur serbe tel que lui différait de l'existence d'un boyard. A quoi lui servaient ses richesses? Lui assuraient-elles quelque autorité dans le pays? Milosch était seul, Milosch prétendait régler tout. Un boyard au contraire n'était-il pas à peu de chose près l'égal d'un hospodar? Voilà les institutions qu'il fallait donner à la Serbie. Milosch était un révolutionnaire à la manière française, son secrétaire Davidovitch ne songeait qu'à introduire sur les bords du Danube les principes subversifs de l'Occident; le jour où Milosch ferait place à un souverain plus juste, à un prince plus respectueux de tous les droits, — et pourquoi ce prince ne serait-il pas Stoïan Simitch? — on verrait l'aristocratie serbe, cette aristocratie née d'une guerre héroïque, occuper à côté du prince la place qui lui appartient.

Il n'en fallait pas tant pour enflammer l'imagination d'un homme qui avait dit en parlant de Milosch : « Il nous barre le chemin à tous. » Stoïan Simitch répéta aux principaux personnages de la Serbie les propos tenus à Bucharest par le représentant du tsar. Les knèzes des grands districts, des juges du tribunal suprême, des ministres même, des ministres associés chaque jour au travail du prince, furent bientôt affiliés à la conspiration. Le difficile était de se concerter. Les agens de Milosch faisaient bonne garde; la réunion de tous ces personnages aurait éveillé des soupçons. Cor-

respondre par lettres, faire parler des émissaires, c'était trop dangereux; sous l'œil vigilant du maître, on n'osait se fier à personne. Une occasion toute naturelle allait fournir un prétexte; on attendit. Vers la fin de l'année 1834, la femme de Stoïan Simitch accoucha d'un enfant que le fils du prince, à titre de parrain du mariage, devait tenir sur les fonts baptismaux. Tel est l'usage serbe; il y a un parrain pour les mariés, et tous les enfans qui naissent du mariage sont de droit ses filleuls. Stoïan Simitch habitait à Krouschevatz, au milieu de ses immenses domaines. En toute autre saison, l'accouchée se serait rendue à la résidence princière; Milosch voulut lui épargner le voyage, il fit partir pour Krouschevatz la princesse Lioubitza et le jeune prince. Les fêtes furent splendides. Sous prétexte de procurer à la princesse une compagnie agréable, Simitch avait convoqué tous les personnages affiliés au complot, Abraham Petronievitch, intendant et premier ministre de Milosch, George Protitch, Miléta Radoïevitch et Milojav Sdanokovitz, membres du tribunal suprême, le capitaine Miloutine, frère du terrible haïdouk Veliko tué sur la brèche de Négotin aux derniers jours du règne de Kara-George. Dans les festins, on buvait à la santé du prince; le soir, quand la princesse et sa suite s'étaient retirées, les conspirateurs se réunissaient dans une salle écartée pour y combiner leur plan. Les plus violens, Stoïan Simitch et George Protitch, osèrent proposer l'assassinat de Milosch. Tous les autres protestèrent avec véhémence; Miléta Radoïevitch, un de ceux qui combattaient le plus énergiquement le despotisme du prince, alla jusqu'à dire : « Quiconque voudrait attenter à sa vie, quiconque essaierait seulement de le faire abdiquer me trouverait sur son chemin. » On convint de préparer une grande manifestation pour la *skouptchina* qui devait se rassembler au mois de février suivant. Chacun d'ici là (il y avait encore cinq ou six semaines) tâcherait de gagner les députés indécis, une pétition impérieuse se couvrirait de signatures, enfin l'assemblée demanderait à grands cris une constitution qui mettrait fin au régime de l'arbitraire. Si on était bien sûr d'avoir pour soi l'aristocratie rustique et guerrière, celle dont Milosch avait diminué le prestige et arrêté l'essor, on ne se dissimulait pas que le peuple des campagnes était favorable au gouvernement. Afin de gagner la foule, les conjurés mirent sur leur programme certains vœux démagogiques, certaines concessions exagérées et dangereuses qu'ils étaient bien décidés à retirer plus tard, s'ils obtenaient gain de cause; c'est ainsi qu'ils proposaient non-seulement d'abolir les corvées, de supprimer les droits d'exportation sur le bétail, mais de rendre commun à tous l'usage des forêts, c'est-à-dire de la plus grande partie du pays serbe, sans tenir compte des droits acquis. Le bas peuple serait séduit, et tous ensemble ils imposeraient leur

volonté au maître. Si Milosch résistait, on ferait appel aux armes. Chacun des conjurés promettait de soulever son district.

Les fêtes terminées, la princesse reprit la route de Kragoujevatz sans se douter le moins du monde qu'une conspiration si redoutable venait de se tramer sous ses yeux au milieu des toasts et des acclamations. Deux hommes de sa suite, Anastase Buluk-Bachi, le chef des momkes, et Pékéta, courrier du prince, avaient eu occasion de deviner ce qu'elle ne soupçonnait même pas. Bien des choses leur avaient paru suspectes. Comme ils se communiquaient leurs réflexions à voix basse tout en chevauchant à une certaine distance de la princesse, le capitaine Miloutine, un des conjurés, qui faisait partie de l'escorte, trouva dans leur attitude quelque chose d'inquiétant. Plusieurs fois il s'était approché d'eux, et la conversation s'était subitement arrêtée. Il se crut découvert, dénoncé, perdu. Alors, brusquant les choses : « Pourquoi tant de mystère? leur dit-il. Je sais de quoi vous parlez, et si je me suis mêlé à la conspiration, c'est pour la révéler au prince. » On pense bien qu'Anastase et Pékéta profitèrent de l'émotion du capitaine pour lui faire dire ce qu'ils ignoraient. Ils feignirent de tout savoir, et bientôt en réalité ils surent tout. Arrivés auprès du prince, ils lui dirent aussitôt et la conspiration et la façon dont ils l'avaient apprise. Miloutine renouvela ses aveux, ajoutant des détails plus circonstanciés, assurant même que George Protitch et Stoïan Simitch étaient résolus à l'assassiner. Le pauvre diable comprit cependant qu'il commettait une infamie; après avoir trahi ses complices, il voulut leur procurer le moyen de se sauver. Rentré chez lui, il écrivit à Simitch que Milosch avait tout découvert.

Cette nouvelle devait précipiter les événemens. Au lieu d'attendre la *skouptchina* prochaine, les conjurés s'occupèrent immédiatement de soulever les districts sur lesquels ils comptaient. Tandis que Milojav, Miléta et Stoïan Simitch rassemblaient leurs fidèles, les membres du tribunal suprême qui faisaient partie de la conspiration, surtout George Protitch et Maïstorevitch, enjoignaient aux chefs de milices, par ordre du prince, disaient-ils, de diriger au plus vite tous les hommes disponibles sur Kragoujevatz, l'armée serbe devant s'y concentrer pour repousser une invasion turque. La plupart des hommes qui marchaient sur Kragoujevatz ignoraient donc ce qu'ils allaient y faire. Le 6 janvier 1835, Simitch, Miléta et Abraham Petronievitch, arrivant de divers points de la Serbie, opérèrent leur jonction aux environs de Kragoujevatz à la tête de quelques milliers d'hommes. Là, en face des troupes, le premier ministre de Milosch, Abraham Petronievitch, prononça un réquisitoire de la dernière violence contre le prince son maître. Il accusait à la fois son rôle public et sa vie privée. « Cette délivrance de la Serbie,

payée du deuil de tant de familles, était-ce à la nation ou à Milosch tout seul qu'elle devait profiter? La Serbie n'avait fait que changer de tyrans; Milosch s'était substitué au pacha de Belgrade, Milosch accablait le pays de contributions, comme si la terre était son domaine propre et le peuple son esclave. Et quelles mœurs! quelles débauches! Était-il un seul particulier qui fût sûr de mettre sa femme ou sa fille à l'abri des caprices du despote? Ce n'est pas tout : quel dédain des lois religieuses! nul souci des jeûnes, des carêmes. Si Dieu avait frappé les terres de sécheresse pendant deux années, si la grêle avait ravagé les récoltes, c'était la punition que Dieu infligeait au prince infidèle. Voilà, disait Petronievitch, pourquoi Milosch est devenu odieux à tous, à ses amis d'autrefois, à ses plus anciens serviteurs, à sa femme même, la sainte princesse Lioubitza, qui, révoltée de tant de choses iniques, avait approuvé l'insurrection pendant son voyage à Krouschevatz. Tous les amis de la cause serbe devaient donc marcher sans hésitation sur Kragoujevatz; des milliers d'hommes se levaient pour les y rejoindre. C'est là, au centre même du gouvernement, que la Serbie allait reprendre possession d'elle-même. » Les milices étaient mal préparées à ce langage; on hésitait, on murmurait... Alors, changeant de tactique avec une dextérité merveilleuse : « Dieu me garde, s'écrie l'orateur, d'en vouloir personnellement à Milosch! ne suis-je pas son compère? Puis-je ignorer ce que je lui dois? Ce n'est pas moi qui me plains, c'est la patrie. Certes, si je n'eusse consulté que mon intérêt, j'aurais mieux fait de me taire, car il se peut bien que je paie de ma vie mon dévoûment à la cause commune; mais je me devais à la Serbie, je me devais aussi au prince qui a fait tant de grandes choses. Milosch n'est pas le coupable; j'accuse les hommes qui l'entourent, j'accuse les conseillers qui abusent de sa confiance pour l'entraîner dans une voie funeste au peuple, funeste à la réputation du prince même. » Réduite à ces termes, la manifestation devait être accueillie par les milices; dès qu'il s'agissait seulement d'adresser au prince des remontrances respectueuses, elles furent prêtes à suivre les conjurés.

Que faisait Milosch, pendant que l'insurrection était aux portes de la capitale? Il se trouvait alors dans sa résidence de Poscharevatz. Apprenant que les milices marchaient de tous côtés sur la ville où étaient les archives et le trésor du gouvernement, il eut tout d'abord un accès de faiblesse qui serait bien extraordinaire chez un tel homme, si on n'y voyait pas la conscience tourmentée du despote. Ses fautes, ses crimes peut-être, se représentèrent à son esprit, effaçant le souvenir des services qu'il avait rendus à ses compatriotes. Il perdit un instant le sentiment de sa grandeur, et tomba au-dessous de lui-même. Incertain de la fidélité de Voutchitch, mi-

nistre de la guerre, qui commandait les troupes de Kragoujevatz, persuadé que Lioubitza elle-même, pendant son séjour auprès de Stoïan Simitch, s'était mise d'accord avec les conjurés, effrayé de voir la Serbie entière se dresser contre lui, il se sentit seul, impuissant, condamné; il voulut fuir. Il partit en effet, résolu à quitter la Serbie; il partit sans avoir même une explication avec la compagne de ses jours héroïques, sans prendre congé d'elle, sans dire adieu à ses enfans. Il fallut qu'un des hommes de son escorte, le serdar Kotza, à force d'instances, de supplications, de reproches, au nom de sa gloire, au nom du peuple serbe, l'arrêtât presque malgré lui dans sa fuite, et le ramenât à Poscharevatz.

Une fois revenu, il se releva. Ce fut le Milosch des grandes luttes. Kotza lui avait dit qu'on le trompait, que c'était là un mouvement partiel, qu'il était cher au peuple serbe, que parmi les insurgés eux-mêmes beaucoup reviendraient à lui au premier signal; il reprit donc le commandement, et bientôt les milices des environs se levaient pour le défendre. C'était le moment où les insurgés, réunis aux portes de Kragoujevatz, délibéraient sur la conduite à tenir. Fallait-il s'emparer de la ville? fallait-il envoyer des sicaires à Poscharevatz et faire assassiner le tyran? Les plus furieux, Simitch entre autres, appuyaient ce dernier parti; Miléta fit triompher encore une fois les conseils de la modération. Entrer dans la ville avec la permission de ceux qui la défendaient, former une sorte de *skouptchina* tout ensemble armée et pacifique, adresser au prince les remontrances unanimes du pays, l'obliger enfin à donner une constitution, tel était le programme. Voutchitch, nous l'avons dit, commandait les troupes de Milosch à Kragoujevatz; bien que suspect au prince et secrètement attiré vers les conjurés, il sut très bien ce jour-là concilier tous ses devoirs. Il prévint une collision entre les deux armées, les insurgés purent entrer dans Kragoujevatz, à la condition d'occuper une partie de la ville et de n'avoir aucune communication avec les troupes de Voutchitch. Il arrêta ainsi l'insurrection en lui conservant, selon le vœu de Miléta, une sorte de caractère régulier. On avait évité la guerre civile; c'était maintenant au prince à s'entendre avec la nation.

Les chefs rebelles, un peu embarrassés de leur victoire, étaient encore occupés à délibérer tumultueusement, quand Davidovitch, le secrétaire du prince, arrivé à Kragoujevatz et introduit dans le conseil, leur demanda ce qu'ils réclamaient du souverain. Il fut répondu que le pays voulait une constitution politique avec un code de lois civiles et criminelles. « Ce n'est pas l'œuvre d'un jour, répond Davidovitch, voilà longtemps qu'on y travaille; à la prochaine *skouptchina*, dans un mois, le prince publiera un statut organique qui comblera tous les vœux. » Ces paroles ayant été saluées d'ac-

clamations, Davidovitch crut pouvoir conseiller aux chefs de congédier leurs troupes; il leur promettait à ce prix le pardon et l'oubli du passé. Les insurgés s'y refusèrent, on devait le prévoir; ils ne voulaient pas se séparer de leurs troupes tant qu'ils n'auraient pas de ces promesses une garantie assurée. Bien plus, ils demandaient que la *skouptchina* fût convoquée immédiatement; mais ils n'étaient plus de force à dicter des conditions. En même temps que leurs milices devenaient chaque jour moins sûres, se plaignant d'avoir été trompées, on voyait arriver les milices de Milosch, et, si l'insurrection eût relevé la tête, elle eût été infailliblement écrasée. Kragoujevatz ne courait plus aucun péril. Un nouveau chef, Pierre Tuzzakovitch, avait pris la place de Voutchitch, qui était allé à Poscharévatz expliquer sa conduite au prince et obtenir son pardon. Milosch accepta les excuses de Voutchitch; quant aux chefs rebelles, ils furent informés que tout serait oublié, s'ils déposaient les armes à la première sommation. Aussitôt les milices de Simitch et de Petronievitch commencèrent à se débander; sans bruit, sans désordre, du soir au matin, des groupes furtifs s'éloignèrent dans toutes les directions. Au lever du jour, l'armée de l'insurrection s'était évanouie.

Tout cela s'était passé dans les premiers jours du mois de janvier 1835; dès le 12, Milosch rentrait à Kragoujevatz au son des cloches lancées à pleine volée et au milieu des salves d'artillerie. La foule poussait des acclamations; ce n'était pas le despote de la veille qu'on saluait ainsi, c'était l'ancien Milosch réconcilié avec son peuple, Milosch averti par de rudes épreuves et qui promettait de gouverner sagement. Quand il descendit de cheval, les chefs des conjurés, qui s'étaient tenus timidement à l'écart, se jetèrent à ses pieds et lui demandèrent pardon. Milosch les releva, les embrassa, les larmes aux yeux, et leur dit avec une simplicité touchante: « Nous avons tous des torts. Moi aussi j'ai commis bien des fautes. Tâchons de les réparer et pardonnons-nous mutuellement. » Dans la journée, il fit venir auprès de lui les trois chefs principaux, Stoïan Simitch, Abraham Petronievitch, Miléta Radoïevitch, et leur parla comme un père à ses enfans. « Je n'ai jamais méprisé les bons conseils. Au lieu de se livrer contre moi à des démonstrations hostiles, ceux qui n'ont en vue que le bien public auraient dû m'avertir, me montrer en quoi j'avais failli; combattre par système et par orgueil celui que les événemens ont fait chef de la Serbie, ce ne serait pas être ami de la cause serbe. » Puis il les invita à venir à l'église et jura sur l'Évangile qu'il leur avait pardonné.

Était-il sincère? Ses ennemis soutiennent encore qu'il savait joindre au prestige du génie une dissimulation diabolique; mais comment ne pas croire à sa sincérité quand on voit sa clémence si parfaitement d'accord avec ses intérêts? Il avait reçu un terrible

avertissement, il avait vu de près l'abandon du peuple et l'amertume de l'exil, il se savait en butte aux intrigues de la Russie; sa conscience lui disait qu'il avait besoin d'obtenir pour lui-même ce qu'il accordait à ses ennemis, le pardon des fautes les plus graves. Calculée ou non, sa clémence était sincère, et il ne faut pas oublier que les conjurés de 1835 ont été maintenus par Milosch dans les plus hautes charges de l'état, que ce sont eux enfin qui l'ont renversé.

III.

Milosch avait promis une charte constitutionnelle qui devait être proclamée à la *skouptchina* de février 1835, trois semaines après les événemens que nous venons de raconter; il tint parole. Le 14 février, les députés se réunirent à Kragoujevatz. Le prince avait voulu que ce fût la plus nombreuse, la plus solennelle des assemblées nationales; il y avait convoqué les premiers kmètes de chaque village, un député sur cent familles, des représentans des arts et métiers de chaque ville. Plus de quatre mille personnes avaient répondu à l'appel. Le 14 février était le jour de la Purification; les Serbes choisissent volontiers quelque grande fête de l'église pour inaugurer leurs *skouptchinas*. Après les cérémonies religieuses, on se rassembla dans une vaste prairie où se dressait une sorte de tente destinée au prince, à l'archevêque, aux premiers dignitaires. On y remarquait même Stoïan Simitch, celui qui, un mois auparavant, jurait la mort de Milosch; moins arrogant et plus rusé, Abraham Petronievitch évitait de se montrer à la foule après la honte qu'il venait de subir.

Le prince salua l'assemblée, et donna ordre à Davidovitch de lire le discours qu'il lui avait dicté. L'orateur expliquait d'abord pourquoi la Serbie n'avait pas encore une constitution. C'est depuis une année seulement que les difficultés entre la Serbie et la Porte au sujet de la délimitation des frontières avaient été aplanies; depuis une année seulement, la Serbie formait un état. Fallait-il se presser? fallait-il, par des actes irréfléchis, s'exposer à revenir sur ses pas, et par des paroles imprudentes courir le risque d'avoir à se démentir? La fondation des états actuels a demandé des siècles; toujours cependant il faut y ajouter quelque chose : une année pouvait-elle suffire à l'organisation définitive de la Serbie? « Le peuple serbe, — nous citons les paroles mêmes de Milosch, car ce n'est point assez d'en résumer le sens, — le peuple serbe a plusieurs particularités nationales qu'il faut d'abord tâcher d'adapter à la civilisation et aux lumières de l'Europe, si nous voulons prendre

peu à peu une place honorable dans ses rangs. » Le prince abordait ensuite les dispositions générales de la constitution qu'il allait donner à son pays. Ce n'était pas un projet de loi à discuter, c'était une constitution qu'on devait voter, à laquelle on devait prêter serment, et Milosch ne doutait pas de l'assentiment unanime de la nation. « Ce statut vous sera lu; vous y verrez que les droits généraux de la nation et ceux de chaque particulier sont fixés en détail comme l'humanité le prescrit; vous y trouverez la liberté personnelle pour chacun, vous y trouverez aussi que chaque Serbe est maître de sa propriété. Nous devons tous prêter serment d'observer ce statut, nous ici présens, aussi bien que le reste de nos frères. Nous devons tous jurer les uns aux autres, — le prince aux autorités et à la nation, la nation au prince et aux autorités, — que nous observerons ce statut aussi religieusement que l'Évangile, que nous n'en dévierons pas de la largeur d'un doigt sans le consentement de nous tous et du peuple entier. » Ce discours se terminait enfin par un exposé des arrangemens financiers de Milosch, exposé dont le lecteur ne nous reprochera pas sans doute de reproduire ici le texte même, car il peint naïvement la simplicité primitive de la Serbie; quelle image plus fidèle pourrions-nous donner de ce gouvernement à la fois patriarcal et despotique? Si Milosch était un despote, il est curieux de voir quelles entraves il essayait de s'imposer à lui-même. Les hommes chargés comme lui d'organiser un pays où tout est à faire, un pays entouré d'embûches et que des dissensions intérieures peuvent ruiner à jamais, sont quelquefois excusables de céder aux entraînemens du pouvoir souverain; Milosch, qui cédera tant de fois et à ces entraînemens de situation et aux violences de son caractère, s'efforce du moins de se prémunir contre l'écueil. Un des points les plus périlleux, c'était la gestion des finances. Écoutons le prince-paysan.

« J'ai tenu ma promesse d'établir une administration intérieure légale; je passe maintenant à un autre point important de mon discours de l'an dernier, la manière dont les impôts doivent être répartis dans la nation. Le peuple serbe est obligé de faire face aux dépenses suivantes: le tribut du sultan, la liste civile du prince et de sa famille, la solde des employés de l'état et des évêques, les dépenses pour l'entretien des troupes nécessaires à la paix et au bon ordre, les dépenses pour l'entretien des gardes aux frontières qui nous défendent, afin que personne du dehors ne nous surprenne, les dépenses de la poste, les dépenses pour la construction et l'entretien des lazarets, pour la députation à Constantinople, pour nos agens en d'autres pays, enfin les dépenses accidentelles ou imprévues. Toutes ces dépenses ont été payées jusqu'ici au

moyen de revenus très divers, et la nation serbe est obligée de les acquitter.

« Nous nous sommes efforcés, moi et notre tribunal national, de trouver un moyen qui satisfît à toutes les exigences de la façon la plus commode et la plus juste pour le peuple en même temps que la plus avantageuse pour l'état. Nous avons souvent débattu cette question l'an dernier, et nous différions d'avis. Enfin il m'a paru que nous ne pouvions mieux arranger les choses qu'en réunissant tous les impôts de la Serbie en une seule somme, laquelle serait perçue en deux termes, à la Saint-George et à la Saint-Démétrius, de telle sorte que chacun eût le temps de s'acquitter d'un terme à l'autre.

« Pour que le peuple ne soit plus tourmenté pour des vétilles, j'ai proposé un seul impôt de trois écus par semestre, sans qu'il lui soit rien demandé de plus pour les contributions établies jusqu'à ce jour, savoir le hratsch, le tschibouk (1), la taxe de l'évêque, l'impôt personnel, la taxe des mariages, celle des moulins et des instrumens distillatoires pour l'eau-de-vie, celle pour l'engraissement des porcs au moyen des glands, la dîme du maïs, du blé, de l'orge, des ruches et du vin; enfin le peuple ne sera plus tenu à des corvées pour les fonctionnaires, excepté pour les constructions faites par le gouvernement et entreprises pour l'utilité générale; encore le gouvernement paiera-t-il ces corvées, au moins aux gens qui y seront occupés tout un jour. Toutefois les villages devront s'entendre entre eux pour la construction des ponts et des chemins.

« Les forêts des villages et leurs pâturages seront désormais un bien commun. Toute la nation paie pour cela des taxes comprises dans l'impôt général; ce droit payé par tous est la propriété de tous. Dès ce moment, il n'appartient à personne, pas plus à notre gouvernement qu'à un kmète, un fonctionnaire, un marchand, un villageois, de les entourer de palissades, cet enclos ne renfermât-il que dix arbres, ni d'en interdire le libre usage aux gens des autres villages ou districts.

« Si le peuple considère que ces trois écus par semestre remplacent toutes les taxes précédentes, que les honoraires des évêques y sont compris, qu'il n'aura plus d'autres impôts partiels, qu'il gardera désormais sans en retrancher la dîme toutes les récoltes que Dieu lui accordera, qu'il pourra jouir des forêts et des pâturages, que toutes corvées pour les fonctionnaires cessent dès à présent, et que le gouvernement paiera celles auxquelles on se soumettra pour lui; si, dis-je, le peuple prend en considération ces divers avantages, chacun reconnaîtra, j'espère, que trois écus par tête à chaque semestre représentent bien l'impôt le plus modique qu'on ait jamais payé en Europe. Nous verrons si avec cet impôt il nous est possible de faire face aux dépenses. C'est une expérience à tenter. Au bout de l'année, ce sera le devoir de l'administrateur des

(1) Le hratsch est l'impôt personnel payé en Turquie par tous les raïas mâles de sept ans à soixante-dix; le tschibouk est le droit de pâturage payé par tête de bétail.

finances de nous présenter, à moi, au conseil d'état et à l'assemblée nationale, le compte exact des recettes et des dépenses.

« Afin que cette modique somme de trois écus par semestre soit répartie le plus équitablement possible, et que tous soient contens, les pauvres comme les riches, je vous soumets ici le tableau des hommes mariés et des célibataires, avec l'indication de leur avoir. D'ailleurs chacun des kmètes sait combien chacun de ses frères avait à payer de dîme. L'impôt sera réparti d'après ces tableaux; ce soin ne regarde pas mon gouvernement, c'est l'affaire des anciens dans chaque communauté. Les kmètes prendront connaissance des tableaux, compareront la dîme de chacun, et, se concertant avec les capitaines et les juges, imposeront chaque frère d'après sa fortune, afin que les pauvres ne puissent se plaindre d'être injustement traités, et ne viennent pas m'accabler de leurs doléances.

« Je vous soumets tous ces détails, mes frères et messieurs, et je souhaite connaître votre opinion... Quand vous aurez prêté serment aux statuts, choisissez parmi vous les frères les plus capables et laissez-leur une procuration comme à vos représentans, afin que moi et le conseil d'état nous prenions avec eux les mesures ultérieures... Une si grande foule de monde ne peut s'assembler chaque année sans des dépenses considérables; mais des députés tels que je les propose existent dans tous les états représentatifs, et ils nous sont nécessaires. »

Après ce discours du prince, la séance fut levée au milieu des cris d'enthousiasme. Le lendemain, même empressement et même cérémonial. Milosch, accompagné de sa famille, du haut clergé, des dignitaires de l'état, présidait l'assemblée des Serbes dans la vaste prairie. C'était le jour fixé pour la lecture de la charte constitutionnelle. La lecture terminée, l'archevêque lut immédiatement la formule du serment que tous devaient prêter. Milosch jura le premier en répétant mot à mot la formule, puis tous les membres de la *skouptchina* s'écrièrent d'une seule voix : « Au nom de la très sainte Trinité, nous le jurons. »

Cette séance fut marquée par un incident significatif. Plusieurs des knèzes restés fidèles à Milosch dans la conspiration récente, et qui avaient contribué à le sauver, s'irritaient de voir que les Simitch, les Petronievitch, étaient maintenus dans les fonctions supérieures. « A quoi sert le dévoûment, disaient-ils, si les récompenses sont pour les traîtres? » Quand ils aperçurent Stoïan Simitch dans la loge du prince, leur colère s'accrut encore. Ils se réunirent, rassemblèrent les principaux kmètes de leurs districts, et allèrent se placer en face de Milosch, épiant le moment de l'interpeller. Le groupe était nombreux, menaçant; le témoin qui nous raconte la scène déclare que tout d'abord, ne se rendant pas compte de ce

mouvement, il redouta quelque chose de sinistre (1). On vit bientôt de quoi il s'agissait : Simitch était pâle comme un mort. Si le prince eût permis seulement que la plainte des knèzes fût prononcée, l'élan populaire était si vif, l'enthousiasme de la constitution si unanime, que nulle force humaine n'aurait pu soustraire l'ennemi de Milosch à la vengeance de la foule. Heureusement, dès qu'il entendit les premiers mots : « ô prince, les traîtres qui sont près de toi,... » il couvrit leur parole de sa voix retentissante. D'autres essayèrent de parler, ce fut en vain. Le prince étouffa les protestations de ses amis pour sauver le plus perfide de ses adversaires.

Un autre épisode qui ne doit pas être oublié, ce fut la remise à Milosch des présens que lui avait votés la *skouptchina* précédente. Sur la proposition du tribunal suprême et aux acclamations de l'assemblée nationale de 1834, il avait été décidé qu'on offrirait au prince un sabre d'or garni de diamans avec une coupe du même métal. Ces deux objets avaient été exécutés à Vienne avec une rare perfection. Sur la gaîne du sabre on lisait ces mots tracés en pierres précieuses : « à son kniaze Milosch Obrenovitch la Serbie reconnaissante. » Le 16 février 1835, lendemain du jour où la constitution avait été proclamée, dès que Milosch eut pris place dans la loge qui dominait la foule, les magistrats suprêmes, et parmi eux Miléta Radoïevitch, le plus modéré des chefs de la conspiration récente, lui présentèrent sur des coussins de velours le sabre, la coupe pleine de vin, un pain et du sel. Un discours tout oriental exprimait avec des hyperboles sans fin l'admiration des Serbes, et donnait le sens de ces emblèmes. « Gracieux seigneur, était-il dit, nous apportons à votre altesse quatre présens qui répondent aux vôtres, le sel et le pain, le sabre et la coupe : le sel et le pain pour nos prisonniers rachetés et nourris par vous, le sabre pour les armes que vous avez consacrées à la défense de notre pays, la coupe pour ce calice de salut et de bonheur que vous nous avez donné hier... Que l'édifice élevé par vos mains soit aussi durable que les gemmes du sabre et de la coupe, qui n'ont rien à craindre de la faux du temps et des hommes! Nous nous aimons mutuellement, comme le pain et le sel se marient ensemble, et de même que les gouttes de vin ne sont pas séparées, de même nous ne nous séparerons jamais de vous et de votre haute famille, ni vous et votre famille vous ne vous séparerez de nous. » Après des remercîmens dans le même langage, Milosch terminait ainsi : « Nous pouvons tous manquer; peut-être ai-je fait bien des fautes et en ferai-je encore; je proteste du moins que mes intentions ont toujours été pures et dirigées vers le bien de la patrie; elles seront toujours les mêmes. Puissent le pain que

(1) M. le docteur Cunibert, médecin du prince Milosch.

je mange et le vin que je bois se changer pour moi en poison, si je manque jamais sciemment aux devoirs que ma condition m'impose! Gardons toujours nos cœurs unis et confondus dans les mêmes sentimens comme les gouttes de la liqueur qui remplit cette coupe et que je bois à la prospérité de la nation! »

Une foule immense se pressait dans le champ de la *skouptchina*, aux abords, aux alentours. Outre les quatre mille représentans de la nation, des spectateurs étaient venus de tous les points de la Serbie. Même des provinces turques, on était accouru pour voir Milosch, le terrible Milosch, accordant une constitution à ses sujets. Les Serbes, si disposés à jouir naïvement de leur victoire, étaient donc intéressés à faire éclater leur confiance dans l'avenir. Quand Milosch eut fini de parler, ce furent des tonnerres d'applaudissemens; le peuple le souleva dans ses bras et le porta en triomphe jusqu'au palais au milieu d'acclamations enthousiastes.

Comment ces trois journées d'ivresse patriotique ont-elles produit de si tristes résultats? Comment cette charte, accueillie avec de pareils transports, a-t-elle dû être si tôt mise en pièces? Il suffit d'y jeter les yeux pour comprendre ce revirement subit. La constitution improvisée par Davidovitch était une œuvre occidentale transportée tout à coup, sans transition, sans ménagement, au milieu d'une société encore à demi barbare. Milosch avait dit: « La Serbie a ses particularités nationales qu'il faut tâcher d'adapter à la civilisation de l'Europe. » C'est précisément cela que le législateur serbe avait oublié. Il créait une administration tout d'une pièce sans rapport avec les besoins du pays. Et que de disparates! que de contradictions! Ici, un conseil d'état investi de pouvoirs extraordinaires, qui pouvait devenir à l'occasion le centre d'une oligarchie; là, des institutions démocratiques tout à fait prématurées; bien plus, des appels à je ne sais quel communisme patriarcal d'où le communisme révolutionnaire devait sortir infailliblement. Il fallait régulariser l'ancienne organisation du pays serbe, il fallait faire sortir des vieilles coutumes tous les élémens d'ordre et de liberté qu'elles renfermaient; au lieu de cela, on crée des ministres, des conseillers d'état, qui bientôt, enflés de leurs titres, voudront représenter sur leur théâtre les scènes parlementaires de l'Occident. Nous étions tout à l'heure en plein monde héroïque; les héros maintenant vont prêter à rire. Les sublimes paysans de la guerre de l'indépendance deviennent des scribes vulgaires. Ils jouent des parades d'après nos journaux. Qu'ils sont gauches avec leurs habits brodés! on dirait une mascarade. Ce sont surtout les Serbes hongrois, des étrangers après tout, des ouvriers de la dernière heure, qui, voyant la Serbie de Kara-George et de Milosch reprendre possession d'elle-même, prétendent lui donner des leçons de civilisation. Adieu les

vieilles mœurs! adieu les coutumes et les costumes! les soldats des grands jours ne reconnaissaient plus leurs cadets. « A la futaine blanche, aux justaucorps rouges, aux guêtres, à la ceinture bariolée, au fez pourpre, aux sandales légères qui faisaient si bien ressortir la taille svelte de la jeunesse serbe, qui lui donnaient un air si original, on substitua la tunique verte à paremens rouges, le pantalon bleu, le shako, les bottes de l'infanterie hongroise, qui gênaient la marche des soldats et les rendaient incapables de soutenir une longue course (1). » Tout cela ne serait rien et l'histoire ne s'y arrêterait pas, si les questions de costume ne se rattachaient ici à l'esprit même de la constitution nouvelle, à ses prétentions de tout renouveler extérieurement avant d'avoir préparé la transformation intérieure du pays. Qu'on se figure une bureaucratie occidentale installée tout à coup au milieu des forêts de la Schoumadia!

Tandis que la constitution de février 1835 produisait dans les hauts rangs de l'état de si ridicules effets, elle semait dans le bas peuple des germes de trouble et d'anarchie. Ces forêts, ces pâturages des montagnes, dont la constitution faisait un domaine commun, avaient passé des spahis, les anciens maîtres, à des agriculteurs serbes qui avaient payé leurs titres. Il y avait des droits consacrés. Que cette transmission eût été souvent irrégulière, qu'il fût nécessaire de réviser bien des choses, de réformer bien des abus, cela est incontestable; mais dépouiller d'un trait de plume tous les possesseurs légitimes ou illégitimes, lâcher le peuple à travers ces domaines sous prétexte de communauté fraternelle et patriarcale, c'était donner le signal de la guerre civile. En plus d'un endroit, les propriétés les mieux acquises furent envahies par la plèbe. On vit des villages, attaqués par les villages voisins, être obligés de défendre leur territoire à main armée. Assurément, si la constitution eût été soumise à un examen attentif et non proclamée, enlevée par surprise au milieu de l'ivresse générale, bien des objections se seraient produites. On s'en aperçut un peu tard.

Le prince sentit bientôt les embarras que lui créait la loi nouvelle. S'il avait voulu en toute sincérité mettre des bornes à son pouvoir afin d'enlever aux ambitieux tout prétexte d'opposition haineuse, Milosch avait agi trop consciencieusement. Les seize membres du conseil d'état étaient à certains égards plus puissans que le prince lui-même. Une fois nommés, ils ne dépendaient plus que de la *skouptchina*, et comme la *skouptchina* ne se réunissait que deux fois par an, comme ses travaux duraient à peine quelques jours, cette dépendance devait être peu pesante. C'était une sorte de con-

(1) Le docteur Cunibert, *Essai historique sur les révolutions et l'indépendance de la Serbie*, Leipzig 1855, t. II, p. 201-202.

seil des dix surveillant de près un doge à peu près réduit à l'impuissance. L'aristocratie en haut, la démagogie en bas, au centre un prince amoindri, telle devait être bientôt la physionomie de l'état, si la constitution avait le temps de produire ses conséquences. Ces dispositions si peu favorables au prince étaient l'œuvre personnelle de Davidovitch, qui, malgré son dévoûment à Milosch, redoutant ses caprices despotiques, avait voulu assurer à tous les conseillers de l'état une situation inamovible. Seulement, dira-t-on, comment se fait-il que Milosch ait souscrit à une telle œuvre? Comment un esprit si fin, un politiqué si rusé, n'a-t-il pas soupçonné le piége? Il n'y a qu'une explication, c'est le trouble même de Milosch au moment d'édicter la loi. On a vu qu'il avait perdu la tête à la nouvelle que la Serbie tout entière marchait sur Kragoujevatz. Il fallait des concessions, il fallait une charte qui rétablît son autorité. Davidovitch profita de la défaillance de son maître, et, chargé d'improviser en quelques jours la loi fondamentale, il songea d'abord à ses propres intérêts. C'est le châtiment des despotes d'être trahis un jour ou l'autre par ceux-là mêmes qui les ont le mieux servis.

Il arriva donc en peu de temps que tout le monde en Serbie, excepté peut-être les seize conseillers d'état, fut mécontent de la constitution. Milosch avait bien la ressource d'en préparer une autre; il ne paraît pas que son serment l'eût beaucoup gêné. Encore fallait-il quelques ménagemens. On ne pouvait retirer si vite ce qui avait été si solennellement accordé. Le prince espérait sans doute que la nation elle-même demanderait une révision du statut, quand un événement inattendu vint compliquer son embarras. L'Autriche, effrayée de voir un système constitutionnel établi à ses portes, craignant que les idées libérales et démocratiques, si elles s'organisaient en Serbie, ne se répandissent chez les Serbes et les Slaves de son empire, adressa des remontrances officieuses à Milosch. Elle signala même le danger à Saint-Pétersbourg et à Constantinople. En un instant, voilà trois grands empires, Turquie, Russie, Autriche, qui envoient des protestations contre la loi constitutive de la Serbie nouvelle.

Le cabinet russe, qui cherchait un moyen de reprendre la direction de la politique serbe et de déposséder Milosch, saisit avec empressement l'occasion que lui offrait M. de Metternich. Ce n'est point assez dire; il y mit une sorte de véhémence. Un de ses diplomates, M. le baron de Buchmann, esprit impérieux et hardi, accoutumé à plier les Valaques au gré de son gouvernement, entra en Serbie comme une sorte de vice-roi pour signifier à ces rustres la volonté du tsar. Le prince Milosch était allé au-devant de lui jusqu'à Poscharevatz, et lui avait fait rendre les plus grands honneurs comme

au représentant d'une puissance protectrice du peuple serbe. Le baron dédaigna ces marques de déférence, et immédiatement fit subir aux conseillers de Milosch un interrogatoire hautain. Ce fut un des secrétaires de Milosch, nommé Zizanovitch, qui soutint le premier feu. M. de Buchmann avait demandé des explications minutieuses sur les événemens de janvier, sur la promulgation du statut, et Zizanovitch avait répondu à tout avec autant de convenance que de précision; le Russe alors prit la parole et formula contre les Serbes une mercuriale de la dernière insolence. Comment osaient-ils se croire une nation indépendante? Ils n'étaient que les raïas de la Porte, qui, sur l'intercession de la Russie, leur avait accordé quelques franchises. Avant de prétendre se constituer en peuple libre, ne devaient-ils pas consulter la Russie, sans laquelle ils n'étaient rien et ne pouvaient rien être? Comment surtout avaient-ils eu l'audace de proclamer ces principes révolutionnaires « que l'Autriche et la Russie avaient toujours combattus, et qu'aucune nation de premier ordre n'aurait osé adopter sans leur consentement? » Il contesta ensuite à Milosch le titre de prince des Serbes, il attaqua l'article qui, conformément au *hatti-chérif* de 1830, fixait la succession à la principauté serbe dans la famille des Obrenovitch. Milosch n'était, selon lui, qu'un lieutenant de Mahmoud, chargé de gouverner le pays serbe au nom de Mahmoud, tant qu'il resterait fidèle à ses devoirs; sa famille ne pouvait prétendre aux droits dont jouissent les familles souveraines des états indépendans. Pourquoi donc cette couronne qui surmontait la bannière serbe? pourquoi ce ministère de la guerre, ce ministère des affaires étrangères, institués par la constitution? Contre quelle puissance la Serbie voulait-elle entrer en campagne? Quels traités voulait-elle conclure? Est-ce qu'elle prétendait combattre pour la liberté du monde avec cette France dont elle adoptait les principes? — Il était évident que l'envoyé russe voulait du premier coup terrifier les Serbes par la véhémence de son langage; puis, passant de l'insulte à l'ironie : « Quel jour, dit-il, pourrai-je être présenté à leurs excellences les ministres? »

Zizanovitch était un homme sensé; il répondit froidement, posément: aucune de ces critiques ne l'embarrassa, aucun de ces sarcasmes ne lui fit perdre la vraie mesure des choses. En justifiant Milosch, il protesta toujours de la reconnaissance des Serbes pour la Russie. Cette modération fut prise pour de l'effroi, et le diplomate russe en conclut qu'il pouvait continuer sur ce ton. Il continua en effet avec les ministres, avec Davidovitch, avec Milosch lui-même. Il avait traité Davidovitch comme un factieux, comme un agent de la révolution européenne en Serbie, en le menaçant des colères du tsar; il traita Milosch comme un misérable chef de raïas qui se méprend sur son rôle et qu'il faut rappeler à l'ordre. Sa

conduite publique, sa conduite privée, il critiqua tout de la façon la plus sanglante. Il osa lui enjoindre d'éloigner Davidovitch et au contraire de maintenir dans les postes supérieurs les conjurés de Krouschevatz. Reproches, conseils, menaces, rien ne fut épargné au chef des raïas. Milosch écoutait en silence; il prit la parole en homme résolu à se contenir, avoua quelques-unes de ses fautes, s'excusa sur son inexpérience et sur la difficulté de sa tâche. « Je ne suis qu'un paysan, disait-il avec son fin sourire; j'aurais bien voulu voir à ma place tant d'illustres personnages, politiques de haut vol, administrateurs consommés, qui méprisent ce que j'ai fait. J'aurais voulu les voir dans un pays bouleversé où il fallait tout construire au milieu de la guerre extérieure et des discordes civiles. » Il ajouta noblement qu'il avait pardonné aux conspirateurs de Krouschevatz sans avoir attendu l'injonction de personne, mais que ce pardon du passé ne les protégerait pas dans l'avenir, s'ils conspiraient de nouveau. « Je vois, dit-il, que ces messieurs, de leur côté, ne m'ont pas encore pardonné d'avoir déjoué leurs complots; je les maintiendrai pourtant à leur poste tant qu'ils ne démériteront pas. » Sa parole, si calme d'abord et si humble, allait s'élevant toujours. Le paysan redevenait prince. « J'ignore, disait-il, beaucoup de choses en administration, et je recevrai de grand cœur les conseils des hommes qui s'intéresseront sincèrement à la Serbie; mais si le baron de Buchmann prétendait imposer ses avis comme des ordres, chef de la nation et gardien de ses droits, je les repousserais résolûment. »

L'envoyé russe comprit enfin à quel personnage il avait affaire. Ce paysan, malgré toutes ses fautes, était un homme de génie. C'était vraiment un chef de peuple, un chef qui avait conscience de son rôle et de sa force. Tant qu'il gouvernerait les Serbes, on ne devait pas espérer qu'il se soumettrait aux plans de la politique russe. Il ne restait plus qu'à soulever contre lui les mécontens. Les élémens de succès étaient tout préparés, le feu couvait sous la cendre. Après tout, la constitution de Davidovitch contenait certaines parties excellentes au point de vue russe; il fallait écarter les principes révolutionnaires, conserver ce qui favorisait l'oligarchie, assurer aux amis du tsar les positions inexpugnables, et lier les mains au dictateur afin de le renverser.

IV.

Le jour où Milosch avait promulgué sa constitution, dans la séance du 15 février 1835, il avait interrogé la *skouptchina* sur l'opportunité de son voyage à Constantinople. Le sultan Mahmoud exprimait le désir de le voir à sa cour; devait-il se rendre à cet ap-

pel? « N'y va pas, seigneur, répondirent les députés. Envoie un de tes fils ou un de tes frères, mais n'expose pas tes jours en y allant toi-même. Nous avons besoin de toi. N'y va point. » Milosch était fort perplexe; autour de lui, pour des raisons très différentes, ses conseillers lui tenaient à peu près le même langage. Les uns redoutaient les embûches du divan; d'autres, comme Davidovitch, sans imputer des projets odieux à Mahmoud, avaient peur que le prestige du chef des Serbes ne reçût quelque atteinte. Au milieu d'une cour somptueuse, dans les splendeurs de l'étiquette ottomane, quelle serait l'attitude du prince-paysan? Davidovitch craignait aussi que Milosch, si fin, si maître de lui dans les négociations, mais très expansif avec ceux qui savaient le prendre, ne fît des confidences indiscrètes sur les ressources de la Serbie. La pensée constante du gouvernement de Kragoujevatz avait été de grossir le trésor public; pour toute sorte de raisons, il ne fallait pas que la Turquie fût trop exactement informée de l'état des choses, et le prince, dans un élan de fierté patriotique, pouvait se laisser aller à des révélations qu'il eût regrettées plus tard. Dissuadé par ses amis, Milosch hésitait. L'hostilité du cabinet russe le décida. Il comprit que cette visite au sultan était nécessaire. Son instinct lui disait qu'il fallait se ménager la bienveillance du suzerain pour mieux résister aux injonctions de ses protecteurs. Que de choses d'ailleurs il pouvait apprendre en ce voyage! Puis voir Mahmoud en personne, être admis auprès de Mahmoud avec les honneurs princiers, recevoir une consécration nouvelle de ce padischah qui transformait l'Orient, quelle tentation pour un Milosch Obrenovitch! La politique, la curiosité, un certain orgueil bien légitime, tout le poussait à Constantinople.

Il régla ses affaires, institua une régence à la tête de laquelle il plaça son frère Éphrem et Miléta Radoïkovitch, un de ces conjurés qu'il espérait ramener à lui par une clémence magnanime, puis il partit le 19 juillet 1835. Il avait résolu de se rendre en Turquie par le Danube et la Mer-Noire. C'est à Vidin, sur le territoire ottoman, qu'il alla s'embarquer. Sa famille, les officiers de sa maison, un grand nombre de knèzes et de kmètes l'accompagnèrent jusqu'à la frontière de Serbie. Partout sur son passage, à Negotin, à Vidin, et dans les ports du Danube où s'arrêtait le bateau, il trouva l'accueil le plus flatteur. La gloire de son nom éblouissait les imaginations orientales. Les pachas le traitaient en prince. Les chrétiens voulaient voir l'homme qui avait forcé le sultan à reconnaître l'indépendance des Serbes. A Vidin, Hussein-Pacha, le terrible exterminateur des Janissaires, un des personnages les plus considérables de la cour de Mahmoud l'accueillit plusieurs jours avec une somptueuse hospitalité. Issu comme Milosch des derniers rangs du

peuple, Hussein-Pacha professait une haute admiration pour le prince des Serbes. A Varna, au moment de prendre la mer, le prince assista au service de l'église grecque; l'évêque, entouré de son clergé et au milieu d'une foule immense de raïas, le reçut au seuil avec le livre des évangiles ouvert et les images sacrées, qu'il baisa respectueusement; ensuite on l'introduisit dans le sanctuaire en chantant les cantiques consacrés pour la réception des souverains.

Arrivé à Constantinople, il fut traité magnifiquement. Un des pachas qui l'avaient si bien fêté à son passage avait mis à sa disposition une somptueuse maison de campagne sur les rives du Bosphore. C'est là qu'il descendit. Tous les gens du pacha étaient sur pied; la Porte leur avait adjoint deux banquiers arméniens qui devaient lui servir d'intendans pendant toute la durée de son séjour à Constantinople. Le grand-vizir, les plus hauts dignitaires de l'empire s'empressèrent de lui faire souhaiter la bienvenue, et sa première audience du sultan fut fixée au 16 août. C'était dans le palais d'été. Mahmoud, assis sur son divan, portait le manteau impérial, le grand-cordon du nicham et le fez de cérémonie. Après les révérences prescrites, Milosch, debout entre le gendre du sultan, Halil-Pacha, et le séraskier-pacha, prononça le discours suivant en langue serbe, qui fut traduit en grec par Abraham Petronievitch, puis du grec en turc par Bogosidi, prince de Samos, le drogman de la Porte :

« Très puissant monarque! les décrets du Très Haut me réservaient le bonheur inespéré de paraître en votre auguste présence comme représentant de ma nation. Mon cœur déborde de joie, puisqu'il m'est permis de pouvoir exprimer à votre majesté, mon auguste empereur, les sentimens de reconnaissance dont nous sommes pénétrés, mon peuple et moi, pour vos bienfaits. L'esprit de sagesse et de justice dont le Tout-Puissant vous a comblé a su mettre un terme aux querelles, aux dissentions qui affligeaient vos peuples, et fonder des institutions qui font l'admiration de tous les monarques et de tous les peuples du monde civilisé. Votre nom vivra dans l'histoire, glorieux comme celui d'un roi réformateur. Chef de la nation serbe, honoré de la haute confiance et des faveurs de votre majesté, je suis venu pour vous prier de recevoir l'expression de notre reconnaissance filiale. »

Le sultan répondit avec une dignité affectueuse :

« Sois le bienvenu, ô prince Milosch! Je reçois avec plaisir de ta bouche l'expression des sentimens des Serbes. Tant que vous ne vous écarterez pas de vos devoirs, j'aurai toujours pour vous les égards paternels qu'un souverain doit à ses vassaux, aux sujets que la Providence lui a confiés; vous aurez toujours part à ma sollicitude impériale. »

Milosch, selon la coutume d'Orient, avait apporté de riches présens à Mahmoud, qui loua la générosité du prince des Serbes. « Ses présens lui ressemblent, aurait dit le padischah; ils sont grands (1). » Ensuite vinrent les réceptions moins solennelles, les conversations particulières entre le sultan et son hôte, les festins de gala chez les ministres, festins auxquels Mahmoud assistait d'une pièce voisine, non pas comme un surveillant perfide, car on savait qu'il était là, mais en témoin curieux, en observateur qui aimait à connaître son monde. La loi musulmane, si sévèrement gardée par les ulémas, ne permettant pas au commandeur des croyans de s'asseoir à la table de ses sujets, il regrettait ces occasions de juger un homme tel que Milosch. Il le vit, il l'écouta parler dans l'abandon des soupers à l'européenne, et, si nos documens sont exacts, rien n'altéra dans l'esprit du sultan la haute impression que lui avait faite le chef des Serbes. Il le jugeait digne de comprendre ses réformes et de s'y intéresser. Il ne voulut pas laisser à d'autres le soin de lui faire visiter certains établissemens qu'il avait créés, l'arsenal, l'atelier des équipemens militaires. — Dans l'atelier des équipemens, il choisit pour lui-même une paire de bottes, puis il en fit présent au prince; dans l'arsenal, il lui donna six canons de différens calibres avec l'attelage et tout ce qui compose le service.

Toutes ces prévenances, même les plus simples, avaient leur signification et leur prix, venant du commandeur des croyans et adressées au chef des raïas serbes, à celui qui attirait les regards de tous les chrétiens dans le nord de l'empire. Lorsque Milosch quitta Constantinople, il était comme enivré. Que lui importaient maintenant les sourdes hostilités du cabinet russe? Mahmoud, il n'en pouvait douter, approuvait sa politique. A peine revenu à Kragoujevatz, il reprit avec une nouvelle énergie la direction des affaires; la Turquie le laissant à peu près libre de faire ce qu'il voudrait pour l'organisation intérieure du pays serbe à la condition de demeurer un vassal fidèle, il pouvait, à son gré, maintenir ou changer la constitution de 1835. La changer, c'était assurément se tirer d'embarras sur plusieurs points, mais c'était aussi faire acte de dépendance vis-à-vis de la Russie et de l'Autriche, qui en blâmaient si amèrement les principes révolutionnaires. Il préféra la maintenir, provisoirement du moins, jusqu'à ce que le pays lui-même en demandât l'abrogation. En attendant, il en corrigeait les vices par une interprétation sans scrupules. Malheur à celui des conseillers d'état qui se serait prévalu du texte de la charte pour gêner l'administration du dictateur! malheur à celui des conspirateurs de 1835 qui aurait

(1) J'emprunte ce détail à M. Ranke : « *Mahmud soll gesagt haben : seine Geschenke sind gross wie er selber ist.* » — Ranke, *Die Serbische Revolution*, p. 352.

paru oublier un instant la dette contractée envers le prince! Chacun de ses actes semblait dire : « Je vous ai pardonné, je vous ai rendu les fonctions supérieures dont vous aviez abusé contre moi; vous me devez tout, songez-y. » L'ancien despotisme était donc reconstitué, et comme ce despotisme se conciliait sans peine avec les mesures révolutionnaires qui plaisaient au peuple des campagnes, l'opposition était frappée d'impuissance. Cette opposition, nous le savons bien, était une faction oligarchique fort peu digne d'intérêt, puisqu'elle eût sacrifié la cause serbe à la politique russe, et on la verra plus tard, une fois maîtresse du pouvoir, commettre bien d'autres iniquités que celles dont Milosch était coupable. N'importe; ce fut le malheur de Milosch, ce fut le malheur de la Serbie de n'avoir pu écarter les ambitieux légalement, régulièrement, sans une violation presque continuelle de la loi jurée. Le prince fournissait des armes contre lui à ses ennemis de Saint-Pétersbourg.

Terrifiés par la volonté impérieuse de Milosch, deux des anciens conspirateurs se décidèrent à émigrer. En vain occupaient-ils des postes déclarés inamovibles, ce n'était pas au dedans, ils le sentaient bien, c'était du dehors qu'ils pouvaient agir utilement pour leur vengeance. Stoïan Simitch et George Protitch allèrent s'établir à Bucharest, auprès du consul de Russie, au centre des intrigues qui préparaient la chute du prince héréditaire des Serbes.

A dater de ce moment, une lutte diplomatique très vive, dont le gouvernement de Milosch est le sujet, s'engage sur ce petit théâtre de la Serbie ou dans les contrées environnantes. Les grandes puissances de l'Europe, l'Angleterre et la France, la Russie et l'Autriche, sans parler de la Turquie elle-même, y auront leurs représentans. Au printemps de 1836, l'Autriche envoie un consul à Belgrade; c'est M. Antoine Méanovitch, Croate d'origine, parlant très bien la langue serbe, mais esprit dédaigneux, caractère hautain, qui blesse Milosch, irrite l'opinion, et compromet les intérêts qu'il devait servir. Que voulait l'Autriche dans cette affaire? Empêcher Milosch de former ce qu'elle appelait un foyer révolutionnaire en Serbie, car ce foyer l'inquiétait pour ses sujets slaves, et en même temps l'empêcher de fournir à la politique russe un prétexte d'intervention. Au point de vue de l'Autriche, rien de plus logique. Seulement c'était par des conseils, par une action sympathique, non par des menaces, qu'il fallait aider le prince à sortir d'embarras. M. Méanovitch n'était pas l'homme de ce rôle. Aussi l'Autriche, qui avait ici des intérêts tout différens des intérêts russes, va-t-elle être amenée par les fautes de son agent à jouer le jeu des diplomates de Saint-Pétersbourg. D'abord la Russie profite de l'intervention autrichienne pour intervenir à son tour d'une manière plus directe ou du moins plus ostensible qu'elle n'avait fait jusque-là. Le tsar fait remettre à Milosch un

projet de constitution, projet habilement conçu pour détruire l'autorité du prince, entretenir l'anarchie, rendre la Russie indispensable aux Serbes, et, comme Milosch repousse un tel présent, le tsar le punit de cette « insolente opiniâtreté, » — telles sont ses expressions mêmes, — en rapprochant de la frontière serbe les batteries dressées contre son gouvernement. Ce n'est plus à Bucharest, c'est à Orsova, par conséquent à quelques lieues de la Serbie, à une petite distance des conspirateurs et des traîtres, que le consul russe, M. Vaschenko, établit son quartier-général.

La menace était significative. L'Angleterre et la France, toujours attentives aux menées de la Russie en Orient, comprirent qu'il était temps d'agir. Tandis que la légation française à Constantinople soutenait le dictateur contre l'oligarchie des conjurés de 1835, derrière lesquels on voyait aisément l'influence russe, le cabinet de Londres prit une mesure hardie : il accrédita un consul auprès de Milosch. Le consul autrichien n'avait présenté ses lettres de créance qu'à la Porte ottomane; le consul anglais présenta les siennes au prince des Serbes. C'était reconnaître hautement l'indépendance de la Serbie, c'était proclamer le droit que possédait son chef de négocier avec les puissances étrangères. Les Turcs, il est vrai, pouvaient s'en offusquer; il est clair toutefois que cette résolution était beaucoup plus hostile au cabinet de Saint-Pétersbourg qu'au divan de Constantinople. Comme l'Autriche, l'Angleterre voulait empêcher la Russie de prendre en main la direction des affaires serbes; mais elle le faisait avec bien autrement de logique et de vigueur.

Le consul anglais accrédité auprès de Milosch était le colonel George Hodges, qui s'était distingué en Portugal à la tête de la légion anglaise au service de dom Pedro. Milosch lui fit l'accueil le plus empressé; il hésita pourtant à nouer avec lui des rapports politiques. N'était-ce pas rompre ouvertement avec les Russes, changer de protectorat, courir les aventures? La Russie était si près, l'Angleterre si loin! Il évitait donc de voir trop souvent le colonel, et, tout en accordant à l'homme les témoignages d'une vive sympathie, il tenait le diplomate à distance. Pendant ce temps-là, les intrigues s'agitaient de plus belle. Le consulat russe d'Orsova provoquait les plaintes et les calomnies des mécontens. Il y avait dans ses bureaux un acte d'accusation toujours ouvert où les conspirateurs de 1835 venaient accumuler leurs griefs. Pendant l'été de 1837, Simitch et Protitch allèrent trouver le tsar Nicolas, qui était alors au camp de Vosnessenk, et le supplièrent de mettre fin à l'insupportable tyrannie de Milosch; le tsar répondit qu'il accueillerait volontiers leur requête, si elle portait un certain nombre de signatures. C'était là le difficile; les conspirateurs étaient plus ardens que nombreux. Cette oligarchie passionnée, qui se donnait hypocri-

tement pour la nation, voulut du moins suppléer au nombre des signatures par l'importance des signataires. Ils entraînèrent même le frère du prince, le faible et ambitieux Éphrem, faisant briller à ses regards la principauté de Serbie. Milosch détrôné, c'était lui que la nation choisirait. Il avait le prestige du nom; il sauverait la dynastie des Obrenovitch, que Milosch perdait par ses violences. Enivré de ces belles promesses, Éphrem était devenu un des chefs de la conspiration, un des instrumens du consul d'Orsova. Le consul anglais, qui voyait grandir le danger, souffrait du peu de confiance que lui témoignait Milosch; il tenta de nouveaux efforts pour vaincre sa répugnance, et grâce au médecin du prince, M. le docteur Cunibert, il parvint à se faire écouter. M. Cunibert était un médecin piémontais très attaché au prince, à sa famille, et jusque-là très en dehors des affaires politiques, mais qui, dans une telle crise, considéra comme un devoir de prendre un rôle actif. Il devint l'intermédiaire du colonel Hodges et du chef des Serbes. Les conjurés venaient de rédiger un réquisitoire violent contre l'administration de Milosch; le colonel Hodges fit proposer au prince de proclamer immédiatement une déclaration de droits très brève, très nette, qui couperait court à toutes les clameurs, puis de formuler une charte qui sanctionnerait le droit du peuple par le maintien des *skouptchinas*, et le droit des classes supérieures par l'établissement d'un sénat. La constitution de 1835, sans avoir été formellement abrogée, n'existait plus. Personne n'en voulait; était-ce une raison pour prolonger cet interrègne des lois fondamentales? « Le temps presse, disait le consul, la conspiration se développe, des événemens graves se préparent; suivez nos conseils et appuyez-vous sur l'Angleterre. Si vous ne prenez les devans, si vous ne créez vous-même un sénat dont les droits ne détruiront pas vos prérogatives, le sénat que vos ennemis s'apprêtent à vous imposer sera le maître de la situation. C'est votre ruine inévitable. » On a vu par la suite combien ces exhortations étaient justes. Le colonel Hodges connaissait parfaitement l'état de la Serbie et le plan de cette conspiration permanente organisée à Orsova. Milosch pourtant, quoique très disposé à croire le consul anglais, hésitait encore. Tous ses conseillers, excepté le docteur Cunibert, se défiaient de l'Europe occidentale. On lui disait que le sentiment public serait froissé par ce changement d'alliance, qu'il fallait se dégager des intrigues de la Russie sans rompre avec elle, que le lien religieux, que les affinités de race, ne permettaient pas aux Serbes d'abandonner un protecteur comme le tsar pour se jeter entre les bras d'une nation si différente. Milosch envoya le docteur Cunibert à Belgrade, où résidait le colonel Hodges. Habile à profiter de toutes les circonstances qui pouvaient servir son pays, il faisait demander

au consul anglais une preuve manifeste du bon vouloir et de la puissance de l'Angleterre. L'incident est curieux. Écoutons le récit du docteur.

« Avant de me donner congé, le prince me chargea de présenter ses remercîmens au consul anglais pour le vif intérêt qu'il lui témoignait, à lui et à la nation serbe, surtout pour les avis qu'il lui avati donnés. Il ajouta que son désir était de les suivre en tout point et de se mettre aussitôt à préparer une constitution conforme aux besoins du pays. Il le priait enfin d'interposer ses bons offices auprès d'Éphrem, qui était toujours en quarantaine à Semlin, lui donnant pleins pouvoirs de ménager une réconciliation durable avec lui, de lui promettre un complet oubli du passé et le redressement de tous ses griefs. Il me fit à moi la même recommandation. J'étais chargé en outre de dire au hospodar que, s'il persistait dans ses desseins, Milosch aussi saurait oublier qu'Éphrem était son frère; mais surtout il me recommanda de cultiver l'amitié du colonel Hodges. « Je suis, disait-il, intimement convaincu des bonnes dispositions de l'Angleterre, et d'autant plus disposé à suivre ses conseils qu'ils n'ont d'autre but que le maintien de l'empire ottoman, auquel sont attachées les destinées de ma patrie, les miennes propres, celles de toute ma famille. »

« Milosch en effet savait très bien quelles étaient les vues de la Russie dans la question d'Orient. Il savait que, ces vues une fois réalisées, la Serbie perdrait à jamais sa nationalité distincte, par conséquent l'indépendance presque complète dont elle jouissait maintenant, et que lui ou son successeur, quel qu'il fût, irait sans doute finir ses jours dans une forteresse; mais ces considérations, si puissantes qu'elles fussent, étaient de nulle valeur aux yeux de la nation serbe presque tout entière. Les Serbes croyaient encore que la seule identité de religion et de langage, ainsi qu'un sentiment d'humanité, avait porté la Russie à se mêler des affaires serbes, et qu'ils retomberaient bientôt sous le joug des Turcs, si elle leur retirait sa protection. Ignorant la puissance morale de la politique et de la diplomatie, les Serbes ne croyaient qu'à la force des armes, et malheureusement l'Angleterre et la France étaient trop éloignées de leur pays pour que cette force pût frapper leurs regards.

« Cette opinion de presque tous les notables serbes, me disait Milosch, obligera toujours le kniaze à rester sous la tutelle des Russes, quelle que soit la condition qu'il leur plaira de lui faire, à moins que l'Angleterre ou une des grandes puissances intéressées à la conservation de l'empire ottoman ne parvienne à leur prouver, par quelque fait *palpable,* pour ainsi dire, qu'elles sont en état de les protéger aussi efficacement que la Russie. C'était, selon lui, le seul moyen de le délivrer des entraves que l'opinion publique, les préjugés et l'inexpérience politique des notables

lui imposaient. Libre alors de suivre la route que lui traçait son penchant personnel comme les intérêts de son pays et de sa famille, il aurait saisi la première occasion de se débarrasser du joug de la Russie, qui ne pesait à personne plus qu'à lui.

« Ces remarques, Milosch m'ordonnait de les présenter au consul anglais comme des observations à moi, et d'ajouter que cette preuve *palpable* de sa puissance et de sa bonne volonté, l'Angleterre pouvait la donner aux Serbes en faisant évacuer la ville de Belgrade par les Turcs, qui y étaient restés grâce à l'arbitrage de l'empereur Nicolas. »

La mission du docteur Cunibert auprès du consul anglais ne pouvait échapper à la vigilance du parti russe; quelques semaines après, le cabinet de Saint-Pétersbourg envoyait auprès de Milosch un de ses plus habiles diplomates. C'est le 27 octobre 1837 que le prince Dolgorouki alla trouver le prince des Serbes à Kragoujevatz. Quelle différence entre le prince Dolgorouki et ce baron de Buchmann qui était venu l'année précédente signifier à la Serbie les volontés du tsar! Le nouvel envoyé était aussi courtois, aussi flatteur, aussi insinuant que le premier s'était montré hautain et méprisant. Au fond, les prétentions étaient les mêmes. Le prince Dolgorouki voulait bien reconnaître que son voyage à Kragoujevatz avait dissipé chez lui beaucoup de préventions injustes; la Serbie sous le prince Milosch n'était point ce que disaient ses détracteurs. L'activité du commerce, la prospérité de l'agriculture, le bien-être et le contentement du peuple l'avaient frappé. Il avait vu les écoles ouvertes à la jeunesse, les édifices publics récemment construits, toutes les marques d'une sollicitude qui faisait honneur au chef de l'état. Évidemment ceux qui accusaient le prince Milosch d'avarice, de monopole, de malversation, étaient des ennemis passionnés, et il se promettait bien d'éclairer à ce sujet la religion de l'empereur. Tout cela pourtant ne suffisait pas; il fallait quelque chose de plus pour détruire la mauvaise opinion que le tsar Nicolas avait conçue du prince Milosch. Que fallait-il donc? Ne plus solliciter l'appui de l'Angleterre, et avant toutes choses établir le sénat promis aux Serbes par le *hatti-chérif* de 1830, établir cette assemblée, ce conseil des notables (peu importe le nom) qui devait gouverner le pays avec Milosch, conseil inamovible, conseil destiné à empêcher le retour du despotisme. — Non-seulement le tsar interprétait à sa manière le *hatti-chérif* de 1830 en réclamant pour la Serbie ce sénat que l'on plaçait d'avance au-dessus du prince, mais il prétendait dicter à Milosch la liste des hommes qui devaient le composer. Ces hommes, est-il besoin de le dire? c'étaient Stoïan Simitch, George Protitch, Abraham Petronievitch, Voutchitch, les conjurés de 1835, les ambitieux dont le consulat russe d'Orsova entretenait les pas-

sions; en un mot, tous les chefs de la conspiration nouvelle, de la conspiration permanente qui travaillait ouvertement à la ruine de Milosch.

Milosch déploya la même adresse que le prince Dolgorouki. Il répondit à tout avec autant de courtoisie que de fermeté, tantôt avouant ses fautes, tantôt maintenant son droit, s'appliquant surtout à détromper l'envoyé russe sur le compte de ses protégés. « Croyez-vous donc, disait-il, que ces hommes-là aiment leur pays ou qu'ils aient des sympathies particulières pour la nation russe? Ni l'un ni l'autre. Ils n'ont qu'une pensée, prendre ma place, se partager la Serbie comme une proie, faire impudemment ce qu'ils m'accusent d'avoir fait, et se venger du chef qui a déjoué leurs mauvais desseins. Pour assouvir leurs fureurs, ils s'adresseraient n'importe à quelle puissance, à l'Autriche, à la France, à l'Angleterre, au Grand-Mogol. Quant au sénat, puis-je constituer à côté de moi un autre pouvoir souverain dans un pays où l'unité d'action est plus nécessaire que partout ailleurs? Je cherche où peut être en tout cela l'intérêt de la Russie. » A cette objection embarrassante, le prince Dolgorouki essayait de répondre en invoquant les engagemens du tsar. Le tsar avait promis de faire exécuter le *hatti-chérif* de 1830; or l'article 20 de ce *hatti-chérif* stipulait que le kniaze gouvernerait la Serbie avec une assemblée de notables. Il fallait donc que Milosch consentît à instituer ce sénat, car le tsar Nicolas était trop esclave de sa parole pour céder sur ce point. Et ne valait-il pas mieux que Milosch en prît son parti? Si Milosch résistait encore, la Russie aiderait la Turquie à faire exécuter l'article 20, et ce que le prince des Serbes n'aurait pas accordé librement, il serait obligé de le subir.

La menace était pressante. Milosch semblait réduit à cette alternative : céder en secret ou être vaincu publiquement. Cependant il tenait bon; pourquoi cela? Parce que les avertissemens du consul anglais et l'insistance même du prince Dolgorouki lui avaient révélé la vraie situation des choses. La vérité était que la Russie, en portant la question à Constantinople, craignait d'être contrecarrée par la diplomatie occidentale, et qu'elle eût mieux aimé obtenir sans bruit le consentement de Milosch. — Voilà pourquoi on faisait agir la courtoisie insinuante du prince Dolgorouki après avoir employé inutilement les violences du baron de Buchmann.

Milosch résista aux caresses comme il avait dédaigné les menaces. S'il eût faibli d'ailleurs, la diplomatie anglaise était là pour le soutenir. Quelques semaines après la conférence que nous venons de rapporter, le 15 décembre 1837, lord Palmerston informait le kniaze qu'il avait résolu d'ériger le consulat britannique de Belgrade en consulat-général, « le priant d'agréer cette mesure comme

une preuve du vif intérêt qu'il prenait au prince et à son pays. » Le ministre ajoutait : « Le colonel Hodges, qui doit son avancement non-seulement à ses mérites personnels, mais aussi à la confiance dont l'honore votre altesse, lui fera plus particulièrement connaître les bienveillantes intentions de notre gouvernement. Je la prie d'ajouter foi à ses paroles. » Quelques jours plus tard, par une longue lettre en date du 6 janvier 1838, lord Ponsomby, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, encourageait le prince à repousser les suggestions de la Russie et lui promettait l'appui des puissances qui, voulant le maintien de l'empire ottoman, voulaient aussi que la Serbie, heureuse et libre, disposât elle-même de son administration intérieure.

Heureuse et libre! C'était là précisément la question soulevée par les adversaires du dictateur, c'était le prétexte dont s'armait la Russie. Sous la rude main d'un Milosch, la Serbie était-elle libre? pouvait-elle être heureuse? La conspiration de 1835, les plaintes de tant de personnages fameux, les griefs enregistrés à Orsova par le consulat russe, l'exil volontaire des hommes chargés des premières fonctions de l'état, ces symptômes et bien d'autres encore ne disaient-ils pas assez haut qu'il fallait mettre un terme aux caprices du despote? Ainsi parlait la diplomatie moscovite, et telle est la question qui occupa la Porte ottomane pendant toute l'année 1838. Le refus opposé par Milosch aux instances du prince Dolgorouki avait en effet transporté le débat de Kragoujevatz à Constantinople. « Accédez à nos demandes, avait dit l'envoyé russe, acceptez notre interprétation du *hatti-chérif* de 1830; sinon, nous aiderons la Turquie à vous l'imposer. » Milosch répondait : « L'interprétation est fausse, je ne puis consentir à un acte qui serait un suicide. » Et il ajoutait à part lui : « La diplomatie européenne me défendra. » Voilà donc la lutte engagée. La diplomatie de l'Europe orientale est contre Milosch, la diplomatie occidentale le protége; à qui restera la victoire?

On vit alors un spectacle extraordinaire, à ce que dit un historien allemand : les gouvernemens absolus, Russie, Turquie, Autriche, voulant donner à la Serbie une constitution libérale, tandis que les gouvernemens constitutionnels, l'Angleterre et la France, s'efforçaient d'y maintenir le pouvoir absolu. C'est ainsi que M. Léopold Ranke résume la longue bataille diplomatique livrée à Constantinople pendant l'année 1838 (1). Ce fait seul n'aurait-il pas dû avertir l'éminent écrivain? N'est-il pas évident que cette contradiction n'était que dans les termes? En réalité, ce que l'Angleterre

(1) « So erlebte mann dass die constitutionellen Staaten sich für den unumschränkten Fürsten, die Selbstherrscher dagegen fur eine Beschränkung seiner Macht aussprachen. » Ranke, *Die Serbische Revolution*, Berlin, 1844, page 358.

et la France soutenaient en Serbie, c'était le prince libérateur des Serbes et fondateur d'une société qui pouvait subsister par elle-même; la liberté hypocrite offerte aux sujets de Milosch n'était qu'un moyen de paralyser l'état naissant, d'y étouffer la jeune séve, de prolonger son enfance sous une tutelle intéressée. Or le tuteur ici, c'était le Russe. Grâce à la connivence maladroite de l'Autriche et à l'aveuglement de la Porte, l'influence russe l'emporta. M. de Boutenief déjoua tous les efforts de lord Ponsomby; le *hatti-chérif* signé le 24 décembre 1838 assurait une autorité menaçante aux conspirateurs de 1835.

Est-il nécessaire de raconter en détail les événemens qui ont précipité Milosch du trône de Serbie? La catastrophe a eu lieu au mois de juin 1839. Dès le mois de décembre 1838, on peut dire que la révolution était faite. Le *hatti-chérif* avait établi à côté du prince un conseil inamovible chargé de le surveiller, de le contrecarrer, de le réduire à l'impuissance, et en même temps il avait supprimé les assemblées nationales. « Ce chef-d'œuvre du libéralisme turco-russe, comme dit spirituellement M. Thouvenel, créait une véritable oligarchie dans le sein d'une démocratie ardente. » Seulement cette démocratie n'avait point encore assez conscience d'elle-même pour résister à l'intrigue qui s'emparait de la chose publique; étonnée, indécise, elle assistait à ce spectacle étrange sans essayer d'y jouer son rôle. Il n'y avait donc que deux ennemis en présence, le prince d'un côté, de l'autre le conseil des dix-sept.

Le *hatti-chérif* accordait bien au prince le droit de choisir lui-même les membres de ce sénat; mais il lui enjoignait de les prendre parmi les hommes « qui auraient pour eux l'opinion publique à cause des services rendus à la patrie. » C'était désigner les anciens compagnons de Milosch, devenus ses rivaux, les Simitch, les Protitch, les Petronievitch, les Voutchitch, tous les ambitieux qui disaient : Milosch nous barre le chemin. Soit désir d'exécuter loyalement les prescriptions de la Porte, soit embarras de trouver des notables dont la nomination pût être justifiée, Milosch avait dû appeler au sénat les personnages qui occupaient en Serbie une situation analogue à celle de sénateur, les anciens membres du tribunal suprême, les dignitaires de la chancellerie, tous ceux qui avaient juré sa perte. Espérait-il les contenir par son action personnelle, ou bien était-ce de sa part une soumission pure et simple? Les questions se pressent dans l'esprit quand on le voit accepter si aisément une position insoutenable. Pourquoi n'essaie-t-il pas d'en appeler au jugement de la nation? Pourquoi du moins ne rejette-t-il pas l'article du *hatti-chérif* qui lui ordonne de se livrer pieds et poings liés à ses plus violens ennemis? N'a-t-il pas le droit d'interpréter selon

les règles du bon sens ce langage équivoque et perfide? La vérité est qu'il a perdu la tête, comme aux premiers bruits de l'émeute de 1835. Maintenant encore le souvenir de ses fautes paralyse tout à coup cette intelligence si vive, cette volonté si ferme. Mieux valait pour un tel homme abdiquer tout de suite que de s'exposer à une déchéance; mais il faut bien que le despotisme soit châtié, et ce châtiment, que nous rencontrons ici pour la seconde fois, c'est le trouble, c'est la défaillance de ce vaillant chef qui ne sait ni garder son poste, ni le quitter à propos.

S'il avait compté sur lui-même pour échapper aux embûches de la constitution, cette illusion ne dura guère. Dès le premier jour où il essaie de mettre en jeu la nouvelle machine administrative, il y est pris comme dans un étau. A chaque mouvement, un obstacle l'arrête. Ses ennemis sont là qui disent : non. C'est un *veto* perpétuel, menaçant, irritant. Celui qui faisait tout est réduit à l'inaction. Le voilà enfermé dans le *hatti-chérif* comme un coupable dans une geôle. Que devenir? Il quitte la Serbie sous prétexte d'aller voir son fils malade à Semlin; là, il déclare qu'il ne reviendra occuper son poste qu'après l'apaisement des passions. Il est probable que, s'il eût persisté, cette résolution, quoique tardive, eût produit d'excellens résultats. On murmurait déjà dans les campagnes contre les partisans de la Russie, qui prétendaient dominer le pays serbe. Un manifeste de Milosch aurait soulevé la Schoumadia. Le consul russe, M. Vaschenko, comprit immédiatement le danger; sur son avis, le sénat envoya au prince une députation chargée de lui faire les plus belles promesses et d'implorer son retour. Il consentit, il revint à Belgrade, et dès le lendemain il était de nouveau prisonnier dans son *konak*. Les milices de Milosch, qui tenaient garnison à Kragoujevatz, ayant appris par Jovan, le second frère du prince, les humiliations infligées à leur chef, marchèrent aussitôt sur Belgrade. Le sénat donna ordre à Voutchitch de rassembler les milices environnantes et de disperser les rebelles. La troupe dévouée à Milosch ne formait guère qu'un millier de soldats; Voutchitch court au-devant d'eux avec 5,000 hommes, leur ordonne au nom de Milosch lui-même de mettre bas les armes. Étonnés, incertains, craignant d'avoir été trompés sur la situation des choses, ils finissent par obéir. Voutchitch, saisissant l'occasion, continue sa marche au pas de course, attaque la ville de Kragoujevatz, défendue par un petit nombre de miliciens, et la réduit après quatre jours de blocus. Les insurgés occupent le siége du gouvernement, ils sont maîtres des archives et du trésor. Apprenant cela, Milosch demande au consul russe si son abdication assurera le trône à son fils. « Il n'y a point de doute, répond M. Vaschenko, la constitution le veut expressément. » C'est le 11 juin 1839 que Voutchitch

était revenu à Belgrade, amenant avec lui 150 forcenés chargés de représenter la nation et de vociférer contre le prince; ce fut le 13 que Milosch signa son abdication.

Le prince déchu voulait se réfugier en Hongrie; on craignit que la Hongrie ne voulût se servir de lui contre la Russie, c'est-à-dire contre le parti qui allait gouverner les Serbes pendant la minorité du jeune prince. Déjà le gouverneur de Semlin se préparait à le recevoir avec honneur dès qu'il mettrait le pied sur le sol autrichien. L'escorte chargée de l'accompagner reçut donc l'ordre de le conduire en Valachie. En quittant Belgrade, Milosch dit au colonel Hodges : « Ma chute, toute proportion gardée, n'est pas sans analogie avec celle de Napoléon. Comme le grand empereur, j'ai délivré mon pays par les armes, j'ai assuré son repos par des négociations; on n'a plus besoin de moi, on me chasse (1). »

On a dit que des sénateurs avaient voulu le faire condamner à mort et exécuter au moment où les milices de Kragoujevatz se dirigeaient sur Belgrade; on a dit que Voutchitch eut l'indignité de l'accabler d'outrages à l'heure de sa chute; on assure qu'à son départ des forcenés accompagnèrent l'escorte en hurlant des chansons grossières. Il paraît pourtant que, sauf ces misérables incidens, l'attitude du pays fut noble et digne. Une tristesse profonde dominait tous les autres sentimens. La foule était silencieuse et morne. Comment les souvenirs évoqués par Milosch dans ses adieux au colonel Hodges ne se seraient-ils pas représentés à tous les esprits? L'incertitude de l'avenir y ajoutait une valeur nouvelle. Tyrannie pour tyrannie, était-on sûr de ne pas regretter celle du libérateur de 1815? S'il est vrai que Stoïan Simitch ait dit quelques années plus tard : « La Serbie a reculé d'un siècle depuis la chute de Milosch; mais nous nous sommes vengés, » on comprend le morne silence de ceux qui n'avaient point à exercer de vengeances personnelles, ou qui se préoccupaient davantage de l'intérêt public. Que la séparation ait été nécessaire ou non en 1839, il est certain qu'elle fut un déchirement, tant il y avait déjà de solides attaches entre la nation serbe et les Obrenovitch. C'étaient des ennemis de Milosch qui le conduisirent jusqu'à la terre d'exil; à Belgrade, au moment du départ, sur la frontière valaque, à l'heure des derniers adieux, aucun de ceux qui composaient l'escorte, aucun des exécuteurs de la sentence ne put retenir ses larmes.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

(1) Voyez *la Hongrie et la Valachie, souvenirs de voyage et notices historiques*, par M. Thouvenel, 1 vol.; Paris 1840, p. 130.

L'ÉGLISE ROMAINE

ET

LE PREMIER EMPIRE

— 1800 — 1814 —

XXI.

NÉGOCIATIONS A SAVONE ET TRANSLATION DU PAPE A FONTAINEBLEAU.

PREMIÈRE PARTIE.

I. Mémoires du cardinal Consalvi. — II. Œuvres complètes du cardinal Pacca. — III. Correspondance du cardinal Caprara. — IV. Correspondance de Napoléon Ier. — V. Dépêches diplomatiques et documens inédits français et étrangers, etc.

I.

Ainsi que nous avons tâché de l'expliquer dans notre précédente étude (1), l'empereur craignait beaucoup de faire naître quelque schisme au sein de l'église de France; cela n'aurait pu que nuire à son pouvoir. Il avait donc été conduit à désirer comme il désirait toutes choses, c'est-à-dire très vivement, qu'un accord final pût s'établir entre le concile et le pape. Nous avons vu de quelle façon, après avoir essayé d'amener doucement les membres de l'assemblée à ses vues, il avait tout à coup, par l'arrestation inattendue de trois d'entre eux, réussi à imposer complétement ses volontés aux quatre-vingt-quatre prélats réunis le 5 août 1811 dans les salles de l'archevêché de Paris. Il s'agissait maintenant pour lui d'en user avec le chef de la catholicité comme il venait de le faire avec les

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

membres du concile. Le théâtre de la lutte était seul changé, les procédés devaient rester les mêmes. Au début, la ruse et la feinte seraient de préférence employées; si ces moyens ne suffisaient pas, Napoléon n'hésiterait point, pour en finir, à recourir à la violence. Les négociations entamées avec le pape à Savone, et suivies de la transportation de celui-ci à Fontainebleau, n'ont pas duré moins de sept mois, des premiers jours de septembre 1811 jusqu'à la fin de février 1812. A peine cependant les écrivains ecclésiastiques ont-ils soufflé mot des scènes étranges où furent alors mêlés cinq cardinaux et les principaux membres de l'épiscopat français. C'est notre devoir, à l'aide de leur correspondance, pour ainsi dire quotidienne, que nous avons sous les yeux, de suppléer au silence obstinément gardé par M. de Barral dans ses *Fragmens historiques*, par l'abbé de Pradt dans ses *Quatre Concordats*, silence trop explicable dont, par un mutuel accord, les partisans de l'empire et ceux de la papauté n'ont pas encore consenti à se départir.

Parmi les reproches immérités qui pourraient être adressés à la mémoire de Napoléon Ier, le plus injuste serait à coup sûr celui d'avoir jamais négligé de prendre les précautions les plus minutieuses pour arriver plus sûrement à ses fins. Cette fois l'empereur, il faut en convenir, se surpassa lui-même. De tout ce que les curieuses dépêches de M. de Chabrol lui avaient fait connaître sur l'état d'esprit de son malheureux prisonnier, Napoléon avait surtout retenu ceci, que Pie VII se plaignait d'être privé de conseils et de ne pouvoir prendre sur lui de résoudre avec une suffisante sécurité de conscience les graves questions qui lui étaient soumises. Au dire même des prélats les plus dévoués à la cause impériale, la réclamation du saint-père, ainsi réduite, faisait à tout le clergé catholique l'effet d'être parfaitement fondée. — Un tout récent exemple avait d'ailleurs démontré clairement à l'empereur combien il était à redouter que le pape fût incapable de persévérer longtemps dans les résolutions qui lui seraient arrachées pendant les heures d'angoisse de sa captivité. L'habile préfet de Montenotte avait eu l'art de faire comprendre à Napoléon qu'il ne fallait pas compter beaucoup sur des engagemens ainsi acceptés de guerre lasse, dont l'apparence était assez fâcheuse, et qui couraient risque d'être aussitôt rétractés que consentis. Dans l'intérêt même de l'empereur, pour agir efficacement sur l'opinion des fidèles, pour calmer les scrupules du saint-père et le fixer irrévocablement, il était opportun de laisser arriver près de lui, au moins pour un moment, une partie de ses conseillers naturels, c'est-à-dire quelques membres du sacré-collége. L'empereur en sentait la convenance; mais comment s'y prendre et à quels choix s'arrêter? Envoyer à Savone les cardinaux italiens dépouillés de leur pourpre qui étaient pour le quart d'heure

détenus dans d'obscurs chefs-lieux de département sous la sévère surveillance de la police française, cela était peut-être bien dangereux. Il était à craindre que ces compatriotes de Pie VII, qui avaient souffert pour sa cause, qui avaient montré tant de zèle pour ses droits, tant de dévoûment pour sa personne, ne l'encourageassent à prolonger une résistance à laquelle il n'était déjà que trop disposé. D'un autre côté, on ne pouvait décemment lui offrir de s'en rapporter pour toute ressource aux avis des cardinaux français, si directement placés sous l'influence du gouvernement impérial.

Une sorte de moyen terme se présenta naturellement à l'esprit de l'empereur. Il résolut de s'adresser à ceux des cardinaux italiens qu'il avait trouvés de plus facile composition dans l'affaire de son mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise. Ils végétaient alors assez tristement à Paris, peu recherchés de la belle société, isolés même dans les salons officiels, qu'ils fréquentaient uniquement, et regrettant de toute leur âme les funestes divisions qui s'étaient élevées entre l'empire et le saint-siége. Ces différends avaient dérangé les plus chères habitudes d'une vie devenue pour eux presque insupportable depuis le jour où ils avaient été violemment transportés loin des murs de la paisible cité pontificale. C'étaient là pour l'empereur de précieux auxiliaires. Décidé à se servir de leur influence personnelle pour agir sur les résolutions du saint-père, Napoléon n'avait pas toutefois en eux une entière confiance. Il ne pouvait oublier que les prélats naguère députés auprès de Pie VII à Savone s'étaient laissé attendrir, et que la plupart avaient fini par se ranger presque du parti de la victime contre son persécuteur. Il y avait donc des précautions à prendre, et, pour avoir l'esprit complétement en repos, il serait opportun de mettre quelques conditions préalables au départ des conseillers officieux qui étaient censés prêter le secours de leurs lumières à la conscience troublée du souverain pontife. Les conditions dont s'avisa l'empereur furent si étranges que, si elles n'étaient pas consignées tout au long dans des pièces malheureusement irrécusables, nous n'aurions jamais cru qu'il eût été possible à un chef d'état de les imaginer et à des cardinaux d'y souscrire. Ce fut le ministre des cultes, M. Bigot de Préameneu, qui, en vertu des instructions détaillées qu'il avait reçues de son maître, fut chargé de mener la négociation. Son succès fut complet. Il eut l'habileté de se faire demander par écrit et comme une grâce très particulière par les membres du sacré-collége sur lesquels était tombé le choix de Napoléon la permission de se rendre personnellement près de Pie VII, afin de s'employer au rapprochement si désirable du saint-siége et de l'état (1).

(1) « Sire, j'ai l'honneur de mettre sous les yeux de votre majesté les lettres qui

De la part des cardinaux, nulle méprise possible sur la nature des services qu'on attendait d'eux, car le ministre des cultes leur avait d'avance intégralement communiqué les instructions impériales qui allaient être remises aux prélats députés. Ces instructions leur enjoignaient expressément de n'accueillir aucune modification, si légère qu'elle fût, soit dans l'esprit, soit dans la forme, au décret rendu par le concile. Ce qu'on voulait d'eux, c'était l'engagement formel de répéter incessamment au pape qu'il ne pouvait rien faire de mieux que d'accepter, sans se permettre d'y rien changer, le texte entier du décret, et cet engagement si extraordinaire, les futurs conseillers de Pie VII n'hésitèrent point à le prendre verbalement et par écrit (1). On tombe véritablement des nues et l'on se sent pénétré de tristesse quand on rencontre de si déplorables exemples donnés de si haut par de pareils personnages. A défaut des avertissemens de leur conscience, il semble que la position qu'ils occupaient dans la hiérarchie sacrée de leur église aurait dû les prémunir contre le scandale d'une si coupable défaillance; mais il y a des époques lugubres où, de proche en proche, de degré en degré, une sorte de contagion morale aussi irrésistible qu'indéfinissable s'en va poussant partout ses ravages. C'est alors que l'on voit ceux-là mêmes qui devraient garder avec un soin jaloux le trésor de sentimens et d'idées qui forment le plus glorieux patrimoine de l'espèce humaine succomber aux atteintes du mal qui a commencé par sévir au-dessous d'eux. En des temps ordinaires, à propos d'affaires purement politiques, quel homme

viennent de m'être adressées par les cardinaux Ruffo, Dugnami, Roverella et de Bayanne, par lesquelles ils font la demande de se rendre à Savone, en m'exprimant qu'il est dans leur sentiment que le pape doit approuver le décret rendu par le concile. Le cardinal de Bayanne m'a dit confidentiellement qu'il ne croyait pas le cardinal Della Porta propre à cette affaire. Il me l'a peint comme un homme tellement borné qu'il serait même très difficile de lui faire entendre de quoi il s'agit, et, s'il a d'ailleurs, comme on doit le présumer, des préjugés, il pourrait nuire plutôt que servir à l'intérêt de l'église et du pape... » — M. Bigot de Préameneu à l'empereur, 7 août 1811.

(1) « Messieurs les cardinaux Dugnami, Roverella, Ruffo et de Bayanne, vous avez demandé à sa majesté la permission de vous rendre à Savone. Sa majesté m'a donné l'ordre de vous communiquer les instructions données aux évêques, et de vous faire connaître que, si vous êtes de l'opinion que le pape doive ainsi arranger les affaires dont il est mention dans ces instructions, elle autorise votre voyage à Savone, et que vous pouvez partir incontinent. Je vous ai donné cette communication, et vous m'avez protesté qu'il est dans votre sentiment que le saint-père doit, pour le bien de l'église, accepter les arrangemens dont il s'agit, et que vous ferez auprès de sa sainteté tout ce qui dépendra de vous pour l'y déterminer. Sa majesté désire qu'arrivés à Savone vous n'écriviez à qui que ce soit, et que vous ne soyez l'intermédiaire d'aucune affaire auprès du pape. Si le pape adhère au décret du concile, vous pouvez rester à Savone pour lui servir de conseils dans les affaires ultérieures et les arrangemens qui suivront. Si le pape refuse son approbation, vous reviendrez tout de suite à Paris. » (Le ministre des cultes de France aux cardinaux Dugnami, Roverella, Ruffo et de Bayanne, 19 août 1811.)

d'état, nous ne disons pas scrupuleux, mais seulement honnête, quel diplomate, si versé qu'on le suppose dans les habiletés de son métier, pourvu qu'il eût conservé le point d'honneur de la droiture mondaine, aurait consenti à jouer à l'égard d'un souverain étranger le rôle que dans cette négociation, où la religion était si directement intéressée, des princes de l'église avaient, non pas accepté, mais offert d'aller remplir auprès du chef de leur foi (1)?

Les membres du sacré-collége qu'avait choisis Napoléon n'étaient point d'ailleurs les premiers venus parmi leurs collègues, et leurs noms, déjà connus du public et des fidèles, étaient tout à fait propres à dérouter les conjectures que l'on aurait pu être tenté de hasarder sur le but probable de leur mission. Dugnami était ce cardinal espagnol qui, logé au palais du Quirinal, avait partagé avec Pacca l'honneur d'assister de sa personne, dans la nuit du 10 juillet 1810, à l'enlèvement du saint-père. Roverella, né à Césène comme son compatriote Pie VII, avait toujours joui en Italie d'une bonne réputation, et passait de l'autre côté des monts pour un théologien habile. Fabrice Ruffo, qui n'affichait aucune prétention de ce genre, s'était surtout rendu fameux par la bravoure qu'il avait déployée dans les montagnes de la Calabre à la tête d'un corps d'insurgés napolitains dont il s'était constitué le général, et auquel il avait donné le nom d'*armée de la foi*. Ses prouesses militaires en faveur de la dynastie des Bourbons des Deux-Siciles le faisaient généralement considérer comme un partisan très décidé de la cause pontificale. Le cardinal de Bayanne était cet ancien auditeur de rote que, par un témoignage de confiance aussi touchant qu'excessif, Pie VII avait naguère adjoint, quoique Français, à son légat Caprara, afin de suivre à Paris les orageuses négociations qui précédèrent de si peu l'occupation définitive de la ville de Rome. Tels étaient les antécédens des membres du sacré-collége qui n'avaient pas hésité à solliciter la mission d'aller, comme d'eux-mêmes, offrir au malheureux pontife détenu à Savone leur assistance menteuse et des conseils soi-disant désintéressés, mais dont la teneur

(1) « C'est avec la rougeur sur le front et avec la douleur dans l'âme que je me décide à soulever le voile qui couvre une action de mes collègues faite pour imprimer à leur mémoire une véritable tache; mais il faut que l'univers connaisse les basses intrigues qu'employa le gouvernement français pour arracher au pape des concessions préjudiciables au saint-siége, afin qu'à l'avenir on ne puisse pas s'en prévaloir contre les papes. Au départ des cardinaux, le bruit courut dans Paris qu'ils avaient laissé à l'empereur, sur ses instances, la promesse écrite et revêtue de leur signature individuelle d'employer tout leur crédit auprès du pape pour le faire condescendre à ses désirs... Les bons catholiques doutèrent d'abord de la vérité de ces bruits; il leur était difficile de croire que des cardinaux respectables eussent pu, oubliant leurs sermens solennels, commettre un acte, je n'oserai pas dire de prévarication, mais au moins d'une faiblesse impardonnable... » — *OEuvres complètes* du cardinal Pacca, t. Ier, p. 309.

avait été d'avance convenue avec son tout-puissant geôlier. Ajoutons que cette indigne comédie devait se prolonger longtemps. Qui le croirait? ceux qui s'en étaient distribué les rôles trouvèrent le courage de les soutenir intrépidement pendant des mois entiers. Ce n'est pas tout. Il y avait en ce moment, oublié au fond de l'Italie, un archevêque *in partibus* d'Édesse, M. Bertalozzi, qu'on n'avait même point songé à faire venir au concile. M. Bertalozzi était un ancien aumônier de Pie VII, très aimé de ce pontife, qui lui avait de tout temps témoigné beaucoup de confiance, particulièrement en ce qui regardait la direction de sa conscience personnelle et les résolutions à prendre dans les matières ecclésiastiques. Instruit de ces circonstances particulières, l'empereur avait fait savoir à M. Bertalozzi, par l'intermédiaire du prince Eugène, qu'il eût à se rendre immédiatement à Paris, où sa présence était nécessaire; mais, chose singulière, soit qu'il eût oublié de révoquer des ordres antérieurs, soit qu'il entrât dans les desseins de Napoléon, comme l'a supposé M. Carletti (1), de jeter une salutaire épouvante dans l'esprit du prélat qu'il se proposait d'employer comme l'agent le plus utile auprès du saint-père, M. Bertalozzi n'entra en France que pour être aussitôt arrêté par la gendarmerie et conduit de brigade en brigade dans les prisons de Paris (2). Quand, après quelques excuses sur une regrettable méprise dont il eut toute sa vie grand' peine à se remettre, on offrit tout à coup à l'archevêque d'Édesse d'aller, en qualité de conseil, retrouver le pape à Savone, personne n'était plus que cet ancien confesseur de Pie VII intimement persuadé que le chef de la catholicité n'avait dorénavant rien de mieux à faire que de mettre fin le plus tôt possible à des différends qui pouvaient produire de si affreuses conséquences. Ainsi flanqués de leur nouvel auxiliaire, les cardinaux se mirent séparément en route pour Savone, où ils étaient tous arrivés vers la fin d'août 1811.

D'autres ecclésiastiques allaient bientôt les suivre. C'étaient les évêques qui devaient, au nom de leurs collègues de France et d'Italie, s'efforcer d'obtenir de Pie VII la ratification du décret rendu par le concile national. L'équité, la logique, les simples convenances même, auraient voulu que les députés chargés de défendre auprès du chef de l'église les résolutions de la docte assemblée eussent été

(1) *Vie de M. Carletti*, évêque de Montepulciano, tome XII des mémoires de l'abbé Baraldi. Modène.

(2) « Monsieur le comte, en exécution des ordres de sa majesté, j'avais fait arrêter M. Bertalozzi, archevêque *in partibus* d'Édesse, qui était parti de Lugo, où il résidait, pour venir à Paris. J'ai l'honneur de prévenir votre excellence que, d'après l'autorisation de sa majesté, je viens de faire mettre en liberté ce prélat, qui était détenu à Paris. Il a justifié qu'il ne se rendait ici que pour obéir aux ordres de son altesse le prince vice-roi d'Italie, ordres qui lui avaient été notifiés par le ministre des cultes de ce royaume. » (Le ministre de la police au ministre des cultes, 27 juillet 1811.)

désignés par elle. Il ne paraît pas qu'elle ait seulement osé y songer, et l'empereur s'était réservé le droit de choisir, pour remplir cette tâche délicate, les membres de l'épiscopat qui avaient toujours montré le plus grand empressement à faire tout ce qui dépendait d'eux afin de lui complaire. Le choix du chef de l'état s'était fixé sur les archevêques de Tours et de Malines, sur le patriarche de Venise et sur les évêques de Feltre et de Plaisance (1). Plus tard, il leur avait adjoint, pour rendre cette députation plus solennelle encore, les évêques de Pavie, de Trèves et d'Évreux (2). Ces prélats — est-il bien nécessaire de le répéter? — n'avaient reçu aucune instruction spéciale de la part du concile. Ils emportaient seulement une sorte de lettre de créance générale datée du 19 août qui avait été signée par quatre-vingt-trois évêques à la suite de la séance du 5 août, et une missive particulière que le cardinal Fesch adressait en son propre nom à Pie VII. Ces communications se renfermaient dans des termes restés à dessein très vagues, ce qu'expliquaient trop bien les circonstances du moment (3). Elles ne pouvaient servir à guider en quoi que ce soit les démarches des membres de la députation épiscopale. L'empereur s'était exclusivement chargé de ce soin, et c'était de lui seul qu'ils devaient tenir leur mandat. Au moment où Napoléon rédigeait les instructions qu'allaient emporter les évêques envoyés par lui près du pape, ses dispositions n'étaient rien moins que favorables à la cause de l'église; comme il lui arrivait d'ordinaire, le récent triomphe qu'il venait de remporter au sein du concile avait démesurément exalté son orgueil. Il était décidé à profiter de ce qu'il appelait sa victoire pour pousser jusqu'au bout tous ses avantages, et ceux qu'il lui plaisait de considérer maintenant en ennemis ne devaient s'attendre de sa part à aucun ménagement. Les témoignages de la mauvaise volonté qui l'animait alors à l'égard du clergé abondent de toutes parts. M. Regnauld de Saint-Jean-d'Angely lui était peu à peu devenu presque suspect à cause de sa modération. Il honorait maintenant de sa confiance particulière M. Merlin, qu'il savait plein d'om-

(1) Lettre de l'empereur à M. Bigot de Préameneu, 16 août 1811. — *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXII, p. 408.

(2) Lettre de l'empereur à M. Bigot de Préameneu, 17 août 1811. — *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXII, p. 415. — La lettre de l'empereur nomme l'évêque de *Paris;* mais cela est une erreur évidente qui aura échappé à l'attention des éditeurs de cette publication officielle.

(3) Nous trouvons le chanoine de Smet bien sévère lorsqu'il dit qu'on pourrait regarder la lettre des évêques, qui est d'ailleurs fort connue, ayant été publiée dans des *Fragmens* de M. de Barral, « comme un monument d'hypocrisie et de bassesse. » Les évêques du concile de Paris s'étaient mis par faiblesse dans la plus fausse position, et leur lettre s'en ressent, cela est certain; mais l'appréciation du chanoine flamand n'en est pas moins bien dure.

brages à l'égard des prêtres, et lui-même s'occupait des moyens de les placer de plus en plus sous son joug. C'est ainsi que nous le voyons s'adresser directement à cette époque au grand-juge afin de savoir si le code pénal renferme des articles assez sévères pour réprimer efficacement les excès des ecclésiastiques, et témoigner une véritable satisfaction quand il a reçu l'assurance que sous ce rapport le code pénal ne laisse absolument rien à désirer (1). Il se plaint en même temps avec colère à son ministre des cultes de ce qui se passe dans certaines parties de l'empire, notamment à Bois-le-Duc, où des vicaires apostoliques se sont permis d'exercer sans son autorisation des fonctions religieuses. « Je ferais plutôt fermer les églises d'Amsterdam et du Brabant hollandais que de souffrir des vicaires apostoliques. Il me paraîtrait en effet préférable, ne craint pas d'ajouter ce chef d'état qui revendiquait alors hautement le droit de nommer sans la participation du pape à tous les diocèses de France et d'Italie, il me paraîtrait préférable de n'avoir pas de culte en ces pays à en avoir un dirigé par des agens du pape sans l'intermédiaire de l'évêché... (2). »

Les instructions qu'il entendait remettre aux évêques qui allaient partir pour Savone ne pouvaient point ne pas se ressentir de la violente irritation à laquelle l'empereur se trouvait alors en proie. Cependant il ordonna par précaution à M. Bigot de Préameneu d'en discuter préalablement les clauses avec eux. Rien de moins ménagé que les expressions dont il se sert en cette occasion pour leur faire connaître ses volontés. « ... Le décret du concile comprendra tous les évêchés de l'empire, *même l'évêché de Rome*. Toute réserve que le pape ferait pour l'évêché de Rome, je ne l'accepterai ni n'y mettrai d'opposition; mais pour tout évêché autre que celui de Rome je ne pourrais en admettre, cela romprait l'unité de mon empire. Bois-le-Duc, Munster, la Toscane, l'Illyrie, tous les évêchés environnant Rome, doivent être compris dans le décret, *hors l'évêché de Rome*... Mon intention n'est pas d'avoir à Rome un beaucoup plus grand nombre d'évêchés que dans les autres parties de mon empire. Ainsi non-seulement je ne reviendrai pas sur ceux qui sont supprimés, mais je suis dans l'intention de m'entendre avec le pape pour en supprimer d'autres. En France, il y a un évêque par cinq cent mille âmes; à Rome, j'aurai un évêque pour cent mille âmes,

(1) « Votre majesté a chargé la commission qu'elle a nommée pour s'occuper d'un projet de décret relatif à l'institution canonique d'examiner si le code pénal contenait les moyens de répression suffisans contre les excès des ecclésiastiques, surtout contre les mandemens séditieux et incendiaires qui tendraient à troubler la tranquillité de l'état, ou même à diffamer et à déshonorer des familles et des particuliers... Le code pénal ne laisse rien à désirer. » — Extrait du second rapport du grand-juge, août 1811.

(2) Lettre de l'empereur au comte Bigot de Préameneu, Saint-Cloud, 16 août 1811. — *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXII, p. 408.

ce qui fera pour les deux départemens six ou sept évêchés. Le pape n'a rien à voir aux limites temporelles de mes états. Tout pays qui se trouverait réuni à la France sera soumis au décret; l'Illyrie et Corfou sont compris dans ces principes. Si mes états acquéraient un accroissement du côté de l'Espagne ou d'un autre côté, ces pays s'y trouveraient compris de fait (1). »

Pendant les conférences qu'ils eurent avec le ministre des cultes, les évêques soulevèrent à peine quelques timides objections contre les étranges instructions de l'empereur. Ils firent seulement, avec d'infinies précautions de langage, remarquer à M. Bigot qu'on les placerait dans la plus fausse situation vis-à-vis de tous les fidèles de leur église, si dans les instructions qui allaient leur être remises on disait en termes exprès que le décret du concile devrait comprendre l'*évêché même de Rome*. Cela était, aux yeux de la foi, une déclaration véritablement monstrueuse et tout à fait impossible à signifier à un pape. Sur ce point unique, dont M. Bigot de Préameneu fut obligé de tomber d'accord avec eux, Napoléon consentit à rabattre un peu de ses premières exigences. Sur tout le reste, il demeura inflexible. « ... L'approbation du pape doit être pure et simple, lisons-nous en effet dans les instructions impériales définitivement remises aux évêques; le décret s'étend sur tous les évêchés de notre royaume d'Italie, dont Ancône, Urbino et Fermo font partie... Vous vous refuserez de recevoir l'approbation du pape, si le pape veut la donner avec des réserves, hormis celles qui regarderaient l'*évêché de Rome*, *qui n'est point compris dans le décret*. Nous n'admettrons non plus aucune constitution ni bulle desquelles il résulterait que le pape rejetterait en son nom ce qu'a fait le concile... Nous approuverons le décret du concile à condition qu'il n'aura éprouvé ni modification, ni restriction, ni réserve quelconque, et qu'il sera purement et simplement accepté par sa sainteté, à défaut de quoi vous déclarerez que nous sommes rentrés dans l'ordre commun de l'église, et que l'institution canonique est dévolue au métropolitain sans l'intervention du pape, comme il était d'usage avant le concordat de François I[er] et de Léon X... Nous comptons sur votre zèle pour la religion, pour notre service et pour le bien de votre pays. Ne montrez aucune faiblesse; n'acceptez rien que nous n'accepterions pas et qui serait contraire à la teneur des présentes, ce qui embarrasserait les affaires au lieu de les arranger et de les simplifier (2). »

(1) Lettre de l'empereur au comte Bigot de Préameneu, ministre des cultes, Saint-Cloud, 16 août 1811. — *Correspondance de Napoléon I[er]*, t. XXII, p. 408.

(2) Instructions pour MM. les évêques députés près du pape à Savone, Saint-Cloud, 17 août 1811. — *Correspondance de Napoléon I[er]*, t. XXII, p. 418, d'après la minute. — Archives de l'empire.

Ces instructions données aux évêques, M. Bigot avait eu ordre, comme nous l'avons déjà indiqué, de les communiquer intégralement aux cardinaux, afin qu'ils ne fussent point admis à prétendre un jour qu'ils n'avaient pas connu dans toute leur étendue la nature des sacrifices qu'ils s'étaient engagés à conseiller au saint-père. Les choses ainsi combinées, cardinaux et évêques partirent à peu près en même temps pour Savone, mais par des voies différentes, afin sans doute de ne pas laisser soupçonner à Pie VII l'accord secret qu'on avait d'avance pris soin d'organiser entre eux et contre lui. Avant de raconter les phases diverses d'une négociation entamée sous ces singuliers auspices, il faut nous reporter aux dépêches de M. de Chabrol pour faire connaître dans quel état de santé et d'esprit se trouvait alors le malheureux captif, que l'empereur et ses associés se flattaient d'enserrer dans les étroits réseaux d'une trame si habilement ourdie.

II.

Depuis le 20 mai 1811, c'est-à-dire depuis le jour où les prélats français qu'il allait bientôt revoir avaient quitté Savone, emportant avec eux cette ébauche de traité qui lui avait fait passer tant de nuits sans sommeil et causé un si grand trouble d'esprit, Pie VII était soudainement rentré dans une complète solitude. Si, comme nous nous plaisons à le croire, quoique rien n'en fasse foi, on lui avait rendu ses livres ordinaires de piété, du papier, des plumes, son encrier et son *Office de la Vierge,* on n'avait encore autorisé aucun de ses anciens serviteurs à retourner près de lui. Le commandant Lagorse avait toujours pour instructions de faire bonne garde autour de sa demeure. Tout le personnel italien qui l'avait suivi après sa sortie de Rome restait dispersé soit dans la prison d'état de Fénestrelle, soit dans d'autres forteresses impériales. Napoléon ne lui avait laissé, et pour cause, que le docteur Porta, dont les visites journalières profitaient encore plus à l'habile préfet de Montenotte qu'au souverain pontife lui-même. Exactement informé de l'état de santé et des dispositions d'esprit de Pie VII, M. de Chabrol venait seul rompre de temps en temps la monotonie d'une si triste existence en apportant à son prisonnier les nouvelles de Paris qu'il jugeait à propos de lui donner. Son application principale consistait à commenter alors en style de fonctionnaire public les augustes paroles tombées des lèvres du chef de l'empire. « J'ai présenté mes devoirs ce matin au pape, écrit-il à M. Bigot de Préameneu à la date du 15 juillet 1811. Il m'a d'abord entretenu de la cessation des convulsions qui l'avaient affecté précédemment. La

conversation est insensiblement tombée sur le sujet du concile. Il m'a demandé si j'en savais quelque chose. Je lui ai dit que ses décisions paraîtraient toutes à la fois, que jusque-là le public ne devait pas, ce me semble, s'en occuper, et que rien ne paraissait d'ailleurs dans les journaux. J'ai ajouté que le discours de sa majesté à l'ouverture du corps législatif avait ouvert une voie dont je serais bien étonné que le saint-siége ne profitât pas un peu plus tôt ou un peu plus tard, qu'il était évidemment convenable que le chef de l'église fût placé près du centre des affaires de la chrétienté, et que ce n'était nullement un exemple inoui, puisque Rome avait été préférée au séjour de la terre-sainte dès l'origine de la foi (1). » Ces objurgations de M. de Chabrol n'avaient pas obtenu grand succès auprès du saint-père: il y avait répliqué par l'apparition de Jésus-Christ à saint Pierre sur la voie Tiburtine, répondant à son disciple qui lui demandait : « Seigneur, où allez-vous? — Je vais à Rome, pour y être crucifié de nouveau. » — « Ne pouvant soutenir plus longtemps, continue M. de Chabrol, des idées aussi extraordinaires, j'ai dit qu'il fallait laisser les croisades et les chroniques apocryphes du XIIIe siècle pour s'en tenir à des choses plus réelles et plus adaptées à notre temps. » Partant de cette donnée, M. de Chabrol s'était efforcé de faire sentir au pape « quel avantage ce serait pour la religion catholique, et pour son chef quel mérite et quelle gloire de veiller à Paris aux intérêts de la religion pendant que le second Charlemagne veillerait de son côté aux intérêts de l'empire en le secondant. Ne serait-ce pas là un des moyens que de toute éternité la Providence avait choisis pour établir l'église universelle et faire partout triompher la foi?... Comment, au milieu des circonstances extraordinaires dont elle était environnée, sa sainteté ne comprenait-elle pas qu'elle était comme appelée d'en haut pour remplir un rôle si magnifique? » Pie VII, demeurant toujours froid, se contenta de répondre « que, si cela était, il sentirait certainement une vocation, mais qu'il n'apercevait rien de semblable. Qui pourrait dire si ce n'était pas lui, M. de Chabrol, qui se trompait? car, tout bien considéré, peut-être y avait-il de l'avantage pour la religion dans la contrainte et la persécution. Il y avait alors moins de chrétiens à la vérité; mais ils étaient meilleurs et plus zélés. » Entendant le saint-père émettre de si singulières maximes, le préfet de Montenotte avait grand'peine à s'empêcher de le considérer comme un petit esprit, véritablement incapable de s'élever jusqu'à la hauteur des vues sublimes de l'empereur. « J'ai quitté le pape, dit-il en terminant sa lettre, bien surpris de voir dans quel ordre de faits et d'idées il va cher-

(1) Lettre de M. de Chabrol à M. Bigot, ministre des cultes, 15 juillet 1811.

cher des exemples pour sa conduite et des appuis pour sa manière de voir. Telle est cependant, je vous assure, l'exacte vérité (1). »

Un mois après cette conversation, juste au moment où les cardinaux désignés par l'empereur allaient se mettre en route pour Savone, M. de Chabrol se croyait en mesure d'annoncer au ministre des cultes que les dispositions de Pie VII semblaient s'améliorer un peu. « Il est constant, écrit-il à la date du 23 août, qu'il désire entrevoir une issue aux affaires de l'église. Aujourd'hui, après avoir montré de la gaîté dans un entretien assez long que j'ai eu avec lui, il est encore revenu sur le sujet du concile avec l'intention évidente d'apprendre quelque chose de moi (2). » Si le pape était curieux de savoir ce qui s'était passé dans le sein des congrégations tenues par les évêques convoqués à Notre-Dame, le préfet de Montenotte n'était nullement porté à le lui faire connaître. En était-il bien informé lui-même? Cela est douteux. En tout cas, il résulte de sa correspondance qu'il prit soin de se renfermer toujours dans des affirmations générales et très vagues, qui, si elles n'étaient pas absolument contraires à la vérité, étaient à coup sûr calculées de façon à ne rien apprendre au saint-père de ce qu'il ne devait pas savoir. Au lieu de renseignemens, c'étaient plutôt des conseils que le préfet de Montenotte entendait offrir à son interlocuteur. « J'ai tâché d'appeler toute sa confiance sur les résolutions du clergé de l'empire... Je me suis efforcé de fixer son opinion sur les idées raisonnables qu'il avait précédemment émises. Je lui ai dit qu'il n'avait encore rien paru des résolutions des pères du concile, mais qu'elles seraient connues sans doute à la fin de la session. Je ne saurais donc trop l'engager à abandonner la défiance qu'il montrait pour une détermination qui viendrait de lui seul, et à terminer à la fois tous ses maux et ceux de l'église. Il n'y avait pas un bon esprit dans la catholicité qui ne pensât de la même manière. Plus que personne, je pouvais aisément en juger par mes relations avec le dehors et le lui garantir avec sincérité (3). »

Quelques jours plus tard, à la veille même de l'arrivée, imprévue pour lui comme pour le saint-père, des cardinaux et des évêques envoyés de Paris par l'empereur, M. de Chabrol continuait à entretenir M. Bigot de Préameneu des anxiétés croissantes du souverain pontife. « Il paraît, d'après diverses questions que fait de temps à autre le pape, soit à son médecin, soit aux gens de sa maison, qu'il commence à souhaiter vivement d'apprendre quelques nouvelles relatives aux affaires qui le concernent, et que l'incertitude de sa position commence à lui peser. » Instruit de cet état d'esprit

(1) Lettre de M. de Chabrol à M. Bigot, ministre des cultes, 15 juillet 1811.
(2) *Ibid.*, 23 août 1811.
(3) *Ibid.*

de Pie VII, le préfet de Montenotte ne manque pas de se rendre immédiatement chez lui; mais, à sa grande surprise, il trouve Pie VII, en apparence du moins, fort calme. « ... Il m'a dit qu'il était habitué à se maintenir dans un état de tranquillité d'esprit qui le mettait à même d'attendre tout le temps qu'il faudrait; mais ce n'est pas là, continue M. de Chabrol, ce qui résulte des discours de son médecin. » C'est pourquoi, fort des secrètes confidences de cet infidèle serviteur du pape, M. de Chabrol met aussitôt la conversation sur le concile. En prenant soin de ne donner, comme à l'ordinaire, à Pie VII que des informations plus propres à exciter son désir d'apprendre quelque chose qu'à le satisfaire, il s'attache surtout à l'incliner d'avance vers les résolutions qu'il sait conformes aux volontés de l'empereur. « Il n'y avait encore rien de connu au sujet du concile. On voyait seulement par les journaux qu'il y avait des congrégations. Les résultats n'en seraient sans doute publiés que lorsque tout serait terminé. Certainement le pape s'empresserait alors de seconder les résolutions prises par le clergé de France pour la pacification et pour le bien de l'église (1). »

Ainsi, au moment où il allait être sommé de se prononcer sur le décret émané du concile tenu à Paris, Pie VII était tenu dans la plus complète ignorance de ce qui s'était passé dans cette solennelle assemblée. Si le préfet de Montenotte ne l'en avait pas instruit, c'est peut-être, comme nous le supposions tout à l'heure, qu'il l'ignorait complétement lui-même; mais les cardinaux envoyés pour servir de conseils au pape, mais les évêques chargés de traiter avec lui, ceux-là savaient tout, ceux-là pouvaient tout révéler. Ne semble-t-il pas que le premier devoir de ces dignitaires de l'église fût de dire au moins quelque chose au chef de leur foi des scrupules opiniâtres qui avaient si longtemps arrêté les pères du concile. A défaut des obligations plus étroites qui résultaient pour eux de leur caractère ecclésiastique, n'étaient-ils pas tenus par les règles ordinaires de la simple honnêteté d'avouer que la grande majorité des prélats avait commencé par se déclarer incompétente dans cette épineuse affaire de l'institution canonique? De quel droit osaient-ils prendre sur eux de dissimuler au souverain pontife qu'à la suite d'une première décision contraire aux volontés de Napoléon trois de leurs collègues avaient été jetés dans le donjon de Vincennes, que le concile avait été dissous, puis de nouveau convoqué? De leur part, quelle indignité de ne pas confesser au pape que le décret maintenant soumis à la sanction pontificale avait été adopté à la sourdine, sans discussion préalable, par une assemblée violemment mutilée et patemment séduite! De tels aveux auraient trop coûté à leur amour-

(1) M. de Chabrol à M. Bigot de Préameneu, 26 août 1811.

propre. Ils auraient eu l'inconvénient d'encourager les velléités de résistance de Pie VII. Ces prélats préférèrent s'en abstenir, et restèrent, ainsi que M. de Chabrol, enfermés dans un commode et impénétrable silence. Par une sorte de convention tacite, préfet, cardinaux, prélats et jusqu'à cet ancien aumônier qui avait possédé l'intime confiance de Pie VII se trouvèrent merveilleusement d'accord. Tous comprirent qu'il fallait laisser ignorer au pape que le concile avait été sur le point d'aller solliciter en corps sa mise en liberté. Tous s'entendirent pour lui cacher que des prélats considérables, ses plus courageux défenseurs, expiaient dans des cachots le tort d'avoir plaidé trop vivement sa cause. Ils s'appliquèrent au contraire à représenter incessamment le clergé français comme blâmant d'une voix unanime l'attitude gardée jusqu'alors par le chef de la catholicité. Pourquoi d'ailleurs insister? Le simple exposé des faits va suffire à mettre en relief ce qu'il y avait de repoussant dans l'emploi de ces astucieux procédés.

Le cardinal de Bayanne et l'archevêque d'Édesse, M. Bertalozzi, arrivèrent les premiers à Savone, à la date du 29 août 1811. M. de Chabrol, qui avait tant de fois demandé qu'on accordât des conseils au pape, se montra enchanté de leur venue. Il n'était rien qu'il n'attendît de l'intervention de ces deux personnages et particulièrement du rôle que l'on allait pouvoir si utilement faire jouer à l'archevêque d'Édesse. M. Bertalozzi, comme l'avisé préfet de Montenotte s'en aperçut tout aussitôt, était encore sous le coup de la terreur indicible que lui avait laissée sa récente arrestation. « Il se montre intimement convaincu, écrit M. de Chabrol, que le bien de la religion exige que toute discussion soit terminée le plus vite possible par l'adoption des délibérations du concile national, et l'on peut juger par ses élans qu'il ne cesse de prier pour que les choses prennent cette heureuse issue. Le cardinal de Bayanne, saisissant avec habileté l'occasion de faire prononcer cet excellent homme, lui a demandé s'il n'était pas vrai que la délibération pût être acceptée dans toute sa teneur, et M. Bertalozzi a répondu : *On le peut.* Ce raisonnement a été poussé plus loin, et le cardinal lui a demandé si en pareil cas ce n'était pas un devoir de faire tout ce qu'il était possible de faire. Il a dit alors : *On le peut et on le doit.* Voilà son opinion (1). »

Ce début de l'archevêque d'Édesse plut tellement à M. de Chabrol, qu'avec son habituelle sagacité il mit aussitôt en lui ses plus fortes espérances. « On agit en ce moment auprès de M. Bertalozzi. Ce digne homme, depuis qu'il est ici, n'a dit autre chose, sinon : *speriamo! Iddio ayutara*; puis : *ubbidienza al governo!*

(1) Lettre de M. de Chabrol à M. Bigot, ministre des cultes, 30 août 1811.

Nous lui envoyons le docteur Porta et quelques gens du pays. Le premier a soin de lui répéter souvent qu'il est retenu ici depuis deux ans. Il conjure M. Bertalozzi de le délivrer, et lui affirme qu'il le peut. Celui-ci lui a répondu : *speranza! pregiamo Dio!* paroles insignifiantes dans sa bouche, suivant le docteur Porta... On remarque toutefois que sa présence fait beaucoup d'impression sur le pape (1). » En effet, quand il avait été pour la première fois introduit auprès de Pie VII captif, M. Bertalozzi avait montré une très vive émotion et beaucoup pleuré (2). « C'est peut-être, écrit à ce sujet le préfet de Montenotte, le moyen le plus sûr d'agir sur l'esprit du pape. Il peut certainement faire beaucoup par les prières et les larmes. Le médecin du pape le verra, et je le cultiverai moi-même assidûment (3). »

M. de Chabrol n'était pas moins content du cardinal de Bayanne. Ce membre du sacré-collége lui paraissait avoir été d'autant plus heureusement choisi qu'il avait jadis déconseillé les mesures violentes auxquelles on avait voulu porter la cour de Rome. Dès cette première audience où son compagnon de route, M. Bertalozzi, avait versé des pleurs si abondans et poussé des soupirs si efficaces, le cardinal de Bayanne avait parlé au pape, écrit M. de Chabrol, « avec l'énergie d'une opinion franchement prononcée... Ce n'est pas un résultat insignifiant, ajoute le préfet de Montenotte, que l'opinion de deux hommes de confiance se prononçant immédiatement et dans le moment où, étant encore isolés, leur avis a toute sa force morale, et ne peut être attribué à l'effet d'une délibération commune. » Après s'être occupé de faire loger M. Bertalozzi de manière qu'il ne pût jamais entrer chez le saint-père sans passer par les appartemens du gouverneur du palais, qui n'était autre que le commandant de gendarmerie Lagorse, l'habile préfet de Montenotte s'entendit également avec le même personnage, qui est, dit-il, plein d'intelligence, afin que le second conseiller du saint-père, qui montrait tant de zèle pour l'empereur, pût être toujours introduit « quand il le faudrait. Il serait même convenable, poursuit M. de Chabrol, qui possède évidemment le don de penser à tout, il serait convenable que ceux qui ne seraient point aussi certains que lui, ne parussent jamais seuls chez le pape, et il serait possible d'arranger cela sans affectation (4). »

Peu de jours après survinrent à leur tour les cardinaux Dugnami

(1) M. de Chabrol à M. Bigot, ministre des cultes, 2 septembre.

(2) « M. Bertalozzi a fort bien parlé au pape en pleurant par émotion, — émotion que le pape a partagée sans pleurer toutefois, et moi-même je n'en étais pas exempt. » Lettre du cardinal de Bayanne à M. Bigot de Préameneu, ministre des cultes, 30 août 1811.

(3) M. de Chabrol à M. Bigot de Préameneu, ministre des cultes, 1er septembre 1811.

(4) *Ibid.*, 2 septembre 1811.

et Ruffo. Ils avaient été dès le lendemain de leur arrivée admis auprès du pape, qui, sans rien rétracter de ses bonnes dispositions antérieures, mit toutefois en avant certaines restrictions qu'il n'avait pas jusqu'alors spécialement indiquées. Il leur dit, entre autres choses, « qu'il avait réfléchi à l'acte du concile que lui avaient déjà présenté leurs collègues arrivés avant eux à Savone, mais qu'il ne pouvait rien décider parce qu'il n'était pas libre, mais prisonnier (1). » Le préfet de Montenotte se montre dans sa correspondance prodigieusement étonné de ce que des membres du sacré-collége aussi éclairés que les cardinaux Dugnami et Ruffo aient paru admettre un instant dans leur esprit cette difficulté, « qui n'est, dit-il, *qu'un incident.* » — « Qu'est-ce, en effet, que le pape entend par sa liberté après s'être tenu dans sa maison pendant un an et demi, pressé inutilement d'en sortir, sachant qu'il le pouvait, et que tous ceux qui désiraient le voir étaient libres d'approcher de son palais. Je doute qu'il attache un sens bien précis à ce mot, et, s'il le fait, c'est le retour à Rome, le rappel des cardinaux, la restitution de la daterie et de la pénitencerie dont il veut parler, toutes choses évidemment absurdes dans les circonstances actuelles (2). »

Les deux cardinaux s'étant timidement hasardés à entretenir le soir même le préfet de Montenotte du désir qu'ils auraient de voir le pape libre, ne fût-ce que pour donner plus d'autorité au traité qu'il s'agissait de conclure avec lui, celui-ci n'épargna aucun effort pour les convaincre qu'ils faisaient tout à fait fausse route. « Je leur ai fait valoir avec prudence, écrit-il à M. Bigot de Préameneu, une partie des considérations que je viens de vous exposer. Je leur ai soutenu que dans le fait le pape était libre, s'il voulait l'être; mais son intention semblait être de se réserver le droit de se plaindre. Cependant son palais n'avait point d'autre apparence que celle qui environne toujours l'habitation du prince. Les gardes que ces messieurs voyaient aux portes n'étaient point là comme une force, car la force était fort inutile sous un gouvernement aussi ferme que celui de sa majesté. » Le cardinal Ruffo s'était assez vite rendu à de si bonnes raisons; mais le cardinal Dugnami leur opposa une plus longue résistance. Quelques nuages s'élevaient apparemment dans son esprit lorsqu'il venait à penser que ces sentinelles qui jour et nuit veillaient avec tant de précautions autour de la demeure du saint-père, afin de lui rendre, disait M. de Chabrol, les honneurs dus à un souverain, ne relevaient nullement de lui, mais y avaient été placés par les ordres directs du commandant de gendarmerie Lagorse, et n'obéissaient qu'à sa con-

(1) M. de Chabrol à M. Bigot de Préameneu, ministre des cultes, 2 septembre 1811.
(2) *Ibid.*, 1er septembre 1811.

signe. « Le cardinal Dugnami, s'écrie douloureusement le préfet de Montenotte, serait prêt à perdre cent fois la trace pour s'attacher *à des incidens.* Il est loin d'avoir le tact et la perspicacité du cardinal de Bayanne, ainsi que le caractère décidé du cardinal Ruffo. Le soir encore, il est revenu à la charge, et alors je lui ai démontré clairement que ce n'était point du tout la question, qu'il s'agissait d'une adhésion à un acte, qu'avant tout il paraissait convenable qu'on se prononçât à cet égard. Le pape avait maintenant un conseil, et pouvait se former une opinion tout aussi bien que s'il habitait le palais même du Vatican. C'était aux membres de ce conseil à éloigner des *incidens* qui pouvaient être considérés comme des chicanes, et tendraient à tout gâter. J'ai dû employer ce terme, quoique fort dans cette circonstance. Le cardinal Dugnami avait parlé le matin même de faire une démarche relative à la liberté du pape; je l'en ai fait détourner par le cardinal de Bayanne, persuadé que je suis qu'il vaudrait beaucoup mieux en pareil cas que le gouvernement fît de lui-même cette concession spontanée. Une demande incidemment accordée en entraînerait beaucoup d'autres avec des gens accoutumés à tourner cent fois autour de l'objet avant de l'attaquer (1). » Dans cette même dépêche, et comme s'il tenait à bien établir par ses propres paroles la flagrante fausseté des allégations qu'il venait d'émettre au sujet de la prétendue liberté du pape, le préfet de Montenotte ajoute « que, pour son compte, il ne verrait pas d'inconvénient à ce qu'on permît au pape de sortir et de donner des bénédictions, si cela devait trancher le nœud des difficultés actuelles... Nous sommes assez maîtres de la population pour que cette *faveur* puisse être donnée ou retirée sans péril; mais il faudrait qu'elle vînt d'un mouvement spontané du gouvernement, crainte des demandes qui se multiplieraient bientôt dans un conseil nombreux. »

M. de Chabrol se donnait pour bien plus satisfait du cardinal Ruffo. Ce dernier n'avait aucune objection aux projets de l'empereur; il témoignait seulement l'inquiétude que Pie VII n'en soulevât beaucoup à cause de l'extrême délicatesse de sa conscience. « Le serment au sujet de la conservation intégrale des états de l'église était si fort qu'il craignait que le pape ne voulût jamais entrer en composition sur ce point. — Quel est après tout ce serment? répliquait le préfet de Montenotte; il ressemble à celui d'un religieux qui se laisserait brûler dans son couvent pour conserver son vœu de clôture. » Quoique M. de Chabrol levât les épaules à cette seule idée, le cardinal Ruffo continuait à penser que Pie VII pourrait peut-être bien considérer la chose sous un autre aspect.

(1) M. de Chabrol à M. Bigot de Préameneu, ministre des cultes, 1er septembre 1811.

Au reste, ils ne disputèrent pas longtemps, car l'ancien chef de l'*armée de la foi* avait d'autres préoccupations en tête. Pour le distraire conformément à ses goûts bien connus, M. de Chabrol, avait songé à faire venir exprès pour lui une troupe d'ingénieurs et de militaires (1). Laissant le plus souvent à ses collègues du sacré-collége le soin de discuter les questions purement canoniques, le cardinal Ruffo se mit dès le lendemain de son arrivée à parcourir avec cette compagnie de son choix tout le littoral et toutes les montagnes des environs. L'objet principal de ses études pendant les longs mois qu'il dut passer près du saint-père fut de se rendre stratégiquement compte de la façon dont il faudrait, le cas échéant, attaquer ou défendre cette position de Savone. Si on l'avait laissé faire, il y aurait élevé des retranchemens. Sur ces entrefaites, le cardinal Doria, évêque de Gênes, qui n'avait point été tout d'abord porté sur la liste dressée par l'empereur, était venu de son côté offrir son concours aux membres de la députation. Peu s'en fallut, tant était grande la liberté dont jouissait Pie VII, que le commandant Lagorse ne se refusât à l'admettre à l'audience pontificale, et ce ne fut pas sans quelque peine que ses collègues arrachèrent pour lui cette faveur au trop rigide gouverneur (2). Le cardinal Roverella, dont le pape avait parlé plusieurs fois avec affection, étant survenu lui-même animé d'intentions toutes semblables à celles qu'avaient déjà manifestées les autres membres du sacré-collége, la confiance de M. de Chabrol dans le succès définitif de la négociation s'en accrut beaucoup. Il ne restait plus désormais qu'à attendre l'arrivée des évêques envoyés par le concile et par l'empereur; on chercherait alors les moyens de résoudre par un commun effort les difficultés pendantes. D'après le cardinal Roverella, le plus sûr était « de les attaquer indirectement. » C'était aussi l'avis de M. de Chabrol, et nous allons voir qu'il ne s'y épargna point.

(1) « M. le cardinal Ruffo paraît s'accommoder de ma maison; j'ai toujours pour lui des militaires et des ingénieurs, qu'il préfère aux théologiens. » M. de Chabrol à M. Bigot de Préameneu, ministre des cultes, 2 septembre 1811.

(2) « ..... Le cardinal Doria ne m'avait pas été annoncé par votre excellence. Une lettre du cardinal Fesch dont il était porteur et la parole qu'il a donnée d'avoir écrit à l'empereur dans le sens qui lui avait été indiqué ont paru à ses collègues un double titre pour partager le libre accès qu'ils ont auprès du pape. J'aurais désiré un ordre positif de votre excellence; mais comme votre lettre me prescrit de me conformer à tout ce que feront ces messieurs, j'ai cru devoir déférer de bonne grâce au désir qu'ils m'ont exprimé... » M. Lagorse à M. Bigot de Préameneu, ministre des cultes, 2 septembre 1811.

III.

Les évêques députés par Napoléon auprès de Pie VII étaient tous rendus à Savone le 2 septembre 1811. Ils avaient été dès le lendemain admis à l'audience du saint-père, qui les reçut avec une grande affabilité. « Sa santé nous paraît très bonne, écrit l'archevêque de Tours. Il avait un air d'ouverture et de gaîté qui nous a paru de bon augure (1). » Il ne pouvait être question d'affaires dans cette première entrevue. En recevant des évêques la lettre du concile et celle qui lui avait été particulièrement adressée par le cardinal Fesch, Pie VII leur dit simplement qu'il avait déjà eu par les cardinaux connaissance du décret. « C'était une grande affaire, un peu compliquée, qui intéressait la paix de l'église, et digne par conséquent de la plus sérieuse attention. Il protesta qu'il recevrait très volontiers, ensemble ou séparément, les membres de la députation chaque fois qu'ils en manifesteraient le désir. » Cette dernière assurance, donnée avec une aimable cordialité, charma surtout M. de Barral, « car une discussion entre neuf personnes, mande-t-il à M. Bigot, est nécessairement vague et reste souvent peu fructueuse, au lieu que huit personnes disant séparément la même chose, et sous des formes toujours convenables, mais un peu diverses, font plus aisément partager leur conviction. » M. de Barral avait donc grand espoir de réussir. Cependant il avait parfaitement compris, d'après un court entretien qu'il s'était empressé de nouer avec M. Bertalozzi, que les principales difficultés surgiraient à propos de l'article 2 du décret. « Autant que j'en ai pu juger, disait avec perspicacité l'archevêque de Tours, ce qui trouble le plus sa sainteté, c'est que d'un côté l'empereur a dit ne vouloir pas s'obliger à reconnaître la spoliation de la souveraineté temporelle de Rome, tandis que de l'autre sa majesté veut que le pape reconnaisse que la nomination des évêques romains appartient, à titre de souverain, au chef de l'empire français. Voilà, comme je l'avais prévu, le nœud de la grande difficulté, de la seule qui nous reste à résoudre (2). »

(1) Lettre de l'archevêque de Tours à M. Bigot de Préameneu, ministre des cultes, 3 septembre 1821. — Il existe quelques relations manuscrites, entre autres des papiers gardés à l'archevêché de Tours, d'où il semblerait résulter que le pape aurait fait au début un accueil assez froid et même presque sévère aux évêques, et qu'il leur aurait reproché à mots couverts leur attitude pendant la durée du concile. Cette version est erronée. Non-seulement les dépêches écrites de Savone par les cardinaux, les évêques et le préfet de Montenotte la démentent absolument; mais il ne faut pas oublier que le pape ne savait alors le premier mot ni de ce qui s'était passé dans les délibérations intérieures de cette assemblée, ni de la conduite qu'y avaient tenue les prélats envoyés auprès de sa personne. Ce sont là, comme il arrive trop souvent, des détails racontés après coup par des gens mal informés.

(2) *Ibid.*

Ces appréhensions de M. de Barral n'étaient pas sans fondement. M. de Chabrol les partageait. « Le pape, écrit-il de son côté à M. Bigot, m'a paru un peu agité. Il n'a pas dormi, et je lui ai trouvé un air moins gai que de coutume, quoique assez calme... Il a remis la conversation sur les idées que je lui avais déjà développées dans ma visite précédente et m'a témoigné le désir de tout terminer, mais une conscience ombrageuse... Il m'a dit que les cardinaux qui lui avaient été envoyés étaient sans doute prévenus et choisis (1). » Le préfet de Montenotte rejeta de bien haut une idée aussi fausse. « Il assura Pie VII qu'ils étaient au contraire ses amis les plus chauds et les plus dévoués... Nous savons par son médecin qu'il souhaite que les cardinaux lui parlent d'une manière plus ouverte et avec plus d'abandon. Nous profitons de cette circonstance pour encourager ceux qui sont portés à trop de retenue. »

De la correspondance de l'archevêque de Tours, il résulte que les membres du sacré-collége, malgré leur retenue ou plutôt, croyons-nous, à cause de cette retenue qui semblait excessive au préfet de Montenotte, avaient conquis peu à peu un certain ascendant sur le saint-père. Le cardinal Roverella, en sa qualité de canoniste ultramontain, était volontiers consulté par Pie VII; mais le cardinal de Bayanne, au dire de M. de Barral, possédait de préférence à tout autre la confiance du souverain pontife à cause de sa capacité et de sa franchise. « Pour celui-là, continue l'archevêque de Tours, nous n'avons pas besoin de le catéchiser. Il est à nous, il pense juste. Il connaît à la fois le terrain de Paris et celui de Savone. Il sera très utile. Nous sommes contens des autres cardinaux, et nous les travaillons au surplus autant qu'il est possible. L'archevêque de Malines ne s'y oublie pas, et nous ne lui voudrions qu'un peu plus de moelleux dans les formes oratoires... Quant au préfet, il continue à faire merveille, non-seulement avec nous, qu'il reçoit d'une façon charmante, mais avec le pape chaque fois qu'il le voit. Il ne se mêle pas de faire le docteur; mais il lui dit des choses si raisonnables, si bien adaptées à sa position et toutefois si fortes malgré la douceur et le moelleux qui le caractérisent, que, chaque fois qu'il revient d'auprès du pape, il le laisse plus affermi dans ses dispositions conciliantes. Enfin nous avons beaucoup d'espoir du succès, et votre excellence peut être bien assurée que nous ne négligerons rien pour l'assurer (2). »

Lorsque des personnages si considérables, et quelques-uns si habiles, mettaient tant de soins à s'entendre pour conspirer ensemble (suivant une expression de M. de Chabrol) contre les scrupules trop

(1) Lettre de M. de Chabrol à M. Bigot de Préameneu, 4 septembre 1811.

(2) Lettre de M. de Barral, archevêque de Tours, à M. Bigot, ministre des cultes, 5 septembre 1811.

souvent renaissans du saint-père, il devenait en effet probable qu'ils finiraient par en triompher. Pour rester en apparence dans le rôle qu'ils avaient accepté de jouer auprès de Pie VII, les membres du sacré-collége affectaient de se tenir dans une grande réserve à l'égard des prélats envoyés par l'empereur à Savone et de ne pas s'ouvrir à eux sur leurs opinions. Ce fut donc à la suite d'un entretien du commandant de gendarmerie Lagorse avec l'archevêque d'Édesse que les évêques apprirent que l'avis des cardinaux qui servaient de conseil officiel au pape serait décidément favorable à l'arrangement souhaité par le gouvernement français (1). Bientôt ces messieurs reçurent de la bouche même de sa sainteté « l'assurance qu'on tâcherait d'ajuster tout cela pour le mieux (2). » Quant au fond, le pape se proposait d'agréer la substance des articles du décret. A cet effet, il rédigerait un bref qu'il avait l'intention de communiquer d'avance aux députés, afin que ceux-ci fussent en état de présenter leurs observations, s'ils en avaient à faire. C'était là un pas immense. M. de Barral et ses collègues en sentirent immédiatement la portée. « Cette première affaire arrangée, écrit avec joie l'archevêque de Tours, les autres prendront sur-le-champ une bonne tournure... J'ai vu l'archevêque d'Édesse, et, sans parler encore de nos instructions précises et par écrit, je lui ai dit que le bref ne devait pas admettre de réserves ou tendre à faire oublier, méconnaître, même passer sous silence l'autorité du concile, ce qui ne s'accorderait ni avec la dignité de l'empereur, qui l'avait convoqué, ni avec les intentions du concile lui-même. M. Bertalozzi a senti tout cela; il a promis de le faire sentir soit au pape soit aux cardinaux. Nous les verrons ce soir à ce sujet (3). »

Les choses se passèrent en effet comme le pape l'avait annoncé et comme M. de Barral l'avait si fort souhaité. Pie VII, dans une conférence qu'il tint avec les cardinaux, leur exposa successivement les objections qui s'offraient à son esprit et que ses conseillers, bien préparés d'avance, s'efforcèrent d'aplanir à l'instant même. Au fur et à mesure que, par leur habile intervention, ils en écartaient quelques-unes, « le saint-père, dit M. de Chabrol, se montrait infiniment soulagé... » Quand toutes les difficultés furent ainsi définitivement résolues, il témoigna la joie d'un enfant qui se trouve délivré d'un grand chagrin (4)... Sa physionomie, un peu sombre au

(1) « ... Il paraît, par un entretien qu'a eu le commandant du palais avec l'archevêque d'Édesse, que l'avis des cardinaux est extrêmement favorable pour conclure au gré de l'empereur et du vôtre... » — Lettre de M. de Barral à M. Bigot de Préameneu, 6 septembre 1811.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

commencement, avait repris avant la fin de la séance l'air tranquille et la douce sérénité qui la caractérisaient (1). Le préfet de Montenotte était ravi de ce résultat et de la façon dont s'étaient comportés tous les cardinaux, auprès desquels il s'était si souvent et si heureusement entremis. « Le cardinal Roverella a bien soutenu l'idée que je m'étais faite de lui, écrit-il; il a constamment maintenu son ascendant, et tranché les choses comme un homme accoutumé à soumettre des décisions à l'approbation de son chef. Dugnami a également très bien parlé et satisfait entièrement M. de Bayanne. Les autres ont marché dans le même sens. » Avec sa clairvoyance ordinaire, le préfet de Montenotte ouvrit après cette première conférence l'avis qu'il serait maintenant à propos d'accorder quelque temps au pape pour tout terminer. « Il est, écrit-il, accoutumé à toutes les lenteurs de la cour de Rome, et le meilleur est de ne le point presser sur ce point, afin de lui laisser l'idée qu'il a agi avec maturité. » Les évêques français, qui commençaient à s'ennuyer de leur séjour à Savone, avaient un peu moins de patience. Ils trouvaient que le cardinal Roverella, chargé, avec le concours de l'archevêque d'Édesse, de rédiger le bref, y mettait beaucoup de temps. M. de Barral mandait à M. de Préameneu que les *porporati* « avaient peu l'habitude de ces sortes de rédaction. S'ils eussent pris le parti de s'adresser à nous, il y a apparence qu'entre l'évêque de Nantes et moi, M. de Trèves et les autres, nous leur aurions épargné bien du travail et bien de l'inquiétude; mais il y a une espèce de *punctilio* qui veut qu'à moins d'être employé dans ces affaires d'une manière très subordonnée il faut être habillé de rouge. Le violet ne suffit pas (2). »

Le bref en question fut enfin terminé et communiqué aux évêques le 11 septembre 1811. « Ce que je puis en dire dès aujourd'hui sommairement, écrit M. de Barral au ministre des cultes, c'est que les cinq articles décrétés par le concile y sont relatés textuellement et mot pour mot... Ils sont pleinement approuvés et confirmés par le pape, sans réserve ni restriction. Deux fois il y est fait mention de l'empereur, à propos de l'envoi des deux députations et dans le style ordinaire qui avait lieu avant tous les événemens des dernières années. Une troisième fois, en finissant, le saint-père y exprime ses vœux et ses prières pour le bonheur de sa majesté. Je pense que sous ce rapport votre excellence en sera pleinement satisfaite, et qu'il ne déplaira point à l'empereur (3). » Les observations auxquelles la rédaction pouvait donner lieu étaient plutôt de forme, au dire de l'archevêque de Barral lui-même, et se

(1) Lettre de M. de Barral à M. Bigot de Préameneu, 8 septembre 1811.
(2) M. de Barral à M. Bigot de Préameneu, 10 septembre 1811.
(3) *Ibid.*, 12 septembre 1811.

rapportaient à des expressions dont le sens était peut-être un peu ambigu. A son avis, le plus fort était fait. « Dans le moment même où je vous écris, l'évêque de Trèves est occupé à chambrer l'archevêque d'Édesse, qui lui-même est parfaitement disposé. Ce soir, nous verrons les cardinaux de Bayanne et Roverella, qui sont les deux chevilles ouvrières (1). »

Les changemens que M. de Barral et ses collègues désiraient introduire dans la rédaction du bref, quoique peu nombreux et sans grave importance quant au fond des choses, n'étaient pas toutefois sans signification. Pie VII ne voulut ni les accepter ni les rejeter complétement. Il en admit quelques-uns et repoussa les autres. On tomba vite et aisément d'accord. « Le pape nous a dit à ce sujet, écrit M. de Bayanne, qu'il ne voulait pas se damner, quoi qu'il en coûte, mais qu'il n'était rien qu'il ne fît pour l'empereur quand sa conscience n'aurait rien à lui reprocher. Cependant, même avec de bonnes raisons, il n'est pas toujours facile de calmer cette conscience si timorée (2). » Comme il était aisé de le prévoir, le trouble moral que lui avaient causé tant d'épineuses résolutions à prendre avait agi de nouveau sur les nerfs de Pie VII. « Sa santé, sans être tout à fait mauvaise, écrivait M. de Barral le 15 septembre, n'est pas non plus fort bonne. Il dort peu, quelquefois point du tout. Plus le terme qui doit mettre fin à ses délibérations approche, plus il est agité au moral, et, comme de raison, le physique s'en ressent (3). »

Trois jours après, le 18 septembre 1811, les hésitations du pape avaient pris fin. Lorsque l'évêque de Plaisance se rendit chez lui ce jour-là, d'assez bon matin, il le trouva mettant la dernière main aux corrections demandées par les prélats français. Pie VII engagea la conversation sur le bref, et fit valoir le désir qu'il avait toujours montré de pacifier les affaires de l'église. L'évêque de Plaisance répondit que ses collègues avaient surtout remarqué avec un extrême plaisir la manière pleine d'affection dont il avait parlé de sa majesté dans le bref, et qu'on voyait facilement qu'il était toujours père. « Alors, en riant d'une manière vraiment aimable, le saint-père m'a dit en parlant de sa majesté : Le fils est un peu mutin, mais toujours fils (4). » Le surlendemain 20 septembre, les prélats envoyés à Savone étaient en mesure d'informer le cardinal Fesch qu'ils venaient d'obtenir de sa sainteté l'approbation sans aucune réserve et la confirmation pure et simple du décret du concile qu'ils avaient été chargés de lui présenter. « Cette approbation

(1) Lettre de M. de Barral à M. Bigot de Préameneu, 12 septembre 1811.
(2) Le cardinal de Bayanne au ministre des cultes, 13 septembre 1811.
(3) L'archevêque de Tours au ministre des cultes, 15 septembre 1811.
(4) Lettre de l'évêque de Plaisance à M. Bigot de Préameneu, 18 septembre 1811.

est en forme de bref adressé aux cardinaux, archevêques et évêques assemblés à Paris. Nous n'y voyons rien qui paraisse devoir souffrir des difficultés, à quelque examen qu'il soit soumis, et si quelques expressions demandaient à être expliquées à sa majesté, personne ne pourrait le faire avec plus de succès que votre altesse... » Les auteurs de cette lettre témoignaient l'espérance que l'ancien président du concile voudrait profiter d'une si heureuse occasion pour solliciter auprès de l'empereur Napoléon un adoucissement dans la situation du souverain pontife. « Si sa majesté est contente de nous, disaient en terminant ces messieurs, nous recevrons en apprenant cette bonne nouvelle le témoignage le plus touchant qu'elle puisse nous donner de sa satisfaction (1). »

Tandis que les hauts dignitaires de l'église qui venaient de mener à bien ces arrangemens avec le saint-père témoignaient ainsi de leur complète satisfaction, Pie VII laissait voir de son côté des sentimens tout semblables. A l'accord si heureusement établi succédèrent, comme il arrive d'ordinaire, les mutuels épanchemens. De part et d'autre, on se mit à parler des sujets qu'on n'avait pas osé aborder aussi longtemps qu'on s'était tenu sur le pied d'une réciproque défiance. Dès le 5 septembre, le cardinal de Bayanne, dans une lettre confidentielle à M. Bigot de Préameneu, lui avait dit : « Je crois entrevoir qu'après la confirmation du décret mes collègues feront tous leurs efforts pour persuader au saint-père de demander la permission de retourner à Rome, moyennant *la renonciation au pouvoir temporel*. Ils ne croient pas être au monde, s'ils sont hors des murs de Rome, et le pape, qui a aussi sa bonne part de ce sentiment, pourra bien se prêter à leurs intentions et faire tout ce que voudra l'empereur pour revoir *la cara Roma* (2). »

Le cardinal de Bayanne ne s'était point mépris sur les intentions de ses collègues; il s'était un peu exagéré toutefois les sacrifices que Pie VII serait disposé à faire, le cas échéant, pour revoir sa *cara Roma*. Au fond et pour lui-même, le saint-père n'attachait pas beaucoup d'importance au pouvoir temporel; mais il était retenu par le souvenir du serment qu'il avait prêté en montant sur le trône pontifical, serment dont les termes étaient, au dire du cardinal Ruffo, si précis et si forts. A peine son bref avait-il été définitivement expédié que le pape voulut s'exprimer lui-même sur un point qui n'avait jamais cessé d'occuper toutes les pensées, tant à Paris pendant les délibérations du concile qu'à Savone pendant la durée des négociations, quoique ni à Paris ni à Savone le mot de pouvoir tem-

(1) Lettre au cardinal Fesch revêtue de la signature des cardinaux, archevêques et évêques envoyés près du pape à Savone, 20 septembre 1811.

(2) Lettre confidentielle du cardinal de Bayanne à M. Bigot de Préameneu. Savone, 8 septembre 1811.

porel n'eût été officiellement prononcé. Nous prendrons la liberté d'appeler sur les paroles dont Pie VII s'est servi en cette circonstance l'attention de tous les esprits réfléchis. On était au 22 septembre 1811, c'est-à-dire deux jours après la signature du bref. « Hier nous allâmes en corps de députation, écrit M. de Barral, remercier sa sainteté de son bref. Elle nous accueillit avec bonté, comme à son ordinaire. Elle nous dit qu'un point bien important à la discipline de l'église venait d'être changé pour toujours; elle nous parla de l'espoir que les affaires de l'église prendraient une meilleure tournure, et prononça quelques mots affectueux sur sa majesté, sur sa prudence, sur sa piété, qui l'engageait à protéger l'église; puis il restreignit sa phrase au spirituel, répétant en italien : *il temporale,... il temporale,...* sans rien ajouter davantage (1). » S'apercevant bientôt qu'il parlait dans la langue dont il se servait le plus volontiers pour exprimer ses intimes pensées, mais qui n'était pas comprise de tous les assistans, il reprit presque tout de suite en français : « Le temporel,... le temporel,... ah! si le temporel dépendait de moi, si j'étais le maître d'en disposer, je le prendrais volontiers et j'irais le poser sur le bureau de l'empereur pour qu'il en fasse tout ce qu'il voudra. » Cela fut dit d'un ton angélique et qui nous émut tous. La conversation prit ensuite une tournure moins sérieuse, et le pape continua de se montrer aimable (2). »

M. de Chabrol, qui s'était tenu un peu à l'écart de la négociation dès qu'il avait vu le saint-père aussi favorablement disposé, n'était pas moins enchanté que les cardinaux et les évêques de l'heureuse issue qu'elle avait eue. Sortant alors de son abstention volontaire, il vint à son tour chez Pie VII pour le féliciter aussi, mais surtout pour le décider à écrire directement à l'empereur des Français, et à confier la rédaction de sa lettre au cardinal de Bayanne.

« Dès les premiers momens, MM. les cardinaux et toute la députation, écrit le préfet de Montenotte, avaient parlé de la nécessité d'engager le pape à écrire à sa majesté, afin de le porter à un rapprochement sincère. Le pape a été amené insensiblement à cette idée; mais je regretterais beaucoup que le cardinal de Bayanne ne fût pas chargé de la rédaction. Après avoir causé avec lui longtemps sur ce point, je me suis rendu chez le pape. J'ai été accueilli avec une confiance qui m'a mis à même d'entrer promptement en matière. J'ai dit au saint-père que son rapprochement avec sa majesté était aussi honorable pour lui qu'avantageux au bien de l'église, et que maintenant il fallait qu'il fût total. Tout retour sur le passé serait, dans les circonstances, aussi contraire à la marche

(1) Lettre de l'archevêque de Tours au ministre des cultes. Savone, 22 septembre 1811.
(2) *Ibid.*

naturelle du cœur humain qu'à la saine politique. Ayant ouï parler de l'intention où il était d'écrire une lettre à sa majesté, j'espérais qu'il voudrait bien écouter mon opinion à ce sujet avec la même bonté dont il m'avait donné tant de preuves. Je pensais donc que cette lettre devait laisser de côté toute prétention et tout intérêt autre que celui de la religion, et être remplie du seul désir de remédier aux maux de l'église. Elle ne devait donc contenir aucune allusion au passé; elle devait être au contraire écrite avec cette charité de l'Évangile qui était dans son cœur. J'ai vu tout de suite que le pape me savait gré de cette ouverture, et que mon insinuation était peut-être nécessaire. Je dois rendre cette justice au pape, qu'il désire sur toute chose une réconciliation entière. Il est seulement retenu par le sentiment de ce qu'il appelle la dignité de l'église, qui ne vient pas entièrement de son propre fonds. Je lui ai fait sentir que la dignité était dans la démarche et non pas dans les mots, qui, aux yeux de l'histoire, ont par eux-mêmes peu d'importance... Il m'a répondu qu'il y réfléchirait mûrement, qu'il était un peu fatigué des jours passés, et que dans le reste de la journée il aurait probablement un peu plus de repos... J'ai laissé le pape dans de bonnes dispositions, et le cardinal de Bayanne, à qui j'ai rendu compte de cet entretien, le croit à demi gagné (1). »

M. de Chabrol ne se trompait point. Pie VII prit en effet le parti d'écrire directement et de sa propre main à l'empereur; mais il préfera faire lui-même sa lettre, et n'en voulut point charger le cardinal de Bayanne. Elle était d'ailleurs conforme d'un bout à l'autre à ce que lui avait indiqué le préfet de Montenotte. Non-seulement Pie VII s'y abstint de toute allusion, si éloignée qu'elle pût être, aux différends qu'il supposait maintenant apaisés; mais il mit une sorte d'affectation à revenir de lui-même à ce ton d'affection cordiale et admirative qui avait marqué d'un cachet si particulier les premières correspondances échangées jadis avec le chef de l'empire français.

« ... Par notre lettre expédiée en forme de bref et délivrée au moyen de notre aumônier, des archevêques et évêques de la députation, votre majesté verra, disait-il, ce que nous avons fait pour obvier aux maux de l'église, et nous nous tenons à l'avance assuré de la satisfaction de votre majesté. Pour nous qui, sans aucun mérite de notre part, avons été par la seule bonté de Dieu placé sur la chaire de saint Pierre, et constitué chef des fidèles avec mission de paître et de gouverner l'église universelle, nous tremblons à l'idée du compte sévère que le Très-Haut

(1) Lettre de M. de Chabrol à M. Bigot de Préameneu, ministre des cultes, 20 septembre 1811.

exigera un jour de nous au sujet de l'exercice de notre ministère apostolique. Dieu seul sait combien de larmes et de soupirs nous a coûtés cette pensée, et avec quelle effusion d'amour nous voudrions exprimer à votre majesté les sentimens de notre cœur; mais les discours sont devenus inutiles depuis le jour où des cardinaux, des archevêques et des évêques sont arrivés près de nous avec l'agrément de votre majesté. Leur seule venue nous a fait concevoir les meilleures espérances, et nous y prenons d'autant plus de confiance que le Seigneur, qui a rendu votre majesté si puissante, et lui a mis en main l'épée pour la défense et le soutien de la sainte église, fera aussi que votre majesté, par des faits dignes de sa grandeur, voudra prévenir nos désirs et diriger vers l'honneur de Dieu, au plus grand avantage du catholicisme et du siége de Rome, cette gloire temporelle et éternelle de votre majesté pour laquelle nous ne cessons d'adresser les vœux les plus fervens au souverain distributeur de toute félicité. Animé d'une si belle confiance, nous augurons que votre majesté jouira toujours de la plus grande prospérité, et dans l'épanchement de notre âme, élevant les mains vers le Dieu de paix, nous l'implorons pour qu'il répande sur votre majesté ses lumières, ses secours célestes avec l'abondance entière de ses bénédictions (1). »

Pie VII avait remis cette lettre toute cachetée à M. de Chabrol; mais il n'avait point fait mystère de ce qu'elle contenait. Quand le préfet de Montenotte et les prélats eurent connaissance des termes dans lesquels le saint-père venait de s'adresser au chef de l'empire français, ils témoignèrent une joie indicible. Tous les vœux des membres de la députation étaient exaucés, et le succès dépassait leurs plus belles espérances. Non-seulement le saint-père avait approuvé le décret du concile en l'insérant textuellement et mot pour mot dans son bref, mais il avait de lui-même renouvelé le premier avec Napoléon ces rapports affectueux et confidentiels qui, dans leur conviction, avaient naguère tant profité à l'église. De beaux jours allaient donc se lever de nouveau pour elle. A coup sûr, celui-là aurait singulièrement surpris les cardinaux, les archevêques, les évêques et M. de Chabrol lui-même, qui serait venu leur dire à ce moment que Napoléon était assez peu satisfait de la besogne qu'ils venaient d'accomplir, et qu'il avait déjà pris le parti de ne pas accepter le bref du pape et de laisser sa lettre sans réponse. Cette détermination, si inattendue pour le préfet de Montenotte et pour tous les graves personnages ecclésiastiques alors établis à Savone, provenait d'un ensemble de circonstances qui se rattachaient à la politique générale de l'empereur, et qui nécessitent à cause de cela quelques explications.

(1) Lettre du pape Pie VII à son impériale et royale majesté l'empereur Napoléon Ier. Savone, 23 septembre 1811.

IV.

Depuis quelque temps déjà, la pensée de l'empereur s'était peu à peu distraite des affaires de l'église de France pour se porter tout entière sur les préparatifs de sa prochaine expédition de Russie. Le moment était en effet arrivé où allait se vérifier la curieuse prophétie faite par Cambacérès au préfet de police de l'empire, M. Pasquier, lorsqu'il lui avait annoncé que le mariage de Napoléon avec une fille de l'empereur François le conduirait promptement à la guerre contre le tsar Alexandre. Le 15 août 1811, jour de la Saint-Napoléon, c'est-à-dire à l'époque même où il était en train de rédiger pour les évêques envoyés à Savone les instructions que nous avons citées tout à l'heure, l'empereur n'avait pas hésité à faire en pleine cour des Tuileries au ministre de Russie, le prince Kourakin, cette scène singulière dont M. Thiers nous a si bien raconté jusqu'aux moindres détails. De tels éclats, quand l'empereur s'y laissait aller, signifiaient presque toujours que son parti était pris de rompre avec la puissance contre laquelle il se les permettait. Ce fut le cas cette fois. Au fond de son âme, il avait déjà, au milieu de l'été de 1811, résolu la guerre contre la Russie; il lui convenait seulement de la retarder jusqu'au printemps prochain. Qu'on veuille bien ne pas l'oublier! la guerre, la guerre poussée à toute extrémité, la guerre avec ses promesses de gloire et ses espérances de domination, c'était l'élément pour ainsi dire naturel où se mouvaient dans leur complète aisance les incomparables facultés de ce joueur effréné dont le génie se complaisait à dénouer toutes les questions, quelles qu'elles fussent, sur les champs de bataille, parce que sur ce terrain il se tenait pour assuré que jamais la fortune n'oserait se montrer infidèle. Quand ce vaste horizon de combats à livrer, de victoires à remporter, de paix triomphantes à dicter à l'ennemi, s'offrait à l'imagination du conquérant insatiable, et sollicitait ses regards vers les décevantes perspectives d'un avenir aussi prodigieux qu'indéfini, tout le reste était aussitôt oublié, ou du moins dédaigneusement rejeté à l'arrière-plan. L'illustre historien du consulat et de l'empire nous a, comme à son ordinaire, excellemment rendu la disposition d'esprit de Napoléon à cette époque de sa vie, lorsqu'il dit : « Toutes les questions matérielles, morales, politiques, militaires, se résumaient alors pour lui dans une seule, celle de la grande guerre du nord. Vainqueur une dernière fois de la Russie, qui semblait seule, sinon à lui tenir tête, du moins à contester quelques-unes de ses volontés, il abattrait en elle tous les genres d'opposition, publics ou cachés, qu'il rencontrait encore en Europe. Que serait alors ce pauvre prêtre prisonnier qui voulait lui disputer

Rome? Rien, ou presque rien, et l'église, comme elle avait fait tant de fois, reconnaîtrait la puissance de césar (1). » La remarque de M. Thiers est vraie jusqu'à la dernière rigueur, et notre tâche principale va justement consister à établir, par des détails circonstanciés qui ne pouvaient trouver place dans le dessin général de ce grand monument historique, la parfaite justesse de cette appréciation.

Napoléon était parti de Compiègne le 18 septembre pour visiter le nord de la France, les ports de la Hollande et préparer dans ces dernières contrées, récemment réunies à l'empire, ses futurs moyens d'attaque contre la Russie, quand lui arriva tout à coup la nouvelle de l'accord conclu à Savone avec le saint-père. Son éloignement entraînait un retard forcé dans la réponse qu'attendaient avec tant d'impatience M. de Barral et ses collègues. En apprenant que ses lettres avaient dû aller chercher l'empereur jusque sur les bords du Zuiderzée, l'archevêque de Tours, tout d'abord consterné, ne put se défendre d'un amer pressentiment. « Le départ de l'empereur ne nous a pas seulement surpris, mais stupéfiés, écrit-il à M. Bigot de Préameneu. Au moment précis où notre correspondance allait prendre une lueur d'intérêt, et lorsque nous espérions quelque réponse favorable, la gazette arrive, et annonce que de longtemps nous ne pourrons recevoir aucun ordre de sa majesté. Or, quand elle est absente, son ministre se tait; c'est la règle. De sorte que nous voilà condamnés à l'inaction et presque au silence (2). »

Napoléon avait reçu à Flessingue le bref et la lettre du saint-père. Le bref ne le satisfaisait point, ou du moins il était bien décidé à n'en paraître point satisfait. Quant à la lettre, comme il ne lui semblait pas convenable de rendre au pape des injures en retour de ses témoignages d'affection, il avait résolu de n'y pas répondre et de la considérer comme non avenue. Cette idée de mettre le pape en liberté, dont ses négociateurs avaient eu l'imprudence de lui parler, comme de la meilleure récompense qu'ils pouvaient recevoir pour les services qu'ils se figuraient avoir rendus, c'était pure folie; il ne pouvait en être question. Donner le moindre témoignage de satisfaction aux dignitaires de l'église qu'il avait expédiés à Savone pour y défendre ses intérêts de souverain, l'empereur n'y songea pas davantage. C'eût été convenir qu'il se félicitait de l'arrangement qu'ils venaient de conclure avec Pie VII. Il s'en garderait bien, car, s'il entrait dans ses desseins de se servir du bref du pape pour faire immédiatement donner l'institution canonique aux évê-

(1) M. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XIII, p. 178.

(2) Lettre de M. de Barral à M. Bigot de Préameneu, ministre des cultes, 30 septembre 1811.

ques nommés par lui aux siéges vacans de l'empire, il entendait quand il en aurait ainsi tiré l'avantage qui lui importait le plus, ne pas le laisser reconnaître dans sa teneur actuelle par son conseil d'état; c'était son intention bien arrêtée de se conduire en tout comme si rien de sérieux ne s'était passé à Savone. Une pensée de sympathie et de pitié, si fugitive qu'elle fût, traversa-t-elle un instant l'esprit de Napoléon, en songeant à la condition du pontife dont il venait de recevoir une lettre si affectueuse, et qui, après avoir généreusement concédé tout ce qu'on lui avait demandé, n'en allait pas moins continuer à végéter tristement dans la solitude de son étroite prison de Savone? Nous ne le croyons point. En tout cas, nulle trace de ce sentiment ne se découvre dans toute la correspondance de l'empereur. Ce qu'on y aperçoit au contraire avec surprise, c'est l'expression d'une joie non dissimulée à l'idée que, si les choses sont convenablement conduites, il arrivera, somme toute, que le pape, après la signature de son bref, se trouvera réduit à une condition bien pire qu'auparavant. Nous n'inventons rien. Cette attitude de l'empereur est si étrange et si triste à noter que nous comprenons plus que jamais la nécessité d'appuyer notre récit sur les preuves les plus irrécusables. Nous les emprunterons aux aveux sortis de sa bouche et consignés dans sa correspondance officiellement publiée, ou dans d'autres lettres qui, pour n'avoir pas trouvé place dans la collection sortie des presses de l'imprimerie impériale, n'en sont pas moins d'une indiscutable authenticité (1).

La première des communications, que le ministre des cultes reçut de Napoléon au sujet du bref pontifical, lui parvint par l'intermédiaire de M. Daru. Cet intègre et judicieux serviteur, que le chef de l'empire avait emmené en Hollande afin de se rendre un compte exact des ressources militaires de ce pays, remplissait près de lui pendant cette excursion les fonctions de secrétaire d'état (2). « Sa majesté me donne l'ordre d'annoncer à votre excellence, écrit M. Daru, qu'elle reçoit le bref du pape, mais sans traduction. Elle m'a chargé de la lui faire. Elle ne peut pas résoudre une affaire de cette importance sans avoir entendu son conseil. C'est donc une affaire qui durera encore quelque temps, et cependant nous voilà au 1er octobre... Sa majesté, considérant la saison avancée et l'âge des pré-

(1) Depuis que ce travail est commencé, nous avons déjà été dans le cas de produire un certain nombre de lettres de l'empereur qui n'ont pas été insérées à leur date dans la publication officielle. Pourquoi ces lettres, dont quelques-unes ne sont pas sans importance, ont-elles été omises dans un recueil qui a été donné au public comme contenant tous les documens qu'il avait intérêt à connaître? Il est impossible de le deviner.

(2) M. le comte Daru à M. le comte Bigot de Préameneu, 28 septembre 1811. — La lettre commence par ces mots : « Monsieur le comte, j'ai l'honneur d'adresser à votre excellence une lettre que sa majesté vient de me dicter. »

lats qui sont présentement à Paris, les autorise à retourner dans leurs diocèses... L'empereur juge convenable que votre excellence ne dise pas d'abord qu'elle a reçu le bref, mais qu'elle se borne à annoncer que les députés envoyés à Savone lui ont donné de telles assurances des dispositions du pape qu'il n'est pas possible de conserver aucun doute sur l'issue de cette affaire. *Cette marche aura l'avantage de débarrasser du concile et de laisser l'empereur maître d'agir selon les circonstances...* Trois jours après que vous aurez licencié le concile, et quand plusieurs de ses membres seront partis, l'intention de sa majesté est que vous remettiez à son éminence le cardinal Fesch les deux lettres ci-jointes. L'une est du pape, l'autre des députés. L'empereur en a pris connaissance, et y a remarqué avec étonnement que le pape fait dépendre l'institution canonique des évêques du retour des cardinaux; M. le cardinal doit en conséquence écrire au pape pour le déterminer à donner l'institution aux évêques, attendu qu'ils sont nommés depuis plus de six mois. Votre excellence voudra bien de son côté écrire aux évêques députés à Savone qu'aussitôt qu'ils auront fait expédier l'institution des évêques..., ils aient à revenir sur-le-champ à Paris, et au cas où le pape se refuserait à donner cette institution sans délai, votre excellence leur ordonnera de partir de Savone et d'être à Paris pour l'époque du retour de l'empereur, c'est-à-dire avant le 20 octobre, parce que, le concile s'étant séparé, la députation se trouve par cela même finie. Vous ne leur dissimulerez pas qu'il pourrait bien y avoir des objections contre la publication du bref en France... Sa majesté recommande à votre excellence d'avoir bien soin qu'on ne mette rien dans les journaux sur cette affaire (1). »

Quarante-huit heures plus tard, l'empereur revenait de nouveau à la charge. « Je vous envoie, écrit-il à son ministre des cultes, l'original du bref du pape. Gardez-le, sans le communiquer à qui que ce soit... Je désire que les évêques se trouvent à mon arrivée à Paris, afin de voir le parti qu'il y aura à prendre. Il me semble que le meilleur serait celui-ci : regarder le bref comme non avenu (puisqu'il est adressé aux évêques, cela ne me regarde pas), et publier comme loi de l'état le premier décret du concile national, par lequel il se déclare compétent, et le second, en ordonnant leur insertion au *Bulletin des lois* pour les rendre obligatoires. Quant au bref, il serait envoyé aux évêques pour leur gouverne, sans aucune publicité. Cependant un bref ne peut pas être envoyé sans avoir été enregistré au conseil d'état. Il faut donc que le conseil enregistre

(1) Lettre de l'empereur à M. le comte Bigot de Préameneu, dictée à M. le comte Daru. Flessingue, 28 septembre 1811. (Cette lettre n'est pas insérée dans la *Correspondance de Napoléon Ier*.

celui-ci. Il fera, s'il y a lieu, les réserves nécessaires pour conserver les priviléges de l'église gallicane; mais puisque le pape, au lieu de ratifier purement et simplement le décret du concile, a fait un bref comme il a voulu, il me semble que je dois y ajouter ce qui me convient (1). Aussi je publierai un décret rendu en conseil d'état où sera rapporté mot pour mot le décret du concile, décret dans lequel on ne fera pas mention qu'il doit être soumis au pape... Il est convenable que vous m'écriviez sur ce projet. Surtout il faut le tenir secret et gagner du temps jusqu'à mon arrivée... J'attends que le pape fasse des démarches ultérieures. Vous pourriez cependant montrer le bref à la commission après lui avoir fait jurer le secret, afin qu'elle puisse faire des recherches et préparer le travail (2)... »

Le 6 octobre suivant l'empereur n'avait rien changé dans ses desseins. « Vous avez bien fait, écrit-il derechef à M. Bigot, d'exiger que tous les évêques, même ceux qui n'avaient pas de bulles, rentrassent dans leurs diocèses et que personne ne restât à Paris. N'y souffrez la présence d'aucun d'eux. Renvoyez également mes aumôniers... Envoyez-moi les lettres à signer pour les différens siéges vacans, afin de voir si le pape veut ou non donner l'institution à mes évêques. Faites connaître aux députés que je ne répondrai à aucune lettre, que je ne prendrai aucune décision que lorsque mes évêques auront leurs bulles. Je suis trop vieux et trop accoutumé aux ruses italiennes pour me laisser duper par eux. Les évêques doivent insister là-dessus avec la plus grande force. Je ne recevrai même pas la députation, si elle ne rapporte les bulles d'institution de tous mes évêques. Je n'enverrai le bref au conseil d'état que lorsque tous les diocèses vacans auront leurs bulles. Il faut que la députation des évêques vous envoie un procès-verbal constatant qu'ils ont notifié au pape que le décret s'applique à tous les évêchés de l'empire, dont les états romains font partie (3). » Le 26 octobre, c'était un nouveau message, non moins impératif, daté de Rotterdam et mêlé de quelques reproches adressés à son ministre des cultes. « Je vous ai prescrit de faire partir pour leurs diocèses tous les évêques indistinctement; je vois cependant que plusieurs sont encore à Paris, entre autres l'évêque de Saint-Flour, auquel vous avez même dit que

(1) Nos lecteurs ne doivent pas oublier que cette assertion n'est pas du tout fondée. Le bref avait été préalablement communiqué aux envoyés de l'empereur, qui avaient fait contre la rédaction primitive plusieurs objections dont le pape avait tenu compte, et les prélats, chargés des pouvoirs de l'empereur, l'avaient en définitive complétement accepté.

(2) Lettre de l'empereur au comte Bigot de Préameneu, Anvers, 30 septembre 1811. — *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXII, p. 494.

(3) Lettre de l'empereur au comte Bigot de Préameneu, Gorcum, 6 octobre 1811. — *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXII, p. 501.

vous aviez reçu des bulles du pape. Je vous recommande encore de ne rien dire et de faire partir tout le monde (j'en excepte cependant les évêques de la commission), de ne donner aucune bulle, et de garder le plus profond secret sur toutes les affaires ecclésiastiques (1). » Le même jour, l'empereur adresse une dernière lettre, celle-là bien plus explicite, et qui dévoile sans réticence tout l'ensemble de son plan de conduite à l'égard du saint-père. Malgré cela, cette lettre ne se trouve point dans la correspondance officiellement imprimée. La voici tout entière :

« Je reçois votre lettre du 21 octobre avec le projet de décret qui y est joint. Je pense que ce décret ne serait pas propre à rétablir la paix, qu'il serait plus convenable de publier les deux décrets du concile comme lois de l'état, et de rejeter la publication du bref pour que les passages improuvés en soient retranchés. Il faut par un décret partir de l'approbation des décrets du concile, et les proclamer comme lois de l'état, et en même temps émettre un avis du conseil d'état portant que le bref du pape ne peut être publié comme contenant des articles contraires à nos libertés, et que ce bref ne sera publié qu'autant qu'on en supprimera les mots ***. Le bref sera ensuite renvoyé au pape avec une lettre de vous à l'un des cardinaux ou même à Bertalozzi, et il faudra bien que le pape en passe par là. Le bref revenant pur et simple, on le publiera alors purement et simplement. Cela donnera la sanction à tout, et lèvera toutes les difficultés; mais il serait maladroit de publier un bref avec des réserves. Ce serait perpétuer les divisions. La vérité est que l'église est dans une crise. Que l'on attende six mois ou même un an, il faut qu'elle en sorte. Il faut traiter la matière dans cet esprit. Avant que le pape soit instruit des difficultés et des empêchemens que le conseil d'état mettra à la publication du bref, on aura soin qu'il institue tous les évêchés vacans. — Dès ce moment, les décrets du concile seront publiés comme loi de l'état, et les évêques seront institués. Le pape ne pourra obtenir l'arrangement de ses affaires, passer outre, ni exercer aucune juridiction spirituelle, qu'il n'ait approuvé les décrets du concile, et sa position sera empirée d'autant plus qu'il aura institué tous les évêques, qu'il verra les décrets publiés et faisant loi, et que cela éloigne nécessairement ses affaires de bien des années. Vous voyez que dans ces affaires il faut marcher avec circonspection. Je vous recommande le plus grand secret. Il ne faut rien dire au cardinal Fesch, aux évêques de la députation ni à qui que ce soit. Il sera même bon que le dénoûment vienne du conseil d'état, et soit unanime. Il sera aussi utile qu'il y ait un mémoire

(1) Lettre de l'empereur à M. le comte Bigot de Préameneu, Rotterdam, 26 octobre 1811. — *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXII, p. 330

bien fait là-dessus, distribué au conseil d'état, qui dise qu'admettre les prétentions du pape, ce serait détruire le droit commun, etc. (1).

Voilà dans sa prodigieuse ingénuité, et signé de sa propre main, l'honnête programme que traçait à son ministre des cultes le souverain qui tout à l'heure se méfiait si fort des piéges qui lui étaient tendus par les ruses italiennes. Non, quoi qu'en ait dit Napoléon, ce n'est pas lui qui risquait d'être dupe en cette affaire. Il avait trop bien pris toutes ses précautions. Pie VII, qui, lui, ne redoutait pas de surprise parce qu'il n'en avait préparé aucune, était si loin de deviner dans quelles embûches on voulait l'attirer, qu'il s'empressa de donner sans défiance les bulles d'institution qui lui étaient demandées. Si quelques retards avaient eu lieu, ils provenaient uniquement de l'état où l'empereur avait réduit le saint-père en arrachant violemment d'auprès de sa personne tout l'entourage ecclésiastique auquel revenait naturellement le soin d'accomplir une pareille besogne. « On s'occupe dans la maison du pape, écrit M. de Chabrol, de l'expédition des bulles qui ont été réclamées. Le défaut d'habitude pour la rédaction de cette sorte d'écrits est la seule cause qui en retarde la remise (2). » Maintenant que, par cet octroi empressé des bulles nécessaires à l'institution de ceux que Napoléon appelait ses évêques, Pie VII avait donné si ample satisfaction au chef de l'empire, il fallait à toute force que celui-ci, pour garder le bénéfice de son mécontentement, trouvât moyen de mettre en avant quelques nouvelles exigences auxquelles, malgré toute sa bonne volonté, la conscience de son prisonnier ne lui permît pas d'accéder. Les incidens qui marquèrent ce nouveau démêlé entre Pie VII et Napoléon ont été si singuliers et sont si peu connus que nous sommes obligé d'en remettre le récit à notre prochaine étude.

D'HAUSSONVILLE.

Au moment où nous achevions de corriger les épreuves des pages qu'on vient de lire, on nous a remis le premier volume d'un ouvrage que le public accueillera certainement avec curiosité. Il a pour titre : *Histoire des deux concordats de la république française et de la république italienne, conclus en 1801 et 1803 entre Napoléon et le saint-siège*. Le révérend père Theiner, préfet des archives du Vatican, consulteur

(1) Lettre de l'empereur à M. le comte Bigot de Préameneu, 26 octobre 1811. (Cette lettre n'est pas insérée dans la *Correspondance de Napoléon Ier*.)

(2) M. de Chabrol à M. le comte Bigot de Préameneu, 12 octobre 1811.

de diverses congrégations, etc., l'a solennellement dédié, en hommage de sincère et respectueuse amitié, à M. Faugère, directeur des archives et de la chancellerie au ministère des affaires étrangères à Paris. Rien de plus officiel par conséquent que cette publication, et, sous un certain rapport, rien de plus nouveau. Jusqu'à présent, les gardiens des archives du Vatican avaient en effet montré la plus extrême répugnance à laisser prendre connaissance à qui que ce fût des précieux documens qu'ils possèdent. Le père Theiner vient de prendre, en ce qui le concerne, une généreuse initiative en faisant imprimer, non pas à Rome, mais en France même, tant de pièces intéressantes qui ne semblaient pas destinées à voir le jour, et les amis de la vérité doivent lui en savoir un gré infini. Il a fait mieux : il n'a pas craint de se transporter à Paris, afin, nous dit-il dans sa préface, « de puiser dans les riches dépôts historiques qui s'y trouvent les renseignemens et les témoignages propres à remplir les lacunes de son ouvrage. » Empressé d'aller au-devant de je ne sais quelles fâcheuses préoccupations qui le tourmentent et dont nous ne nous rendons pas bien compte, le pieux auteur commence par établir que « sa position et son caractère le mettent, grâce à Dieu, à l'abri de tout soupçon de partialité et d'intérêts humains. La Prusse est ma patrie, dit-il, et nous sommes étranger à la France. De plus, ministre du sanctuaire malgré notre indignité, quel autre mobile que le pur amour de l'église, de la vérité, de la justice, aurait pu nous guider dans ce travail? Nous l'affirmons, avec cette assurance qu'inspire le témoignage d'une conscience nette, nous n'avons subi aucune influence, et toute tentative de ce genre eût été repoussée avec dédain, sinon avec indignation. »

Après ce préambule parfaitement inutile, car il est impossible de deviner pourquoi quelqu'un se serait plu à soupçonner le savant directeur des archives pontificales d'obéir à d'autres mobiles que l'impulsion spontanée de sa conscience, le père Theiner, venant enfin au fait, veut bien nous dire quel but il s'est proposé. Il a voulu mettre le public en garde contre les *Mémoires du cardinal Consalvi,* « qui ont été rédigés sous l'impression d'une amertume et d'une irritation morale trop visibles... La moralité même du caractère de ce cardinal a été compromise par la publication de ses mémoires, dont l'acrimonie et la partialité trop manifestées contrastent étrangement avec les appréciations calmes et modérées de ses dépêches... Et pourtant ces mémoires écrits *ab irato,* — ce sont les expressions du révérend père, — forment l'unique base de l'ouvrage de M. le comte d'Haussonville, *l'Église romaine et le premier empire.* »

Il ne nous appartient en aucune façon de défendre la réputation jusqu'à présent si respectée de l'éminent secrétaire d'état, qui était en même temps l'ami le plus dévoué de Pie VII, contre les sévérités inattendues de l'archiviste auquel Pie IX a confié la garde des trésors diplo-

matiques du Vatican. Il y a tout lieu de penser que l'aimable mémoire de Consalvi restera chère encore, malgré les attaques du père Theiner, à l'immense majorité des catholiques. Dût notre supposition le surprendre beaucoup, nous croyons même que cette irritation morale qu'il blâme si fort chez le cardinal, sans doute parce qu'en semblables circonstances il ne l'eût éprouvée à aucun degré et que la raison ne lui en apparaît point, ces mêmes catholiques sont assez disposés à la trouver simple, naturelle, à tout le moins assez excusable de la part d'un prince de l'église violemment enlevé de Rome, gardé à vue et espionné dans sa prison de Reims (ce sont les termes mêmes du père Theiner) dans le moment où son ami et son maître, le chef de la catholicité, était, lui aussi, gardé à vue et espionné dans sa prison de Savone. Nous irons plus loin. Si le père Theiner n'était pas Prussien, comme il a soin de le constater, peut-être se serait-il douté qu'en dépit de ses prodigieux efforts il aurait quelque peine, dans un pays comme le nôtre, à faire passer l'abbé Bernier pour un digne prêtre, et le cardinal Caprara pour le plus parfait des légats. S'il n'était même complétement étranger, à ce qu'il paraît, aux affaires intérieures et pour ainsi dire intimes du clergé français, s'il n'était pas de ces terribles défenseurs qui, par gaucherie, nuisent à leur cliens et obligent, quoi qu'ils en aient, les gens rassis à révéler ce qu'ils auraient préféré taire, mais ce qui est malheureusement connu des ecclésiastiques bien informés, il saurait que son héros, l'abbé Bernier, est mort la rage au cœur parce que Pie VII et l'empereur, qui l'appréciaient ce qu'il valait, l'avaient tous deux jugé indigne de recevoir la pourpre. Il n'ignorerait pas enfin que le cardinal Caprara, son ambassadeur modèle, a terminé ses jours dans une sorte d'imbécillité sénile, méprisé de tous, après avoir refusé de se rendre à Rome pour partager le sort de ses collègues les membres du sacré-collége, après avoir accepté de l'empereur le siége de Milan et le paiement de ses dettes, juste au moment où le souverain pontife, son maître, était enfermé plus étroitement que jamais dans sa prison de Savone. Voilà les hommes qui ont la sympathie d'un directeur des archives du Vatican! Voilà les exemples édifians qu'il propose à l'imitation des clergés de France et d'Italie, de préférence à ceux du cardinal Consalvi, qu'il dénigre, et de l'abbé Émery, qu'il nomme à peine, parce que tous deux ont eu le tort, impardonnable à ses yeux, d'avoir trop peu de complaisance pour l'empereur et trop de compassion pour Pie VII.

Quant à mon tort, à moi, c'est d'avoir uniquement fondé mon récit sur le témoignage d'un personnage aussi peu digne de créance que le cardinal Consalvi; ce tort, il paraît que je l'ai beaucoup aggravé en allant chercher la véritable pensée du secrétaire d'état et du serviteur dévoué de Pie VII, plutôt dans les mémoires qu'il a laissés que dans les dépêches qu'il a écrites. Le père Theiner a fait à ce sujet la plus surprenante des

découvertes. D'après lui, il est infiniment probable qu'occupé à négocier le concordat avec Napoléon dans les circonstances que chacun sait, Consalvi, le prudent Consalvi, n'a jamais hésité à tout dire à sa cour par la poste, à lui mander ingénument, sans réticences, par les courriers du premier consul, tout ce qui se passait à Paris, à lui faire part, avec une ouverture pleine de candeur, de ses plus intimes impressions sur les affaires qu'il traitait et sur les personnes avec lesquelles il les traitait. Ce que plus tard il a mis dans ses mémoires, c'était au contraire des sentimens de convention, un langage d'apprêt, propos sans valeur d'un cardinal malheureux d'être dépouillé de sa pourpre, irrité outre mesure d'avoir été mis sous la surveillance de la haute police, ainsi que son souverain temporel, le chef de sa foi. Des gens avisés comme le père Theiner se méfient de pareils témoignages. Les belles dépêches officielles dûment enregistrées, parlez-lui de cela : voilà où gît la vérité. Si elles sont confidentielles, il commence à s'en défier. Si par hasard elles sont produites par d'autres que ceux qui devraient naturellement les produire, et qui peut-être auraient intérêt à ce qu'elles ne fussent pas du tout produites, alors le révérend père Theiner n'en tient nul compte, n'en parle même pas; c'est comme si elles n'existaient point.

Telle n'est pas notre méthode. C'est pourquoi nous prendrons la liberté de faire observer au père Theiner que nous n'avons pas, quoi qu'il en dise, écrit uniquement d'après les mémoires du cardinal Consalvi, il s'en faut de beaucoup; nous avons aussi écrit d'après les œuvres complètes d'un autre prince de l'église, le cardinal Pacca, qui a été lui-même secrétaire d'état de sa sainteté. Plus que Consalvi, le cardinal Pacca s'est, il est vrai, montré « moralement irrité » de sa détention à Fénestrelle, et surtout de celle du pape à Savone. Faut-il à cause de cela le récuser? Tous les ecclésiastiques qui ont jadis été moralement irrités contre l'empereur à cause de la captivité de Pie VII sont-ils aussi récusables? Aujourd'hui même ne serait-on admis à parler pertinemment des anciennes querelles de l'église romaine et du premier empire qu'à la condition de ne se sentir aucune irritation morale à l'égard du terrible soldat qui a déployé tant de violence et de ruses contre le malheureux prisonnier? En Prusse, cela est peut-être possible; mais que le révérend père Theiner veuille bien nous croire, en France, ce ne sont pas seulement les catholiques, ce sont les honnêtes gens de toutes les croyances et de toutes les opinions qui auraient grand'peine à se maintenir dans cette magnifique impartialité entre l'oppresseur et l'opprimé. Je n'aperçois que dom Guéranger, souvent cité par le père Theiner, qui puisse s'élever avec lui à ces impassibles hauteurs. Pour tout dire, je doute même qu'il leur fût donné à tous deux de s'y maintenir longtemps, s'ils pouvaient se décider à prendre connaissance de la véritable correspondance de Napoléon Ier, c'est-à-dire non pas seulement des lettres publiées

à l'imprimerie impériale, quoiqu'elles soient déjà passablement instructives, mais de celles plus probantes et plus explicites que j'ai déjà produites, que je produirai encore, et que personne, ils peuvent en être assurés, ne démentira jamais.

A ce sujet, puisque le père Theiner a le goût de publier des dépêches officielles, puisqu'il a fait partager ce goût à son ami, M. le directeur des archives étrangères, à ce point que ces messieurs échangent réciproquement, pour les publier, les documens dont ils ont la garde, qu'il me permette de lui dire qu'il est beaucoup plus encore qu'il ne se l'imagine l'obligé de M. Faugère. Ces documens qu'il publie aujourd'hui, je les connais en effet depuis longtemps; j'en ai demandé la communication à M. le marquis de Moustier et à M. Faugère lui-même, qui venait justement d'être nommé à la place qu'il occupe présentement. Après bien des remises, bien des hésitations, j'ai enfin reçu un billet très courtois de M. de Moustier, daté du 27 février 1867, par lequel ce ministre voulait bien me faire savoir qu'à son très grand regret un récent règlement lui interdisait absolument d'ouvrir à personne les archives de son département; c'est donc un règlement, et un règlement tout récent, qui a été mis de côté en faveur de M. Theiner. Cela est d'autant plus flatteur pour lui qu'au temps où j'avais l'honneur d'appartenir au ministère des affaires étrangères il était de tradition de ne pas accorder à des étrangers, en matière de communication de pièces, ce qui était refusé aux nationaux. Il paraît que cela est changé. Je n'ai pas qualité pour m'en plaindre. Cela ne me regarde pas; il y a peut-être des raisons que j'ignore. Je me bornerai à exprimer un vœu qui sera probablement celui du public. Puisqu'au Vatican, puisqu'aux archives des affaires étrangères les deux directeurs ont été pris d'un si bel amour de la publicité, puisqu'ils s'entendent si cordialement pour nous communiquer inopinément des pièces dont tout le monde serait heureux de tirer quelque profit, de grâce qu'ils nous donnent tout. Donner et retenir ne vaut. Qu'ils ne fassent donc point comme la commission officiellement nommée pour imprimer la correspondance de l'empereur Napoléon Ier, laquelle publie ce qui lui convient et supprime ce qui lui déplaît. S'ils avaient fait de même, nous ne serions pas, malgré l'abondance des pièces mises au jour par le père Theiner, beaucoup plus avancés dans la voie un peu tortueuse qui mène à la découverte de la vérité.

D'H.

HISTOIRE NATURELLE

GÉNÉRALE

ORIGINES DES ESPÈCES ANIMALES ET VÉGÉTALES.

V.

THÉORIES DE LA TRANSFORMATION PROGRESSIVE ET DE LA TRANSFORMATION BRUSQUE. — ORIGINE SIMIENNE DE L'HOMME.

I. *De l'Origine des espèces*, par C. Darwin, traduction de Mlle Royer. — II. *De la Variation des animaux et des plantes sous l'action de la domestication*, par C. Darwin, traduction de M. Moulinié. — III. *L'Homme avant l'histoire*, par sir John Lubbock, traduction de M. Barbier. — IV. *De la Place de l'homme dans la nature*, par Th. H. Huxley, traduction de M. Dally. — V. *Mémoire sur les microcéphales ou hommes-singes*, par C. Vogt. — VI. *Animaux fossiles et géologie de l'Attique*, par M. A. Gaudry.

I.

Variété, race, espèce, telle est la filiation qu'ont suivie, d'après les théories de la transformation lente, toutes les formes vivantes issues des proto-organismes de Lamarck ou du prototype de Darwin. Arrêtons-nous un instant à chacune des trois étapes de cette évolution progressive en nous attachant surtout à l'histoire des animaux. J'ai déjà dit comment le naturaliste français explique l'apparition de la variété. Le désir, le besoin, développés sous l'influence des conditions extérieures, sont les premières causes de la modification d'une forme préexistante, et l'habitude accentue les changemens, d'abord à peine sensibles. De pareils phénomènes supposent, on le voit, des individus déjà entrés dans la vie active; ils

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars.

sont impossibles chez l'embryon. Selon Darwin, qui accepte ici avec raison la manière de voir de Geoffroy Saint-Hilaire, c'est chez ce dernier que se manifestent les variations initiales, et celles-ci ont d'ordinaire pour cause une altération des organes reproducteurs mâles et femelles, altération existant avant l'acte de la conception. Il est certainement possible que cette explication ait quelque chose de fondé. Pourtant lorsque Darwin invoque à l'appui de son opinion l'infécondité d'animaux réduits en captivité et qui, bien portans d'ailleurs, cessent de se reproduire, l'analogie me semble quelque peu vague et bien lointaine.

Le savant anglais cherche à diminuer le plus possible le rôle joué par le milieu extérieur dans la production des variétés. Il me semble difficile d'accepter ses restrictions sur ce point. Les observations faites par Geoffroy jusque chez l'homme lui-même, les expériences qu'il avait commencées sur les œufs de poule, et que M. Dareste a reprises avec tant de persévérance et de talent, me paraissent avoir mis hors de doute l'action exercée par les agens du dehors. En faisant simplement varier l'intensité ou le mode d'application de la chaleur, le second de ces expérimentateurs en est arrivé à produire presque à coup sûr la plupart des monstres à un seul corps qui peuvent se présenter chez les oiseaux, à reconnaître le mécanisme de leur formation et l'enchaînement des altérations les plus légères aux déformations les plus graves. On ne saurait nier ici l'action directe de l'agent extérieur sur le germe en voie de développement. Or Darwin lui-même reconnaît le lien intime qui rattache la variété à la monstruosité. Celle-ci n'est bien souvent que l'exagération de celle-là. Des causes sans cesse en action, et que nous voyons être assez puissantes pour déformer complétement les organismes, doivent à plus forte raison les faire souvent varier. Les poulets créoles perdant leur duvet de naissance et restant nus jusqu'à l'apparition des vraies plumes, les cochons sauvages des hauts plateaux des Cordillères acquérant au contraire une espèce de laine sous l'action d'un froid modéré, mais continu, nous fournissent des exemples de ce phénomène (1). C'est donc aux actions de milieu, s'exerçant immédiatement sur l'embryon des ovipares et par l'intermédiaire de la mère sur celui des vivipares, que nous reporterons généralement les modifications individuelles qui constituent les variétés.

Du reste, les explications peuvent différer, le fait lui-même est indiscutable. Quelles que soient les théories, tous les naturalistes sont ici d'accord. Ces modifications peuvent toucher à la monstruo-

(1) *Recherches sur quelques changemens observés dans les animaux domestiques transportés de l'ancien monde dans le nouveau continent*, par M. Roulin (*Mémoires des savans étrangers à l'Académie des Sciences*, t. V).

sité ou bien être à peine assez accentuées pour se distinguer des traits individuels. Dans le premier cas, si elles se propagent par la génération, elles constituent d'emblée une race, et parfois une de celles qui s'éloignent le plus du type spécifique. De pareilles variations se sont produites peut-être même en dehors de l'action de l'homme. Telle pourrait bien être l'origine de la race de bœufs *gnatos*, littéralement bœufs camards, et qu'on aurait pu nommer à juste titre *bœufs-dogues*, car ils présentent dans leur espèce les traits caractéristiques de ce chien. Cette race paraît s'être formée parmi les troupeaux à demi sauvages des Indiens du sud de la Plata. Elle a la taille moins élevée, les formes plus trapues que les autres races du pays. La tête, le museau surtout, sont considérablement raccourcis, la mâchoire inférieure dépasse la supérieure, et la lèvre fortement relevée laisse les dents à nu. A ces caractères extérieurs correspond une charpente osseuse qu'Owen a fait connaître (1), et dont on peut résumer les caractères en disant que, dans la tête du gnato, presque pas un os ne ressemble à l'os correspondant du bœuf ordinaire. Il est assez difficile de croire que personne ait jamais eu intérêt à conserver et à multiplier cette forme semi-monstrueuse de bœuf qu'on s'est mis à détruire dans le bassin de la Plata dès que l'on a donné des soins plus réguliers à l'élevage du bétail. Les gnatos se sont donc probablement développés tout à fait spontanément.

Il n'en est pas ainsi de l'*ancon* ou mouton-loutre. Celui-ci provient d'un bélier né en 1791 dans la ferme de Seth-Wright (Massachusetts). Cet animal possédait les proportions bien connues du chien basset. La brièveté de ses membres, l'empêchant de franchir les clôtures, présentait un avantage. On l'employa comme reproducteur, et quelques années après ses descendans formaient une race parfaitement assise (2). Ici l'homme est intervenu et a employé la sélection. Il a agi de même pour les moutons *mauchamp*, que M. Graux a obtenus d'un bélier né en 1828 au milieu d'un troupeau de mérinos ordinaires avec une toison soyeuse au lieu de laine proprement dite. Aujourd'hui non-seulement cette race est entièrement constituée; mais de plus elle a donné naissance à des sous-races déjà distinctes. Si Mme Passy avait conservé et élevé ses poulets couverts d'un duvet « si épais et si doux qu'il ressemblait au poil d'un chat » et se laissait peigner avec un peigne fin, nous aurions certainement une race galline de plus, extrêmement curieuse et dont nous connaîtrions exactement la date de naissance (3). De

(1) *Catalogue descriptif de la collection ostéologique du collége des chirurgiens.*

(2) Prichard, *Histoire naturelle de l'homme*, t. Ier.

(3) C'est en 1852, dans ses couvées d'arrière-saison, que Mme Passy vit apparaître un assez grand nombre d'individus présentant ce singulier caractère. Malheureusement

pareils faits jettent un jour très grand sur la plupart des questions que soulèvent l'origine et la nature de la race. L'analogie autorise à admettre que ce qui s'est passé dans une espèce peut se reproduire dans une autre espèce appartenant au même type général. La variabilité, les lois de l'hérédité agissant soit librement, soit sous la direction de l'homme, suffisent donc pour expliquer l'apparition de races de chiens présentant des caractères analogues à ceux que nous venons de décrire chez le gnato et l'ancon. A plus forte raison peut-on les invoquer avec confiance quand il faut rendre compte de cas beaucoup plus simples, quand il s'agit de chercher comment ont pu se produire des formes bien moins anormales.

Darwin reconnaît du reste ce mode de formation des races reproduisant un caractère apparu subitement; seulement il n'en tire pas la conclusion que je viens de formuler et qu'il me semble difficile de combattre. Il lui échappe pourtant une réflexion qu'il serait aisé de prendre pour un aveu. « Si, dit-il, les races ancon et mauchamp avaient apparu il y a un ou deux siècles, nous n'aurions aucun document sur leur origine, et les mauchamp surtout eussent sans aucun doute été regardés par plus d'un naturaliste comme la descendance de quelque forme primitive inconnue ou au moins comme le produit d'un croisement avec cette forme (1). » Cette conclusion eût été en effet inévitable pour quiconque méconnaît plus ou moins la distinction de l'hybridation et du métissage et se laisse guider par la morphologie. A ce titre, Darwin lui-même l'aurait probablement adoptée; mais le physiologiste l'aurait repoussée, car le croisement du mauchamp, de l'ancon, avec les autres moutons a tous les caractères du métissage et non pas ceux de l'hybridation. Il en est de même pour le gnato, dont on eût certainement fait, non pas seulement une espèce, mais un genre à part, et qui se croise avec le bétail ordinaire aussi facilement que le font les races entre elles (2). Que l'on reporte sa pensée, en tenant compte de la réflexion de Darwin, sur nos porcs, nos bœufs, nos chiens, et on verra qu'ici encore l'analogie parle entièrement en notre faveur.

Les races extrêmes n'apparaissent pas toujours ainsi d'emblée. Le plus souvent même, elles sont le fruit de modifications successivement accumulées pendant un nombre indéterminé de générations.

elle les sacrifia, craignant de compromettre la pureté de sa belle race cochinchinoise. (*Bulletin de la Société d'Acclimatation*, 1854.) Le même phénomène paraît s'être produit la même année chez M. Johnston.

(1) *De la variation des animaux et des plantes*, t. Ier, ch. III.

(2) Lacordaire nous apprend qu'à la Plata quelques personnes ont voulu voir dans le gnato une race indigène, oubliant que tous les bœufs américains sont venus primitivement d'Europe, et qu'en particulier tous ceux du bassin de la Plata descendent d'un taureau et de huit vaches amenées à l'Assomption en 1558 par les frères Goës.

Dans son mémoire sur les pigeons, Darwin a suivi avec beaucoup de sagacité et montré de la manière la plus précise la succession des actes et des phénomènes qui ont amené la constitution des principales races actuelles. Ce qu'il dit de cette espèce s'applique certainement à tous les cas analogues. La sélection volontaire, mais d'abord inconsciente, cherchant seulement à améliorer dans un sens vaguement déterminé des formes déjà existantes, puis la sélection méthodique, raisonnée, se proposant un but bien défini, tels sont essentiellement les moyens mis en œuvre par l'homme pour produire ces types étranges, le pigeon messager, le pigeon grosse gorge, le pigeon-paon, qui diffèrent les uns des autres non-seulement par tous les caractères extérieurs, mais encore par des modifications atteignant le squelette lui-même, et que le naturaliste le plus sévère placerait dans autant de genres différens, s'il les rencontrait à l'état sauvage. Des documens historiques ont d'ailleurs permis à Darwin d'établir qu'une partie de ces races remonte tout au plus à deux ou trois siècles, et qu'il en est de bien plus jeunes, quoique aussi solidement assises aujourd'hui.

Le biset, père de tous nos pigeons, présente aussi des races sauvages et marronnes. Comment ont-elles pris naissance? A peu près uniquement, répond Darwin, par la sélection naturelle. Je reconnais de grand cœur le rôle important dévolu à celle-ci. La lutte pour l'existence remplit ici le rôle de l'éducateur qui choisit dans sa volière ou son troupeau les plus forts, les plus robustes individus pour perpétuer l'espèce, qui consomme les moins bien venus ou les met hors d'état de se reproduire. Pourtant je ne puis accorder au savant anglais que les conditions d'existence jouent dans la constitution des races naturelles un rôle aussi restreint qu'il paraît l'admettre dans certains passages de son livre. Je crois fermement au contraire à la puissance extrême de ces conditions, agissant soit directement, soit indirectement. Bien loin d'être subordonnées à la lutte pour l'existence et à la sélection, ce sont elles qui en règlent les circonstances et les résultats. Pour les animaux comme pour les plantes, les conditions de supériorité, et par conséquent de survie, seront non-seulement différentes, mais opposées dans un désert aride ou au milieu de marais fangeux, sous le pôle ou sous l'équateur. Des conditions générales différant à ce point ne sont même pas nécessaires lorsqu'il s'agit d'êtres vivans que leur nature soumet d'une manière presque absolue aux influences de milieu. Les végétaux sont essentiellement dans ce cas. Fixés au sol qui les nourrit, ils sont, pour ainsi dire, façonnés quelquefois par lui; incapables de se défendre contre l'atmosphère, ils présentent souvent des témoignages irrécusables de l'action modificatrice qu'elle

exerce sur eux. La belle expérience de M. Decaisne sur les plantains d'Europe, les observations de M. Gubler sur quelques plantes naines, suffisent pour mettre dans tout son jour ce fait général. M. Gubler a montré qu'en s'élevant sur la pente des montagnes certaines plantes ne subissaient pas seulement une réduction de taille considérable, mais que de plus les principaux organes et jusqu'aux parties essentielles de la fleur étaient atteints. M. Decaines a fait plus; il a reproduit par un simple changement dans les conditions d'existence plusieurs formes d'une même plante existant dans la nature et qu'on avait prises pour autant d'espèces proprement dites. Il a récolté en rase campagne les graines d'un plantain appartenant à une des espèces les plus généralement admises; il les a semées et élevées au Muséum en imitant autant que possible les conditions particulières aux terrains où poussent les formes les plus distinctes de ce genre. Par cela seul, il a obtenu sept de ces formes prétendues spécifiques. Or il s'agissait ici de différences sérieuses et bien faites pour excuser les botanistes qui, jugeant par les caractères morphologiques seuls, avaient vu là des espèces diverses. De l'une à l'autre de ces plantes, petites-filles de la même mère, on rencontrait des feuilles rondes et courtes ou assez longues pour servir de fourrage, disposées en rosette écrasée ou allongées en une touffe droite et fournie; la plante était entièrement glabre ou couverte de poils; la racine, annuelle chez les unes, était vivace chez les autres. Tous ces traits étaient héréditaires, et reproduisaient ceux des races naturelles vivant dans des conditions semblables à celles qu'avait artificiellement reproduites l'habile expérimentateur. Évidemment ils étaient dus à ces conditions mêmes.

La sélection joue certainement un rôle considérable dans les expériences inverses, pour ainsi dire, et quand il s'agit d'obtenir des races s'écartant parfois d'une manière étrange des formes naturelles. Cependant il faut le plus souvent lui venir en aide et transformer d'abord les conditions d'existence. Lorsque Vilmorin voulut mettre hors de doute l'origine de nos carottes cultivées en les tirant directement de la carotte sauvage, il ne lui suffit pas de choisir avec soin ses porte-graines, ni même de multiplier les soins d'élevage; il dut surtout le succès de sa tentative à la pensée qui lui fit garder pendant l'hiver quelques individus tardifs qu'il repiqua au printemps. Il obligea ainsi une plante annuelle à dépenser sa vie en deux ans. C'est ainsi qu'il transforma une racine extrêmement grêle, dure et coriace, en ce légume savoureux et tendre que nous connaissons tous. Quatre générations suffirent pour produire ce changement. Par des procédés semblables, M. Carrière

a transformé en cinq ans le radis sauvage (*raphanus rafanistrum*), regardé par tous les cultivateurs comme une mauvaise herbe. Entre les mains de cet habile jardinier-chef des pépinières du Muséum, une racine immangeable et pesant au plus 22 grammes s'est métamorphosée en un légume excellent, dont le poids varie de 300 à 600 grammes et plus. Tous ces résultats ont été obtenus surtout grâce au changement dans les conditions d'existence imposé à ces végétaux, qu'on a rendus bisannuels, d'annuels qu'ils étaient naturellement.

Il serait facile de citer bien d'autres faits de ce genre à l'appui de ma manière de voir, qui fut au fond celle de Buffon comme de Geoffroy, et les plus frappans peut-être seraient fournis par Darwin. Aussi dans la discussion que je pourrais soulever à ce sujet trouverais-je des auxiliaires jusque chez ses plus dévoués disciples. Je me borne à mentionner M[lle] Royer, qui se sépare ici complétement du savant qu'elle interprète. Dans une note assez étendue où elle discute la question d'une manière générale, elle arrive à conclure que « les conditions complexes de la vie déterminent et règlent toute variation en premier comme en dernier ressort. » Ces quelques mots résument d'une manière fort heureuse tout ce que nous savons sur cette grave question. Au reste, à bien des reprises, et surtout dans son livre sur l'*Influence de la domestication*, Darwin lui-même atténue ce qu'ont d'évidemment exagéré quelques-unes de ses assertions relatives au peu d'influence des actions de milieu, et il admet qu'elles commandent la transformation des races les plus accusées (1). Il me semble que sur cette question nous serions aisément d'accord, et que la différence des appréciations tient surtout à ce que le savant anglais donne aux expressions de « milieu, » de « conditions d'existence, » un sens plus restreint que je ne le fais (2).

Chez toutes les espèces qui ont vécu constamment en pleine liberté, on constate un fait que j'ai déjà indiqué et dont il reste à faire ressortir l'importance. En tant qu'elles sont comparables par le degré d'organisation à nos espèces domestiques, aucune d'entre elles ne présente de variations à beaucoup près aussi nombreuses ni aussi considérables que ces dernières. En outre, lors-

(1) *De la variation des animaux et des plantes.* Voir surtout ce que dit l'auteur au chapitre XII des conditions de vie capables d'annuler les lois de l'hérédité, et au chapitre XXII des causes de la variabilité.

(2) Ces expressions doivent être prises dans un sens absolu et comprendre tout ce qui peut exercer une influence directe ou indirecte sur l'être vivant. On n'a aucune raison pour exclure des conditions d'existence d'un être quoi que ce soit pouvant avoir sur lui une action, et c'est l'ensemble de ces conditions qui constitue le milieu où il vit.

qu'une partie des représentans d'une espèce est passée sous l'empire de l'homme tandis que le reste conservait son indépendance, on reconnaît aisément que les premiers ont à tous égards beaucoup plus varié que les seconds. Il suffit de citer comme exemple les canards, les oies, les lapins, dont l'unité d'origine est admise par tout le monde. Darwin, avec qui je suis heureux de me trouver ici entièrement d'accord, explique une partie de ce contraste par la différence des milieux. Quelles que soient l'étendue de l'aire habitée par une espèce et la variété des circonstances qui peuvent en résulter, l'état sauvage entraîne une certaine uniformité dans les conditions d'existence, et chaque espèce est maintenue dans ses limites par la multitude des espèces voisines qui lui font concurrence. Par suite, les races devront être peu nombreuses. Les animaux domestiques sont soustraits à la lutte pour l'existence; surtout l'homme les transporte avec lui et, par la domestication, leur crée en réalité presque autant de milieux qu'ils ont de maîtres. « C'est pour cette raison, dit Darwin, que tous nos produits domestiques, à de rares exceptions près, varient beaucoup plus que les espèces naturelles. » L'abeille est la seule exception réelle qu'il cite, et cet insecte, qui se nourrit lui-même, qui conserve toutes ses habitudes, ne peut vraiment pas être considéré comme soumis à la domestication.

Pour qui admet la distinction fondamentale existant entre l'espèce et la race, pour qui tient compte de faits et de considérations que j'exposerai tout à l'heure, l'explication donnée par le savant anglais est rationnelle et complète. C'est celle que j'ai toujours admise. Elle me paraît moins satisfaisante pour qui se place au point de vue commun à Lamarck, à M. Naudin, à Darwin. La diversité des conditions d'existence imposée par l'homme aux espèces domestiques explique, il est vrai, la multiplicité des variations de ces dernières et l'existence chez elles de certaines modifications plus ou moins incompatibles avec les nécessités de la vie sauvage. Le pigeon culbutant, dont le vol est à chaque instant interrompu par les étranges mouvemens d'où il a tiré son nom, le pigeon-paon, que sa queue étalée et relevée empêche de voler contre le vent, ne pourraient fuir leurs ennemis ailés avec la rapidité du biset. La lutte pour l'existence se présenterait donc pour eux dans des conditions très défavorables, et ils devraient disparaître rapidement; mais il est des variations parfaitement indifférentes, comme celles de la couleur, qui se produisent sous l'empire de la sélection inconsciente, et qui n'ont rien d'incompatible avec la sélection naturelle. Il en est d'autres qui assureraient un avantage incontestable, tel que l'accroissement de la taille et des forces, et que la sélection

naturelle devrait aider à se produire. Pourquoi de pareils caractères ne s'accentuent-ils jamais dans les races sauvages de manière à égaler, à surpasser même ce que l'on a constaté en ce genre dans les races domestiques? Si les causes naturelles sont capables de transformer les races en espèces, comment ne produisent-elles jamais, entre races spontanément dérivées d'un type spécifique, des différences comparables à celles que la domestication fait naître quand elle agit sur les représentans du même type?

Cette question touche au fond même des doctrines que nous discutons. Elle conduit à examiner un principe qui leur est commun, et que l'on trouve formulé presque dans les mêmes termes chez tous les naturalistes qui admettent la transformation lente. La nature, disent-ils, est maîtresse du temps; elle accumule indéfiniment de petits résultats qui, s'ajoutant de siècle en siècle, atteignent des proportions que rien n'aurait pu faire prévoir. C'est ainsi qu'elle a peu à peu élevé les montagnes, creusé les mers, donné à notre globe la constitution et le relief que nous lui voyons. C'est ainsi qu'elle a également agi pour amener au point où elles sont les flores et les faunes. Toujours simple dans ses lois et procédant sans cesse du simple au composé, elle est nécessairement partie des végétaux, des animaux élémentaires; elle en a progressivement élevé l'organisation. Toute espèce réalisée a été le point de départ d'autres espèces qui lui ont succédé, et les divergences accumulées ont enfanté les types les plus divers. Ce passage d'une espèce à une autre, cette transmutation, n'ont rien d'étrange. Puisque l'homme, dont l'action est si faible et si courte, sait faire sortir des *races* d'une espèce préexistante en mettant en jeu l'hérédité et la sélection artificielle, comment la nature, qui dispose sans contrôle de l'espace et de la durée, n'en tirerait-elle pas aisément, presque fatalement, des *espèces* par l'hérédité et la sélection naturelle? Au fond, les moyens d'action sont les mêmes, et la nature, plus puissante que l'homme, doit pouvoir faire plus que lui.

Cette argumentation a quelque chose de plausible et est bien faite pour séduire au premier abord. Cependant elle repose sur une assimilation qu'on ne saurait admettre dans sa généralité et sur une confusion véritable. Il est bien vrai que l'homme ne met en jeu que des forces naturelles, il est bien vrai encore que dans une foule de cas il ne saurait rivaliser avec la nature; mais il a aussi ses revanches, et il mène à bien chaque jour des œuvres qui sont au-dessus ou, si l'on veut, en dehors de celles qu'elle peut accomplir. Jamais il ne fera sortir du sol une nouvelle chaîne des Alpes, jamais les forces naturelles n'eussent élevé la digue de Cherbourg. Nous ne saurions creuser et décorer des grottes qui approchent des immenses

et magnifiques cavernes de la Carniole, d'Antiparos, du Kentucky; la nature ne percera jamais un tunnel régulier et direct comme celui du Mont-Cenis. Sans multiplier ces exemples, il est permis de conclure que, pour les résultats relevant essentiellement de la mécanique, la nature et l'homme ont leur champ propre où chacun d'eux règne à peu près en maître. Il en est de même partout. Nos laboratoires produisent et l'industrie utilise une foule de composés chimiques qui n'existent pas, qui ne peuvent pas exister dans la nature, pas plus que celle-ci ne saurait isoler et conserver bien des corps aujourd'hui d'un emploi journalier.

Même dans le monde inorganique, le pouvoir de la nature est limité par l'essence et le mode d'action des forces qu'elle met en jeu. Celles-ci agissent sans cesse, toutes à la fois, luttant ou s'entr'aidant sous l'empire de lois également aveugles et immuables. Tout effet naturel est le produit d'une résultante. L'homme ne transforme ni les forces ni les lois qui les gouvernent; mais son intelligente volonté en modifie l'application. Par cela même, il fait varier la résultante et par conséquent les effets. Souvent il se borne à diriger les forces naturelles, à remplacer par la régularité ce que nous appelons le hasard, mot qui sert seulement à voiler l'ignorance. Souvent aussi il les oppose les unes aux autres, neutralise celles qui lui nuisent, active celles qu'il juge utiles, et réalise ainsi des résultats incompatibles avec le jeu libre de ces agens. Voilà comment les fulminates, inconnus dans la nature, prennent naissance dans nos appareils pour aller ensuite amorcer le fusil du soldat ou le jouet d'un enfant; voilà comment le phosphore, dégagé de ses combinaisons, se conserve indéfiniment dans un flacon de pétrole, et, associé à un autre corps, tout artificiel aussi, forme la base de nos allumettes chimiques. Accordez à la nature autant de siècles qu'il vous plaira, mettez en jeu toutes ses puissances, tant que l'atmosphère contiendra de l'oxygène, de l'acide carbonique, de l'eau, elle pourra amonceler des couches entières de sel; elle n'arrivera point à isoler le sodium que possèdent tous nos laboratoires et que M. Henri Deville a fait entrer dans l'industrie; elle ne pourra pas seulement fabriquer la soude caustique.

Eh bien! quand il cultive une plante, quand il domestique un animal, que fait l'homme? Avant tout, et qu'il en ait ou non l'intention, il adoucit pour eux dans une proportion plus ou moins considérable la lutte pour l'existence, c'est-à-dire qu'il atténue ou annihile une foule d'actions qu'eussent exercées les forces naturelles. Quand il choisit les végétaux porte-graines, les pères et mères destinés à entretenir la population de son colombier, de sa basse-cour, de sa bergerie, que fait-il, sinon reporter sur un caractère qui lui

convient la force aveugle de l'hérédité? Quand il marie ensemble les pères et les filles, les frères et les sœurs, comme l'ont fait Bakewell et les frères Collins, que fait-il, sinon concentrer toutes les forces héréditaires et en accroître l'énergie? Dans le monde organique aussi bien que dans le monde inorganique, l'homme intervient avec son intelligence et sa volonté; il dirige, amoindrit, neutralise ou exalte certaines forces. Par cela même, il modifie la résultante qu'eût produite la libre action de ces forces, et obtient des résultats qui lui appartiennent en propre, que la nature ne saurait réaliser, quelque temps qu'on lui accorde. Voilà comment l'homme crée ces races extrêmes, ces chiens, ces lapins, ces pigeons, ces cyprins dorés, ces fruits, ces légumes de toute sorte dont l'équivalent ne s'est jamais rencontré à l'état sauvage, au dire même de ceux qui proclament la toute-puissance de la nature.

Le *mens agitat molem* du poète est scientifiquement vrai. Qu'il s'agisse des êtres vivans ou des corps bruts, l'homme est souvent plus puissant que la nature. En revanche, ses œuvres sont relativement bien peu stables, et ne subsistent que sous la protection de celui qui leur a donné naissance. Dès que l'homme cesse de veiller sur les produits de sa propre industrie, ceux-ci retombent sous l'empire des lois générales, et, plus ils sont exceptionnels, plus vite ils disparaissent ou rétrogradent vers le point de départ. En quittant nos potagers, les légumes les plus délicats redeviennent promptement de mauvaises herbes; échappé à nos volières, le pigeon retourne au biset, et le chien marron reprend les formes et les mœurs d'une bête féroce. Tout au plus gardent-ils la trace des caractères acquis artificiellement qui n'ont rien d'incompatible avec les nouvelles conditions d'existence; mais ceux-ci sont constamment amoindris et ramenés dans les limites que comportent les variations naturelles. Les arbres fruitiers retrouvés libres par van Mons dans les Ardennes, le pigeon marron des falaises d'Angleterre, les porcs sauvages d'Amérique, les chiens des pampas, sont autant d'exemples d'un retour imparfait aux types primitifs.

Ces retours plus ou moins complets relèvent essentiellement de la lutte pour l'existence et de la sélection naturelle; ils montrent clairement le résultat général de ces deux grands phénomènes qui neutralisent ici jusqu'aux lois de l'hérédité. L'un et l'autre sont essentiellement des agens d'adaptation. Avant tout, ils tendent à mettre en harmonie les êtres vivans avec le milieu qui les entoure. Nous avons vu Darwin lui-même leur reconnaître hautement ce caractère. Or, le milieu étant donné, les conditions nécessaires de cette harmonisation sont identiques pour tous les individus représentant une même espèce. Par conséquent, la lutte pour l'existence

et la sélection naturelle agiront chez tous les individus de la même manière et dans le même sens. Elles ne pourront donc avoir ici d'autre effet que de les uniformiser de plus en plus, bien loin de les entraîner dans la voie des variations. Détruisant d'ailleurs fatalement tout individu quelque peu inférieur à ses frères, elles maintiennent rigoureusement, avec la similitude des caractères, l'égalité d'énergie fonctionnelle. Ainsi s'établit et se conserve l'uniformité si remarquable dans l'immense majorité des espèces sauvages et qui ne laisse de place qu'aux traits individuels ou à quelques rares variétés bientôt disparues. Si le milieu change, il est clair que les conditions de l'adaptation ne seront plus les mêmes; la sélection, s'accomplissant dans des conditions différentes, produira forcément des résultats plus ou moins distincts des premiers. L'organisme variera donc jusqu'à ce que l'harmonie soit rétablie; mais, ce résultat obtenu, la lutte pour l'existence, la sélection naturelle, reprendront inévitablement leur rôle primitif, qui est de donner aux espèces de la stabilité, de l'uniformité. Elles auront ainsi façonné des races naturelles; elles n'auront pas pour cela donné naissance à des espèces.

Les faits ne manqueraient pas pour montrer que telle est l'origine de ces races sauvages parfois si différentes de la souche-mère, et si constantes dans certaines localités qu'on a pu s'y tromper en jugeant par la forme seule. Je me borne à citer l'exemple des cerfs de Corse et d'Algérie. Tous deux se distinguent aisément de nos cerfs d'Europe. Regardés comme indigènes, ils ont reçu des noms particuliers, et figurent comme espèces distinctes dans les écrits de plusieurs naturalistes éminens. Or les témoignages formels d'Hérodote, d'Aristote, de Polybe, de Pline, constatent qu'à l'époque grecque et romaine le cerf n'existait ni en Corse ni en Afrique. Il faut donc admettre, ou bien qu'il y est né par génération spontanée, ou bien qu'il y a été transporté depuis le règne de Titus. Personne n'hésitera, je pense, à regarder le cerf européen comme le père de ces deux races; mais, en changeant de patrie, il a changé de caractères. En Corse surtout, il a perdu près de moitié de sa taille, transformé ses proportions générales de telle sorte que Buffon l'appelle un cerf basset. Il a de plus modifié ses bois. A-t-il donné pour cela naissance à une espèce nouvelle? Non, car un de ces animaux, pris jeune et élevé chez Buffon, est devenu en quatre ans beaucoup plus grand, plus beau, que des cerfs de France plus âgés et regardés pourtant comme étant de belle taille (1).

La nature avec l'aide du temps aurait-elle complété la métamor-

(1) Buffon (*Histoire naturelle*). Isidore Geoffroy a traité cette question avec quelque détail.

phose, transformé plus encore le cerf de Corse, et fait de lui une espèce vraiment distincte de la souche parente? Oui, répondraient Lamarck, Darwin, M. Naudin et leurs disciples; non, n'hésité-je pas à dire. Pour juger de quel côté est la vérité, appelons-en à l'expérience, à l'observation. Interrogeons d'abord les résultats fournis par l'étude de la forme seule. Ici nous rencontrons un des faits généraux déjà signalés. Dans toutes les espèces partiellement soumises, les variétés et les races sont plus nombreuses, plus tranchées parmi les représentans domestiques que parmi les représentans sauvages. L'expérience, d'accord avec la théorie qui seule me paraît vraie, atteste que l'homme est plus puissant que la nature quand il s'agit de modifier les organismes vivans. Or nous avons eu beau pétrir et transformer ces organismes, nous n'avons fait que des races, jamais des espèces. Comment la nature, qui ne nous a même pas égalés dans cette voie partout où nous avons pu comparer ses œuvres aux nôtres, nous aurait-elle surpassés ailleurs? Affirmer qu'il en est ainsi, c'est tout au moins faire appel à l'inconnu. A ne juger que par ce que nous savons, la morphologie seule autorise à penser que jamais une espèce n'en a enfanté une autre par voie de dérivation ou de transformation résultant d'actions naturelles analogues aux procédés que nous employons pour obtenir des races.

La physiologie est bien plus explicite encore. Constatons d'abord que, sur ce terrain-là aussi, l'homme s'est montré plus puissant que la nature. Dans nos végétaux cultivés, dans nos animaux domestiques, ce n'est pas seulement la forme qui est changée, ce sont aussi et surtout les fonctions. Si nous n'avions fait que grossir et déformer nos fruits et nos légumes, ils seraient restés immangeables. Il a fallu, pour les approprier à nos besoins et aux exigences de notre goût, réduire dans tous la production de certains élémens, multiplier le développement de certains autres, c'est-à-dire modifier la nutrition et la sécrétion. Si ces mêmes fonctions étaient restées ce qu'elles étaient chez les souches sauvages, nous n'aurions pas nos races de moutons à laine fine et nos moutons de boucherie, nos bœufs de labour, nos durham et nos races laitières, nos énormes limoniers et le cheval de course; si les instincts eux-mêmes n'avaient obéi à l'action de l'homme, nous n'aurions pas dans le même chenil le chien d'arrêt et le chien courant. Rien de pareil n'existe dans la nature.

La supériorité de l'homme n'apparaît pas moins vivement dans l'étude de la fonction la plus en rapport avec les problèmes qui nous occupent. Les phénomènes de la reproduction touchent évidemment à ce qu'il y a de plus intime dans les êtres vivans. A l'état sauvage, les oscillations, comme nous l'avons dit, en sont fort peu étendues.

Il suffit de se rappeler le petit nombre d'hybrides naturels rencontrés chez les végétaux eux-mêmes, l'absence absolue de ces mêmes hybrides chez des représentans des plus élevés du règne animal. Eh bien! dès que l'homme est entré dans cette voie de recherches, il a multiplié les hybrides; il en a obtenu parfois même sans le vouloir, comme il produit des races sans chercher à le faire. Bien plus, il est parvenu, une seule fois il est vrai, à maintenir pendant plus de vingt générations une lignée provenant de deux espèces distinctes et qui a échappé jusqu'à présent à la variation désordonnée comme aux phénomènes du retour. Néanmoins l'*ægilops speltæformis* rentre dans la catégorie de ces races dont on doit à la volonté humaine et la formation et la durée tout artificielle. Les expériences de M. Godron montrent jusqu'à l'évidence qu'abandonnée à l'action des forces naturelles elle disparaîtrait, et probablement dès la première génération.

La seule exception connue jusqu'à ce jour confirme donc elle-même de la façon la plus formelle la loi générale qui ressort de tous les phénomènes résumés dans l'article précédent. Or cette loi est incompatible avec toute doctrine qui, comme celles de Lamarck, de Darwin, de M. Naudin, tend à confondre l'espèce et la race. Huxley ne s'y est pas trompé. Quelque partisan qu'il soit des idées générales de son savant et ingénieux compatriote, il a fort bien compris que là est le côté faible d'une théorie qu'il défend, comme il a soin de le dire, non pas en avocat, mais en homme de science qui cherche avant tout la vérité. Dans ses appréciations générales, il fait, à mon avis, la part trop large aux caractères de morphologie anatomique lorsqu'il n'y trouve aucune raison à opposer à Darwin; mais il met en regard les caractères physiologiques, surtout ceux du croisement, et en apprécie la portée à bien peu près comme moi-même. Aussi, tout en rappelant les côtés séduisans de la théorie darwinienne, tout en insistant sur les horizons nouveaux qu'elle ouvre à la science, sur les progrès que, selon lui, elle ne peut manquer de provoquer, l'éminent naturaliste conclut-il en disant : « J'adopte la théorie de M. Darwin, sous la réserve que l'on fournira la preuve que des espèces physiologiques peuvent être produites par le croisement sélectif. »

Cette réserve est certainement des plus graves. En la faisant, Huxley savait bien que pas un seul fait ne répond à son *desideratum*. Pourtant elle n'atteint pas le fond même de la doctrine, et il en est de plus sérieuses. Si l'on obtient jamais par le croisement de deux espèces primitivement bien distinctes une lignée intermédiaire par ses caractères, ne variant que dans les limites habituelles, se multipliant et subsistant sans l'intervention de l'homme, pré-

sentant avec les espèces voisines et en particulier avec les espèces souches les phénomènes de l'hybridation, on aura sans doute montré que l'art humain peut franchir la barrière qui sépare la race de l'espèce. Il resterait encore à démontrer que la nature peut en faire autant. Il resterait à prouver par des faits que la résultante des forces naturelles abandonnées entièrement à elles-mêmes peut dans certains cas produire un effet semblable à celui que réalise cette même résultante modifiée par l'homme. Ce fait est bien peu probable, on en conviendra. Fût-il acquis à la science, l'exactitude des vues de Darwin serait-elle pour cela démontrée? Non. On aurait seulement justifié dans une certaine mesure les idées professées par Linné dans les derniers temps de sa vie, alors qu'il regardait toutes les plantes d'un même genre comme descendant d'une souche commune par voie d'hybridation.

L'hybridation n'intervient point dans la formation première des espèces telle que la présentent les doctrines transformistes. Pour qui admet en particulier la dérivation graduelle et lente, pour Lamarck comme pour Darwin, toute espèce nouvelle commence par une variété, qui transmet à ses descendans ses caractères exceptionnels, et constitue d'abord une race, distinguée seulement par certains caractères, mais destinée à s'isoler plus tard physiologiquement. C'est ce dernier résultat dont il faut prouver la réalité : il s'agit de faire voir, non pas que les espèces peuvent se croiser et donner naissance à une lignée à la fois distincte et féconde, mais bien qu'il arrive un moment où deux races, jusque-là fécondes entre elles, perdent la faculté de se croiser. Eh bien! nous savons par Darwin lui-même à quoi nous en tenir sur ce point. De toutes ses recherches, si longues et si sérieuses, il a conclu qu'on ne connaît pas un seul cas de croisement infécond entre races animales, et qu'entre races végétales tout ce qu'il a été possible d'apercevoir, c'est une certaine inégalité de fécondité. Voilà les faits. Certes, quand ils sont attestés par l'auteur même d'une théorie dont ils sapent la base, on peut, on doit les regarder comme absolument inattaquables.

Lamarck semble ne pas avoir même pensé qu'il y eût là rien qui pût ébranler ses doctrines. Darwin au contraire a bien compris tout ce que cette objection avait de grave, et s'est efforcé de concilier avec sa théorie les faits que sa loyauté habituelle lui faisait reconnaître tout le premier. Pour expliquer la fécondité continue des races domestiques, il s'étaie de l'opinion de Pallas, qui regardait la domestication comme tendant à accroître la fécondité et par cela même à faire disparaître la stérilité des unions hybrides. La même cause, dit Darwin, a dû entretenir la possibilité des croisemens

féconds entre toutes les races qui se produisent sous l'action de l'homme (1). Il serait facile de montrer par de nombreux exemples tirés de l'ouvrage même du savant anglais combien l'action de la domesticité diffère selon les espèces. S'il en est qui se reproduisent aisément en captivité, s'il en est dont la fécondité s'est accrue, il en est d'autres qui, hors de l'état sauvage, deviennent entièrement inféconds, quoique jouissant d'une santé parfaite, quoique entièrement acclimatées sous tous les autres rapports à ce nouveau milieu. Il suffit de citer l'éléphant, que les Indiens ont su soumettre depuis les temps historiques, qui se plie si vite et si complétement à tout ce qu'on lui demande, qui vit plus d'un siècle en captivité. Évidemment il est placé exactement dans les conditions de nos animaux domestiques proprement dits (2). Or, dans l'Inde, il ne se reproduit à peu près jamais chez son maître, bien que souvent les instincts naturels semblent parler haut dans les deux sexes, au point qu'on est alors forcé de prendre des précautions spéciales (3). On voit combien peu la règle de Pallas est applicable à l'éléphant.

En tout cas, il ne peut être question de cette règle quand il s'agit des plantes ou des animaux sur qui l'homme n'a jamais mis la main. Quelle est donc la cause qui chez eux vient mettre un terme à la fécondité entre races et isoler physiologiquement une espèce? Voici la réponse bien instructive qu'après un minutieux examen Darwin fait à cette question fondamentale. « Les espèces, dit-il, ne devant pas leur stérilité mutuelle à l'action accumulatrice de la sélection naturelle, et un grand nombre de considérations nous montrant qu'elles ne la doivent pas davantage à un acte de création, nous devons admettre qu'elle a dû naître incidemment pendant leur lente formation et se trouver liée à quelques modifications inconnues de leur organisation. » Ai-je besoin d'insister sur la portée de ces paroles? Nous avons déjà vu l'accident invoqué comme ayant donné naissance aux caractères de supériorité qui seuls ont le pouvoir de mettre en jeu la sélection et d'enfanter des races; nous le retrouvons comme pouvant seul isoler celles-ci et parachever les espèces. L'accident, l'inconnu, tel est donc le principe et la fin de la formation de toute espèce nouvelle; la sélection n'y est pour rien; elle ne peut que façonner des races. Voilà en réa-

(1) Pallas croyait à la multiplicité des origines pour les races domestiques, et c'est pour lever la difficulté résultant de la fécondité des races les plus différentes qu'il avait imaginé cette hypothèse.

(2) Isidore Geoffroy a très justement distingué les animaux simplement *apprivoisés* des animaux *domestiqués*. Les premiers, quoique parfaitement soumis à leur maître, ne se propagent guère en captivité. L'éléphant peut en être regardé comme le type.

(3) Crawfurd, cité par Darwin, assure qu'à l'est d'Ava l'espèce se propage en captivité.

lité le dernier mot de la doctrine darwinienne, tel qu'il ressort de la déclaration formelle que je viens de citer.

Assurément l'auteur de la théorie n'acceptera pas la conséquence que je tire de ses paroles. Il ne pouvait d'ailleurs y attacher le sens réel qui ressort de notre étude. Grâce au peu de précision dans lequel il laisse ses propres conceptions dès le début de son travail, à la notion toute morphologique qu'il s'est vaguement faite de l'espèce, à l'obligation où il s'est placé de confondre l'espèce et la race, il assimile l'infécondité des croisemens hybrides à toute autre modification physiologique accidentellement développée dans une race domestique ou existant d'une espèce à l'autre dans le même genre, et ne lui accorde pas plus d'importance (1). Cette conclusion est logique, elle ressort inévitablement non-seulement de la théorie de Darwin, mais aussi de celle de Lamarck, comme de toute doctrine admettant la formation des espèces par voie de dérivation lente. Or, s'il est permis de juger d'une hypothèse par ses conséquences, celle-ci me paraît de nature à éclairer le lecteur. En fait, si dans le monde organisé il existe quelque chose qui doive frapper même un observateur superficiel, c'est l'ordre et la constance que nous y voyons régner depuis des siècles; c'est la distinction qui se maintient entre ces groupes d'êtres que Darwin et Lamarck appellent comme nous des espèces, alors même que, par les formes générales, les fonctions, les instincts, les mœurs, elles se ressemblent à ce point qu'on a quelquefois de la peine à les caractériser. Certes la cause qui maintient cet ordre, cette constance, à la surface entière du globe est d'une tout autre importance que n'importe quelle particularité en rapport seulement avec la vie individuelle ou l'existence toute locale d'une race domestique.

Or cette cause est simple et unique. Supprimez cette infécondité entre espèces, supposez que les mariages entre les espèces sauvages deviennent en tout sens et indéfiniment féconds, comme ils le sont dans nos colombiers, nos étables, nos chenils, entre les races domestiques; à l'instant même, que va-t-il se passer? Les barrières entre espèces, entre genres, sont enlevées; des croisemens s'opèrent dans toutes les directions; partout apparaissent des types

(1) « La stérilité des espèces croisées dépend de la différence portant sur le système sexuel, dit Darwin après avoir signalé quelques-unes de ces différences physiologiques. Pourquoi donc leur attribuer une importance plus grande qu'aux autres différences constitutionnelles, quelle que soit l'utilité indirecte qu'elles puissent avoir en contribuant à maintenir distincts les habitans d'une même localité? » *Variations des animaux et des plantes*, ch. XIX, *Conclusion*. — Darwin semble oublier ici que la stérilité n'existe pas seulement entre habitans d'une même localité, et que cette considération est une de celles qui l'ont conduit à regarder la stérilité des hybridations comme due à d'autres causes qu'à la sélection.

intermédiaires, partout disparaissent et s'effacent progressivement les distinctions actuelles. Je ne vois pas trop où s'arrêterait la confusion. Tout au moins des ordres entiers et bien probablement les classes elles-mêmes ne présenteraient, après quelques générations, qu'un ensemble de formes bâtardes, à caractères indécis, irrégulièrement alliées et entrelacées, où le désordre irait croissant grâce au mélange de plus en plus complet et à l'atavisme, qui bien longtemps sans doute lutterait avec l'hérédité directe. Ce n'est pas là un tableau de fantaisie; tout éleveur à qui on demandera ce que produiraient les libres unions entre les cent cinquante races de pigeons reconnues par Darwin, entre les cent quatre-vingts races de chiens qui ont figuré à nos expositions, répondra certainement comme moi. L'infécondité entre espèces a donc dans le monde organique un rôle à peu près analogue à celui que joue la pesanteur dans le monde sidéral. Elle maintient la distance zoologique entre les espèces, comme l'attraction maintient la distance physique entre les astres. Toutes deux ont leurs perturbations, leurs phénomènes inexpliqués. A-t-on pour cela mis en doute le grand fait qui fixe à leur place le dernier des satellites aussi bien que les soleils? Non. Peut-on pour cela nier le fait qui assure la séparation des espèces les plus voisines comme celle des groupes les plus éloignés? Pas davantage. En astronomie, on rejetterait d'emblée toute hypothèse en opposition avec le premier. Bien que la complication des phénomènes soit beaucoup plus grande en zoologie, l'étude sérieuse conduira toujours à repousser toute doctrine en désaccord avec le second. L'art humain pourra enfanter des résultats qui sembleront d'abord ne pas se plier aux règles de l'hybridation; il l'a déjà fait une fois, il le fera sans doute encore. Il n'aura pour cela ni changé la loi naturelle et générale, ni démontré qu'elle n'existe pas; de même qu'en dominant une force physico-chimique tantôt par d'autres forces, tantôt par ses propres lois, nous ne prouvons rien contre elle et ne la modifions point.

Ce n'est pas seulement à notre époque et aux temps relativement modernes que s'applique ce qui précède. Malgré ce qu'ont d'incomplet les renseignemens empruntés à la paléontologie, cette science est assez avancée pour qu'on puisse affirmer l'existence de l'espèce aux plus anciennes périodes zoologiques. Elle s'y montre avec tous les caractères morphologiques que nous constatons autour de nous, tantôt relativement fixe, tantôt plus ou moins variable, tantôt méritant l'épithète de polymorphe, mais pas plus que certains mollusques vivans ou que nos éponges. Quand le nombre des pièces réunies est suffisant, on constate parfois l'existence de variétés et de races groupées autour de la forme spécifique fondamentale, tout

comme s'il s'agissait d'êtres contemporains. Rien ne vient contredire ces témoignages si positifs. Toutes choses égales d'ailleurs, les espèces fossiles sont aussi tranchées, aussi distinctes que les espèces actuelles. Rien donc qui ne conduise à conclure que les lois n'ont pas plus changé dans le monde organique que dans le monde inorganique, et que, dès les temps paléontologiques, l'hybridation et le métissage réglaient les rapports des espèces et des races comme ils le font de nos jours. Admettre qu'il a pu en être autrement d'une manière soit régulière, soit accidentelle, c'est opposer à tout ce que nous savons sur le présent et le passé de notre globe le possible, l'inconnu. Entre ces deux sortes de motifs de conviction, je ne saurais hésiter. Voilà pourquoi je ne puis trouver dans une transformation graduelle et lente l'origine des espèces.

Des divergences d'opinions sur des phénomènes encore inexplicables ne me rendront jamais injuste envers des hommes éminens. J'ai combattu leurs doctrines; j'ai défendu les miennes, chaque jour attaquées en leur nom. Je n'en rends pas moins à leurs travaux un sincère et cordial hommage. Les hypothèses aventureuses de la *Philosophie zoologique* et de l'*Introduction à l'histoire des animaux sans vertèbres* ne m'ont pas fait oublier ce qu'il y a de profondément vrai dans ces ouvrages du savant que ses contemporains appelaient le Linné français. Les théories de M. Naudin ne m'empêchent pas de voir en lui le rival souvent heureux de Kœlreuter (1). Quant à Darwin, j'aurais aimé de faire connaître en détail sa vie entièrement vouée à l'étude et cet ensemble de recherches incessantes, de découvertes du premier ordre venant tour à tour enrichir chacune des grandes divisions de l'histoire naturelle (2). J'aurais été heureux de montrer tout ce qu'il y a de science variée et sûre dans ces livres mêmes dont j'avais à discuter l'idée-mère, mais qui m'ont tant appris. Malheureusement le but de ce travail m'interdisait tout développement, toute excursion de cette nature. Du moins ai-je essayé de faire ressortir comme elle le mérite la bonne foi

(1) Kœlreuter consacra vingt-sept années à l'étude de l'hybridation, dont il reconnut presque toutes les lois fondamentales. Ses travaux ont été publiés de 1761 à 1774.

(2) Tous les géologues connaissent les observations de Darwin sur les îles volcaniques, sur la structure et la distribution des îles madréporiques, sur la géologie de l'Amérique du Sud; les paléontologistes, les zoologistes, les embryogénistes, ne sauraient oublier le magnifique travail sur les cirrhipèdes publié aux frais de la société de Ray. Tout récemment, le Dr Hooker, un des juges assurément les plus autorisés, en ouvrant la trente-huitième session de l'*Association britannique*, mettait au nombre des plus importantes découvertes faites en botanique celles que Darwin a publiées dans ses mémoires sur le polymorphisme de plusieurs espèces, sur les phénomènes que présente le croisement des formes diverses d'une même espèce, sur la constitution et les mouvemens des plantes grimpantes.

quasi chevaleresque de ce penseur qui, dans les plus vifs entraînemens de l'intelligence, conserve assez de calme pour voir ce qui, dans ses propres travaux, milite en faveur de ses adversaires, assez de sincérité pour le leur signaler. Il y a un véritable charme à suivre un pareil esprit jusque dans ses écarts, et l'on sort de cette étude avec un redoublement de haute estime pour le savant, d'affectueuse sympathie pour l'homme.

II.

En réalité, le transformisme n'a mérité d'être considéré comme une doctrine que grâce aux hommes qui ont pris la transformation lente pour base de leurs conceptions. Chez eux seulement, nous trouvons un corps d'idées coordonnées, embrassant l'ensemble des phénomènes et s'efforçant d'en rendre compte par l'application logique de principes fondés eux-mêmes sur l'observation. Les naturalistes qui, pour expliquer l'origine des espèces éteintes ou vivantes, ont eu recours à l'hypothèse d'une transformation brusque, ceux qui admettent le passage immédiat d'une espèce ou d'un type à l'autre, ne présentent rien de pareil. Ils se bornent assez souvent à indiquer d'une manière générale la possibilité que les choses se soient passées ainsi. Tout au plus invoquent-ils à l'appui de leur manière de voir quelques analogies empruntées d'ordinaire à l'histoire du développement individuel. La plupart ne nous disent rien de la cause prochaine qui produit la transmutation, et jamais leurs explications sur ce sujet ne vont au-delà de l'accident. Geoffroy Saint-Hilaire lui-même, dans le mémoire consacré à l'exposition doctrinale de ses idées, est très explicite sur ce point (1). Après avoir montré par des exemples comment le milieu peut modifier les caractères morphologiques et physiologiques, il prend, comme nous l'avons déjà dit, pour exemple la transformation d'un reptile et ajoute : « Ce n'est évidemment point par un changement insensible que les types inférieurs des vertébrés ovipares ont donné le degré supérieur d'organisation ou le groupe des oiseaux. Il a suffi d'un accident possible et peu considérable dans sa production originelle, mais d'une importance incalculable quant à ses effets (accident survenu à l'un des reptiles qu'il ne m'appartient point d'essayer même de caractériser), pour développer en toutes les parties du corps les conditions du type ornithologique. » La manière dont Owen comprend la *dérivation* s'effectuant en vertu d'une ten-

(1) *Sur le degré d'influence du monde ambiant pour modifier les formes animales.* (*Mémoires de l'Académie des Sciences*, t. XII.) Ce mémoire est le quatrième rédigé par Geoffroy à l'occasion de ses recherches sur les reptiles fossiles du calcaire de Caen.

dance naturelle et innée des êtres à dévier du type primitif, indépendamment de toute action extérieure, n'a évidemment rien de plus précis. Enfin M. Dally, tout en se séparant de Darwin dans sa dernière publication, tout en se déclarant transformiste, n'a pas été plus explicite que ses illustres devanciers (1).

Ce mélange de vague et de hardiesse a ses avantages et ses inconvéniens. Toutes les hypothèses qui admettent la brusque séparation des espèces échappent évidemment aux objections tirées de la physiologie et qui rendent inadmissibles les théories reposant sur une transformation lente. La distinction entre l'espèce et la race peut s'accorder avec elles. L'oiseau, sorti de l'œuf pondu par un reptile, est tout aussi distinct de ce dernier que s'il n'existait entre eux aucun lien de filiation. Les espèces même voisines formées par ce procédé se trouvent constituées du premier coup avec tout ce qui les caractérise. Par conséquent l'infécondité de leur croisement n'a plus rien d'étrange, et, quels que soient leurs rapports de parenté, la barrière qui les sépare est aussi parfaite que si elles étaient apparues isolément. A ce point de vue, la conception de Geoffroy et celles qui reposent sur la même donnée fondamentale l'emportent sur celles de Lamarck, de Darwin et de leurs disciples.

Ajoutons qu'en se rattachant aux phénomènes de l'embryogénie et de la tératologie l'illustre auteur de la *Philosophie anatomique* pouvait invoquer des analogies que les progrès de la science n'ont fait que confirmer. Mieux encore qu'au temps de Geoffroy, nous savons que la caractérisation des types remonte aux premières périodes du développement embryonnaire, et que les monstruosités datent des momens où s'ébauchent les grandes lignes de la future organisation. Les belles et persévérantes recherches de M. Dareste ont bien montré comment une circonstance physique tout extérieure, agissant sur un organisme en voie de se constituer, peut déterminer une déviation des forces formatrices dont l'importance n'apparaît tout entière que par les conséquences qu'elle entraîne. Entre la forme normale et les formes tératologiques résultant de ce qu'on pourrait appeler un accident régularisé, il n'y a rien qui rappelle ces nuances intermédiaires qu'exige la théorie de Lamarck; tout conclut en faveur de Geoffroy. Enfin si celui-ci avait connu la manière dont ont pris naissance les races de bœufs *gnatos*, les moutons ancons et mauchamp, il n'eût pas manqué de faire remarquer que ces déviations du type s'étaient accusées brusquement, sans transition qui rattachât ces formes aberrantes à leurs ancêtres, à leurs parens immédiats.

Toutefois ce dernier argument est en quelque sorte une arme à

(1) *L'Ordre des Primates et le transformisme.*

deux tranchans. S'il est de nature à être opposé aux idées de Lamarck, il peut également être retourné contre celles de Geoffroy. Quelque exagérées que soient les anomalies apparues chez nos animaux domestiques, elles ne les entraînent jamais hors des limites de l'espèce considérée physiologiquement. Au point de vue de la forme, le gnato s'éloigne de ses frères de toute la distance qui sépare un genre de l'autre; il est néanmoins resté un vrai bœuf par la facilité de ses croisemens avec le bétail ordinaire, par la fécondité des métis résultant de ces unions. Geoffroy, tout aussi bien que Lamarck et Darwin, aurait donc été obligé de supposer que, dans la séparation d'une espèce nouvelle se détachant d'une espèce ancienne, il y a quelque chose de plus et de différent de ce qui s'est passé chez le gnato.

Là pourtant n'est pas l'objection la plus forte à opposer aux hypothèses qui prennent pour base la transformation brusque. Je leur reprocherais bien davantage de négliger entièrement la plupart des grands faits généraux que présente l'empire organique. Il ne suffit pas d'expliquer par une hypothèse quelconque la multiplication des espèces et des types; il faut surtout rendre compte de l'ordre qui règne dans cet ensemble, ordre que nous constatons sur la surface entière du globe, et qui a traversé sans être altéré l'immensité des âges paléontologiques, si bien qu'il se présente à nous comme indépendant de l'espace et du temps. Quand tout change, il reste immuable. Les faunes, les flores, ont beau s'anéantir et se substituer les unes aux autres, la nature des rapports qui relient les êtres contemporains ne change pas pour cela. Ces êtres se succèdent et viennent tour à tour remplir les cases du cadre de la nature organisée; ce cadre reste le même. Nos découvertes ont beau se multiplier dans le monde actuel, dans les mondes passés, elles ne font que remplir quelques blancs, que combler quelques lacunes. L'accident sans règle, sans loi, invoqué comme cause prochaine de cette merveilleuse et permanente régularité, peut-il satisfaire l'esprit le moins sévère? Je ne le pense pas. A ce point de vue, il faut bien le reconnaître, la conception de Lamarck, celle de Darwin surtout, présentent une incontestable supériorité.

L'objection précédente conserve toute sa force lorsqu'au lieu de chercher des analogies dans les seuls faits connus de Geoffroy et de ses contemporains on les demande aux phénomènes de la généagénèse. M. Gubler est, ce me semble, le premier qui ait eu la pensée de ce rapprochement; mais il s'est borné à l'indiquer comme étant de nature à ajouter une hypothèse de plus à toutes celles qu'on a imaginées pour expliquer l'origine des espèces (1). Un na-

(1) *Préface d'une réforme des espèces fondée sur la variabilité restreinte des types*

turaliste allemand, qui doit à ses nombreux et importans travaux une juste célébrité, M. Kœlliker, a insisté d'une manière plus sérieuse sur cette application des découvertes modernes (1). Prenant pour point de départ les divers degrés de la généagénèse et la succession des formes dans le développement embryonnaire, il admet que les êtres vivans peuvent en engendrer d'autres, séparés de leurs parens par des caractères d'espèce, de genre, d'ordre et même de classe. Cette dernière distance existe en effet de la larve sortie d'un œuf de méduse au polype hydroïde qu'elle produit par métamorphose, de celui-ci à la méduse parfaite que ce polype engendre par bourgeonnement.

D'un être fort semblable à un infusoire sortent donc sous nos yeux des polypes hydraires, puis des acalèphes. Or ces trois types, reliés dans certains cas par une filiation ininterrompue, sont dans d'autres circonstances entièrement indépendans l'un de l'autre. L'hydre verte n'engendre que des hydres, soit par œufs, soit par bourgeons, et il existe des méduses qui n'enfantent que des méduses. Ne peut-on pas penser que ces hydres, ces méduses, ont fait autrefois partie de quelque cycle généagénétique? Ne peut-on pas se demander si chaque jour les cycles dont nous constatons l'existence ne laissent pas échapper quelques individus qui, se propageant sous la forme devenue pour eux définitive et la transmettant à leurs fils, font souche d'espèces nouvelles? La propagation par bourgeons et par formes très distinctes n'existant pas d'ailleurs partout, surtout chez les animaux plus élevés, Kœlliker y supplée en admettant qu'un œuf normalement fécondé pourrait bien parfois dépasser le terme de son développement ordinaire et donner ainsi naissance à une organisation supérieure. Les ressemblances plus ou moins réelles, mais toujours temporaires, que l'embryon ou la larve d'un animal supérieur présente assez souvent avec les espèces inférieures, lui semblent témoigner en faveur de ce mode de perfectionnement des types spécifiques.

Kœlliker a pu croire un moment que sa conception allait pouvoir s'appuyer, non plus seulement sur des analogies très discutables, mais sur un fait d'observation. Un naturaliste allemand bien connu par de nombreuses recherches et d'importantes publications, M. Hæckel (2), a trouvé dans les mers de Nice des larves qu'il re-

organiques en rapport avec leur faculté d'adaptation aux milieux. — *Bulletin de la Société botanique de France*, 1862.

(1) *Ueber die Darwin'sche Schöpfungstheorie* (*Zeitschrift für wissenschaftliche Zoologie*, 1864.)

(2) M. Hæckel a publié entre autres un grand ouvrage dans lequel l'ensemble du règne animal est envisagé au point de vue des idées de Darwin et accompagné de classifications détaillées regardées par l'auteur comme autant de généalogies.

garde comme provenant d'un œuf régulièrement fécondé et qui se sont transformées sous ses yeux en une géryonie, méduse appartenant à un type dont les organes rayonnans sont au nombre de six ou d'un multiple de ce nombre (1). Cette géryonie produit directement et par bourgeon une cunina, autre méduse dont les mêmes organes sont au nombre de huit ou d'un multiple de ce nombre (2). Les types sont donc différens. Or des observations de M. Hæckel il résulte que les cunina acquièrent au bout d'un temps donné les attributs mâles et femelles qui caractérisent l'état parfait. Tout indique par conséquent qu'elles pe vent se progager indépendamment des géryonies, qui leur ont donné naissance par généagénèse. S'il en était ainsi, si les deux formes médusaires restaient isolées à partir de ce moment sans revenir l'une à l'autre, si toutes deux se propageaient par de véritables œufs, M. Hæckel aurait assisté à l'un de ces faits que suppose la théorie de Kœlliker. Une espèce aurait pris naissance sous ses yeux par *hétérogénèse*, et l'habile observateur à cru pouvoir conclure qu'il en est bien ainsi (3)

La grave question soulevée par M. Hæckel est cependant loin d'être encore résolue. Il reconnaît lui-même ce que ses études ont d'incomplet, et signale les questions nombreuses qui restent à éclaircir. La première est évidemment de mettre hors de doute la production sexuelle des géryonies. Ce fait fondamental ne résulte encore que de simples analogies avec ce qui a été observé dans un genre voisin. Ici même l'origine ovulaire des larves n'a pas été constatée directement. La conclusion de M. Hæckel n'a donc pas encore de base réelle. Il pourrait bien se faire que les géryonies fussent des descendans généagénétiques des cunina. M. Hæckel n'a jamais rencontré ces deux sortes de méduses isolées l'une de l'autre. Cela seul paraît indiquer des relations bien étroites. Pour ce motif et pour beaucoup d'autres, je crois, avec le professeur Allman, qu'on ne peut voir dans la production des cunina qu'un fait de généagénèse, compliqué probablement par quelques phénomènes de polymorphisme analogues à ceux qu'ont découverts dans le règne végétal les botanistes modernes. Là surtout on aurait pu croire à des transmutations subites, d'autant plus que les corps reproducteurs eux-mêmes présentent des différences morphologiques parfois très grandes d'un stade du développement à l'autre; pourtant l'étude attentive des phénomènes a montré combien on se serait mépris en

(1) *Geryonia* (*Carmarina*) *hastata*, de la famille des *Géryonides*.

(2) *Cunina rhododactyla*, de la famille des *Æginides*.

(3) *On a new form of alternation of generation in the Medusæ and on relationship of the Geryonida and Æginida*. (*The Annals and Magazine of natural history*, 1865); traduit de l'allemand.

les interprétant dans le sens de l'hétérogénèse. On doit s'attendre à trouver chez les invertébrés inférieurs des faits de même nature, et déjà le savant anglais que je viens de citer en a signalé qui semblent rentrer dans cette catégorie. Tout paraît donc confirmer le jugement qu'il porte sur le travail, très intéressant d'ailleurs, de M. Hæckel (1).

La pensée qu'un être en voie de développpement peut dépasser le point d'organisation où s'étaient arrêtés ses ancêtres et ses propres parens est au fond celle de Geoffroy. Je ne connais rien dans l'histoire de l'embryogénie proprement dite qui puisse la justifier. On pourrait bien plutôt invoquer en sa faveur un fait fort singulier qui s'est passé au Muséum même, et dont les preuves vivantes existent encore dans notre ménagerie des reptiles. Je veux parler de la transformation des *axolotls* en *amblystomes*. Ces deux genres font partie du groupe des *batraciens urodèles*, ainsi nommés parce qu'ils conservent pendant toute leur vie la longue queue qui disparaît chez les grenouilles et les crapauds arrivés à l'état adulte. Les axolotls sont des animaux exclusivement aquatiques, respirant à la fois l'air en nature et l'air dissous dans l'eau. Ils ont en conséquence des poches pulmonaires analogues à celles des autres reptiles, et des branchies bien développées qui forment de chaque côté du cou trois paires de houppes. Leur queue, organe essentiel de la natation, est large, comprimée, et, comme celle de nos tritons ou lézards d'eau, elle est doublée par une large crête qui s'étend en dessous jusqu'au ventre et en dessus tout le long du dos. Les amblystomes vivent sur terre, ne respirent que par des poumons, ont une queue arrondie et sans crête. Ces différences organiques en rapport avec des genres de vie aussi distincts ont fait placer les axolotls et les amblystomes dans deux familles différentes (2).

Or en 1864 le Muséum reçut six axolotls, parmi lesquels se trouvait heureusement une femelle. Dès l'année suivante, de la mi-janvier aux premiers jours de mars, celle-ci pondit en deux fois un très grand nombre d'œufs qui se développèrent très régulièrement. Aux premiers jours de septembre, les jeunes ne se distinguaient presque plus des parens. A ce moment, des changemens très étranges se manifestèrent spontanément chez quelques-uns d'entre eux. Les houppes branchiales, les crêtes du dos et de la queue diminuaient,

(1) *Notes on the Hydroïda.* (*The Annals and Mazagine of natural history*, 1865.)

(2) Les axolotls et les amblystomes sont les uns et les autres originaires de l'Amérique du Nord. Les zoologistes des États-Unis ont décrit une vingtaine d'espèces appartenant au second de ces deux genres, et seulement cinq espèces d'axolotls. Celui qui a fait le sujet des observations de M. Duméril vit dans le lac de Mexico, et paraît être le *Siredon lichenoides* de Spencer Baird. (Duméril.)

la forme de la tête se modifiait, des taches d'un blanc jaunâtre apparaissaient çà et là sur le fond uniforme du corps. De pareils phénomènes ne pouvaient échapper au savant qui a fait de la ménagerie des reptiles une des parties les plus intéressantes du Muséum. M. Duméril isola ces individus exceptionnels pour en faciliter l'étude, et les observa jour par jour, heure par heure. Il put ainsi suivre pas à pas les progrès de la transformation, voir disparaître un à un tous les caractères des axolotls, et constater qu'en seize jours ils étaient remplacés par ceux des amblystomes. Il s'assura que les changemens ne portaient pas seulement sur l'extérieur, mais que les modifications atteignaient la disposition des dents, le squelette de la tête et jusqu'aux élémens de la colonne vertébrale.

A quelque point de vue que l'on envisage ce fait, il est très remarquable; mais il est difficile d'en fixer dès à présent la signification réelle. Tous les batraciens subissent des métamorphoses. A l'état de têtards, tous ont des branchies, et le têtard ou larve de nos tritons reproduit en petit les caractères essentiels de l'axolotl. Les modifications qu'il subit en prenant ses formes définitives rappellent en outre à bien des égards celles que présente celui-ci quand il se change en amblystome. La découverte de M. Duméril peut donc être considérée comme justifiant l'opinion de Cuvier, qui regardait l'axolotl comme la forme larvaire de ce dernier. L'éminent professeur du Muséum, dont le savoir spécial accroît ici l'autorité, semble se décider en faveur de cette interprétation. Pourtant, dans son mémoire le plus étendu et le plus complet, il ne s'exprime qu'avec une certaine réserve, et signale lui-même les particularités qui, même en se plaçant au point de vue de la métamorphose, feraient de celle dont il s'agit un fait très exceptionnel (1).

Les phénomènes du développement des tritons sont parfaitement connus. On sait qu'ils perdent leurs branchies et prennent leurs formes définitives bien avant d'avoir acquis la taille des adultes. Lorsque les têtards sont surpris par l'hiver avant leur transformation, ils restent à l'état de larve jusqu'au printemps. Toutefois ils doivent se transformer et grandir avant de pouvoir se reproduire. Telle est la marche régulière des phénomènes; mais il peut arriver que l'animal atteigne les dimensions normales et que les deux sexes présentent leurs attributs essentiels sans que les caractères les plus frappans de l'état larvaire se soient effacés. Ce fait très singulier a été constaté par Filippi, un des naturalistes dont l'Italie avait le plus de droit d'être fière. Sur cinquante *tritons alpestres* pêchés par

(1) M. Duméril a fait connaître avec détail ses observations et ses expériences sur les axolotls dans deux mémoires principaux, insérés, l'un dans les *Nouvelles Archives du Muséum*, t. II, l'autre dans les *Annales des Sciences naturelles*, 5e série, t. VII.

lui dans un petit étang de la Suisse, à peine s'en trouva-t-il deux qui eussent perdu leurs branchies. Les dents, la colonne vertébrale, conservaient plus ou moins les caractères larvaires. Cependant tous avaient la taille des adultes, et les élémens de la reproduction étaient parfaitement développés chez les mâles comme chez les femelles (1). En rapprochant cette observation de ce qui s'est passé au Muséum, M. Duméril a été parfaitemement autorisé à dire : « L'exemple des tritons prouve qu'un batracien urodèle peut se reproduire à l'état de larve. Rien n'empêche donc de considérer les axolotls comme de vraies larves dont les amblystomes ne sont que l'état parfait. »

Il est pourtant difficile d'assimiler à une simple métamorphose la transformation dont il s'agit ici. Chez les tritons comme chez tous les animaux à transformations normales, la métamorphose est un phénomène général qui peut présenter des anomalies, mais qui n'en existe pas moins. Or tel n'est pas le cas pour les axolotls du Muséum. Les reproductions se sont multipliées depuis l'époque à laquelle remontent les observations de M. Duméril. Environ trois mille individus ont été élevés dans nos aquariums. Il en a été distribué sur une foule de points en France et à l'étranger, dans le nord et dans le midi de l'Europe. Eh bien! la métamorphose en amblystomes ne s'est accomplie au Muséum que sur seize individus. Deux autres faits de même nature se sont produits, l'un à Wurtzbourg, chez Kœlliker, l'autre à Louvain, chez van Bénéden. Voilà tout. En outre, quelques axolotls du Muséum ont paru vouloir éprouver des changemens analogues, mais se sont arrêtés à mi-chemin. M. Duméril a eu l'ingénieuse idée de pousser pour ainsi dire à la transformation en forçant un certain nombre d'individus à respirer avec leurs poumons seuls, et pour cela il a excisé totalement les branchies. La plupart des opérés ont réparé cette perte et ont continué à vivre comme auparavant. Spontanées ou provoquées, les transformations sont à peu près dans la proportion de un pour deux cents seulement; elles ne se sont montrées dans nos aquariums que pendant les deux premières années de la reproduction des axolotls, et semblent avoir cessé. Il est bien difficile de voir une métamorphose ordinaire dans un phénomène aussi rare et aussi irrégulier.

D'autres considérations plus graves justifient cette conclusion. L'état parfalt d'un animal, acalèphe, insecte, reptile ou mammifère,

(1) *Archivie per la Zoologia,* t. Ier. C'est au mois d'août, près d'Andermatten, au lieu nommé Puneigen, que Filippi a fait cette curieuse observation. Il y aurait un intérêt très réel à visiter de nouveau cette localité à la même époque, afin de voir s'il s'agit d'un fait accidentel et temporaire, ou bien si les tritons de Puneigen présentent constamment cette remarquable anomalie dans leur développement.

s'accuse bien moins par la forme que par l'apparition des élémens mâles et femelles, par la possibilité de se reproduire au moyen d'œufs fécondés. Sur ce point, il n'y a pas de divergence entre les zoologistes, et cela même permet de ne pas s'égarer au milieu des phénomènes complexes de la généagénèse et du polymorphisme. Là aussi se trouve l'explication du fait observé par Filippi. Les tritons alpestres, qui avaient acquis la taille et les caractères essentiels de l'adulte, étaient bien arrivés à cet état; seulement il y avait eu chez eux un arrêt partiel de la métamorphose comme on en a signalé depuis longtemps chez les insectes eux-mêmes, où la nature du phénomène est indiscutable. Malgré leurs formes larvaires, nos axolotls sont bien des animaux adultes, car ils se reproduisent très régulièrement et avec toutes les circonstances caractéristiques de l'état normal. A en juger par l'analogie, on ne voit donc aucune raison pour qu'ils changent d'état et passent à une forme organique supérieure. Enfin, quand le triton perd ses branchies, quand il revêt sa forme définitive, c'est précisément, comme chez tous les animaux à métamorphoses connus jusqu'ici, pour acquérir les facultés reproductrices. Or c'est précisément le contraire qui semble se passer chez les amblystomiens résultant de la transformation des axolotls. Aucun d'eux n'a encore donné signe de tendance à se reproduire, soit avec ses frères transformés comme lui, soit avec ceux qui ont conservé leurs formes premières et dont on les a rapprochés. On dirait qu'ici un excès de métamorphose produit une forme organique plus élevée, mais neutre, tandis que chez les fourmis et les abeilles la neutralité provient au contraire d'un arrêt de développement. Peut-être y a-t-il dans cette transformation un cas de polymorphisme. Ce serait la première fois que ce phénomène apparaîtrait chez une espèce d'un type aussi élevé. On voit combien la découverte de M. Duméril mérite l'attention des naturalistes; mais on voit aussi combien il reste d'études à faire pour en comprendre la véritable signification (1).

L'insuffisance même de notre savoir prêterait aisément aux interprétations transformistes. Ces axolotls, qui jusqu'ici se sont reproduits sous leur forme connue, qui, en majorité énorme, continuent à se propager de même, qui exceptionnellement franchissent

(1) M. Marsh, professeur à New-Haven (États-Unis), a publié une note très intéressante dans laquelle il fait connaître, comme confirmant la découverte de M. Duméril, les faits qu'il a observés sur un batracien à branchies, originaire du lac Como (Montagnes-Rocheuses), et qui s'est transformé sous ses yeux en amblystome. (*Observations on the metamorphosis of siredon into amblystoma. — Journal of Science and Arts*, t. XLVI); mais M. Baird, qui s'est occupé spécialement des deux types, pense que M. Marsh a pris pour un axolotl une véritable larve d'amblystome.

la limite ordinaire de leur organisation, dépassent les tritons et deviennent en quelques jours des amblystomes, semblent réaliser non pas seulement ce qu'avait imaginé Geoffroy Saint-Hilaire, mais ce qu'avait rêvé de Maillet lui-même. Ici ce serait bien un animal adulte qui, sous l'influence d'un changement de milieu, peut-être aussi à la suite de blessures faites par un habile expérimentateur ou par ses compagnons de captivité (1), passerait brusquement d'un type à l'autre. Il serait pourtant bien étrange que la vérité fût là où il semble si peu sage d'aller la chercher, que la nature nous gardât cette surprise de donner raison au plus aventureux de tous ceux qui ont cherché à éclaircir le mystère des origines spécifiques, et que Telliamed eût deviné plus juste que les Lamarck et les Darwin. Jusqu'ici l'amblystomien issu de l'axolotl est une véritable énigme scientifique; l'invoquer comme argument serait s'appuyer sur l'inconnu. Pour être autorisé à le regarder comme une espèce nouvelle, il faudrait d'abord le voir se reproduire, puis s'assurer que ses descendans ne retournent pas au type primitif, et, en fût-il ainsi, il faudrait encore examiner jusqu'à quel point le croisement, facile à obtenir artificiellement entre les deux types, présenterait les caractères du métissage ou de l'hybridation (2).

Pas plus qu'aucune autre, la théorie de Kœlliker ne peut donc en appeler à l'expérience, à l'observation. Elle est pourtant sans contredit la plus complète de celles qui reposent sur la donnée d'une dérivation brusque. Elle relie un certain nombre de faits, et les analogies invoquées par l'éminent professeur de Wurtzbourg sont bien plus plausibles que celles dont Geoffroy étayait ses idées. Toutefois les rapprochemens faits par Kœlliker conservent un caractère entièrement hypothétique. Une tendance innée à produire des types plus élevés, se révélant avec plus ou moins d'intensité dans des circonstances indéterminées, rend compte de la multiplication, de la variation, même du perfectionnement des types; elle ne nous dit rien au sujet de la manière dont ils sont coordonnés dans l'espace et surtout dans le temps. Quiconque admet une force de transmutation, que cette transmutation soit brusque ou lente, doit reconnaître qu'elle est réglée par quelque chose de supérieur et de permanent. C'est là ce qu'ont parfaitement senti Lamarck et Darwin. Ce

(1) M. Duméril a vu dans quelques cas la transformation s'opérer d'une manière plus ou moins complète à la suite de graves mutilations résultant des morsures que les axolotls s'étaient faites mutuellement. Trois individus sur neuf, soumis à l'ablation des branchies, se sont complétement transformés.

(2) M. Dally est, je crois, le seul écrivain transformiste qui ait parlé de la transformation des axolotls. Il n'y voit qu'un curieux résultat des actions de milieu (*Note* de M. Fischer insérée dans l'*Introduction* de la traduction de l'ouvrage de Huxley).

dernier seul a tenté de déterminer ce *quelque chose* à l'aide de la science pure, et nous avons vu comment il a échoué dans cette grande entreprise; mais du moins il a eu le mérite incontestable de définir clairement la cause première à laquelle il attribuait les modifications des types organiques; il s'est efforcé de montrer quels en devaient être les effets immédiats, et comment ces effets, devenus causes à leur tour, pouvaient commander d'autres résultats logiquement dépendans des premiers. Agir autrement que n'a fait le savant anglais, supposer l'existence d'une faculté métamorphique indéterminée, puis invoquer un plan général de développement sans dire comment il a pu être tracé, parler des lois de la vie sans en préciser le mode d'action, c'est évidemment fonder une hypothèse sur une autre. Or, dans l'état actuel de nos connaissances, c'est là qu'en arrivent toutes les théories reposant sur la transformation brusque, et elles ne peuvent faire autrement. Voilà pourquoi elles me paraissent aussi peu acceptables au point de vue de la science que celles dont la transformation lente forme le point de départ ou la conséquence finale.

III.

On ne saurait guère examiner les théories transformistes sans parler de l'application qu'on en a faite à l'histoire de notre propre espèce. Les détails généraux dans lesquels je suis entré permettent toutefois de traiter très brièvement cette question spéciale. Et d'abord, pour qui admet les transformations brusques, rien n'est plus aisé que d'expliquer l'apparition de l'homme au milieu des autres êtres vivans; mais la facilité même de la solution d'un pareil problème est de nature à mettre en garde contre elle et contre l'idée première dont elle est la conséquence. Dans toutes les doctrines se rattachant à ce principe et qui ont été formulées avec quelque détail, la transformation peut produire subitement un être distinct de ses ascendans au point d'appartenir même à une autre classe que ses père et mère. Appliquée à l'homme, cette donnée permet de le faire sortir à peu près indifféremment d'un mammifère quelconque aussi bien que d'un oiseau, d'un reptile ou d'un poisson. Sans entrer dans d'autres considérations, il est, je pense, permis de dire que le vague et l'incertitude de ce résultat suffit pour le faire rejeter par quiconque tient quelque peu à la précision scientifique.

Les théories qui partent de la transformation lente présentent ici tous les avantages et aussi tous les inconvéniens que nous leur avons reconnus. Pour qui en admet les principes, l'existence de l'homme n'est pas plus difficile à expliquer que celle de toute autre

espèce animale ou végétale. Lamarck, en invoquant le pouvoir de l'habitude et les déviations accidentelles qu'il reconnaissait ailleurs, a pu très logiquement faire dériver l'espèce humaine de quelque singe anthropomorphe (1). Prenant le chimpanzé comme le plus perfectionné de ces animaux, il le montre très inférieur à l'homme au point de vue du corps et de l'intelligence; puis il se demande ce qui arriverait si une race sortie de ce tronc perdait l'habitude de grimper. Il n'est pas douteux, répond-il, que les descendans seraient après quelques générations transformés en bimanes. Le désir de voir à la fois au large et au loin leur ferait contracter l'habitude de la station debout. En cessant d'employer leurs dents en guise de défense ou de tenailles, ils les réduiraient aux dimensions des nôtres. Lamarck ne dit pas, il est vrai, quelles habitudes nouvelles auront perfectionné le cerveau au point d'assurer à ces chimpanzés transformés un empire incontesté sur les autres. Il se borne à admettre cette supériorité et à montrer qu'elle a pour conséquence le refoulement et l'arrêt du développement des races inférieures, l'extension et le perfectionnement de plus en plus grand de ces singes demi-hommes qui deviendraient plus tard des hommes complets.

Ainsi Lamarck nous donne un singe pour ancêtre (2). Une croyance presque générale attribue la même opinion à Darwin. Or le savant anglais n'a rien dit de pareil. Bien plus, cette manière d'envisager la question est incompatible avec sa doctrine. Celle-ci conduit sans doute à rattacher nos propres origines au grand arbre de la vie générale; mais aussi elle isole forcément le rameau humain de la branche représentée par les divers groupes simiens. La loi de caractérisation permanente, conséquence nécessaire de la sélection, ne permet pas aux descendans d'un être à type caractérisé de se mêler aux représentans d'un autre type; quoique admettant les modifications secondaires, elle ne laisse jamais s'effacer l'empreinte originelle. Au point de vue de la caractérisation progressive et des rapports déterminés par cette loi, ce qui s'est passé chez les êtres vivans rappelle, pour ainsi dire, ce qui se passe dans notre société entre élèves d'un même lycée qui, au sortir des bancs, embrassent des carrières différentes. Le polytechnicien ne retrouvera plus ses condisciples devenus étudians en droit ou en médecine. Lui-même ne tarde pas à se séparer de ses contemporains passés à l'école de

(1) *Philosophie zoologique*, t. I[er]. — *Quelques observations relatives à l'homme.*

(2) On ne saurait trop dire jusqu'à quel point Lamarck croyait à sa conception. Il la présente tout à fait comme une hypothèse. « Telles seraient les réflexions que l'on pourrait faire, dit-il en manière de conclusion, si l'homme, considéré ici comme la race prééminente en question, n'était distingué des animaux que par les caractères de son organisation, et si son origine n'était pas différente de la leur. »

Metz, à celle des ponts ou des mines, tandis qu'il a lui-même opté pour la marine. Une fois engagés chacun dans leur voie, ils ont beau avancer, ils restent séparés. Le magistrat ne saurait devenir médecin d'un hôpital; le marin peut passer amiral, il ne sera jamais ingénieur en chef, pas plus que celui-ci ne saurait aspirer aux épaulettes de général, au bâton de maréchal. L'élève de Saint-Cyr et l'officier du génie ou d'artillerie, arrivés au même grade, ont entre eux leur passé, leurs tendances et leurs connaissances spéciales. Toute grossière qu'elle est, cette comparaison donne une idée approximative de la manière dont la doctrine de Darwin explique l'origine, la formation, la séparation des groupes. La nature des carrières correspond à la différence des types organiques.

Or depuis bien longtemps les études de Vicq-d'Azyr, de Lawrence, de Desmoulins, de Serres, confirmées par les travaux plus récens de Duvernoy, d'Owen, de Huxley, de Gratiolet, d'Alix, ont mis hors de doute à la fois l'extrême ressemblance des matériaux anatomiques de l'homme et des singes et la différence des plans réalisés avec ces matériaux. Dans le corps de l'un et des autres, on trouve les mêmes, élémens, et on peut suivre la comparaison os par os, muscle par muscle, nerf par nerf; mais tout est disposé pour faire du premier un marcheur et des seconds autant de grimpeurs. Le gorille et le chimpanzé, ces singes anthropomorphes dont on a tant parlé, sont sans doute supérieurs à leurs frères les cynocéphales et les macaques; mais, pour s'être perfectionnés à certains égards, ils n'ont pas changé de type fondamental, et ne peuvent avoir précédé dans l'évolution darwinienne un organisme de marcheur. Devinssent-ils les égaux des hommes, ils resteraient des *hommes grimpeurs*.

Depuis longtemps, j'ai montré que la doctrine de Darwin, logiquement appliquée au type humain, conduit tout au plus à regarder l'homme et les anthropomorphes comme les termes extrêmes de deux séries qui auraient commencé à diverger au plus tard dès l'apparition du singe le plus inférieur. Telle est aussi la conclusion à laquelle sont arrivés les darwinistes sérieux qui s'étaient le plus laissé séduire un moment par la pensée d'une origine simienne. Dans la *Leçon* où il a traité ce sujet, Filippi semble d'abord croire à cette origine, et pourtant il se rallie en concluant à une autre opinion. « Les singes, dit-il, sont le rameau cadet et nous le rameau principal du tronc généalogique commun (1). » Ch. Vogt, qui dans ses *Leçons sur l'homme* avait paru un moment prêt à adopter l'hypothèse de l'origine simienne, est revenu bientôt à des idées toutes dif-

(1) *L'uomo e le scimie.*

férentes. Dans le travail très important qu'a couronné la Société d'anthropologie, tout en plaçant l'homme au nombre des *primates*, il n'hésite point à déclarer que les singes les plus inférieurs ont dépassé dans un certain sens le jalon d'où sont sortis en divergeant les différens types de cette famille (1). « Nous pourrons, ajoute-t-il, trouver quantité de formes intermédiaires entre les singes actuels, nous n'aurons pas pour cela une solution de fait du problème que nous pose la genèse du genre humain... Encore pouvons-nous trouver des types fossiles qui se rapprochent de l'homme plus que nos singes anthropomorphes, tels que le driopithèque décrit et figuré par M. Lartet. Il n'est pas dit pour cela que nous ayons sous les yeux un des jalons historiques du développement humain. »

Vogt croit, il est vrai, trouver dans le cerveau plus ou moins réduit des individus atteints de microcéphalie la reproduction par atavisme d'une disposition qui aurait été normale chez quelques-uns de nos vieux ancêtres. Par là, il fait à notre espèce l'application d'une de ces nombreuses hypothèses de détail imaginées par Darwin, et que j'ai dû négliger, parce qu'elles ne touchent pas au fond même de la doctrine (2). Il n'en reste pas moins bien clair qu'en rejetant l'origine de l'homme au-delà de l'apparition des singes, en reconnaissant qu'aucun jalon entre ce point de départ indéterminé et l'état actuel n'a encore été découvert, le célèbre professeur de Genève se place en plein inconnu. Nous retrouvons donc ici le résultat inévitable de la doctrine darwinienne, et cela explique sans doute la réserve qu'ont gardée dans cette question spéciale les darwinistes les plus décidés. Ni Lubbock (3) ni Wallace (4) n'ont essayé de montrer cet être mystérieux dont les petits-fils devaient devenir les hommes que nous connaissons. Aucun n'a parlé du singe. Huxley lui-même, que des circonstances particulières et ses

(1) *Mémoires sur les microcéphales ou hommes-singes*. Vogt a répété cette déclaration au *congrès d'anthropologie et d'archéologie préhistoriques*, séance du 30 août 1867.

(2) Dans son histoire du paon, Darwin reconnaît que le retour *entier* par atavisme ne s'est jamais manifesté à la suite du croisement *entre espèces;* mais, s'appuyant sur un certain nombre de faits observés *chez les races* et concluant de celles-ci aux premières, il admet des *atavismes partiels*. Prenant le genre cheval pour exemple, il explique par son hypothèse d'une origine commune et par cette espèce d'atavisme les zébrures légères qui se montrent parfois chez l'âne, les lignes dorsales de quelques chevaux, etc.

(3) *Pre-historic Times*.

(4) *The origin of human races and the antiquities of man deduced from the theory of natural selection*. (*The Anthropological Review*, may 1864.) — L'éminent émule de Darwin pense que l'homme a vécu sur les terrains éocènes ou miocènes, et que la sélection agissait sur lui à peu près uniquement de manière à perfectionner le cerveau, tandis qu'elle modifiait les formes générales des animaux. Il explique ainsi comment les plus anciens crânes humains rencontrés jusqu'à ce jour ressemblent si fort aux crânes actuels, tandis que les faunes sont fort différentes.

instincts généreux ont cependant entraîné, ce me semble, au-delà de sa propre pensée, déclare à deux reprises qu'entre l'homme et le singe il y a un abîme encore impossible à combler (1). En un mot, tous ces hommes de savoir sérieux ont fort bien compris, même au milieu des polémiques ardentes que soutenaient quelques-uns d'entre eux, que l'origine simienne de l'homme, inacceptable à tous les points de vue, est surtout inconciliable avec la théorie de Darwin.

Comment donc a pris naissance cette croyance populaire que Darwin faisait de l'homme le petit-fils du singe? Comment des hommes fort instruits d'ailleurs et même quelques vrais savans se sont-ils laissés aller un instant à soutenir une hypothèse en contradiction flagrante avec la doctrine dont ils se proclamaient les disciples? C'est qu'encore une fois le dogmatisme et l'anti-dogmatisme ont pris pour prétexte de leur lutte une question essentiellement scientifique qu'ils n'avaient pas étudiée, et se sont heurtés sur un terrain qui leur était également mal connu. C'est à Oxford, dans une session de l'*Association britannique*, que la querelle commença. Le lord-évêque de cette ville attaqua les idées de Darwin avec des armes qui paraissent lui être familières, et le premier il crut pouvoir dire que la théorie de la sélection naturelle avait pour conséquence de nous faire descendre de quelqu'un des singes vivans. Les sarcasmes de sa seigneurie blessèrent l'amitié dévouée de Huxley, qui, prenant la défense « du lion malade, » ramassa le gant jeté avec une imprudente étourderie. « Si j'avais à choisir, répondit-il, j'aimerais mieux être le fils d'un humble singe que celui d'un homme dont le savoir et l'éloquence sont employés à railler ceux qui usent leur vie dans la recherche de la vérité. » Plus tard, Vogt devait aller plus loin et déclarer « qu'il vaut mieux être un singe perfectionné qu'un Adam dégénéré. »

Il n'est pas surprenant que bien des gens aient mal compris une question ainsi posée dès le début, et se soient crus obligés de condamner ou d'acclamer Darwin sur parole. Ils s'imaginaient défendre leurs croyances religieuses ou philosophiques. En réalité, le savant anglais n'avait pas même abordé la question des origines humaines. A peine trouve-t-on dans ses écrits deux ou trois allusions très indirectes et faites en passant à la possibilité d'appliquer ses idées générales à ce problème spécial. Si jamais il le traite avec quelque détail et en sortant du vague que ne permettrait pas un semblable sujet, on peut compter sur un travail curieux où abonderont les preuves d'un savoir immense et d'un esprit des plus pénétrans;

(1) *De la place de l'homme dans la nature*, préface de l'édition française et chap. II.

mais on peut aussi être certain que le maître échouera comme ses disciples, que pour Darwin comme pour Vogt, et par les mêmes raisons, tout cet effort étayé des plus ingénieuses hypothèses n'aboutira qu'à l'inconnu.

L'inconnu! voilà, il faut bien le reconnaître, le désert sans lumières où s'égare la science quand elle entreprend de pousser jusqu'aux questions d'origine ses études sur les êtres vivans; à cela, il n'y a rien d'étrange. Il en est des œuvres de la nature comme des nôtres. Chez nous, les propriétés des objets produits et les procédés de production sont choses parfaitement distinctes. Il y a là deux ordres de faits entièrement différens, et il est impossible de juger de l'un par l'autre. S'il n'a visité les hauts-fourneaux et les ateliers, l'homme le plus instruit et le plus perspicace, mais étranger à l'industrie, ne devinera jamais comment on tire le fer d'une sorte de pierre, et comment ce fer, transformé en acier, devient plus tard un ressort de montre ou une aiguille. Pourtant il connaît ces objets bien mieux que le naturaliste ne connaît la plus humble plante ou le dernier des zoophytes. Voilà où nous en sommes quand il s'agit des organismes vivans. Nous les étudions tout faits; nous n'avons pu pénétrer encore dans l'atelier d'où ils sortent; nous ne pouvons donc rien dire sur les procédés de formation.

Tel est le dernier mot de cette longue étude. Ce n'est pas sans regret que je l'écris. Je ne serais pas de mon temps, si je ne comprenais et ne partageais la curiosité anxieuse avec laquelle tant d'intelligences élevées ou vulgaires interrogent aujourd'hui la création au nom de la science sur les secrets de son origine et de sa fin. Avouer que le savoir humain ne peut pas même encore aborder ces problèmes m'est aussi pénible qu'à tout autre. Pourtant une pensée adoucit ce qu'a d'amer ce sentiment d'impuissance. Nous frayons, j'aime à le croire, la route à de plus heureux, et préparons peut-être la solution lointaine de ces questions insondables pour nous. Tout humble qu'elle paraît à certains esprits, cette tâche a bien sa grandeur et ses charmes. C'est celle que nos pères ont accomplie pour nous, accomplissons-la pour nos fils; mais, si nous voulons leur laisser un véritable héritage, ne rêvons pas ce qui peut être, cherchons ce qui est.

A. DE QUATREFAGES.

UNE

RÉVOLUTION AU JAPON

LA CHUTE DU GOUVERNEMENT DU TAÏCOUN ET LES DAÏMIOS.

Le Japon, il y a quelques années, restait le dernier pays de l'extrême Orient encore inexploré. Ses côtes semées d'écueils, dangereuses en toute saison, éloignaient les navires. Quand un bâtiment de guerre s'aventurait à venir mouiller sur une de ses rades, une flottille d'embarcations armées l'entourait sur-le-champ comme d'un cordon sanitaire, les canons des batteries étaient braqués sur lui, et des officiers venaient à bord notifier les décrets impériaux qui depuis deux siècles fermaient le pays aux étrangers. Supplié de ne pas enfreindre ces ordres, et menacé, s'il les violait, d'un conflit immédiat, le capitaine s'éloignait à regret de cette terre mystérieuse. Seuls, sur un coin de l'extrémité sud du Japon, quelques Hollandais étaient parqués et gardés à vue sur l'îlot de Décima. Le commerce qu'il leur était permis de faire était restreint à un petit nombre de marchandises que deux navires leur apportaient chaque année à époque fixe. De temps à autre, les chefs de la factorerie, conduits à Yeddo sous bonne escorte et dans un palanquin, avaient pu traverser ainsi les provinces centrales du Japon. Leurs récits incomplets, les relations des pères portugais au XVe siècle, entachées de l'exagération commune aux voyageurs de cette époque et écrites à un point de vue particulier, tels étaient les seuls documens qu'on possédât sur l'intérieur de cette région. La contrée néanmoins était trop riche et trop populeuse pour se maintenir indéfiniment dans cet état d'isolement absolu. L'expansion de la race

européenne ne devait pas s'arrêter devant cette barrière. Les Américains en 1853, les autres nations maritimes en 1858, vinrent demander et obtinrent sans coup férir l'ouverture du Japon. La crainte inspirée par les forces militaires qui eussent pu appuyer au besoin les demandes de nos diplomates, peut-être même le désir que ressentaient les Japonais de se mettre en communication avec le reste du monde, inspirèrent aux ministres du taïcoun cette sage conduite.

Les rapports avec la cour de Yeddo cependant ne tardèrent point à se compliquer d'incidens imprévus, conséquence des luttes intestines dont notre arrivée avait donné le signal. Une mesure aussi radicale que l'introduction des Européens dans le royaume y jeta la perturbation et fit éclater la guerre civile. A plusieurs reprises, on put craindre qu'il ne devînt nécessaire d'y envoyer des expéditions semblables à celles qui avaient été conduites en Chine. L'effervescence toutefois parut se calmer. Écrivant à cette époque l'historique des relations des étrangers avec le Japon depuis les traités (1), nous pensions que la crise était à peu près passée. Telle était encore notre conviction lorsqu'au commencement de 1868 nous parvint l'avis qu'une révolution avait renversé l'autorité taïcounale, avec laquelle les traités avaient été signés. Cette révolution paraissait remettre tout en question. Un mois plus tard, la nouvelle d'attentats dont avaient été victimes divers étrangers, entre autres l'équipage de l'embarcation d'un de nos vaisseaux de guerre, venait confirmer ces craintes. On s'en émut en France, et plusieurs navires en station dans les mers voisines reçurent l'ordre de rallier le Japon pour veiller à la sécurité de nos nationaux.

C'est dans ces conditions que nous fûmes appelé à retourner au Japon. Lorsque nous y arrivâmes en juillet 1868, les tristes incidens que nous avons mentionnés avaient été suivis de toutes les réparations désirables, et tout danger de collision semblait évanoui. Nous eûmes alors le loisir d'étudier les circonstances et les faits de cette révolution, dont les phases continuaient encore à se dérouler sous nos yeux, et de coordonner sur l'organisation intérieure du pays les notions que trois années d'une fréquentation intime avec les habitans avaient permis à quelques-uns de nos compatriotes d'acquérir. C'est la série de ces faits et l'ensemble plus complet aujourd'hui de ces notions que nous présentons dans ce travail.

I.

Lorsque les Européens abordèrent, vers le milieu du XVI[e] siècle, à la pointe sud du Japon, la souveraineté nominale appartenait à

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars et du 15 octobre 1865.

un personnage portant le titre d'empereur, le *daïri* ou *mikado*. Le mikado régnant descendait, par une généalogie bien constatée de plus de vingt siècles, des princes qui avaient conquis le pays sur les races primitives; mais il y avait déjà longtemps que l'autorité effective était passée en d'autres mains. Les parens, les fils des daïris, placés à la tête de l'administration des provinces, s'affranchissant peu à peu du pouvoir central, avaient rendu héréditaires dans leurs familles des gouvernemens transformés en possessions territoriales. Ils eurent des armées, bâtirent des forteresses, et, tout en se déclarant les humbles sujets du mikado, descendant des dieux, se livrèrent entre eux ou contre ses lieutenans à des guerres sans fin. Les dix-huit grands *daïmios*, désignés par la qualification de *koksis*, que l'on compte aujourd'hui au Japon sont les descendans directs de ces princes; leur généalogie les classe en cinq groupes issus de mikados qui ont régné dans une antiquité plus ou moins reculée. Pour faire rentrer dans l'obéissance les daïmios insoumis, les mikados entretinrent des armées, à la tête desquelles ils placèrent des généraux de leur choix. Ces généraux ne tardèrent point à diriger les intrigues de la cour de Kioto (1), portèrent leurs familles et leurs partisans aux plus hauts emplois, et se disputèrent avec acharnement la prééminence les armes à la main. C'est ainsi qu'au commencement du XII[e] siècle, deux familles puissantes, les Guéngi et les Héké, ensanglantaient le Japon de leurs rivalités. Estomo, le chef des Guéngi, fut vaincu; sa femme et son fils Yoritomo, faits prisonniers, furent bannis dans la province d'Idsou. C'était alors la dernière qui du côté de l'est fût divisée en territoires et réellement peuplée. Le jeune Guéngi, dès l'âge de quatorze ans, reprit les armes, et une série de guerres heureuses le rendit maître du pouvoir et en quelque sorte souverain de fait : c'est le héros légendaire du Japon. Yoritomo voulut transmettre à ses descendans la grande situation qu'il avait conquise. Il se proclama *shiogoun*, c'est-à-dire chargé, au nom du mikado, des affaires de l'empire. Il établit sa capitale et une cour brillante à Kamakoura. Dans une vallée à quelques lieues de Yokohama, sur le golfe d'Idsou, l'on voit aujourd'hui encore de grands temples bien entretenus, seuls vestiges conservés de cette ancienne capitale. Trois fils de Yoritomo régnèrent à Kamakoura. A la mort du troisième, assassiné dans son palais, les dissensions recommencèrent jusqu'à l'élévation du shiogoun Asikaga. Treize princes de la famille de ce dernier lui succédèrent sans interruption. Les shiogouns, qui guerroyaient depuis quatre cents ans pour faire reconnaître leur suprématie sur tout le Japon, n'y étaient point parvenus encore, et la guerre civile venait de se rallu-

(1) Kioto (littéralement capitale) ou Miako, nom de la ville où résident les mikados.

mer avec une nouvelle fureur lorsque arrivèrent les premiers Européens, aventuriers, commerçans, missionnaires, parmi lesquels dominaient les nationalités portugaise, espagnole et hollandaise. Leurs progrès, favorisés peut-être par ces troubles, furent rapides. Ils avaient fondé leurs principaux établissemens dans l'île Kiousiou et à l'extrémité orientale de Nipon. Les daïmios de ces provinces, les princes de Hizen, de Boungo, de Satzouma, les accueillirent avec faveur. On sait quel fut tout d'abord l'état florissant de ces comptoirs, et avec quelle promptitude se développa l'église chrétienne du Japon, fondée par l'apôtre François-Xavier. Sur ces entrefaites, en 1590, la dignité de shiogoun échut à un homme de génie, Taïko-sama. C'est à partir de ce prince que les shiogouns, dont le pouvoir fut définitivement affermi par ses victoires, ont pris le nom de taïcouns. Né de pauvres paysans et réduit dans sa jeunesse à exercer les emplois les plus humbles, Taïko-sama s'était fait soldat et s'était élevé par une série d'actions d'éclat et d'éminens services au rang de général d'armée. Trois grands faits caractérisent son règne, la soumission des princes, les guerres sur le continent, en Corée, et la proscription en masse des chrétiens, soit japonais, soit étrangers. Un pouvoir central assez fort pour contenir l'ambition des princes, l'isolement absolu d'un pays capable de se suffire, tels étaient les fondemens qu'il entendait donner à la prospérité de ses états. Quant aux mikados, confinés dans leur résidence de Miako, entourés de vénération comme descendans des dieux, mais sans armées ni revenus, ils n'eurent plus désormais qu'à sanctionner les décrets rendus en leur nom, et à conférer autour d'eux des dignités purement honorifiques.

Le successeur de Taïko-sama, mort en 1599, aurait dû être son fils Hidé-yori; mais son confident Iye-yas, qu'il avait désigné pour être le tuteur du jeune prince, leva l'étendard de la révolte, et parvint à se faire reconnaître shiogoun après la victoire décisive de Sékihara (1603). Iye-yas, à la mémoire duquel on rend un culte sous le nom de Gonguensama, continua les travaux de Taïko-sama, et établit sur des bases inébranlables le système qui a régi le Japon jusqu'à nos jours. Les taïcouns qui se sont succédé sur le trône de Yeddo appartiennent tous à sa famille. L'avénement du chef de cette dynastie fut moins illégitime qu'on pourrait le croire tout d'abord. Iye-yas se rattachait par ses ancêtres aux Guéngi et à l'un des cinq groupes de daïmios koksis descendus des premiers mikados; Hidé-yori au contraire était le fils d'un homme de naissance obscure. En tout cas, lorsque Iye-yas mourut, il était réellement reconnu dans tout le Japon comme lieutenant du mikado et chargé des affaires générales du pays. Il y a quelques années, frappés de la faiblesse d'un pouvoir arrivé à son déclin, quelques esprits se sont

demandé si les nations étrangères n'avaient pas fait fausse route lorsqu'elles avaient traité avec le taïcoun. En allant frapper à la porte de Yeddo, les négociateurs étrangers ne s'étaient pas trompés. S'il y a eu des erreurs commises, c'est lorsqu'il s'est agi de se rendre compte des rouages intérieurs de ce gouvernement, d'apprécier les conditions dans lesquelles s'exerçait l'autorité taïcounale. Nous allons tâcher d'élucider ces questions, qui ont donné lieu récemment à tant de controverses.

Gonguensama et ses prédécesseurs avaient conquis les armes à la main une partie des territoires des grands daïmios. Sur ces terres, Gonguensama établit une noblesse nouvelle, choisie parmi ses principaux compagnons d'armes, les daïmios *gonfoudaïs,* dont on compte aujourd'hui près de cent cinquante familles. Ces daïmios, à la tête de leurs clans, devaient pourvoir à tour de rôle, sur les ordres de leur suzerain le taïcoun, aux différens services militaires de la paix, et marcher avec lui en temps de guerre. En outre un domaine impérial, comprenant les provinces du Quanto autour de Yeddo, la nouvelle capitale, et différentes villes importantes, Osaka, Kioto, Simoda, Nagasaki, Hakodadé, forma l'apanage de la famille taïcounale. Sur ces terres, dont le revenu était d'environ 8 millions de *kokous* de riz (400 millions de francs), furent établis avec leurs familles près de quatre-vingt mille *hattamottos* ou petits nobles, sorte de milice devant en personne le service militaire au taïcoun et constituant sa force armée. Des conseils de daïmios, le *gorodjo,* le *wakadouchiori,* recrutés dans les familles taïcounales ou des gonfoudaïs, dirigèrent les affaires. Les provinces, les forteresses, les villes du taïcoun, furent administrées par des fonctionnaires, les *bounios,* assistés de nombreux employés ou *yacounines* de toutes classes.

Vis-à-vis du pouvoir taïcounal ainsi appuyé, quelle était la situation des grands daïmios? Encore puissans et redoutés malgré leur abaissement, ils eurent l'entière possession des provinces qu'ils avaient conservées. Ils gardèrent leurs armées, leurs châteaux, et gouvernèrent par l'intermédiaire de *karos,* premiers fonctionnaires ayant les attributions les plus multiples (1). Ne reconnaissant de supérieur proprement dit que le mikado, élevé au-dessus de tous par son origine sacrée, ils durent néanmoins s'incliner devant l'autorité du taïcoun, seul chargé de régler leurs contestations mutuelles, de diriger les affaires générales de l'empire et les relations

(1) Il est essentiel, pour compléter cet exposé, de mentionner les daïmios *tosammas,* fils puînés des grands daïmios, et dont les domaines, enclavés dans ceux des koksis ont été à diverses époques constitués en majorats. Ils sont également à peu près indépendans.

extérieures. Des châteaux occupés par les forces du taïcoun ou en son nom par les daïmios gonfoudaïs furent bâtis sur divers points du pays. Il eut un délégué à la cour du mikado pour y observer les intrigues qui pourraient se nouer autour du représentant de l'autorité primitive; enfin les daïmios durent tous avoir à Yeddo, autour de sa résidence, un palais où habiterait à poste fixe au moins une partie de leurs familles, et ils durent à des époques périodiques venir du fond de leurs provinces y passer quelques mois et faire acte de présence et de bon vouloir. Le système que nous venons d'exposer répondait sans doute aux besoins de l'époque, et représentait la meilleure solution du problème de la paix publique, puisque, exemple presque unique dans l'histoire, il maintint la tranquillité intérieure pendant deux siècles et demi. Les successeurs d'Iye-yas n'eurent qu'à le perfectionner. Le code social et politique de cette époque se trouve à peu près réuni dans un ensemble de lois que l'on désigne sous le nom de lois de Gonguensama, mélange de prescriptions de toute espèce concernant la vie publique et privée des Japonais de toutes classes.

Pendant cette longue période où le Japon vécut isolé du reste du monde, ne donnant signe de vie que par ses relations avec les Hollandais de Décima, il ne paraît s'être produit aucun fait d'une importance capitale. Le seul point à étudier pour l'intelligence des événemens actuels est l'application du bizarre mode de succession au taïcounat institué par Iye-yas, mode qui ne se comprend bien que si l'on se rend compte de ce qu'est l'adoption au Japon, notamment dans la classe élevée. Une famille qui menace de s'éteindre adopte un enfant d'une autre famille; le nouveau-venu change de nom, n'a plus le droit de reconnaître publiquement ses anciens parens, et devient l'héritier des titres et des droits du père adoptif. Or un taïcoun, s'il n'a pas de fils, doit adopter son successeur. Gonguensama décida que les familles issues de trois de ses fils pourvoiraient à la succession au taïcounat, un taïcoun sans enfans mâles devant en adopter un parmi elles. Elles eurent un brillant apanage et le titre de *gosangké;* ce furent les Mito, les Kii-siou et les Owari. L'ensemble de ces trois familles est généralement désigné sous le nom de famille de Tokoungawa (1). On comprend que dans les premiers temps ces familles, ayant entre elles des liens étroits, durent conserver l'entente nécessitée par l'intérêt commun en face de la récente et incomplète soumission des koksis. Toutefois

(1) Gonguensama créa en outre en faveur des familles de huit autres de ses enfans huit fiefs importans dont ils devinrent possesseurs héréditaires, sans toutefois pouvoir aspirer au taïcounat. On les désigne sous le nom de *gonkammongké,* mot qui exprime l'idée d'un partage égal de biens entre les enfans d'une même famille.

des rivalités intestines encore mal connues, et qui se sont principalement développées dans ces dernières années, se produisirent bientôt. La règle de succession fut d'ailleurs modifiée par Yoshimouné, septième taïcoun et auparavant cinquième prince des gosangkés de Kii-siou, élu en 1715. Il se proposait de donner à sa descendance directe plus de chances de conserver le taïcounat. Il institua ses trois fils chefs de trois familles qui prirent le titre de *gosangkio*, celles de Taïasou, de Shi-midzou et de Stotsbachi, et leurs enfans purent concourir pour l'adoption taïcounale, à côté des autres Kii-siou, des Mito et des Owari. Ce mode de succession est encore en vigueur, et il y a quelques mois, à la retraite définitive du dernier taïcoun, un jeune enfant de la famille de Taïasou vient d'être élu.

En raison du mystère dont les Japonais entourent les moindres actes de leur vie publique ou privée, en raison surtout de l'idée imparfaite que nous avons encore de leur manière de voir, différente en bien des cas et parfois inverse de la nôtre, il est difficile de suivre le fil des intrigues et des rivalités qui ont coïncidé avec un événement majeur, l'introduction des étrangers dans le pays. On y voit dominer cependant une personnalité, celle du vieux prince de Mito, Nari-akira, homme ambitieux et énergique. Désireux de voir le taïcounat rentrer dans sa famille directe, éloignée du trône depuis longtemps, le prince de Mito voulut augmenter les chances d'élection de sa descendance en faisant adopter en 1847 un de ses fils cadets comme héritier de la principauté de Stotsbachi. Le chef de cette dernière famille, Shioumarou-Stotsbachi, un des gosangkios, n'avait pas d'enfant. De cette façon, deux des fils du prince de Mito, son fils aîné, héritier de la principauté de Mito, et le fils adoptif des Stotsbachi, héritier de leur apanage, devenaient chefs de familles taïcounales. Ce dernier, alors âgé de onze ans, promettait déjà d'être un homme de valeur. C'est à lui que son père préparait les voies vers le pouvoir suprême, et ce jeune homme était en effet taïcoun lorsqu'a éclaté la dernière révolution.

Au moment où nous sommes pourtant, c'étaient là, semblait-il, des plans à longue échéance, car le taïcoun régnant, Iye-motchi, de la maison des Kii-siou, avait un fils, Iye-sada, qui, d'après la loi naturelle de succession, devait occuper après lui le trône taïcounal. Il est vrai qu'Iye-sada était fils unique, et qu'en 1853, à la mort de son père, ce n'était qu'un enfant. Mito ne désespéra pas de le supplanter. Ses menées échouèrent, grâce à la fermeté habile d'un homme qui a joué un rôle important dans l'histoire de nos rapports avec la cour de Yeddo. Cet homme se nommait Ikammo-no-kami. Après avoir fait proclamer le jeune prince, il fut nommé par lui

gotairo (1), et exerça en réalité le pouvoir souverain. Les étrangers venaient de paraître au Japon : le commodore américain Perry réclamait, à la tête d'une escadre mouillée dans la baie de Yeddo, l'ouverture du Japon aux commerçans et aux navires de son pays. Ikammo-no-kami, reconnaissant l'impuissance du gouvernement, crut impossible de retarder davantage l'introduction des étrangers, et, malgré l'opposition énergique que rencontrait cette mesure, il fit proclamer l'ouverture au commerce américain des ports de Simoda et d'Hakodadé. C'était rompre avec les traditions du pays et entrer en lutte avec une partie de la noblesse, qui, dominée par les conseils du prince de Mito, se montrait hostile à toute espèce de concessions. D'un caractère chevaleresque, fort considéré parmi les daïmios en raison de son âge, de son rang, de son intelligence, le prince de Mito saisit avec empressement l'arme que venait de lui fournir le gouvernement de Yeddo, et, fort de son ascendant sur l'aristocratie japonaise, il attaqua résolûment le pouvoir du taïcoun. En minant de sa propre main le trône qu'il voulait assurer à son fils, il poursuivait une politique qui doit à bon droit nous paraître étrange; mais l'homme qui s'efforçait ainsi d'amoindrir le pouvoir, objet de ses convoitises, se flattait de lui rendre plus tard, et à son profit, toute l'influence qu'il travaillait alors à lui ravir.

En 1858, Iye-sada mourut sans descendans directs au moment où ses ministres, intimidés par les succès de nos armes dans le nord de la Chine, venaient de signer avec la France et l'Angleterre un traité dont les clauses étaient arrachées plus que consenties. Le taïcoun avait-il le pouvoir d'abroger de sa propre autorité la loi fondamentale de l'empire, les décrets de Gonguensama? En agissant de la sorte, avait-il pour unique but de s'assurer le monopole du commerce avec l'étranger? D'un autre côté, les daïmios, n'ayant point à intervenir dans les affaires extérieures et d'intérêt général, confiées exclusivement au taïcoun, auraient-ils pu recevoir les étrangers chez eux? La solution de ces questions présente un moindre intérêt, aujourd'hui que les étrangers sont définitivement établis au Japon et qu'ils y pénètrent de toutes parts. Toutefois il suffit de les poser pour montrer combien les nouveaux traités compliquaient la situation intérieure, déjà si tendue, de ce singulier pays.

Entre le prince de Mito et Ikammo-no-kami, la lutte devint plus implacable que jamais. En dépit de ses efforts, le premier vit monter sur le trône de Yeddo un prince de la famille de Kii. Réduit à vivre loin de la cour, il semblait oublier la nouvelle injure faite à son nom, tandis qu'il préparait contre son ennemi une vengeance

(1) Dignité analogue à celle de premier ministre, et qui n'a existé à Yeddo que par intervalles.

terrible. Le 24 mars 1860, ses partisans surprennent et assassinent Ikammo-no-kami dans les rues de Yeddo. Quoique rien ne trahisse l'intervention directe du prince, que l'histoire japonaise offre d'autres exemples de serviteurs zélés se faisant *lonines* (1) pour commettre un crime dont leur maître doit profiter, l'opinion publique n'en rejette pas moins sur Mito toute la responsabilité du meurtre. Ce drame clôt dignement la carrière du vieux prince. A partir de ce moment, son fils Stotsbachi est seul en scène; nous le retrouvons mêlé à chaque incident politique du Japon, poursuivant sans relâche de sa haine le gouvernement de Yeddo.

II.

Les provinces méridionales du Japon, Kiousiou, Sikok et la pointe ouest de l'île Nipon, sont les plus riches et les plus peuplées de l'empire. Elles sont gouvernées par de puissans daïmios et éloignées des deux capitales. Elles ont dû à ces diverses causes de devenir le principal centre de résistance à l'autorité taïcounale. C'est là que les shiogouns firent leurs plus rudes guerres, et les descendans des vaincus conservèrent toujours l'espoir de recouvrer un jour leur indépendance. Il est à peu près certain aujourd'hui que les princes de Satzouma, de Nagato, et leurs voisins du sud songeaient presque tous depuis plus ou moins longtemps à mettre ce dessein à exécution, lorsque les incidens amenés par le séjour des étrangers au Japon vinrent leur donner l'occasion qu'ils appelaient. On devine l'appui que durent rencontrer chez ces princes les idées hostiles de Stotsbachi. Quoiqu'animés peut-être de vues différentes, tous ces seigneurs mirent en commun leurs efforts pour arriver au renversement d'un pouvoir qui, grâce aux relations entretenues avec les Européens, devenait chaque jour plus envahissant. Toute question de personne écartée d'ailleurs, à ne considérer que l'esprit de la constitution japonaise, les princes pouvaient abriter leurs griefs sous le manteau du patriotisme. Autour du mikado, les descendans des anciens fonctionnaires impériaux, revêtus encore de leur titre de *kougués* (fonctionnaires civils), mais en réalité investis de simples charges sacerdotales, vivaient dans l'ignorance absolue des affaires publiques. Les cérémonies de la cour, de pacifiques études de peinture et de musique, remplissaient leur existence, bornée à l'enceinte de la ville impériale. Tel était le centre passif autour duquel, comme au temps des Guéngi et des Héké, s'agitaient les ambitions rivales. C'était au nom du mikado que le parti dominant

(1) *Lonine*, officier sans emploi ne relevant plus d'aucun maître, et dès lors libre de commettre toute action sous sa propre responsabilité. Voyez au sujet des lonines, dans la *Revue* du 1er et du 15 février 1868, les études de M. J. Layrle sur *le Japon en 1867*.

à Kioto faisait rendre ses décrets, donnant ainsi les apparences de la légitimité à des actes dont malheureusement le bien du pays était le moindre mobile.

Le gouvernement de Yeddo, contraint par la pression des événemens d'accorder aux étrangers des droits qu'il avait à peine eu le temps de discuter, ne se dissimulait pas les périls qui menaçaient sa stabilité. Il temporisait, et, ne se sentant point assez fort pour imposer au pays les traités de 1858, consacrait toute la subtilité du caractère oriental à restreindre la portée des engagemens qu'il avait pris. Les étrangers lui reprochaient son manque de franchise, mais ne pouvaient le rendre responsable des meurtres qui avaient ensanglanté les rues de Yeddo et de Yokohama. Si quelques-unes des victimes étaient tombées sous le sabre de fanatiques, comme il s'en rencontre en tous pays dans les périodes d'agitation et de transformation sociales, la plupart des assassinats avaient été, à n'en pas douter, payés par les princes, qui voulaient ainsi prouver la faiblesse du gouvernement de Yeddo en le jetant au milieu des complications les plus graves.

Le séjour du taïcoun à Kioto, où l'avaient appelé au commencement de 1863 les ordres du mikado, n'amena aucun résultat définitif; le taïcoun avait exposé à la cour les difficultés devant lesquelles il s'était trouvé, — la puissance des étrangers appuyant leurs prétentions de la présence de leurs flottes, les menées hostiles de certains daïmios. Il était, avait-il dit, impossible de songer à fermer de nouveau le Japon. C'était rendre la guerre inévitable, et le pays n'était pas prêt. Ces aveux du taïcoun ne pouvaient qu'accélérer l'exécution du plan arrêté par ses ennemis de créer à tout prix un conflit avec les puissances européennes. Le décret d'expulsion des étrangers, préparé depuis longtemps, reçut enfin la sanction du mikado, et ce fut Stotsbachi, nommé pour la circonstance vice-taïcoun, qui se chargea d'en surveiller l'exécution. Le taïcoun en effet, forcé de donner son assentiment à une mesure qu'il désapprouvait, s'était hâté d'informer les ministres européens de la violence qu'il subissait. En même temps et sur la proposition du prince d'Etsizen, gagné au parti de la résistance contre le pouvoir de Yeddo, le *gorodjo* portait la main sur l'édifice sacré de Iye-yas, encore intact au milieu de toutes ces discordes intérieures, et un décret que le taïcoun lui-même était contraint de sanctionner affranchissait les daïmios de l'obligation de paraître à la cour de Yeddo et d'y entretenir en permanence cette foule de serviteurs qui constituaient de réels otages entre les mains du taïcoun.

Le décret d'expulsion contre les étrangers n'était pas plus tôt lancé, que le prince de Nagato, un des principaux instigateurs du nouveau programme, en acceptait résolûment les conséquences.

Les batteries de Simonoseki ouvraient le feu sur les navires de guerre ou de commerce, sans distinction de nationalité, qui essayaient de franchir l'étroit canal reliant la mer de Chine à la mer intérieure du Japon. On sait de quelle façon, reconnaissant au bout de près d'un an l'impuissance du gouvernement du taïcoun à se faire obéir du prince rebelle, et recevant même l'aveu officiel de cette impuissance, les représentans étrangers décidèrent qu'il y avait lieu de rouvrir de force à la navigation le détroit de Simonoseki. L'opération fut conduite avec vigueur par les commandans des divisions navales, et les canons de Simonoseki furent remis entre leurs mains, après deux jours de combat, par les officiers du prince, qui s'engageait à payer un tribut et à détruire ses batteries. Moins heureuse en août 1863, l'escadre anglaise avait livré aux forts de la capitale du prince de Satzouma un sérieux combat dont l'issue avait été douteuse. Venu avec la mission d'appuyer la demande d'une indemnité pour l'assassinat de l'Anglais Richardson, l'amiral Kuper avait mis l'embargo sur les navires du prince, et ce fait avait été le signal de l'action. Quelques mois plus tard seulement, les envoyés de Satzouma vinrent à Yokohama remettre le montant de l'indemnité; ils témoignèrent du désir qu'ils auraient d'engager avec les étrangers, notamment avec les Anglais, des relations que les traités et la loi du Japon ne leur donnaient pas le droit d'établir.

Tandis que le désarmement des batteries de Simonoseki portait un coup funeste au prestige de sa cause, le prince de Nagato la compromettait lui-même gravement par une tentative audacieuse. Le matin du 20 août 1864, un corps de troupes rassemblé secrètement par ses ordres se présenta aux portes du palais impérial, et tenta de s'en emparer de vive force. Des soldats de Satzouma et du prince d'Aïdzou, de garde à Kioto, accoururent à temps pour repousser cette audacieuse agression, qui avait des complices dans le palais; il s'ensuivit un violent combat où la ville de Kioto fut en partie brûlée. Un décret du mikado déclara Nagato rebelle pour le cas où il ne se justifierait pas avant un délai de quelques jours. Le taïcoun, chargé de l'exécution du décret, fit détruire et raser entièrement le palais du prince à Yeddo. Nagato replia ses troupes sur sa province sans faire acte de soumission. En vertu de la constitution de Gonguensama, les daïmios furent invités à se ranger sous le commandement du taïcoun pour châtier cette révolte. La situation semblait prendre un aspect favorable aux intérêts des Européens. On espérait généralement que l'ambitieux prince de Nagato allait être mis à la raison par les forces de l'empire rassemblées contre lui, et que les autres daïmios, ennemis du pouvoir taïcounal, mais instruits par cet exemple, accepteraient l'ordre de choses existant. Le commerce, après avoir atteint l'importance qu'il a conservée nor-

malement pendant ces dernières années, venait de s'ouvrir une voie nouvelle. L'exportation des œufs de vers à soie, mesure d'un intérêt majeur pour l'industrie séricicole du midi de l'Europe, avait été demandée au gouvernement de Yeddo et obtenue au lendemain de l'expédition de Simonoseki. Les relations avec les fonctionnaires du taïcoun étaient empreintes de plus de confiance que par le passé. Le gouvernement de Yeddo était arrivé à reprendre un certain ascendant, à faire accepter, par exemple, la présence des étrangers, que personne ne remettait plus en question. La bonne entente des représentans européens à cette époque avait contribué à ce résultat. Une étroite communauté d'action avait été pour eux la suite naturelle des dangers qu'on venait de traverser.

Nos diplomates avaient pu constater néanmoins au milieu de ces conflits que les susceptibilités des daïmios, la constitution et l'esprit même de la nation japonaise assignaient des bornes à la toute-puissance taïcounale. Ils durent songer à mettre la légalité des traités hors de toute contestation en réclamant la ratification du mikado. En novembre 1865, les ministres étrangers se rendirent à Osaka sur des navires de guerre, et demandèrent à la cour de Kioto d'une part la sanction, de l'autre la complète exécution des traités de 1858. Le premier point fut obtenu, et l'on eut entre les mains des lettres patentes revêtues du cachet impérial. Quant au second, l'on dut renoncer à voir les ports d'Osaka, Hiogo et Neegata ouverts avant le 1er janvier 1868, date à laquelle avaient consenti, lors de l'ambassade japonaise de 1862, les gouvernemens européens. Les conférences avaient eu lieu à Hiogo avec des ministres du taïcoun. C'est à Osaka que devaient se traiter désormais les affaires : le taïcoun lui-même s'y trouvait. Quelque temps auparavant, il était parti de Yeddo, à la tête de sa garde, par la route du Tokaïdo. Les résidens de Yokohama, admis à voir passer le cortége à Kanakawa, à une demi-lieue de la ville, avaient vu défiler quelques milliers d'hommes en costumes de guerre, et au milieu d'eux on leur avait montré un jeune cavalier vêtu de blanc, à la figure pâle et à l'air débile. C'était ce souverain mystérieux que, disait-on, aucun étranger, y compris les ministres, n'avait été admis à voir jusqu'alors. Il allait prendre le commandement de l'armée qui opérait sans succès depuis plusieurs mois contre le prince rebelle de Nagato.

On sait que la puissance militaire des taïcouns, organisée par Iyeyas, reposait principalement sur le service personnel des hattamottos et sur les contingens que les daïmios gonfoudaïs devaient en tout temps mettre à sa disposition pour la défense du pays. Ces derniers, plus ou moins disposés à donner un appui actif au pouvoir auquel ils étaient liés par leur origine, n'avaient guère, dans

les loisirs d'une longue paix, développé ni même entretenu leurs moyens d'action. Quant aux hattamottos, ils n'étaient pas davantage en état de fournir au taïcoun une armée sérieuse. Ils avaient toutefois, dans ces dernières années, fait des sacrifices et versé sur leurs revenus, provenant d'ailleurs des domaines taïcounaux, de grosses sommes d'argent. Un certain nombre de bataillons avaient été équipés et plus ou moins bien formés à l'européenne. Nous avions vu en 1865 ces troupes manœuvrer tant bien que mal, armées de canons et de fusils que le gouvernement de Yeddo avait achetés en grand nombre; ce semblant d'organisation fait à la hâte et auquel il manquait avant tout des chefs capables et instruits, était au fond plus nuisible qu'utile pour combattre des gens aguerris, déterminés et conduits avec ensemble. C'est ce qui explique le résultat de cette guerre, toujours contraire aux armes du taïcoun. Dans les premiers mois de l'année 1866, deux corps d'armée marchèrent d'Osaka sur les deux provinces de Nagato et de Soo-wo, appartenant au prince rebelle, contiguës l'une à l'autre à l'extrémité occidentale de l'île Nipon. Les hattamottos furent concentrés à Chirosima, dans la province limitrophe d'Aki, pour pénétrer dans Soo-wo; ils étaient commandés par Takenaka-tango-no-kami, homme sans aucune instruction ni expérience militaires. En même temps, les contingens des daïmios gonfoudaïs s'avançaient sur Nagato le long de la côte nord de Nipon. Ces daïmios, se jalousant entre eux, opéraient sans ardeur et isolément avec leurs troupes. Une troisième attaque, sous forme de débarquement, fut opérée sur une île du littoral de Soo-wo, en face de la position fortifiée d'Iwakouni. Les troupes taïcounales furent partout repoussées avec d'assez grandes pertes, et elles ne purent en fin de compte pénétrer dans ces contrées montagneuses. Bien plus, le daïmio gonfoudaï de Kokoura, dont les terres font vis-à-vis à celles de Nagato sur la côte sud du détroit de Simonoseki, vit une partie de son territoire envahie par les troupes de Nagato, qui le détiennent encore à l'heure qu'il est. La guerre se continuait mollement sur les frontières, lorsqu'en septembre 1866 on apprit la mort du taïcoun à Osaka. Les hostilités cessèrent aussitôt, et les troupes restèrent des deux côtés en observation. Bientôt après, on sut à Yokohama que le tokoungawa Stotsbachi, alors à Osaka, venait d'être nommé taïcoun.

III.

Stotsbachi, au moment où il fut élevé au taïcounat, était âgé d'environ trente-cinq ans. Il avait déjà pris, on l'a vu, une part active aux affaires politiques. En 1863, il avait été envoyé de Kioto à Yeddo en qualité de vice-taïcoun. Ami personnel du mikado,

il avait à sa cour une position solide. Esprit élevé et conciliant, en relation avec les grands daïmios, ceux du sud entre autres, il discutait avec eux sur l'opportunité de changer les rouages du gouvernement intérieur et de concentrer entre les mains du mikado, ou du moins autour de lui, l'autorité exécutive. Cette réforme lui semblait propre à rallier sous un même drapeau les dissidens et ceux prêts à le devenir. A de pareils discours, présentés avec habileté, modération et un désir du bien public évident, personne ne trouvait à redire. Sur ces entrefaites, Iye-motchi venant à mourir, il n'y eut qu'une seule voix pour désigner Stotsbachi comme son successeur. Le prince refusa tout d'abord : il n'ignorait pas que de nombreuses difficultés, des oppositions systématiques et les graves embarras du moment allaient rendre la tâche fort pénible. Il fit donc ses conditions : il pourrait résigner le pouvoir dès que le vœu général du pays paraîtrait le lui demander; il exigeait la reconnaissance absolue des droits conférés aux étrangers par les traités; il aurait seul mission de s'aboucher avec eux et en général de diriger les relations extérieures. La cour de Kioto, disposée en sa faveur, accepta ces propositions. Stotsbachi fut élu taïcoun. Aussitôt nommé, il fit savoir qu'abandonnant la politique d'isolement et de mystère de ses prédécesseurs il allait désormais traiter directement avec les ministres étrangers les affaires extérieures et les admettre auprès de sa personne. En vain les daïmios, restés secrètement hostiles à sa cause, le pressèrent-ils de régler cette question de Nagato, qui restait en suspens depuis des années : l'affaire n'avait pas de solution possible à cette époque, par suite de l'obstination du prince rebelle et de l'impuissance militaire du gouvernement du taïcoun, que les événemens avaient trop bien démontrée. Stotsbachi évita le piége en déclarant qu'il croyait plus urgente la question des rapports avec les étrangers.

Les premiers mois de l'administration du nouveau taïcoun, écoulés dans un calme apparent, furent signalés par la grande influence qu'acquit auprès de ce prince notre ministre plénipotentiaire au Japon, M. Léon Roches (1). D'une nature active et entreprenante, initié depuis de longues années au caractère des races orientales, il parvint à acquérir sur Stotsbachi et son entourage un grand ascendant et à devenir le conseiller de ce prince, qui entrait délibérément dans la voie du progrès. Au commencement de 1867, M. Roches se rendit à Osaka, où vint résider de son côté le taïcoun. Stotsbachi eut avec lui un entretien, lui exposa ses plans de ré-

(1) M. Roches, arrivé au Japon en mai 1864, avait soutenu de son influence et de ses conseils le gouvernement du taïcoun. D'accord avec le ministre d'Angleterre, sir Rutherford Alcock, et les autres représentans étrangers, il avait été l'un des plus zélés promoteurs de l'expédition de Simonoseki.

forme tant dans l'organisation intérieure que dans la politique extérieure du pays, et témoigna le désir de voir les représentans étrangers venir à Osaka pour s'occuper de l'ouverture définitive des derniers ports stipulés dans les traités. Il fallait avant tout procéder à l'organisation des finances, jusque-là très défectueuse, et à celle d'une armée permanente, force indispensable pour faire respecter l'autorité la mieux intentionnée vis-à-vis de daïmios placés à la tête d'une grande puissance militaire. Une mission d'officiers demandée au gouvernement français arriva au Japon en janvier 1867. Assistée d'un certain nombre de sous-officiers instructeurs, elle s'établit à Yokohama, puis à Yeddo, où elle se mit sérieusement à l'œuvre. La construction d'un petit arsenal maritime avait été commencée sous la direction d'ingénieurs français dans la baie de Yokoska, près de l'entrée du golfe de Yeddo; les travaux, arrêtés en 1865, furent repris et poussés avec activité. Un jeune frère de Stotsbachi, cadet comme lui de la famille de Mito, le prince Mimboutaiou (1), fut envoyé en France, où il devait, à l'exemple de nombreux Japonais de son âge résidant déjà dans divers pays d'Occident, s'initier aux sciences et aux affaires européennes. En mai 1867, les ministres étrangers se rendirent à Osaka. Le taïcoun y habitait, entouré d'un nombreux personnel, l'immense château que ses prédécesseurs ont bâti au centre de cette ville. Il les reçut dans l'intérieur de son palais, les fit assister à des manœuvres militaires, et suivit à son tour les parades des détachemens de troupes européennes amenés pour servir d'escorte. Après avoir notifié son intention de voir les derniers ports ouverts au 1er janvier 1868, il chargea ses ministres de discuter les conventions, qui furent arrêtées et signées le 17 mai 1867.

La ville d'Osaka, cité commerçante de 4 à 500,000 habitans, est située à 3 milles en amont de l'embouchure d'un grand cours d'eau, l'Odongawa, qui se jette au fond du golfe d'Osaka dans la mer intérieure. Sa principale richesse consiste dans les productions naturelles du pays. Les grands daïmios et propriétaires des provinces environnantes y font arriver les produits de leurs terres, hypothéqués en faveur des banquiers qui leur ont avancé des fonds; des adjudications publiques les font passer des *kourahiashkis*, ou magasins des daïmios, entre les mains des gros marchands de la cité, lesquels ont sur les banques un certain crédit jusqu'à placement d'une partie de ces produits. Il en résulte que la corporation des banquiers d'Osaka forme une société puissante sous l'action directe du gouvernement, qui surveille son administration

(1) C'est ce jeune prince que l'on a vu figurer, en 1867, dans la réunion des souverains amenés à Paris par l'exposition universelle. Il vient de rentrer au Japon, rappelé par le nouveau gouvernement.

ainsi que celle des autres corporations de marchands. Toutefois, comme elle est la source du crédit, elle échappe à l'arbitraire d'un pouvoir que les classes inférieures n'ont droit de contester en rien. La richesse et la vitalité de cette ville, qu'un grand mouvement de transports par terre et par mer relie aux provinces centrales du Japon, doivent en faire pour le commerce étranger un centre d'importation très sérieux. Les traités de 1858 accordaient aux Européens l'entrée de cette ville ainsi que le droit d'y résider sous la protection des pavillons de leurs consuls et d'y faire des affaires. Osaka n'est pourtant pas accessible aux bâtimens de commerce, auxquels le fleuve est interdit par la présence d'une barre dangereuse et même impraticable pour les grandes jonques (1); aussi les traités avaient-ils stipulé que la ville de Hiogo, située à 10 milles dans l'ouest du golfe et devant laquelle peuvent mouiller les plus grands navires, serait ouverte en même temps. La convention régla l'étendue et la situation de la concession étrangère à Osaka; quant à celle de Hiogo, elle fut établie à 1 mille de cette dernière, tout auprès de la petite ville de Kobé, dans la baie la plus favorable au mouillage. Les travaux d'installation et de construction des douanes durent commencer immédiatement. En ce qui concerne l'ouverture de Neegata, port de la province d'Etchigo sur la côte nord de Nipon, et enfin celle de Yeddo, dont le séjour devait être permis aux commerçans pour traiter avec les indigènes, il fut arrêté que, les travaux d'appropriation y étant plus considérables, ces deux dernières mesures seraient retardées; plus tard, en novembre, une convention les fixa au 1er avril 1868.

La situation continuait donc à présenter des apparences satisfaisantes, lorsque tout à coup, en novembre 1867, une nouvelle inattendue arrivait à Yokohama : Stotsbachi résignait le pouvoir taïcounal entre les mains du mikado, la cour de Kioto se refusait à accepter cette démission; mais quelques daïmios poussaient, disait-on, à des changemens qui équivalaient à une révolution. Les ministres n'étaient plus à Osaka, qu'avait également cessé d'habiter le taïcoun, pour se rendre à Kioto après les conférences de l'été. M. Roches avait eu cependant deux nouvelles et courtes entrevues avec lui depuis cette époque; le nouveau ministre d'Angleterre, sir Harry Parkes, et ses agens avaient entretenu d'autre part des relations plus ou moins secrètes avec le prince de Satzouma et les daïmios voisins. Ces démarches paraissaient se rapporter à un travail intérieur auquel les représentans européens ne restaient pas

(1) Cette barre reste inabordable pendant des journées entières lorsque le vent du sud soulève la mer contre le violent courant de sortie du fleuve. Il y arrive de fréquens accidens. En décembre 1867, l'amiral américain Bell s'y est noyé avec son aide-de-camp et la plupart des hommes qui montaient son embarcation.

étrangers. Quelques personnes bien informées de Yeddo avaient entendu parler dès le mois précédent de l'abdication de Stotsbachi en faveur du prince d'Owari. Par quelles circonstances un prince si vivement animé naguère du désir de relever son pays était-il arrivé à désespérer ainsi du succès de son œuvre ?

Aussitôt après la signature de la convention de mai 1867, les daïmios de Satzouma et de Nagato, que l'on vit dès ce moment se ranger, avec quelques princes leurs voisins, sous le drapeau de l'opposition, avaient déclaré que l'ouverture des nouveaux ports devait être différée. Stotsbachi les écouta, plaida sa cause devant la cour de Kioto, et obtint l'approbation de ce qu'il avait fait; le *kwambakou* (1) lui était dévoué. Il résolut ensuite de remettre en vigueur les règlemens de Gonguensama pour tenir éloignés de la cour les daïmios et leurs agens, dont les menées compromettaient la paix publique; mais il était trop tard. Satzouma et Nagato, voyant que le moment d'agir était venu, arrivèrent subitement autour de Kioto à la tête de forces nombreuses. Ils répandirent des proclamations attaquant les actes de Stotsbachi, le déclarant rebelle aux lois de l'empire et réclamant qu'il remît l'autorité aux mains du mikado, seul souverain légitime du Japon. Stotsbachi avait-il été informé dès son avénement des dispositions réelles et des préparatifs des princes du sud? On sait combien les daïmios sont puissans et maîtres absolus dans leurs territoires. Le taïcoun ne pouvait surveiller leurs démarches qu'au moyen d'*ometskés* ou espions, officiers dévoués, chargés de ce rôle délicat et périlleux; l'un des ometskés de Stotsbachi avait été assassiné à Kioto dans le milieu de 1867. En tout cas, une fois éclairé sur leurs desseins et menacé par leurs forces liguées contre lui, qu'avait-il à opposer comme puissance matérielle et morale à une rébellion préparée depuis longtemps et conduite avec un certain ensemble ?

Des personnes appelées à voir de près les hommes qui dirigeaient les affaires ont pu nous éclairer sur le désordre et la faiblesse du gouvernement. Les daïmios faisant partie du gorodjo et des autres conseils, les hauts fonctionnaires étaient pour la plupart divisés, à l'exemple des grandes familles de l'empire, par des haines et des rivalités personnelles. Aucun des membres du gorodjo n'était un homme de valeur. Quelques vice-ministres seuls, amis du taïcoun (2), cherchaient vainement à faire exécuter les ordres qu'il envoyait de Kioto. Quant à de l'argent, ce nerf indispensable de tout gouver-

(1) Premier dignitaire de la cour du mikado.

(2) Nous citerons, parmi ces serviteurs consciencieux et capables, Hassano-mimaaka-no-kami et Kawakatzou-bingo-no-kami, actuellement, ainsi que tous leurs collègues, éloignés des affaires.

nement, on n'en avait pas; on eût pu dire qu'on n'en avait jamais eu. Les revenus du domaine taïcounal, qui, dans la pensée de Gonguensama, devaient faire face aux charges de la chose publique, avaient été peu à peu absorbés par le développement des familles de hattamottos vivant sur ce domaine. Ces hattamottos, parmi lesquels se trouve peut-être à l'heure qu'il est la partie la plus saine et la plus patriotique de la nation, s'étaient imposé les années précédentes de grands sacrifices d'argent pour subvenir aux préparatifs de guerre. Stotsbachi avait songé à organiser les finances, et demandé conseil au ministre de France, lequel lui avait remis un plan d'organisation de gouvernement divisé en ministères. Ogorikoské-no-ské, homme intègre et d'une intelligence des affaires rare au Japon, fut chargé du service des finances; mais ses efforts échouèrent devant les résistances ou les malversations d'une bonne partie de ses collègues, et les réformes qu'il essaya d'introduire lui firent beaucoup d'ennemis (1). La nouvelle organisation administrative, appliquée par des gens qui n'en avaient ni la clé ni les traditions, ne put produire aucun bien. Pour ce qui est des ressources militaires, le taïcoun n'avait guère, malgré des achats considérables de canons et de fusils, obtenu de meilleurs résultats. Arrivée depuis le mois de janvier, la mission française avait commencé ses travaux; mais, appelée près d'un gouvernement qu'on supposait fort et durable, elle avait songé à créer des établissemens militaires sérieux, un arsenal, des écoles d'instruction théorique et pratique. Quelques bataillons et batteries se trouvaient seuls organisés. Si l'on eût demandé à nos officiers d'appliquer leurs soins à la rapide formation de troupes destinées à combattre immédiatement, ils eussent modifié leurs plans. A une armée régulière, à peine disciplinée, mal conduite, démoralisée et tombée en discrédit depuis les échecs de la guerre de Nagato, s'ajoutaient les daïmios gonfoudaïs, requérables avec leurs forces ou qui tenaient garnison dans les châteaux impériaux, et dont le bon vouloir, parfois même la neutralité, étaient au moins douteux.

Il faut enfin, pour bien se rendre compte des événemens, parler de l'active intervention de la diplomatie européenne au Japon. Nous avons vu l'ascendant qu'avait acquis auprès de l'entourage du taïcoun le ministre de France. Cette influence, due entièrement à la personnalité de M. Roches, lui avait permis d'assurer en maintes occasions de sérieux avantages à des opérations commerciales et in-

(1) Ogorikoské-no-ské est tombé victime de son dévoûment à son pays. Retiré dans ses terres, au printemps de 1868, lors de l'envahissement du Quanto par les gens du sud, il est tombé au pouvoir d'un groupe de partisans qui lui ont coupé la tête et ont exécuté en même temps son fils.

dustrielles entreprises avec des capitaux français. Malheureusement, ainsi que les événemens allaient le montrer, elle avait l'inconvénient de rendre notre situation politique au Japon solidaire d'un pouvoir déjà ébranlé dans ses fondemens et que notre appui apparent, loin de le consolider, rendait plutôt impopulaire dans le pays. De plus, elle n'était pas suffisamment réservée : employée d'une façon trop ouverte à assurer à la France une sorte de monopole, elle devait contribuer à faire perdre aux autres représentans étrangers le goût de l'entente commune. Les tendances de la nation britannique l'ont toujours poussée à se créer dans l'extrême Orient une situation prépondérante; son représentant au Japon ne pouvait manquer de saisir toute occasion, quelle qu'elle fût, de relever la sienne.

L'assassinat de deux matelots anglais dans les rues de Nagasaki, en 1867, avait amené le voyage d'une division de guerre britannique sur les côtes de la province de Tosa; les assassins appartenaient aux troupes de ce prince. L'amiral toutefois n'avait pu obtenir de réparation, et un agent de la légation anglaise avait été envoyé à Nagasaki pour poursuivre cette affaire. Il se lia avec les officiers de Tosa et des autres princes du sud, connut leurs projets, se rendit compte de leurs moyens d'action, et vit la faiblesse du gouvernement du taïcoun, encore représenté dans la ville par un gouverneur isolé et impuissant. Cet incident fut un de ceux qui décidèrent sir Harry Parkes à donner son appui moral, ses conseils, peut-être même les plus grandes promesses, au parti qui levait l'étendard de la révolte. Cet appui détermina le mouvement des princes du sud, et depuis lors le représentant de l'Angleterre s'est toujours laissé voir derrière eux et le gouvernement qu'ils essaient de fonder.

Dans ces conditions, Stotsbachi devait-il se retirer de la scène, ou bien, se jetant comme ses ennemis dans le parti de l'action, devait-il proclamer la dictature, faire vibrer la fibre patriotique dans les cœurs des Japonais, et, à la tête de quelques gens dévoués, essayer au moins d'étouffer les premiers efforts de la rébellion? Stotsbachi, hésitant, déjà peu confiant dans ses moyens d'action, se borna, en invoquant le droit, à protester contre la violence. Nous sommes tentés de lui reprocher une faiblesse et une irrésolution dont les conséquences ont été fort regrettables. Toutefois les Japonais, qui ne sont pas ennemis systématiques du taïcounat, estimèrent que sa résolution était empreinte du plus grand patriotisme, et proclamèrent partout sa sagesse et son désintéressement. Stotsbachi, en déclarant qu'il était prêt à remettre le pouvoir entre les mains du mikado, ne voulait pas cependant le laisser au parti qui se présentait les armes à la main; il convoqua donc les daïmios à

Kioto pour délibérer en commun sur la nouvelle forme à donner au gouvernement. Quelques princes arrivaient, d'autres se disposaient à se rendre à l'appel du taïcoun. La révolution prenait une tournure légale. Cela ne faisait pas sans doute le compte des princes du sud. Ils entourèrent brusquement les palais du mikado, mirent la main de force sur la cour impériale, puis ils éloignèrent les kougués amis de Stotsbachi, et mirent à leur place les kougués compromis dans la tentative de Nagato en 1864, et qui, bannis et réfugiés depuis lors chez ce prince, étaient revenus avec lui. Les jours suivans, ils firent publier coup sur coup des décrets qui abolissaient le taïcounat, la dignité de kwambakou, et déclaraient le mikado chef du pouvoir exécutif. Ces décrets furent rendus sans délibérations générales et hors de la participation des autres daïmios, qui de près ou de loin assistaient à ces péripéties. Stotsbachi, forcé de se retirer à Osaka, y retrouva les ministres étrangers, venus pour l'ouverture des deux villes, fixée au 1er janvier 1868. Il protesta vis-à-vis d'eux contre l'illégalité de ces décrets; des pourparlers s'échangeaient entre Kioto et Osaka, les ministres restèrent dans l'expectative.

Hiogo cependant avait été ouvert, et, le 1er janvier au matin, les navires étrangers présens sur rade avaient salué de leur artillerie le pavillon japonais. Les premiers convois d'Européens étaient arrivés, quelques négocians s'étaient même rendus à Osaka à la suite des ministres. Le 24 janvier, le bruit se répandit, arrivant de Yeddo, qu'un combat avait eu lieu dans cette ville le 19 entre les officiers du taïcoun et les gens de Satzouma. Voici comment on raconta l'affaire dans l'entourage de Stotsbachi : l'un des *hiashkis* (palais) que Satzouma possédait à Yeddo avait été reconnu pour donner asile à des bandes d'hommes armés se livrant la nuit au pillage et à des vols d'argent importans dans la ville et les environs. Le matin du 19, un parlementaire leur fut envoyé, accompagné d'une petite troupe, et se présenta à l'entrée du hiashki; ils se saisirent du parlementaire, le mirent à mort et firent feu sur sa troupe. On revint aussitôt en force pour faire l'attaque de l'enceinte, qui fut emportée. Les gens de Satzouma qui étaient à l'intérieur furent tués en partie; le palais fut brûlé. Quelques-uns des fuyards se réfugièrent en rade à bord d'un vapeur de Satzouma, qui appareilla, et fut poursuivi de loin, à sa sortie du golfe de Yeddo, par quelques navires de la flotte taïcounale. Trois jours après, le 27 janvier, à Osaka, les troupes du taïcoun entourèrent les trois hiashkis du prince de Satzouma; Stotsbachi avait, paraît-il, demandé à Kioto que Satzouma fût déclaré hors la loi par un décret impérial. Pendant la nuit, les gens qui occupaient ces hiashkis se sauvèrent à la faveur de l'obscurité et mirent le feu à l'un des palais, qui brûla entièrement; les

autres furent occupés. Le même jour, à Hiogo, trois vapeurs de Satzouma qui se trouvaient sur rade appareillèrent, et les navires de Stotsbachi, entre autres le *Kaï-yuo-mar*, grande et belle frégate mixte construite en Hollande, les laissèrent échapper après un court engagement à coups de canon.

Une certaine agitation se faisait remarquer dans la ville d'Osaka, que les marchands japonais commencèrent à évacuer. Le gouverneur parvint à faire cesser ce mouvement d'émigration; mais le bruit de nouveaux combats livrés entre Kioto et Osaka commença de se répandre. Dans la soirée du 29, les représentans étrangers furent informés que les troupes taïcounales se repliaient sur Osaka, et, plus avant dans la nuit, Stotsbachi leur faisait notifier qu'il abandonnait la ville, et qu'il engageait les ministres et résidens à pourvoir à leur sûreté, dont il ne pouvait plus répondre. On reçut en même temps l'avis que les troupes de Satzouma approchaient, et entreraient probablement le matin à Osaka. Les ministres étaient tous installés, avec leurs détachemens et leur personnel, dans un quartier plein de temples aux environs du château. Ils firent à la hâte leurs préparatifs, rassemblèrent ce qu'ils purent de leurs bagages, et, se faisant suivre des détachemens, descendirent le fleuve en traversant la ville. Ils étaient en route avant l'aube; le ministre d'Angleterre, un peu en arrière, s'arrêta toutefois dans la matinée au consulat, sur la concession en aval de la ville, en apprenant que l'état de la barre à l'entrée du fleuve empêchait les embarcations de sortir, et contraignait ses collègues à rester au fort de Temposan, près de l'embouchure.

Les événemens qui s'étaient passés entre Kioto et Osaka ne furent bien connus que plus tard. A la suite des pourparlers qui s'étaient échangés entre les deux villes, et auxquels les daïmios d'Etsizen et d'Owari s'étaient employés activement, Stotsbachi s'était décidé à rentrer à Kioto, déclarant qu'il convoquait tous les daïmios à venir y régler avec lui les affaires. Peu confiant dans les intentions de ceux qui l'appelaient, et rendu prudent par les tentatives d'assassinat que des gens de Tosa avaient commises récemment sur sa personne, il se fit précéder d'une partie de ses troupes, qu'il envoya en deux cortéges sur la route de Kioto; les gens des daïmios d'Aïdzou et Kouwana formaient ces troupes avec les hattamottos, commandés par le même Takenaka que nous avons vu figurer dans la guerre de Nagato. Arrivées aux portes de Kioto, elles trouvèrent les partisans de Satzouma, qui leur intimèrent l'ordre de rebrousser chemin. On parlementa quelque temps, les uns invoquant le décret qui déclarait Stotsbachi rebelle, les autres l'ordre de la cour de Kioto. On ne sait trop de quel côté le premier coup de feu fut tiré; mais il devint le signal d'un engagement à la suite duquel les troupes de

Stotsbachi, bien que supérieures en nombre, s'enfuirent dans le plus grand désordre.

La distance entre Kioto et Osaka est d'environ douze lieues; sur la route se trouve le château de Yodo, forteresse taïcounale, alors entre les mains du daïmio gonfoudaï d'Idsoumi, Inaba-mino-no-kami. On voit que la situation, militairement parlant, était bonne pour le taïcoun, appuyé sur Osaka, s'il avait voulu prendre à temps les mesures de défense et de concentration les plus clairement indiquées. Aussi a-t-on quelque peine à s'expliquer, si ce n'est par l'impéritie et le découragement des officiers de Stotsbachi, ce qui se passa dans les journées suivantes. Le 27, il y eut deux rencontres entre les troupes taïcounales, disséminées, et les gens de Nagato et Satzouma, sortis de Kioto; le principal combat eut lieu à Foushimi, près de la capitale, et la petite armée de Stotsbachi, battue, se replia sur le château de Yodo. Le lendemain, elle se disposait à revenir vers Foushimi lorsqu'on apprit que le château de Yodo avait été évacué ou remis par le daïmio d'Idsoumi et occupé par les gens de Satzouma. De ce moment, une retraite désordonnée eut lieu, de Yodo, qui fut incendié, jusqu'au petit fort de Hashimoto, à quelques milles d'Osaka.

Le lendemain, Stotsbachi, démoralisé sans doute par ces échecs, et résolu à ne pas défendre sa situation personnelle par les armes, s'embarquait en rade d'Osaka sur le *Kaï-yuo-mar*, et laissait ses troupes se disperser et se retirer du côté de l'est. Les forces des daïmios, s'avançant à leur suite, occupèrent Osaka. Un détachement de fusiliers français renvoyés en ville pour essayer de reprendre des bagages, quelques agens de la légation anglaise, pénétrèrent deux jours après jusque dans les environs du château, et rencontrèrent des groupes peu nombreux de soldats de Nagato qui les laissèrent passer. Le gros de l'armée des daïmios poursuivait son chemin; le château, resté désert, fut livré aux flammes avec ses immenses constructions; de Hiogo et du pays environnant, on le vit brûler pendant plusieurs jours. Les 2 et 3 février, les ministres étrangers purent s'embarquer et franchir la barre de Temposan. Des délégués des princes, accompagnant un kougué, vinrent s'installer à Kobé, que les employés du gouvernement taïcounal avaient évacué quelques jours auparavant. Le 5 février, le *Kaï-yuo-mar* déposait Stotsbachi à Yeddo.

IV.

En quittant Osaka, Stotsbachi avait informé par écrit le mikado qu'il se retirait au château de Yeddo pour attendre ses ordres. Quelques serviteurs restés fidèles à sa cause au milieu de la dé-

fection générale lui conseillèrent en vain la résistance. Son parti était pris; soit que le découragement se fût emparé de lui, soit que, jugeant sa situation avec ces idées japonaises dont nous possédons encore si peu la clé, il voulût par cette conduite ménager son retour futur au pouvoir, Stotsbachi renonçait à diriger ou à brusquer les événemens. C'est déjà déterminé à une abstention complète qu'il reçut les envoyés de quelques princes du nord de Nipon qui demandaient à prendre les armes et à combattre les envahisseurs, et qu'il tint conseil avec les officiers de la mission militaire française, appelés en conférence. Ces derniers, restés d'ailleurs en dehors de toute participation aux opérations de la courte campagne d'Osaka, lui conseillèrent, en raison des moyens qu'il avait encore à sa disposition et de la situation militaire du Quanto, de prendre au moins quelques mesures de défense. Il n'en voulut rien faire. Le ministre de France, après avoir eu avec Stotsbachi plusieurs entretiens à Yeddo, vit sans doute qu'il n'y avait plus à tenter de modifier ses résolutions. Il se décida donc à repartir pour Hiogo et à y rejoindre ses collègues, qui étaient restés dans cette ville depuis l'abandon d'Osaka. Sous l'influence anglaise, qui patronnait le nouveau gouvernement du mikado et lui avait fait même accepter un plan de constitution décrété en mars 1868, les ministres étrangers à Hiogo avaient déclaré officiellement qu'ils resteraient neutres vis-à-vis des partis en guerre. Cette mesure, qui donnait une première consécration au gouvernement naissant, était exigée par les progrès de ses armes, et un attaché de notre légation, laissé à Hiogo par M. Roches à son départ, avait signé la déclaration au nom de la France. Un attentat commis contre les étrangers à Kobé, dans les premiers jours de février, par des troupes du prince de Bizen passant dans cette ville avait été, après de longs pourparlers, puni de la décapitation du chef de la troupe. Le condamné toutefois, par faveur spéciale de ses juges, avait été admis à s'ouvrir le ventre avant la décapitation, genre de mort qui sauvait son nom et sa famille du déshonneur, et cette cérémonie s'était accomplie le 2 mars 1868 dans un temple de Hiogo, devant les délégués du mikado et ceux des ministres étrangers. Après le règlement de cet incident, les ministres, priés par la cour de Kioto d'inviter leurs nationaux à reprendre leurs affaires et de revenir à Osaka, s'y abouchèrent avec les représentans du nouveau gouvernement. Ces derniers leur annoncèrent que le mikado, abandonnant à son tour les traditions de mystère qui le cachaient à tous les yeux, désirait les recevoir lui-même en audience dans son palais de Kioto. Sir Harry Parkes seul se disposait à s'y rendre, et ses collègues, peu désireux de s'engager à reconnaître aussi complétement le nouvel ordre de choses, étaient sur le point de repartir pour Yokohama, lorsqu'un

nouvel incident, amené, comme le précédent, par le fanatisme japonais, vint frapper tous les esprits d'une douloureuse impression.

Le 8 mars 1868, la chaloupe à vapeur de la corvette de guerre française le *Dupleix* stationnait le long du quai de la ville de Sakkaï, vis-à-vis de Hiogo, où elle attendait le ministre de France, qui revenait par terre d'Osaka afin de s'embarquer. Quelques-uns des hommes de l'équipage se promenaient à quelques pas de l'embarcation, au milieu d'une population assez nombreuse, mais calme et même bienveillante. A un moment donné, une troupe de soldats japonais déboucha sur le quai, et, sans provocation, fit feu sur ces matelots. A la première décharge, dix hommes et un aspirant tombaient mortellement frappés; les cinq survivans, blessés et se soutenant à peine, profitèrent d'un moment où les meurtriers couraient chercher des engins pour détruire la chaloupe, remirent celle-ci à flot, et parvinrent à gagner le large, où une autre embarcation leur porta secours. A bord des navires français, le premier sentiment parmi les états-majors et les équipages, à la vue des survivans de cette agression odieuse, avait été de prendre les armes, et de tirer des meurtriers une vengeance immédiate. Les commandans surent réprimer cet élan généreux : une pareille opération en effet ne pouvait relever l'honneur du pavillon qu'à la condition d'être couronnée d'un succès décisif; elle pouvait, en déterminant un conflit au milieu d'une ville, sacrifier une population innocente et laisser les coupables impunis. Ils se concertèrent avec le ministre de France, accouru d'Osaka. On avait appris que les assassins appartenaient à des troupes du prince de Tosa, de passage à Sakkaï. Une immédiate et complète réparation fut demandée par les autorités françaises, et les ministres étrangers s'associèrent à la démarche. La réponse ne se fit pas attendre; les daïmios, vivement contrariés de l'incident qui compromettait ainsi leur cause à ses débuts, convinrent d'accorder immédiatement satisfaction. Le prince de Tosa et de hauts fonctionnaires vinrent en personne à Hiogo présenter leurs excuses. Ils apprirent que vingt et un officiers et soldats avaient été, après enquête, reconnus coupables d'avoir commis l'attentat; ils étaient condamnés à mort par le mikado, tout en étant admis, en raison de leur rang, à s'ouvrir le ventre; l'exécution se ferait devant les autorités françaises. Elle eut lieu le 13 mars, avec les mêmes formalités que celle du chef de Bizen, dans un temple de Sakkaï. L'un après l'autre, dans l'ordre de préséance, les condamnés vinrent s'asseoir devant les officiers délégués et subir le dernier supplice. La tête du onzième venait de tomber, et l'exécution, avec le cérémonial qu'elle entraîne, durait déjà depuis plusieurs heures, lorsque le commandant du *Dupleix*, présent avec un détachement de nos troupes, la fit suspendre en déclarant suffi-

sant un nombre de têtes égal à celui des victimes. Le prince de Tosa dut en outre s'engager à payer une forte indemnité, destinée aux blessés et aux familles des marins qui avaient péri.

Un membre de la famille impériale, Yamashina-no-mia, était accouru de Kioto pour apporter les regrets du mikado; sur ses instances, les ministres de France, d'Angleterre et de Hollande se rendirent à Kioto, où ils furent admis auprès de la personne du mikado en audience solennelle. Un incident faillit faire perdre à cette démarche son caractère de conciliation. Deux soldats fanatiques, armés de sabres, se précipitèrent sur le ministre d'Angleterre au moment où il traversait les rues étroites de Kioto pour se rendre à l'audience impériale. Ils blessèrent plus ou moins gravement une dizaine de cavaliers et soldats anglais avant d'être mis hors de combat. L'un d'eux fut tué dans la lutte; l'autre, saisi couvert de blessures, fut mis à mort quelques jours après. Sur la réclamation des ministres étrangers, la cour de Kioto rendit un décret proclamant que tout Japonais meurtrier d'un Européen serait dégradé, ainsi que sa famille, et, au lieu d'être admis à s'ouvrir le ventre, serait mis à mort comme un criminel obscur.

Les ministres étrangers rentrèrent à Yokohama dans les premiers jours d'avril. Vers la même époque, les autorités chargées d'en prendre possession au nom du mikado vinrent s'y installer à la place des fonctionnaires du taïcoun, qui avaient rallié Yeddo depuis quelques jours. Stotsbachi, déclarant se retirer complétement de la scène, avait quitté la citadelle, et habitait, dans les faubourgs de Yeddo, le temple d'Owoeno, où se trouvent les sépultures de sa famille. Les troupes des daïmios du sud, portant le nom de *kangouns*, ou soldats du mikado, avaient de leur côté parcouru et occupé sans résistance le pays qui sépare Osaka de Yeddo. Ils marchaient le drapeau du mikado déployé devant eux, et suivis des kougués qu'ils destinaient à remplacer les bounios et autres hauts fonctionnaires de l'ancien gouvernement. Arisoungawa-no-mia, le chef de ces forces, arrivé devant Yeddo le 26 avril, échangea des pourparlers avec la famille de Tokoungawa, et lui soumit les conditions qu'imposait à l'ex-taïcoun le gouvernement du mikado. « L'empereur voulait bien pardonner à Stotsbachi sa rébellion en faveur des services de ses ancêtres, lui accorder la vie et laisser subsister les titres de la famille de Tokoungawa; mais le château de Yeddo devait être rendu, ainsi que les armes et les navires de guerre. Les troupes devaient être licenciées, et Stotsbachi se retirerait dans la province de Bizen. Quant à la situation particulière de la famille de Tokoungawa et à ses revenus, ils seraient fixés ultérieurement. » Ces conditions furent acceptées par Stotsbachi et les membres de la famille de Tokoungawa présens à Yeddo,

notamment le prince de Taïasou. Stotsbachi demanda toutefois à se rendre à Mito, ce qui lui fut accordé. Le 3 mai 1868, le château fut évacué par les officiers et soldats de l'ex-taïcoun, qui se mit en marche, à pied, à la tombée de la nuit, pour sortir de Yeddo. Le gouvernement du mikado a décidé que la famille de Tokoungawa, quoique privée du pouvoir, élirait un chef à l'ancienne manière, mais que ses revenus, fixés par Iye-yas à 8 millions de kokous, étaient abaissés à un peu moins du dizième de ce chiffre, à 700,000 kokous, pris sur la province de Sourounga et d'autres parcelles disséminées de territoire; une récente modification a affecté à cette famille les trois provinces contiguës de Sourounga, Toutomi et Mikawa, sur lesquelles Stotsbachi et les autres membres de la famille taïcounale résident depuis peu. Stotsbachi n'ayant plus le titre de taïcoun, la famille de Tokoungawa lui a désigné un successeur. Un tout jeune enfant, fils du prince gosangkio de Taïasou, a été élu sous le nom de Tokoungawa-Kaménoské.

Au moment où il acceptait ces conditions, en août 1868, l'ex-taïcoun a réuni ses hattamottos, et leur a fait savoir que la diminution de ses revenus l'obligeait à une réduction proportionnée dans le nombre de ses serviteurs. Il leur a offert ou de s'attacher sans solde à sa nouvelle fortune, ou de prendre du service auprès du nouveau gouvernement, ou de se retirer chez eux; il les a engagés à courber la tête devant les ordres du mikado et à ne prendre part en aucun cas à la guerre civile. Ses avis n'ont pas empêché quelques milliers de ses anciens serviteurs de garder la campagne et de prendre part aux luttes intestines qui ont depuis lors ensanglanté les provinces du Japon au nord de Yeddo (1). Les kangouns, arrivés

(1) Il vient de se produire un fait important qui se rattache à cette dispersion des nombreux serviteurs de la famille de Tokoungawa. Groupés autour de quelques chefs, les officiers dissidens se sont concentrés sur les navires de guerre de l'ex-taïcoun, restés presque tous entre leurs mains lors de la reddition de Yeddo. Les navires, conduits par l'amiral Enomoto-idzoumi-no-kami, ont quitté Yeddo en octobre 1868, et se sont rendus tout d'abord sur les côtes des provinces nord de Nipon, où les appelaient les daïmios encore en guerre avec les *kangouns*. Les daïmios toutefois, en désaccord entre eux, dominés par des karos qui entretenaient des intelligences avec le sud, étaient à la veille de renoncer à la lutte. Convaincus qu'il n'y avait plus à compter sur eux, les partisans de Tokoungawa, réunis au nombre de 4,000, se sont rembarqués et ont pris la route de la grande île de Yéso, au nord de Nipon. Arrivés dans les premiers jours de décembre sur les côtes de cette île, ils y sont descendus, se sont emparés, après une marche de trois jours, du port d'Hakodadé, et ont, dans une courte campagne, soumis par les armes le reste des points fortifiés de l'île. Les fonctionnaires et les troupes du mikado ont évacué le pays après une faible résistance. A l'heure qu'il est, les nouveaux possesseurs de l'île y établissent un gouvernement avec lequel les autorités consulaires sont entrées en relation. Ils déclarent que, dépouillés de leurs biens par la révolution, et ayant demandé en vain à se retirer à Yéso, ils ont dû exécuter ce dessein par la force et conquérir une nouvelle patrie.

Quels sont les projets, quel est l'avenir de ces émigrés? dans quelle situation reste-

d'Osaka dans le centre du Quanto sans coup férir, ont continué leur marche en dépassant Yeddo. Ils se sont heurtés tout d'abord aux débris des troupes taïcounales qui, sans obéir à l'injonction de leur maître, s'étaient retirées avec armes et bagages; de là une série de combats qui ont pris bientôt un caractère plus sérieux par l'arrivée d'un nouvel élément sur le théâtre de la lutte. Quelques-uns des daïmios qui se partagent la grande étendue de territoire formant la partie nord de Nipon, et à leur tête le prince gonkammongké d'Aïdzou, ont envoyé des secours aux troupes qui se battaient sur la frontière du Quanto, puis, devant les progrès des kangouns, ont continué la lutte pour défendre leurs territoires. Elle s'est poursuivie pendant plusieurs mois, présentant une série d'escarmouches et de combats isolés sans grande portée: tel est en effet le caractère de ces guerres intérieures du Japon, où les plus grandes armées sont de 2 ou 3,000 hommes. A l'heure où nous écrivons, les daïmios du nord paraissent renoncer à la lutte, non pas qu'ils aient été forcés dans leurs citadelles, mais sans doute parce qu'ils ont, grâce à l'affirmation de leur force militaire, obtenu les conditions pour lesquelles ils avaient pris les armes.

S'il est difficile d'apprécier les véritables motifs de la résistance des princes du nord, en dehors d'une ancienne rivalité avec le sud, on est encore moins éclairé sur les circonstances déterminantes comme sur la sincérité de leur soumission. Elle pourrait toutefois se rattacher à un événement avec lequel elle coïncide. Il y a peu de temps, le mikado est entré à Yeddo, accompagné de sa cour et de grands daïmios qui lui faisaient escorte. Les étrangers ont été admis, le 25 novembre dernier, à voir passer à Kanagawa, entouré d'un nombreux cortége, le palanquin dans lequel l'empereur du Japon se cachait à tous les yeux. Le mikado doit rester plusieurs mois à Yeddo, peut-être plus longtemps, et y recevoir en audience les ministres étrangers. Ces mesures pourraient bien faire perdre au souverain légitime du Japon le prestige moral qui seul lui restait encore au fond du palais où depuis des siècles les shiogouns confinaient le royal prisonnier. La voix du peuple accuse cette impression : la population indigène à Yokohama répète que le mikado

ront-ils vis-à-vis du gouvernement du Japon? Nul ne saurait le dire encore; mais on pourrait dès aujourd'hui conseiller à ce dernier de les laisser se constituer en paix dans leur récente conquête. Le plus sérieux danger que coure l'indépendance du Japon lui vient de sa gigantesque voisine la Russie. Cheminant lentement et sans bruit par le nord, cette puissance a déjà couvert de ses postes la moitié supérieure de l'île de Krafto, contiguë à Yéso. La fondation, dans cette dernière île, dont les richesses naturelles sont encore à peu près inexploitées, d'une colonie japonaise populeuse et prospère constituerait pour l'empire des mikados la plus sérieuse barrière qu'il pût opposer à ces dangers plus ou moins prochains d'invasion étrangère.

ne figurait point au milieu de cette troupe, qu'il n'a pu défiler devant les étrangers, et qu'il est resté, invisible, dans ses temples de Kioto. Il n'en est rien cependant; le mikado, un tout jeune enfant, a été cette fois encore un instrument docile entre les mains de ceux qui le mènent, et c'est moins sa présence à Yeddo que celle de la cour qui a pu amener les récentes résolutions des daïmios du nord. Ils verraient dans ce déplacement momentané ou définitif du chef nominal du gouvernement le moyen de le soustraire à l'influence exclusive du sud, contre laquelle ils protestaient les armes à la main. Ils se sont toujours déclarés les humbles sujets du mikado, et le verraient arriver près d'eux sans aucune intention hostile.

La révolution qui a renversé l'ancienne organisation politique du Japon n'est assurément pas terminée, et nous devons interrompre notre récit à la date actuelle sans pouvoir pressentir la solution définitive de la crise. Quelles sont les chances de durée du nouveau gouvernement qui essaie de se fonder autour du mikado? Par lui-même, comme nous l'avons vu, il n'a aucun moyen matériel d'action. Les princes qui viennent de lutter à main armée vont-ils s'accorder pour le consolider, ou la trêve est-elle destinée à préparer une nouvelle lutte après l'hiver? Les nombreux petits daïmios ou gonfoudaïs ont disparu entièrement de la scène; mais les grands daïmios qui sont restés en dehors de toute participation aux opérations vont-ils revendiquer leur droit de prendre part à la direction du pays? Nul, parmi les étrangers, ne saurait prévoir l'aspect que présentera l'organisation du Japon à la fin de cette laborieuse période. Deviendra-t-il un ensemble d'états confédérés, ou bien, ce qu'il faut lui souhaiter, l'ancienne suprématie des shiogouns renaîtra-t-elle sous une autre forme pour rassembler les daïmios dans une même obéissance au pouvoir central et rétablir l'unité du pays? Il faudrait, pour que ce dernier résultat se produisît, qu'un chef énergique et animé ouvertement du seul désir du bien public parvînt à acquérir une force matérielle et morale qui lui permît d'attirer à lui les élémens épars dont se compose aujourd'hui le Japon. Cette force, devra-t-on la chercher dans ces hommes que nous avons vus jouer le premier rôle au milieu des événemens de ce récit, les daïmios du nord ou du sud, les Tokoungawa? Nous ne croyons pas qu'aucun d'eux ait exercé une action personnelle et décisive dans cette révolution. Cette observation nous révèle un des plus curieux côtés de l'état social du pays. Les daïmios des grandes familles du Japon paraissent n'exercer qu'une autorité fort restreinte sur la classe des *kéraïs*, officiers qui, en leur nom, gouvernent militairement et civilement leurs provinces. Le rôle de chacun de ces daïmios se rapprocherait donc de ce qu'était celui

du mikado à l'époque de la scission première des pouvoirs, de celui des derniers taïcouns de la branche de Kii-siou qui régnaient il y a peu d'années. Leur énergie passée, qui tint en échec les shiogouns, semble s'être émoussée dans une longue inaction, dans la mollesse d'une vie oisive, peut-être aussi par l'abus de certains plaisirs. Relégués dans leurs châteaux, ils se sont abstenus, à part quelques exceptions, de figurer en personne sur le théâtre des événemens. Ce sont les kéraïs qui en ont mené les intrigues, qui ont comploté, qui, le moment venu, ont endossé l'armure de guerre; c'est à eux qu'appartient un petit groupe d'hommes intelligens et hardis qui ont aujourd'hui la plus grande part aux affaires, tout en restant au second plan. La révolution actuelle, provoquée par les efforts de la seconde couche sociale du Japon, aurait donc pour effet de faire arriver le pouvoir entre ses mains.

Au milieu de ces péripéties se détache un résultat important: la présence des étrangers au Japon est désormais un fait incontesté. Assurément nous rencontrons peu de sympathie chez la classe noble, jalouse de conserver intactes les institutions du passé, et dont l'introduction de nos idées menace pour l'avenir le prestige et l'autorité. Elle nous accepte néanmoins comme un mal inévitable. Bien plus, elle tâche aujourd'hui de tirer le plus grand avantage possible de ces relations forcées. Les Japonais viennent à nous par la force des choses, et il résulte de ce mouvement, accru par les besoins qu'engendre la guerre civile, un véritable envahissement du pays. L'activité, la force d'expansion, la supériorité intellectuelle de la race européenne, lui assurent dans ce milieu de rapides et pacifiques progrès. Il y a lieu de souhaiter que cette difficile épreuve ne soit pas fatale à ce peuple plein d'instincts généreux et digne en définitive de sympathie. La France, tout en ayant au Japon de plus grands intérêts commerciaux qu'on ne semble généralement le croire, n'y occupe point à ce point de vue le premier rang; mais elle pourrait, ce nous semble, s'y donner un beau rôle, celui de veiller à l'intégrité de cet état en l'aidant de son appui sincère et désintéressé, en le défendant contre les convoitises qu'éveillent ses richesses naturelles. Elle trouverait, pour remplir cette mission, un puissant auxiliaire dans les côtés brillans et chevaleresques du caractère français qui nous acquièrent si facilement la sympathie des races orientales.

ALFRED ROUSSIN.

Yokohama, 15 janvier 1869.

L'AVENTURE

DE

LADISLAS BOLSKI

PREMIERE PARTIE.

LE DOCTEUR G... A SON CONFRÈRE LE DOCTEUR M...

Mon cher confrère, vous n'avez pas oublié, je pense, mon Polonais, mon petit Bolski, comme je l'appelle, cet Apollon du nord doublé d'un don Quichotte, disiez-vous un jour. Il vous souvient de cette crinière fauve, de ce visage maigre d'un fier dessin, de ce corps élancé et svelte, de ces yeux de teinte indécise dans lesquels on voit tourner des moulins à vent, de ces mains fines et nerveuses qui semblent faites également pour allonger des estocades et pour tricoter de la dentelle. De tous les cerveaux creux, ou timbrés, ou fêlés, ou brûlés que renferme mon établissement et avec lesquels j'ai le bonheur de passer ma vie, mon Polonais me paraissait le plus incurable : de quoi j'étais navré, car c'est mon Benjamin, mon fou de prédilection. Vous savez où il en était : un idiotisme de franc aloi. Ce beau garçon de vingt-cinq ans avait la tête aussi vide que l'enfant qui vient de naître. Table rase : il avait tout oublié, jusqu'à sa croix de par Dieu, et, mieux que cela, jusqu'à son nom. Eh bien! je l'ai radicalement guéri. Il raisonne aujourd'hui comme vous et moi. Ah! par exemple, mon remède fut héroïque; vous allez bien voir.

Je me promenais avec lui le long de la berge. Je fais une glissade, je tombe dans l'eau. Mon cher confrère, je faillis me rompre

le cou. Eh! que ne fait-on pas pour l'amour de l'art? Je barbote un instant, et je vais au fond. Je me disais : Le scélérat me laissera-t-il noyer? et je me promettais d'en appeler; mais j'avais eu raison de compter sur son bon cœur. Pif! paf! il plonge, m'empoigne par les cheveux, fait trois brassées et me ramène au bord. Je lui rends grâce, et nous nous secouons comme deux chiens caniches. Tout à coup le voilà qui se tâte le front, qui se gratte les tempes, qui tord sa moustache et qui frissonne, non de froid, mais de peur. Je vis clairement que ce bain lui avait rappelé quelque chose, que sa cervelle travaillait, qu'il venait de retrouver une piste perdue et qu'il avait peur de ce qui allait lui apparaître. Sa pensée allait et venait dans sa tête vide et craignait d'y faire une mauvaise rencontre. Je le regardais sans mot dire. Il me saisit au collet et me crie : — Vous êtes un méchant homme! — Et là-dessus il partit en courant comme s'il avait eu le diable à ses trousses. Je courus aussi, mais je ne pus le rattraper que dans sa chambre, où il venait de retrouver le diable. J'avais donné l'ordre de déposer sur sa table, pendant notre promenade, un plumet rouge et blanc, qu'il laissait dormir au fond d'une malle. Quand j'ouvris sa porte, il tenait le plumet dans ses mains, et il était évanoui.

Le soir il me fit appeler. Je vis un homme qui avait recouvré sa raison et qui en était au désespoir. *Ingemuitque reperta.* Je le consolai à ma façon. — Eh! eh! mon cher enfant, lui dis-je, elle était donc bien belle, la malheureuse? A votre âge, on s'imagine qu'il n'y a qu'une femme. Il y en a cent mille qui se valent toutes à peu près les unes les autres. Polonais que vous êtes! qui n'a pas eu son aventure, et qui ne s'est pas persuadé qu'elle était unique? J'étais en verve, et vous connaissez le mot du sage : il n'est que de tenir le bout du fil, on en dévide tant qu'on veut. — Mais les yeux caves du pauvre garçon, ses joues cousues et ses lèvres tremblantes me faisaient peine.

Il me répondit : — Mon aventure n'est pas ce que vous pensez. Je veux tout vous raconter; il faut que vous sachiez tout. — Il entama son récit, et bientôt s'arrêta court, non que la mémoire lui manquât; mais il paraît que le son de sa voix l'inquiète ou l'épouvante. Vous savez que pendant six mois je l'ai cru muet.

— J'aime mieux écrire, me dit-il; décidément j'aime mieux écrire.

— Écrivez, écrivez, lui dis-je, cela vous fera du bien. C'est en mâchant et remâchant ses souvenirs qu'on réussit à les attendrir et à les digérer.

Pendant quinze jours, sa plume a trotté sans débrider. Il m'envoyait chaque matin son griffonnage de la veille. Je viens de lire son dernier chapitre, et savez-vous ce qui m'arrive? Je ne suis plus

si content, je me demande si je n'ai pas fait une sottise en guérissant mon Polonais. Je vous envoie son manuscrit, mon cher confrère. Vous me direz ce qu'il vous en semble; mais ne le laissez pas courir, vous risqueriez de m'attirer des ennuis.

L'AVENTURE DE LADISLAS BOLSKI.

I.

Je suis né à Varsovie en 1839. Je n'avais pas quatre ans quand mon père, le comte Stanislas Bolski, m'emmena courir le monde. Quinze mois plus tard, il écrivit à ma mère de venir nous rejoindre à Genève. La chose se trouva plus difficile qu'il ne l'avait pensé. Ce ne fut pas assez d'un certificat de médecins attestant que la comtesse Bolska, atteinte d'une maladie de poitrine, ne pouvait vivre sous le rude climat de la Pologne, il fallut encore des démarches, des requêtes, des écritures à perte de vue. Finalement mon père dut retourner de sa personne à Varsovie pour invoquer l'intercession d'un grand personnage, dont il avait l'oreille. Il me laissa aux soins d'un valet de chambre nommé Jean, qui me chérissait comme la prunelle de ses yeux. Il me disait de temps à autre : « Cette pauvre maman, on ne veut donc pas lui donner la clé des champs! » Je ne savais pas qui était ce *on*. Je crois que la première réflexion que j'aie faite en ma vie fut celle-ci : « Papa va et vient comme il lui plaît. Qu'a donc fait maman pour être ainsi en retenue? » Cela me donnait beaucoup à penser. Pour couper court à mes rêveries, Jean m'acheta un polichinelle et un sabre en fer-blanc. Je n'eus pas de repos que je n'eusse décapité le polichinelle avec mon grand sabre, et de ce jour je commençai à me prendre au sérieux.

Enfin mes parens arrivèrent. Après quelques mois passés à l'hôtel, nous nous installâmes aux Pâquis, à un quart de lieue de Genève, dans une jolie villa. Ce fut pour moi une délicieuse nouveauté. A Varsovie, nous habitions un grand hôtel délabré où nous vivions chichement; tout juste le nécessaire, une gêne mal déguisée par un vieux luxe fripé. Et maintenant une maison charmante et en plein soleil, une table bien fournie, un nombreux domestique, des chevaux, des voitures, un beau jardin qui descendait jusqu'au lac, le bain et la pêche sous la main, toutes les aises de la vie. Ce changement me surprenait. Je questionnai l'oracle, c'est-à-dire Jean. Il me répondit que mon père avait hérité de ses aïeux une grande marmite pleine d'or, qu'on lui avait volé sa marmite, qu'il avait fini par la rattraper. Toujours ce *on* mystérieux. Du reste cette histoire de marmite me parut claire et concluante; je n'en demandai pas

davantage. La vérité est que mon père, par d'habiles placemens, avait réussi à faire passer secrètement toute sa fortune à l'étranger. Ses écus avaient émigré avant lui, il était venu les rejoindre à Genève. Je ne songeai pas longtemps à m'étonner, je fus bientôt fait à notre nouvelle fortune. Mon père me fit cadeau d'un poney; c'était bien autre chose qu'un sabre en fer-blanc. Dans le moment, je ne me sentis pas de joie; mais je m'accoutumai si promptement à mon aventure qu'il me semblait que j'étais né avec un cheval entre les jambes, et j'avais peine à comprendre qu'on pût aller à pied. Les Polonais ne s'ébahissent guère des bonnes fortunes qui leur surviennent; ils partent de ce principe que tout leur est dû. Il ne faut pas leur en vouloir, ils savent aussi se familiariser avec les extrémités de la misère et de la souffrance. Leur imagination vit dans l'extraordinaire comme le poisson dans l'eau. S'ils découragent souvent le bonheur par leur folie, en revanche leur héroïsme a plus d'une fois étonné le malheur.

Mon père faisait à tout coup des absences mystérieuses. Je supposais qu'il avait enterré quelque part sa marmite, et qu'il allait s'assurer qu'*on* n'y touchait pas. La plupart du temps nous étions seul à seul, ma mère et moi. Quelqu'un a dit que rien ne ressemble plus au ciel que le regard d'une Polonaise. Ce quelqu'un connaissait ma mère. Elle avait dans les yeux je ne sais quoi qui n'était pas de ce monde et qui allait plus loin que la vie. Ses actions les plus ordinaires étaient accompagnées d'une sorte de grâce sublime et toujours naturelle. Un jour que nous faisions une partie de montagne, elle entra dans un chalet pour se rafraîchir. On lui apporta de la crème dans une écuelle de bois. Il se trouvait là un touriste anglais, qui s'amusait à prendre un croquis. Il laissa tomber ses crayons et tint ses yeux braqués sur ma mère qui buvait. Je l'entendis grommeler entre ses dents : *A stately way of drinking!* une façon de boire vraiment splendide ! Quand nous partîmes, le berger nous dit : « Il a un fameux coup de marteau, le lord ! Il m'a donné dix francs de mon écuelle. »

Toutes les personnes de notre entourage ressentaient pour ma mère une admiration mêlée d'une respectueuse pitié. On la croyait profondément atteinte, blessée à l'aile. Elle avait cependant une santé de fer; je ne me souviens pas de l'avoir vue malade; mais c'était une âme brisée et son sourire mélancolique exprimait une gaîté voulue, qui n'espérait rien. Depuis longtemps, elle avait perdu toutes ses illusions et ne voyait plus dans ce monde que des devoirs. Je me trompe : elle a gardé jusqu'au bout les illusions de la charité. A ses yeux, la pauvreté était sainte et purifiait toutes les souillures. Les plus grands scélérats de la terre, dès qu'ils étaient

dans le malheur, lui paraissaient blancs comme neige. Aussi était-elle à la merci de toutes les fables qu'on lui débitait; son cœur se fondait, elle croyait sur parole tous les faux boiteux, tous les grappilleurs d'aumônes, tous les escrocs en guenilles, et imposait silence à qui essayait de la détromper. Sa charité était une passion autant qu'une vertu; elle n'était pas compatissante pour ses pauvres, elle en était amoureuse. Elle n'a jamais donné un morceau de pain sans donner un morceau de son âme.

Je lui rendais un culte; je la considérais comme une sainte, comme un être d'une autre espèce que le commun des mortels; mais je la vénérais trop pour me familiariser avec elle. Il y avait peu d'échange entre nous. Je me sentais petit, tout petit devant elle. Il me semblait que ses regards, sa voix, ses conseils me passaient à cent piques par-dessus la tête. Je n'osais lui faire part de mes imaginations d'enfant, ni essayer de l'intéresser à mes jeux. Je comprenais que c'était déjà beaucoup qu'elle consentît à vivre, qu'on ne pouvait lui demander davantage.

De mon père à moi, c'était une autre affaire. Je tenais de lui, je me sentais de sa race. Comme lui, j'aimais passionnément l'écarlate, le son de la trompette, les fanfares, les feux d'artifice et les chevaux. Cavalier incomparable, il m'apprenait à monter. Nous faisions ensemble des courses extravagantes, où je surmenais mon poney. Souvent aussi il me promenait dans son phaéton attelé de quatre chevaux noirs empanachés, qu'il conduisait lui-même. Nous allions comme le vent; les passans se retournaient; je planais dans les nues, je me croyais le roi de la création.

Mon père me mettait à l'aise; à lui seul j'osais tout dire. De son côté, il aimait à jaser, à papoter avec moi; j'étais un auditeur commode, admiratif et béant. Il me contait ses petites faiblesses, ses petites glorioles, les paris qu'il avait gagnés, comme quoi, par exemple, après avoir bu trois bouteilles de vin de Porto, il avait eu la tête assez libre pour déchiffrer un rébus de journal illustré. Il y avait en lui des enfances; c'était ma part. Il se baissait un peu, je me dressais sur la pointe de mes orteils, et nous communiquions de plain-pied. Il était à la fois mon idéal et mon camarade; j'étais son joujou et son accoudoir. Durant ses absences, je ne vivais qu'à moitié, j'attendais son retour avec une fébrile impatience. Il était parti en tapinois, il revenait avec fracas. En ce temps-là, Genève était un lieu d'asile politique; elle abondait en réfugiés de tout pays, bizarre cohue de héros et d'aventuriers. Tout ce monde s'empressait autour de mon père. Au jour fixé pour son retour, amis et pique-assiettes fondaient sur nous comme une volée d'étourneaux. Le jardin en était noir et la maison sens dessus dessous. On tenait table deux jours et deux nuits sans désemparer. J'étais hors de

moi, gris, titubant, à ne pouvoir me tenir sur mes jambes; je poussais des cris, je chantais à tue-tête, et il fallait m'emporter. Cependant on ne me laissait pas boire une goutte de vin; mais on ne pouvait m'empêcher de respirer, et l'air était capiteux.

Amoureux de bruit, de mouvement, de représentation, ardent, fiévreux, toujours hors d'haleine, mon père entendait comme personne la mise en scène du bonheur; peut-être tenait-il plus au décor qu'à la pièce. Caractère extrême, l'ivresse du plaisir ou l'ivresse du danger, il ne connaissait que cela; l'entre-deux lui faisait pitié. Par momens, il devenait en quelque sorte électrique; la vie lui pétillait dans les veines, et on ne pouvait le toucher sans qu'elle jaillît en étincelles. Une fois par mois il éprouvait quelque lassitude; alors il se laissait tomber dans un fauteuil, les mains moites, la tête fumante, les yeux morts. L'instant d'après, il était debout. J'ai appris plus tard qu'un de ses amis l'avait défini un héroïque épicurien. Ajoutez que ses mains étaient un creuset où fondait l'argent. Un jour que je l'accompagnais à la chasse, la bourre venant à lui manquer, il tira de sa poche deux billets de mille francs qu'il fourra négligemment dans le canon de son fusil. Il répétait souvent : Autant dépense chiche que large. C'était son adage favori.

Le fait est que nous nous adorions l'un l'autre. Il me trouvait charmant, je le trouvais superbe. Ma mère prétendait que nous formions à nous deux une société d'extase mutuelle. Sa prestance, ses airs de tête, ses attitudes de paladin, sa manière de relever le menton quand il riait, cette mousse de folie qui pétillait dans ses yeux, le frémissement de ses narines, la frisure de sa moustache, la chamarrure de son vêtement, ses brandebourgs, ses soutaches, ses breloques, ses bagues, ses étourdissantes cravates, je ne savais en vérité qu'admirer davantage. Peut-être donnais-je secrètement la palme à ses chemises, qui étaient toutes plus plissées, plus brodées les unes que les autres. Il en dessinait lui-même les patrons. Il daignait s'entretenir avec moi de ces profondeurs. Il me dit un jour qu'il avait dans la tête une chemise telle que le monde n'en avait jamais vu. Il est mort, le monde ne la verra pas.

Une chose me chagrinait : il y avait dans sa vie des mystères auxquels je n'étais point initié. Quelle était la raison de ses brusques et fréquens départs? car vous pensez bien que je ne crus pas longtemps à la marmite. Les longues conférences qu'il avait souvent avec ma mère m'intriguaient aussi. Dès que j'entrais, ils baissaient la voix ou rompaient les chiens. C'était parti-pris de ne jamais parler devant moi de certaines choses. On avait fait leur leçon à tous nos hôtes; oubliaient-ils la consigne, ma mère, d'un geste ou d'un clin d'œil, les rappelait à l'ordre. Il y avait donc en ce monde des questions réservées, qu'on dérobait à ma curiosité.

Se défiait-on de ma capacité ou de ma discrétion? J'en pleurais de rage quelquefois, mais pas longtemps. Mon caractère était si mobile que je ne retrouvais jamais le matin sur mon oreiller les pensées que j'y avais laissées la veille en m'endormant : non que je fusse un écervelé; j'avais des cerveaux de rechange. Au surplus, j'avais appétit de bonheur; ma vie abondait en sensations agréables, et je n'avais garde de m'attacher à l'article en souffrance; je retournais bien vite et de plein vol à ce qui me plaisait. On me jugeait indigne d'être initié à certains mystères. Soit! mon amour-propre trouvait à se dédommager ailleurs. A neuf ans, je savais sur le bout du doigt la différence d'un phaéton, d'un break et d'une barouche, je connaissais le menu détail du gréement d'une chaloupe, et j'aurais distingué du premier coup d'œil un pur sang d'un demi-sang, pour ne rien dire de mes lumières en chemiserie.

Et cependant, malgré mes légèretés d'oiseau, je sentais obscurément qu'il se tramait quelque chose autour de moi et qu'un péril était suspendu sur mon bonheur, comme l'épervier plane sur la colombe. Une après-midi, comme je m'amusais dans le jardin, j'entends marcher derrière moi. Je me retourne et j'aperçois un homme de piètre mine, vêtu d'un habit râpé, le regard oblique, les cheveux huilés, le teint jaune, et dont toute l'apparence me rappelait certains courtiers juifs que j'avais vus jadis en Pologne. Cet homme s'approche, me baragouine une longue litanie dont je ne comprends pas un mot; puis il ricane et me demande mon nom. Je refuse de le lui dire. Il insiste d'un ton de menace; je l'envoie promener. Il s'avance sur moi, son bâton levé. Le rouge de la colère me monte aux joues, je serre les poings, je me campe sur mes petites jambes, prêt à boxer. — Il n'a pas peur, bon sang ne peut mentir! s'écrie le baragouineur. Et tout à coup, changeant de visage et de voix : — Admirable! tu ne m'as pas reconnu. — C'était mon père. Je le contemplai un instant avec stupeur, puis je fondis en larmes; j'avais peine à lui pardonner cette odieuse plaisanterie, ce cruel travestissement de mon idéal. Il me consola de son mieux, disant qu'il avait voulu mettre mon courage à l'épreuve. J'essayai de lui arracher la promesse qu'il ne se déguiserait plus. — Oh! pour cela, non, me répondit-il. C'est un talent qui peut servir. — Le lendemain il partit, et pendant les six mois que dura son absence, ma mère parut à plusieurs reprises mortellement inquiète.

Enfin il revint. C'était au commencement de l'automne de 1848. En le revoyant, je fus frappé de l'étrangeté de sa physionomie. Il avait un feu sombre dans le regard, il respirait bruyamment; on eût dit qu'il n'y avait pas assez d'air autour de lui pour ses poumons. Nous sortîmes ensemble; il faisait de telles enjambées que

je m'essoufflais à le suivre. Par intervalles il me regardait sans me voir, puis il disait tout à coup : — Ah! te voilà! — Qu'avait-il dans l'esprit? Je ne pouvais distinguer s'il était triste ou content. A coup sûr il avait la fièvre.

Le lendemain, à mon réveil, je demande : — Où est mon père? — On me répond : — Dans son cabinet. Il a une visite. — Deux heures plus tard, même question, même réponse. Il ne parut pas au déjeuner. Fort intrigué, je jurai de découvrir le pot aux roses. Je fus m'embusquer au bas de l'escalier. Le mystérieux visiteur sort enfin, et je le reconnais : c'était un tailleur. A quelques jours de là, comme j'arrosais mes fleurs, mon père passe la tête à la fenêtre et me fait signe de monter chez lui. J'accours. A peine avais-je franchi le seuil, je m'arrêtai frappé d'un éblouissement. Il portait un uniforme de fantaisie qui me parut un chef-d'œuvre. Sa taille était admirablement prise dans une tunique écarlate, relevée de paremens et de revers blancs, agrémentée de soutaches et d'aiguillettes d'or. Sur sa tête se dressait un shako polonais d'une coupe exquise, orné d'un plumet tombant rouge et blanc. Mon père sourit de mon ébahissement. — Eh bien! Ladislas, la, franchement, comment me trouves-tu? — Mes yeux répondirent pour moi. Quand je pus parler, je lui dis : — Je te trouve superbe. Voilà un déguisement que je te permets. — Il rajusta son hausse-col, et tour à tour il se regardait dans la glace et dans mes yeux. Je courus me jeter dans ses jambes.

— Où vas-tu? lui dis-je.

— A Varsovie.

— Quoi faire?

— Je suis invité là-bas à un grand bal costumé. La cour y sera.

— Emmène-moi.

— Tu ne sais pas danser.

— Quand reviendras-tu?

— Qui le sait?

Nous sortîmes; je l'accompagnai dans un atelier de photographe, où il posa de face, de profil et en trois quarts. Le lendemain, les cartes étaient prêtes; nous allâmes les chercher ensemble. — Décidément, fit-il en les étalant sur une table, je ne suis pas trop mal. — Tu es le plus bel homme, lui dis-je, et maman la plus belle femme de tout l'univers. — Il fit claquer sa langue et me répondit : — Ta mère a la beauté des anges. Tu découvriras un jour ou l'autre que le diable a la sienne. — Puis il prit une carte, griffonna quelques mots sur le revers, la mit sous enveloppe, et en sortant nous la jetâmes à la poste. Il partit dans la nuit.

A la fin de l'hiver, un soir vers neuf heures, ma mère me fit appeler dans sa chambre. Elle tenait une lettre à la main. Elle fut

quelque temps sans parler. Ses lèvres se tordaient, mais elle ne pleurait pas; je ne l'ai jamais vue pleurer. — Il est mort! me dit-elle enfin. — Je crus voir le plancher tourner autour de moi, puis il se fit au milieu un trou noir où tout disparut. — Il est mort à la chasse, reprit-elle, d'une chute de cheval. — Elle ajouta : — Pensons-y toujours, n'en reparlons jamais. — Elle me prit sur ses genoux et me tint longtemps pressé sur son cœur. Elle m'embrassait follement, à m'étouffer, et murmurait avec un accent d'effroi : — Grand Dieu! comme tu lui ressembles!

Pendant bien des jours, je languis. Mon père de moins dans le monde, cela faisait un monde vide. Tout m'était devenu indifférent; ma vie avait perdu sa saveur; j'étais comme ces malades pour qui tous les alimens ont le même goût. Je ne marchais plus, je me traînais; je ne parlais plus, je marmottais. Il me semblait qu'un grand silence venait de se faire autour de moi, et je me faisais scrupule de le troubler; le bruit de mes pas et de ma voix m'inquiétait. Quand je sortis de mon engourdissement, je revins à moi, pour ainsi dire, pièce à pièce. Ce fut mon imagination qui se réveilla la première. Ma principale occupation fut de me représenter dans tous ses détails cette partie de chasse où mon père était mort. Je le voyais tombant de cheval. Sa pose était tragiquement belle. Elle ne l'était jamais assez à mon gré; j'y faisais sans cesse des retouches, modifiant la disposition des bras, des jambes, l'expression navrante du dernier sourire. — Ah! oui, me disais-je, il a été très beau en mourant et il a souri. — Je me demandais : où l'a-t-on enterré? J'aurais bien voulu savoir ce qu'était devenu le plumet rouge et blanc. Je fus vingt fois sur le point d'interroger ma mère à ce sujet; mais sa douleur fixe et muette me glaçait la parole sur les lèvres.

Après quoi les arbres reverdirent et mon chagrin s'envola. Je n'avais pas douze ans.

II.

Six mois plus tard, je me trouvai transplanté dans une petite maison carrée entre cour et jardin, située à droite de la mairie et à gauche du presbytère d'un village franc-comtois.

En quittant Genève, j'avais pris sur moi de questionner ma mère et de lui demander quelle mouche l'avait piquée et quelles raisons nous pouvions avoir d'aller nous enterrer dans un village. Elle me tut ses vrais motifs, se contenta de me dire que nos revenus étant fort diminués, elle désirait faire des économies. Elle ajouta que le curé de Mirion, l'abbé Pontis, était un homme d'un mérite rare, lequel voulait bien se charger de mon éducation. Un village! un

curé!... Chemin faisant, je rêvai de mon père conduisant à grandes guides ses quatre chevaux noirs, et je me demandai plus que jamais ce qu'était devenu son plumet.

Aussitôt après notre arrivée, je fus présenté à l'abbé Pontis. Il me prit par le menton, me regarda dans le blanc des yeux : — Madame, dit-il à ma mère, voilà un élève qui me donnera du fil à retordre.

Je me pris à sourire. Il me demanda à qui j'en avais. Je lui répondis : — Je sais pourquoi je vous donnerai du fil à retordre.

— Dites-le-moi.

— Vous n'oserez jamais me punir.

— Pourquoi donc cela, mon petit ami?

Je lui repartis en faisant flotter mes cheveux sur mes épaules : — Parce que je suis trop beau.

A cette explosion de naïve fatuité, ma mère fronça le sourcil.

— Ne le grondez pas, lui dit l'abbé.

Et se retournant vers moi : — Comment savez-vous que vous êtes beau?

— A Genève, les passans se retournaient souvent pour me regarder.

— Et cela vous faisait plaisir ?

— Oh! oui.

— Je vous prie, si vous étiez dans l'alternative ou de rester beau et d'être très malheureux ou d'enlaidir et d'être très heureux, que choisiriez-vous ?

— Je resterais beau, répondis-je sans hésiter.

Il se mit à rire : — Allons, allons, il y a de la ressource, — dit-il à ma mère en me donnant une tape sur la joue. — Avec l'aide de Dieu, nous ferons de lui quelque chose. Il est transparent comme un cristal.

Hélas! l'abbé Pontis n'a pas fait de moi grand'chose. Ce ne fut pas sa faute. Quel excellent homme! — Bon théologien, disait-on, une conscience délicate qui ne se passait rien, beaucoup d'instruction, surtout dans les sciences naturelles qu'il aimait de passion, avec cela nullement pédant, un esprit ouvert à tout et qui s'était frotté à la vie! Il avait perdu à ce frottement tous ses préjugés de séminaire sans perdre un seul de ses scrupules. Sévère à lui-même, indulgent aux autres, par-dessus les collines basses qui bornaient son horizon, il avait aperçu l'univers et les hommes. Il estimait que ce monde est un laboratoire, la vie une grande expérience, et il voyait Dieu partout.

Il commença par me tâter le pouls, et demeura confondu de ma crasse ignorance. Il entreprit bravement de me dérouiller. Il me montrait le latin, où je ne mordis guère, la botanique, un peu de

géologie, un peu de chimie agricole, les élémens de l'économie rurale. Le malheur est qu'il avait l'esprit fin, mais nulle finesse dans la conduite. Comme on dit, il n'y allait pas par quatre chemins. Je sus bientôt de quoi il retournait, et que le rêve de ma mère était de faire de moi une façon de gentilhomme campagnard. On espérait m'inspirer le goût de ce beau métier. L'abbé Pontis s'y employait de son mieux. — Est-il un sort plus doux, plus charmant, me disait-il, que celui d'un propriétaire qui a du foin dans ses bottes? Je suppose que d'ici à quelques années vous achetiez un domaine dans ce pays-ci, par exemple, où la terre est bonne. Vous commencerez par vous bâtir un château, cela va sans dire. Faisons bien les choses, quatre tourelles et des girouettes! voilà qui est convenu. Avec cela des champs, des vignes, des bois... Est-il une étude plus intéressante que l'art d'amender la terre, d'en varier les façons, d'en accroître le rendement? — Et, s'échauffant dans son harnais, il entonnait un hymne en l'honneur de la charrue mécanique, du chaulage et des engrais. Dans la chaleur de son discours, il ne s'apercevait pas du sombre nuage qui s'amassait sur mon front. Il terminait son dithyrambe en s'écriant: *O fortunatos nimium!...* Cette citation eût suffi pour me faire prendre en horreur le latin. J'avais dans la tête un embryon de roman, à peine un fœtus, quelque chose de vague, de confus, un rêve nageant encore dans les eaux de l'amnios, mais qui assurément ne promettait pas de ressembler jamais à une idylle. Ma grossesse se révélait par des envies. L'abbé me vantait le silence des champs, je n'avais de goût qu'aux plaisirs qui font du bruit; il célébrait la vie tranquille et pacifique de l'agriculteur, je soupirais secrètement après des hasards, et je les flairais dans l'air; il me représentait que le bonheur suprême réside dans le témoignage d'une bonne conscience, j'estimais que c'était peu de chose, si l'on n'avait rien à mettre dessus, — un peu de gloire par exemple; je voulais tout le bien du monde à la vertu, mais à la condition qu'elle fît figure. En quittant l'abbé, j'étais rêveur, et, passant la main sur ma chevelure blonde, dont les boucles me retombaient sur les épaules : — Gentilhomme campagnard! me disais-je. De quoi donc me serviraient mes cheveux?

Mon curé était pour moi un mystère et presque un scandale. Sa belle humeur, son inaltérable sérénité, me dépitaient. Il ne riait guère, mais il y avait comme un perpétuel sourire dans ses yeux clairs, qui attachaient sur toute chose le même regard doux et caressant. On eût dit qu'il retrouvait partout des figures de connaissance, que plantes et pierres, bêtes et gens, tous les habitans de ce bas monde étaient de sa famille. Cette amitié qu'il avait avec toute la création était le secret de son bonheur. Sa maison nue, la fumée

de son toit, son bréviaire, son jardin, son plant de vigne, ses herbiers, ses abeilles, tout ce qui l'entourait lui donnait de la joie, et je m'indignais qu'on pût être heureux à si bon compte. En été, nous faisions ensemble de longues promenades, lui monté sur une jument grise qui avait des rhumatismes, un épi au front et une molette à la jambe gauche; moi juché sur un énorme percheron, vrai cheval de charrette, fort en bouche, dur à l'éperon, et qui ne trottait qu'à son corps défendant. Il me semblait qu'à nous deux nous composions un tableau d'un ridicule achevé. Ce n'était pas son avis; il prenait sa monture au sérieux, se tenait en selle droit comme un piquet. De temps à autre, quand il était au bout d'une phrase, il fouettait l'air de sa baguette de noisetier en disant : — Hop, hop, Sanchette! — Sur quoi l'efflanquée Sanchette trottait en clopinant. Alors la figure de l'abbé s'épanouissait, il arrondissait moelleusement ses coudes et regardait avec un redoublement de tendresse les cailloux du chemin. — Être heureux, pensais-je, en trottant sur une haridelle qui a une molette à la jambe gauche! — Ce bonheur était pour mon esprit un abîme. Je m'y perdais.

Peu s'en fallut que je ne mourusse d'ennui dans mon village; mais j'étais un garçon de ressource : je fis bonne mine à mauvais jeu, et je finis par gagner la partie. J'eus bientôt lié connaissance avec tous les galopins de l'endroit. Nos relations furent d'abord difficiles, orageuses. Pur malentendu! Certaines vivacités d'humeur, quelques vantardises déplacées, des fiertés et des façons cavalières où perçait ma rage de primer, firent croire à mes nouveaux camarades que j'étais un faquin. Il y eut entre nous de violentes prises de bec, il s'ensuivit des échanges de horions. J'en donnais plus que je n'en recevais, ce qui ne m'empêchait pas de rentrer quelquefois au logis l'oreille déchirée, l'œil poché. On m'avait d'abord traité de blondin, de gringalet. On s'aperçut qu'en dépit de mes mains blanches et fluettes j'avais un poignet de fer, et que j'étais terrible dans mes colères. Alors on me surnomma le *comte de la poigne*, et on s'écarta de mon chemin; mais à la longue tout s'arrangea. J'avais pour moi d'être le fils de ma mère, de la dame triste, comme on l'appelait, laquelle au bout de huit jours s'était fait adorer de tout le monde. Ensuite on découvrit que, prompt à la colère, j'étais incapable de rancune, qu'au surplus il faisait bon être de mes amis, que je donnais libéralement tout ce que j'avais, et que dans nos expéditions diurnes ou nocturnes je réclamais la plus grosse part du péril, la moindre part du butin. On découvrit aussi que je ne m'attaquais jamais à plus faible que moi, que j'étais au contraire l'intrépide défenseur des petits, le grand redresseur de torts. Le *comte de la poigne* fut rebaptisé; on l'appela désormais *monsieur Biceps*, petit nom d'amitié dont il était fier. Un incident où se ré-

véla mon caractère acheva de me poser. J'eus un jour une violente altercation avec l'un de mes camarades, qui m'accusait faussement de je ne sais quelle peccadille. Nous en vînmes aux gourmades; je lui en appliquai une si vigoureuse en pleine poitrine que je l'envoyai tomber sur le revers d'un fossé, où il demeura étendu, respirant à peine, pâle comme la mort. A cette vue, j'eus horreur de moi-même, et, tirant un canif de ma poche, je m'en portai un grand coup au bras gauche; mon sang jaillit avec abondance : — Paul, m'écriai-je, je t'ai vengé! — Mes camarades interdits se regardèrent; ce trait-là les dépassait. De ce jour, ils sentirent confusément que je ne ressemblais pas à tout le monde, et, par l'effet d'un accord tacite, personne ne me contesta plus la primauté que je m'arrogeais. Monsieur Biceps tint désormais la haute main en tout et partout; il était l'ordonnateur de tous les plaisirs, l'arbitre de tous les procès. Ce qui le flattait davantage, il eut la conduite de toutes les expéditions. C'était surtout dans la maraude que se déployait mon génie. J'avais divisé mon monde en escouades, et je le menais militairement. J'avais mes avant-postes, mes sentinelles, mes vedettes, mes signaux. D'un coup de sifflet, je lançais ou je repliais mes colonnes d'attaque. Que d'exploits! que de prouesses! Nous étions le désespoir du garde champêtre, les espaliers tremblaient en nous regardant passer.

Vous pensez bien que ce train de vie polissonnante, grappillante et picorante n'était pas du goût de ma mère. Malgré ma vigilance, nos hardis coups de main étaient souvent découverts; les plaintes succédaient aux plaintes, d'autant que ma mère s'empressait de payer au centuple les dommages-intérêts. — Ladislas, me disait-elle, êtes-vous content de vous? — Je n'osais dire que oui, et de fait je ne l'étais qu'à moitié; j'aurais voulu que tout le monde fût heureux de mon bonheur. L'abbé Pontis me chapitrait dans le tête-à-tête; devant ma mère, cet indulgent vieillard plaidait les circonstances atténuantes. Il espérait obstinément la conversion du pécheur... Ses douces mercuriales se terminaient toujours par ces mots : — j'espère que tout cela va changer. — Dans notre village où chacun avait son sobriquet, on l'avait surnommé : Monsieur Espérance. Il disait à ma mère : — Ce garçon a les meilleures intentions du monde; mais il les oublie. C'est un vase d'or où il y a des fuites. — Hélas! il avait beau étouper, tamponner, calfater, le vase fuyait toujours; l'abbé n'y retrouvait plus le matin ce qu'il y avait mis la veille; son latin, sa botanique, ses morales, tout s'en allait. Ce qui désespérait surtout ma mère, c'était l'ardeur fébrile et pour ainsi dire la violence de sensation que je portais dans tous mes jeux. Ma tête se prenait, mes nerfs battaient la campagne. Je rentrais au logis les cheveux au vent, l'œil égaré, l'air à demi fou. —

Je crois vraiment qu'il a bu, disait ma mère. — Bah! répondait l'abbé Pontis en souriant, il n'est ivre que de vent, et jamais il n'en faudra davantage pour le griser. — Quand donc prendra-t-il goût aux plaisirs tranquilles? disait-elle encore. — Que voulez-vous? répliquait-il. Notre petit bonhomme est né avec un tambour dans la tête; mais j'espère que nous le crèverons.

Un beau matin, le tambour creva sans que l'abbé y fût pour rien. Le jour même où j'achevais ma quatorzième année, un inconnu vint frapper à notre porte. J'étais au jardin, je le vis entrer, et sa figure me frappa comme une apparition. C'était un homme entre deux âges, de haute taille, de forte carrure, le front largement ouvert, la poitrine bombée, les narines et les mains velues, une tête de lion, un cou de taureau renflé à la nuque d'un triple bourrelet de chair. Ses orbites profondes, ses pommettes saillantes et son grand nez fièrement découpé donnaient à son visage une expression d'extrême énergie. Sa peau était sillonnée d'une multitude de petites rides qui la plissaient en tout sens; sa joue gauche était traversée du haut en bas par une formidable couture. Quand sa figure était au repos, on apercevait à peine ses yeux enfouis sous la broussaille de ses énormes sourcils, et sa bouche qui se dissimulait dans l'ombre de sa barbe grise. Aussitôt qu'il s'animait, ses prunelles enfoncées luisaient comme braise; il en jaillissait des regards ardens, qui vous frappaient en plein visage comme des balles de plomb, et l'on voyait glisser sous l'épaisseur de sa moustache grise un sourire étrange, qui égalait en mystère celui de la Joconde. Somme toute, sa figure n'était pas belle, mais c'était en quelque sorte une figure historique; elle racontait des événemens, des aventures, tout un passé; elle disait clairement : J'ai vécu, j'ai souffert, et nonobstant me voilà.

Conrad Tronsko, — c'était le nom de mon inconnu, — s'approcha de moi et me considéra un instant avec attention. Je le regardais aussi de tous mes yeux. Ce qui me frappa tout d'abord, ce fut sa joue tailladée. Je lui enviais du fond de l'âme cette balafre, je fus sur le point de lui demander où cela s'achetait. Comme moi, il semblait faire ses réflexions, qu'il garda pour lui. D'une voix claire, argentine, qui contrastait avec sa physionomie et sa tournure athlétique, il me demanda si la comtesse Bolska était chez elle. Je lui répondis que oui. Il promena ses regards autour de lui, et, avisant dans une plate-bande un œillet qui s'était détaché de son tuteur et dont la tête pendait jusqu'à terre, il releva la fleur et la rattacha avec une grande délicatesse de doigts; on eût dit qu'il craignait de lui faire mal.

Il revint à moi. — Tu es donc le petit Ladislas Bolski? me dit-il. Je ne m'offensai point de sa question ni de son ton familier.

J'avais pris tout de suite une haute idée de lui; je le jugeais digne de me tutoyer.

— Oui, lui répondis-je, je suis Ladislas Bolski. C'est un beau nom.

Alors, pour la première fois, je le vis sourire. Étrange sourire! Qu'exprimait-il? De l'ironie? de la pitié? de la bienveillance? du dédain? Ce déchiffrement passait mon savoir. En cet instant, ma mère avança la tête à la fenêtre. — C'est vous, Tronsko! vous, ici! s'écria-t-elle en frappant ses mains l'une contre l'autre. En un clin d'œil, elle fut auprès de lui, et, le prenant par le bras, elle l'emmena au salon, dont la porte se referma derrière eux.

J'arpentai longtemps l'une des allées du jardin. Je pensais à la balafre de Tronsko. Dans ce moment, j'aurais troqué mes cheveux contre sa couture. — Je puis me vanter, me dis-je, d'avoir vu aujourd'hui un héros, car je gagerais ma tête que cet homme est un héros. C'est donc ainsi qu'ils sont faits?... Il me tardait de revoir Tronsko; je me promettais de l'entretenir en particulier, de m'informer de lui comment il s'y était pris pour devenir un héros. Il me semblait que le plus difficile était le commencement. Il y avait sans doute une méthode à suivre. — Ce n'est pas l'abbé Pontis, pensais-je, qui pourrait me renseigner là-dessus. Un homme qui éprouve de la joie quand il a réussi à faire trotter sa jument et qui mourra avant de s'être aperçu qu'elle a une molette à la jambe gauche!

Je n'y tins plus, je m'acheminai résolûment vers le salon. En approchant, j'entendis des éclats de voix. On agitait sûrement une question du plus haut intérêt. Peut-être Tronsko racontait-il l'histoire de sa balafre. J'entrai. Aussitôt ma mère fit un signe de la main et un *chut* que Tronsko comprit. Ils ne parlèrent plus que de questions de ménage et de pot-au-feu. Je fus frappé du profond respect que l'inconnu témoignait à ma mère. Il était comme suspendu à ses lèvres. Elle laissa tomber son éventail, il se précipita pour le ramasser, et, avant de le lui rendre, il le baisa dévotement comme une relique. Je me tenais debout près d'elle. — Tronsko, vous devriez faire entendre raison à ce mauvais sujet, dit-elle en me donnant un coup de son éventail sur les doigts. Nous ne savons qu'en faire.

Il me regarda. — Monsieur s'ennuie au village? me dit-il de sa voix chantante.

— On me reproche de m'y trop amuser, lui répondis-je en baissant les yeux.

— Et d'être un fier paresseux, reprit-elle, et de manquer d'ordre, de tenue.

Il répondit : — Que voulez-vous? il est de son pays. Nous sommes

un peuple d'hidalgos dans le siècle de la vapeur, des bureaux et de la police. Qu'est-ce que la Pologne? Une Espagne peinte en gris. Nous avons la paresse andalouse avec les brouillards en plus et le désordre du rêve... Oui, les Polonais sont des Espagnols de nuit, les phalènes de l'Europe. Le malheur est qu'il fait grand jour.

— Taisez-vous donc! fit-elle en rougissant de colère. Il suffirait d'un homme tel que vous pour honorer tout un peuple, et vous êtes légion.

Il s'inclina. — Sans compter, reprit-il, que la comtesse Bolska n'a pu naître qu'à Varsovie... Bah! je ne dis jamais de mal que de ce que j'aime. Sur tout le reste, je me tais.

Puis souriant de ce sourire mystérieux qui ne se laissait pas traduire dans ma langue : — Que craignez-vous? Ce marmot est un vrai petit Français, un vrai papillon de jour... Vous prenez trop de précautions. Laissez-lui seulement la bride sur le cou. Il n'y a pas de danger.

A ce mot, ma mère pâlit. — Que dites-vous là? s'écria-t-elle d'une voix vibrante. Vous ne le connaissez pas... Ah! c'est que je n'entends pas qu'on me le tue! — Et elle me pressa convulsivement sur son cœur, me faisant de ses deux bras un rempart contre je ne sais quel invisible ennemi. Ce mouvement et ce cri me transporportèrent. — Je n'entends pas qu'*on* me le tue! Jadis Jean m'avait dit : *On* ne veut pas que maman vienne à Genève; puis : *on* a pris sa marmite à ton père. — Et maintenant *on* voulait me tuer. Je n'y comprenais rien; mais tout cela se tenait, avait un sens. C'était comme un air d'opéra dont les paroles étaient pour moi de l'hébreu, mais dont la musique me faisait bondir le cœur. La tête me sautait. Le feu venait de prendre aux étoupes.

Tronsko se leva. Ma mère essaya vainement de le retenir à dîner. On l'attendait à Genève, il avait fait un détour pour nous voir, il ne pouvait s'attarder. A peine fut-il sorti que je demandai à ma mère qui était ce Tronsko. Elle me répondit d'un ton bref : — Le fils d'un tailleur et un fameux professeur de langues... — Je tombai de la lune, et je crus me casser le nez. Quoi! mon prétendu héros, cet homme qui honorait son pays était tout simplement un professeur de langues! Et sa couture? Apparemment il s'était laissé taillader par un barbier pris de vin. — Que je suis bête! me disais-je. Son habit indique bien ce qu'il est. Les manches en sont usées et blanchies à l'avant-bras; cela dénote le gratte-papier. Sans compter que, lorsqu'il est debout, son pantalon se ballonne et fait ventre à l'endroit des genoux. — Il me paraissait évident que de pareils accidens n'arrivent jamais au pantalon d'un héros. Autrement que vaudrait le métier?

Ainsi déception complète au sujet de Tronsko. Je le rayai sur

l'heure de mes papiers. En revanche, le cri de ma mère... Oh! quant à cela, c'était de la bonne marchandise, sans tare ni déchet. Il n'y avait pas à revenir là-dessus. Elle avait dit : — Je n'entends pas qu'on me le tue. — Il y avait donc quelque chance qu'on voulût me tuer! Si je sortais de mon village et que je rencontrasse en chemin certaines gens, ces certaines gens auraient peut-être l'idée de m'expédier en bonne forme! Cela était acquis au procès. Donc j'avais des ennemis, donc j'étais un personnage. Je bâtis là-dessus mille histoires fabuleuses et saugrenues. Dans mon enchantement, je fus me planter devant une glace; il me parut que depuis une demi-heure j'avais grandi d'une coudée. Je passai la main dans mes cheveux et je les fis bouffer sur mon front; puis j'essayai des poses, des airs de tête appropriés aux circonstances, toutes les variétés de physionomie qui seraient de mise dans les conjonctures tragiques que je prévoyais, et par exemple dans le cas où j'apercevrais tout à coup un canon de fusil braqué sur moi. Je m'accoutumais à regarder fixement dans l'espace, le menton relevé et sans cligner. Quand je fus las de cet exercice, je m'assis à une table et je transcrivis exactement toute la conversation de Tronsko et de ma mère, sans oublier certains mots que je ne comprenais guère, comme *hidalgos*, *bureaux*, lesquels s'étaient incrustés dans mon cerveau, paresseux à penser, ardent à imaginer.

Je posais la plume quand un coup de sifflet m'avertit que mes camarades m'attendaient dans la rue. Au lieu de les rejoindre en hâte, comme je faisais d'ordinaire, je m'approchai de la fenêtre et je les regardai au travers de la persienne. Ils levaient la tête de mon côté sans me voir. Je passai en revue leurs honnêtes et candides figures, et je les pris en pitié. — Ils mourront tous dans leur lit, me dis-je. Du diable si personne a jamais envie de les tuer! — Je leur laissai faire le pied de grue. N'était-il pas convenable que mes hautes destinées fissent bande à part? Ma mère m'avait donné un petit pistolet de tir. Je l'allai chercher et je montai dans un long galetas à l'extrémité duquel j'avais dressé une cible. Il y avait dans ce galetas une armoire en vieux chêne qui était toujours fermée à double tour. Il se trouva qu'on avait oublié la clé dans la serrure. Une curiosité me prit; j'ouvris l'armoire. Elle renfermait une malle dont je soulevai le couvercle. Quelle ne fut pas ma surprise, mon émotion, en apercevant l'uniforme de mon père, cette fameuse tunique écarlate qu'il avait emportée dans son dernier voyage en Pologne! Apparemment un ami pieux l'avait renvoyée à ma mère. Je touchai la tunique, mais je n'osai la déplier. Elle était maculée, tachetée de plaques brunes; sur l'un des revers, il y avait une éclaboussure de sang. Je détournai les yeux, et j'allais refermer la malle quand j'avisai dans un des coins une gaîne en peau de cha-

grin. Je l'ouvris, elle contenait le plumet rouge et blanc. Je serrai précipitamment la gaîne dans ma poche, et je refermai l'armoire.

Au même instant, j'entendis du bruit dans la rue. Je courus à la lucarne. Une femme s'enfuyait en criant : Un chien enragé! Elle disparut dans une allée. La minute d'après, je vis paraître un gros chien qui descendait la rue, la queue entre les jambes, la tête basse, la gueule écumante. Il arriva devant la grille ouverte d'un potager clos de murs. Il entra dans le jardin. Une servante sortit de la maison voisine et referma vivement la grille en disant : — Le voilà sous clé; qui se chargera de l'abattre? — Toutes les commères du village accoururent; il s'amassa beaucoup de monde. Un homme se détacha du groupe, disant : — Je vais querir mon fusil. — Aussitôt je sortis la gaîne de ma poche, j'en retirai le plumet, je l'ajustai à mon chapeau, que j'enfonçai sur ma tête; puis, mon pistolet à la main, je m'élançai dans la rue. Je la traversai sans être aperçu, tant les têtes étaient en l'air; je remontai un petit chemin pavé qui côtoyait le jardin. J'avisai un endroit où la muraille dégradée permettait l'escalade. Me voilà sur le chaperon. Le chien, qui faisait le tour du jardin en cheminant toujours droit devant lui, m'aperçoit et fait un bond énorme pour me happer; mais j'étais hors d'insulte. J'arme mon pistolet, j'ajuste l'ennemi. A l'instant de lâcher mon coup, une réflexion m'arrêta. — Le combat n'est pas égal, pensai-je. Il ne peut rien me faire. — Aussitôt je me laisse couler en bas du mur. Le chien, qui s'était éloigné, revient sur moi. Je l'attends de pied ferme. J'enfonce mon pistolet dans sa gueule béante et je presse la détente. L'animal tombe raide mort. Quand arriva l'homme au fusil, il me trouva le pied posé sur le cadavre de ma victime et agitant avec frénésie mon chapeau à plumet.

Cette aventure fit du bruit. Le lendemain, à ma grande surprise, mes camarades, au lieu de me fêter, me firent froide mine. Je voulus entamer le récit de ma prouesse, ils secouèrent les oreilles. L'un me traita de cerveau brûlé; un autre me dit qu'il était souverainement ridicule de se battre en duel avec un quadrupède; un troisième ajouta en ricanant que j'avais mal fait les choses, que j'aurais dû passer au chien mon pistolet et ne me servir que de mes dents. D'autres insinuèrent que le pied m'avait manqué, et que j'avais fait de nécessité vertu. — Ce pauvre diable de Biceps! disaient-ils, quelle mine il a dû faire en tombant de son mur! Enfin il a tiré au hasard; le roquet y a mis de la complaisance. — Je les écoutais avec une stupeur indignée. — L'épaisseur de leurs cerveaux, me disais-je, et la basse jalousie de leurs petites âmes, les rendent incapables de me comprendre. Tas de ganaches! m'écriai-je enfin. Et, séance tenante, je rompis net avec eux, et me démis de tous mes emplois.

C'est ainsi que mon tambour creva, et que, grâce à Tronsko, du jour au lendemain, je devins autre. Je tombai dans une morne langueur. Achille s'était retiré dans sa tente, résolu à vivre en loup-garou et à ne se plus commettre avec les petites âmes. Ce goût de solitude qui m'était venu ne profita guère à mon travail. Je passais mes journées dans une stupide flânerie. Je commençais mes devoirs, mais à peine avais-je ouvert mon Virgile, je me levais, je bricolais dans ma chambre, ouvrant et refermant mes tiroirs, remuant tout de mes doigts inquiets et distraits, passant mes cravates en revue, défaisant et refaisant ma toilette selon ma fantaisie du moment. Je sentais en moi une passion désoccupée qui ne savait à quoi se prendre. Le temps pesait à mes désœuvremens. Mon seul plaisir était de fumer en cachette, étendu de mon long sur un sofa. Souvent ma mère me surprit dans cette noble attitude. Elle humait l'odeur du cigare, me montrait du doigt le plancher, où traînaient pêle-mêle hardes, papiers, brosses et livres. Elle disait : — Quelle paresse! quel désordre! — et me regardait d'un œil sévère. Elle me grondait surtout avec les yeux. Je désespérais de lui faire comprendre 1° que la moindre application d'esprit me causait une douleur physique, 2° que j'étais dans l'impossibilité matérielle de remettre une brosse où je l'avais prise, 3° que faute de mieux, faire de la fumée, c'est faire quelque chose.

Ma subite métamorphose inquiéta l'abbé Pontis; il me trouvait par trop changé. Pour réveiller ma torpeur, il obtint de ma mère qu'elle me donnât un cheval, un vrai cheval de selle. A peine l'eus-je tenu un quart d'heure entre mes jambes, je me sentis revivre. Il avait ceci de particulier qu'on ne l'avait jamais entendu hennir; je lui donnai le nom de Taciturne. Quand, monté sur son dos, je descendais la grande rue du village et que je rencontrais mes anciens camarades, je les narguais du regard; ils m'apparaissaient gros tout au plus comme des cirons.

Me voilà remis sur pied. L'abbé Pontis aurait dû s'en tenir là; mais il fit si bien qu'au bout de huit jours je ne touchai plus terre. Le digne homme avait pour principe qu'il fallait faire la part du feu. Il trouva bon de me faire lire quelques ouvrages d'imagination. Le premier qu'il me mit dans les mains fut *Don Quichotte*. Impossible de vous rendre dans toute son énergie l'impression que me causa ce chef-d'œuvre : sympathie passionnée pour le héros, mépris incommensurable pour l'auteur, lequel avait été stipendié par les *bureaux* pour déverser des flots de ridicule sur la fleur de la chevalerie, sur le dernier des grands-justiciers. Je ne reprochais rien au chevalier de la Triste-Figure que son cheval. Un héros mal monté ne pouvait m'entrer dans l'esprit : à tout don Quichotte polonais, il faut au moins un demi-sang; mais, Rossinante à part,

j'admirais ce grand homme sans réserve, et je conçus le beau projet de l'imiter. A cet effet, j'entrepris de me chercher une Dulcinée; mon dévolu tomba sur une jouvencelle de mon âge, qui avait de la fraîcheur. Elle s'appelait Toinon et habitait avec ses parens une ferme située à deux portées de fusil du village. Je l'avais aperçue une ou deux fois ravaudant une jupe sur le pas de sa porte ou cueillant un légume dans son jardin. Avant de confesser ma flamme à Toinon, je résolus de me rendre digne de ma princesse en accomplissant coup sur coup une demi-douzaine de hauts faits. Je battais la plaine et les bois dans l'espérance d'une aventure qui ne venait pas. Je découvrais avec amertume que dans ce siècle de bureaux il y a peu d'occasions et beaucoup de gendarmes. Faute de mieux, je me rabattis à faire des folies avec Taciturne; je le lançais à corps perdu dans des fondrières, je lui faisais franchir échaliers et fossés; nous culbutâmes un jour l'un par-dessus l'autre dans un ruisseau. Il y avait à deux lieues de Mirion un vieux château ruiné; il ne restait du premier étage que l'une des solives du plancher; bravant l'abîme du regard, je m'amusais à courir le long de cette solive vermoulue et fléchissante, après quoi je gravai sur la pierre le nom de Toinon en prenant le ciel à témoin de mon amoureux délire. A la troisième représentation, la poutre craqua, s'effondra sous moi. Par un insigne bonheur, je tombai sur mes pieds dans un tas de gravats qui amortit ma chute; j'en fus quitte pour une contusion. Je décidai que désormais j'avais le droit de parler. Je rencontrai Toinon comme elle revenait de la fontaine, portant sur sa tête un coussinet et un baquet d'eau. Je l'accostai, je lui offris mon cœur dans un bouquet de roses. Ma main effleura la sienne. Je rougis jusqu'au blanc des yeux; elle rougit aussi. Je ne trouvai pas un mot à lui dire, et je m'enfuis à toutes jambes; mais le lendemain je la revis, je m'enhardis, j'osai me déclarer; je contai mes prouesses, la culbute dans le ruisseau, l'aventure de la poutre. Toinon ouvrait de grands yeux, ne connaissant rien aux us et coutumes de la chevalerie. Toutefois elle s'apprivoisa peu à peu avec ma folie, et ses yeux me tinrent un langage assez doux.

J'abrége l'histoire de ce roman. J'obtins un rendez-vous nocturne à l'ombre d'un poirier sauvage. J'arrive à minuit; ma belle m'attendait. J'avais alors seize ans, et j'étais d'une parfaite, d'une incomparable innocence; à la lettre, je ne savais que faire de Toinon. Soit dépit amer de mon ignorance, soit effarement d'une imagination qui ne pouvait se reconnaître dans son désordre, à peine eus-je serré dans mes bras ma Dulcinée, je perdis contenance, je reculai de deux pas, et, me laissant tomber sur le gazon, j'éclatai en sanglots. Elle prit peur, m'interrogea, et, mon trouble la gagnant, elle

se mit aussi à pleurer. En cet instant apparut la lueur d'une lanterne traîtresse; un père en furie, qu'escortait un valet de ferme, me saisit au collet; se méprenant aux larmes de Toinon, il me croyait plus coupable que je ne l'étais. Je me dégageai, je mis flamberge au vent, je menaçai d'embrocher le téméraire qui porterait la main sur moi. Ma fière attitude tint l'ennemi en respect, et je me retirai la tête haute, en protestant à ma princesse que je ne l'abandonnerais jamais.

Dès le lendemain matin, M. Espérance et ma mère furent instruits de tout. Je fus mis aux arrêts. Je passai la journée dans ma chambre, marchant à grands pas, parlant aux murailles, la tête en feu et Toinon dans le cœur. Par intervalles je me mordais les poings et je donnais du pied contre les meubles. Des mille plans que je formais, le plus raisonnable était d'enlever Toinon à la pointe de l'épée et de l'emporter en croupe... où donc? Dans une île quelconque. Je croyais encore aux îles.

Vers le soir, l'abbé Pontis vint trouver ma mère. Ils restèrent longtemps enfermés. Enfin je les entendis sortir. Ils s'arrêtèrent un instant à causer dans le vestibule. Je collai mon oreille à ma serrure.

— Vous avez fait une expérience, disait l'abbé. Elle n'a pas réussi. Vous auriez tort de vous obstiner. Autrement nous risquerions d'estropier ce garçon, de faire de lui je ne sais quel être amphibie, un fier-à-bras de village, un hidalgo à Toinettes et à Toinons, un meunier à brandebourgs qui le jour moudra son blé et toutes les nuits rêvera de pourfendre son moulin.

— C'est un peu la faute de votre *Don Quichotte*, monsieur le curé, lui repartit ma mère d'un ton de reproche.

— Il a déterminé l'accès, répliqua-t-il; mais la fièvre était là. Les maladies latentes! rien n'est pire.

— Vous me conseillez donc de lui faire voir le monde?

— Point de demi-mesures. Je vous conseille de l'emmener résolûment à Paris.

— Et les tentations!...

— Desquelles parlez-vous?

— De toutes. S'il évite le danger que je crains, ce sera pour devenir un homme de plaisir.

— Espérons que d'expérience en expérience il deviendra un honnête homme. A la garde de Dieu! La sagesse consiste à vouloir ce qu'on ne peut empêcher.

Ils descendaient l'escalier, je n'entendis plus rien; mais qu'avais-je besoin d'en savoir davantage? Paris!... les tentations!... J'étais demeuré sous le coup. Ces deux mots avaient produit sur moi comme une secousse électrique. En un tour de main, tout le cours de mes idées avait changé. Qu'est-ce donc que les tentations? me

demandai-je. A force d'y rêver, je décidai que c'étaient des Toinons en dentelles, et il me courait des frissons par tout le corps. Pour la première fois je me connus. Je suis bien le fils de mon père; comme lui, je portais en moi deux âmes, deux imaginations, l'une amoureuse des grandes choses, l'autre affamée de jouissances, l'une qui rêve de hasards et d'héroïques entreprises, l'autre qu'un sourire de femme affole et qui trouve dans l'éclair d'une sensation de quoi faire le bonheur d'un dieu. Si j'avais été maître d'arranger ma vie selon mes instincts, j'y aurais fait alterner les dévoûmens avec les voluptés : chacune de mes deux âmes aurait eu ses saisons; mais cela ne s'est pas trouvé ainsi. Il m'a fallu choisir, et au plus profond de mon être ont éclaté d'effroyables mêlées où ma raison s'est perdue.

Cependant, je vous le jure, la première fois que j'ai senti tressaillir en moi ma seconde âme, je fus ivre de joie. Mon roman avait crevé après mon tambour, et je me démenais, je criais comme un désespéré. Et tout à coup deux mots prononcés dans une antichambre venaient d'éveiller un écho dans mon cœur et de me révéler une moitié de moi-même que j'ignorais. Je découvris qu'il y avait en moi de l'étoffe; je pouvais suffire à tout, nous étions deux. Je sentais ces choses très obscurément, comme on les peut sentir à seize ans. Le fait est que, sans renoncer à rien, je me dis qu'il y avait temps pour tout; avant de hasarder ma vie, je résolus de la savourer et d'aller à la gloire en passant par l'eldorado. Étendu sur mon sofa, je passai toute la nuit à fumer cigare après cigare; j'entendais autour de moi des frôlemens de fantômes et j'entrevoyais des mains blanches qui me faisaient signe.

Le lendemain, ma mère m'annonça ses nouveaux projets, et que je devais prendre mon parti de quitter à jamais Toinon. Je me tins à quatre pour ne pas lui sauter au cou, je protestai pour la forme, pour l'acquit de ma conscience. Dix jours plus tard, nous partîmes. En passant devant le poirier qui avait abrité mon rendez-vous, je détournai les yeux avec confusion. Je rougissais de mon erreur. Que le voyage me parut long! J'aspirais dans le vent l'avenir et Paris, et je passais ma langue sur mes lèvres sèches. J'avais soif. De quoi? Mon esprit avait marché; désormais il me fallait autre chose encore que des Toinons en dentelles.

III.

Ce que je fis à Paris pendant quatre ans, je voudrais vous le dire en quatre mots. J'étais arrivé la poitrine gonflée de désirs, le cœur bouillant d'impatience; mais il y a toujours du temps perdu dans la vie. Une année durant je m'abstins. J'avais changé tout à coup

du noir au blanc, j'étais devenu grave, réfléchi, silencieux. J'adoptai sans discussion le plan d'études que ma mère me proposa. Je suivais des cours, je travaillais ou du moins j'en avais l'air. Ma pauvre mère en conçut d'abord le plus favorable augure; elle était loin de se douter de ce qui se passait en moi.

La première fois que j'avais traversé le boulevard, promenant autour de moi mes yeux ahuris, ébloui des splendeurs et des élégances qui m'apparaissaient, je m'étais dit : « Ladislas Bolski est un coq de village! » et je m'étais senti comme perclus de timidité et de honte. Mon premier mouvement fut de me sauver chez moi, de me mettre au lit, de tirer mes rideaux et de rester là sans parler ni souffler jusqu'à la fin de mes jours. Je résistai à cet accès de lâche désespoir, et peu à peu le courage me revint. J'avais un stage, un noviciat à faire, il y avait en moi de la ressource; un jour l'apprenti passerait maître. Cependant je résolus de ne rien précipiter, d'attendre mon jour et mon heure. Je voulais au préalable étudier la carte; je travaillais consciencieusement à me dégrossir l'esprit et les manières. J'avais décidé qu'un Bolski ne devait jamais être ridicule, que, sous peine de déroger, il lui était défendu d'aller, soit au feu soit au plaisir, avec l'air emprunté d'un conscrit. Aide-toi, le ciel t'aidera. Il me vint du secours de deux côtés. Je me souvenais que mon père m'avait dit un jour : — La plus heureuse chance qui puisse arriver à un homme, c'est de trouver un tailleur qui le comprenne. — Je trouvai un tailleur qui me comprit, et, grâce à lui, je recouvrai ma propre estime. Autre bonne chance : je fis un matin chez ma mère la connaissance d'un journaliste parisien qui dans le temps avait voyagé en Pologne et auquel mes parens avaient fait les honneurs de Varsovie. Je lui plus; dès notre première rencontre, il me voulut du bien. J'allai le voir, je m'ouvris naïvement à lui de mon ignorance et de mon désir de m'instruire. Ma candeur le réjouit, mes innocences le firent rire jusqu'aux larmes. Il consentit à se charger de mon éducation, me promena dans Paris, et, sous la conduite de ce mentor, j'acquis en peu de temps des lumières surprenantes. Il finit par m'introduire dans une maison où l'on jouait gros jeu. Là se réunissaient chaque soir des femmes beaucoup plus charmantes que Toinon, beaucoup moins sujettes à rougir, et des jeunes gens qui avaient peu de cheveux, encore moins de scrupules, et dont la conversation me parut pleine d'agrément. A peine eus-je mis les pieds dans cette délicieuse caverne, qu'à la vue de ce tapis vert et de ces visages plâtrés, ma tête se prit; mon émotion fut telle que je faillis me trouver mal. On me regardait, on commençait à sourire; je barbotai quelque temps et j'allais me noyer quand par une violente tension de ma volonté je réussis à surmonter mon trouble. Mon cerveau s'éclaircit, ma

langue se délia, toutes les audaces me vinrent, et, le hasard m'aidant, je fis un début prodigieux... Je rentrai chez moi au matin plein de science et les poches pleines d'or, soûl de plaisir jusqu'à rendre gorge, mais fier, très fier de moi; j'avais découvert un monde, ou, pour mieux dire, deux Amériques à la fois, le baccarat et la femme. De ce jour, le torrent m'emporta, et je ne me connus plus.

Ma mère ne fut pas longue à revenir de son illusion; à moins de se crever les yeux, il fallait bien qu'elle se rendît à l'évidence. D'ailleurs je ne prenais aucune peine pour lui rien cacher; il m'a toujours été impossible de me contraindre, de me déguiser, surtout de mentir aux gens que j'aime. Si elle m'eût questionné, je lui aurais tout dit; mais il semblait qu'elle se fût résignée à me laisser jeter ma gourme, et, selon l'expression de l'abbé Pontis, à vouloir ce qu'elle ne pouvait empêcher. J'avais mon entière liberté et toutes les facilités de me procurer de l'argent; il est vrai que je n'en abusai jamais; la fortune avait pour moi des complaisances, et le jeu était mon infatigable pourvoyeur, il pleuvait dans mon escarcelle. Au fond de son cœur, ma mère souffrait cruellement; elle se consolait auprès de ses pauvres; c'étaient ses aventures, à elle. Pendant que je courais de folie en folie, elle allait de grenier en grenier, soignant les malades, préparant des tisanes et des bouillons, bordant des grabats de ses blanches mains ou balayant des taudis, jetant aux affamés son or et son cœur, ivre de charité comme je l'étais de plaisir. Nous dînions ensemble de loin en loin; j'étais frappé de sa pâleur, du tremblement fébrile de ses mains. De son côté, elle me jetait un premier regard plein de questions et de reproches, après quoi nous causions de choses indifférentes.

Un jour elle se décida à m'écrire. Je retrouve sa lettre parmi mes papiers; la voici :

« Mon cher enfant, je sais qu'il ne tiendrait qu'à moi de vous questionner : vous me diriez tout; mais il est des choses que je rougirais d'apprendre de vous, c'est bien assez que je les devine. Et que vous serviraient mes remontrances? Je ne me sens pas de force à lutter contre la fougue de votre caractère, contre la violence de vos déraisons. Je me souviens que tout petit, un jour que je vous reprenais d'une mutinerie, vous me répondîtes : « Je ne sais qu'y faire; c'est mon idée. » Ce sera toujours votre réponse; toujours vous aurez votre idée, et vous ne verrez et n'entendrez qu'elle, et votre idée sera votre idole, votre dieu auquel vous vous donnerez corps et âme. Vous êtes arrivé à Paris honteux de vos romans de village, de Toinon, de votre poirier, et avec l'idée de devenir au plus vite un homme. Sûrement vous avez pris pour cela les meilleurs moyens. J'ai cependant un mot à vous dire; mais je n'ose vous le dire, et je

l'écris en vous priant de n'y point répondre, et qu'il n'en soit jamais question entre nous. Prenez-y garde, Ladislas, la vérité se venge. Quiconque la hait ou la méprise tôt ou tard sera sa proie.

« Il ne se peut faire que, dans la vie que vous menez, il n'y ait des heures de dégoût et de lassitude. Vous avez l'âme trop généreuse pour vous contenter longtemps du premier bonheur venu et de la première venue. Je me suis souvent plainte de ce tour romanesque que vous avez dans l'esprit. J'avais tort, c'est peut-être ce qui vous sauvera. Convenez-en, à de certains momens le plaisir ne vous suffit plus; vous éprouvez le besoin de l'ennoblir par quelque chimère, vous cherchez à vous donner le change en mettant un peu de votre âme où elle n'a que faire, un peu d'imagination où il n'en faut point; vous êtes las de nommer toujours les choses par leur nom, et vous découvrez avec dépit que rien ne se prête moins à l'illusion que le regard d'un joueur ou d'une courtisane, que ces gens-là sont terriblement positifs, que chez eux le tuf est à fleur de peau, qu'ils sont plongés jusqu'au cou dans le réel de la vie, que leurs aventures ne sont que des affaires plus chanceuses que d'autres, leurs passions des calculs enfiévrés, et qu'il y a autant de méthode dans leurs vices que dans les vertus d'un épicier. Je suis bien trompée, ou vous ne pourrez trouver longtemps le bonheur dans une fièvre sans poésie, dans une ivresse sans rêves. Je fais la part de votre jeunesse, de votre inexpérience, de l'étourdissement où vous jettent toutes les nouveautés; mais je pose en fait qu'un jour au moins par semaine vous avez un quart d'heure de dégrisement. Oh! que ces quarts d'heure sont précieux! qu'il soit permis à votre mère d'en régler l'emploi.

« Je voudrais que dans ces courts instans où vos fumées se dissipent, où vous réussissez à vous revoir et à vous ravoir, vous vous adressiez une question, une seule : n'y a-t-il dans la vie que je mène rien qui mette mon honneur en péril? Je vous entends vous récrier. Votre honneur! mais vous y tenez comme à la prunelle de vos yeux! Un Bolski faire quelque chose de contraire à l'honneur!... Écoutez-moi. Vous allez me trouver bien bourgeoise : l'honneur, tel que je l'entends, n'est que la parfaite honnêteté, et j'ai toujours rêvé de faire de mon fils un parfait honnête homme. Voilà un roman bien terre-à-terre! direz-vous encore. Pas tant qu'il vous semble, et je vous tiens la dragée haute. Vous êtes né avec une âme ardente, enthousiaste; mais les sentimens exaltés sont de peu de secours dans l'habitude de la vie, et c'est le propre d'un honnête homme de faire sans enthousiasme des actions fortes et difficiles.

« Oui, mon enfant, demandez-vous si, dans le monde où vous vivez, votre honneur ne court aucun risque, et réfléchissez, s'il se peut, sur la puissance des entraînemens. On a beaucoup glorifié les

passions dans ce siècle. Sans doute elles ont fait faire de grandes choses; elles ont inspiré aussi bien des lâchetés et des mensonges. Je crains surtout leurs sophismes. Elles sont si habiles à plaider le pour et le contre, à justifier l'injustice, à colorer le mal! La conscience leur résiste quelque temps et les fait taire; puis elle finit par écouter, elle hésite, elle se trouble, et de faiblesse en faiblesse elle déserte et passe à l'ennemi. On commence par dire : Impossible! Un beau jour, on dit : Bah ! nous n'en mourrons pas... Ladislas, il est beau d'être un héros; mais il faut pour cela des occasions et des circonstances. Il est encore plus beau d'être une conscience, cela ne dépend que de nous, et c'est la gloire que je vous souhaite.

« Si je vous suppliais de rompre les relations dangereuses où vous vous êtes engagé, vous me renverriez bien loin. Soit! que cette expérience s'accomplisse! Voici la grâce que je vous demande : vivez comme vous l'entendrez, mais faites-vous une règle de ne jamais rentrer chez vous le soir ou la nuit sans avoir fait dans la journée quelque chose qui vous ait coûté. Ce quelque chose ne sera, si vous le voulez, qu'une bagatelle, — une lecture par exemple, une heure de travail, vingt minutes employées à mettre vos papiers en ordre, quelques instans de recueillement dans une église. En faisant ce que je dis, vous apprendrez peu à peu à vouloir, vous vous sentirez capable de vous dominer, et vous serez à tout le moins un honnête homme commencé. Ces quarts d'heure volés chaque jour à vos plaisirs, c'est toute la part que je réclame dans votre vie. Je vous demande l'aumône, vous ne me la refuserez pas.

« Mon enfant, vous m'avez reproché hier ma pâleur, mes yeux battus, et vous vous êtes plaint que mes pauvres me tuaient. Je ne vous ai rien répondu, j'avais trop à dire. Qu'il vous suffise de savoir que ma résolution est prise là-dessus. Puisse le peu de bien que je fais suffire à racheter vos fautes! Que mes pauvres me tuent! Ce sont des amis que je vous prépare et qui plaideront un jour pour vous. Tout ce que je désire, c'est que vous soyez au bout de vos folies avant que je sois au bout de mes forces. »

Cette lettre me fit une assez vive impression. C'était la première fois que ma mère s'expliquait avec moi. Le passage relatif à l'honneur me parut bien étrange. Vouloir que je fusse un honnête homme et rien de plus, quelle plaisanterie! Et à quoi donc me servirait-il de vivre? Je ne voyais dans ce monde que deux conditions enviables, la gloire à discrétion et le plaisir à outrance. On ne peut tout faire à la fois; je commençais par le plaisir, je verrais plus tard à devenir un héros. Je m'étonnai aussi que ma mère voulût s'assurer que je savais vouloir. De la volonté! j'en avais à revendre. Elle me demandait de m'imposer chaque jour un quart d'heure d'ennui volontaire. Je fis mieux; je restai huit grands jours sans toucher une

carte, après quoi, jugeant l'épreuve suffisante, je remis ma volonté au fourreau, sûr que j'étais qu'elle ne s'y rouillerait pas. Ma mère s'était trompée dans son pronostic; je n'éprouvais ni fatigue, ni dégoût. Il est vrai que je n'avais pas vingt et un ans.

Le jour où je les eus, mes vingt et un ans, fut l'un des plus agréables de ma vie. On était au mois de mai. Après déjeuner, je montai à cheval et je fus me promener au bois. Je me trouvais dans la disposition d'esprit la plus riante. Après avoir essuyé quelques déconvenues au jeu, j'avais fait la veille une superbe rafle, et comme les bonheurs vont toujours deux à deux ainsi que les canes, éblouie de mon étoile, une petite blonde auprès de laquelle je perdais mes peines m'avait dit à l'oreille : — Mauvais sujet, je serai chez moi demain soir à dix heures. — Ajoutez que je montais un alezan admirablement beau, que je le montais admirablement bien, qu'on se retournait, que plus d'un lorgnon fut braqué sur moi, et que je surpris au vol des regards qui me chatouillaient le cœur. Je ne me suis jamais blasé sur cette friandise.

Vers cinq heures, j'entrai au café Cardinal pour me rafraîchir, j'allumai un cigare et je me déclarai à moi-même que la vie est une superbe institution, que l'alezan et le blond sont les plus belles des couleurs et que Ladislas Bolski était né coiffé. Au milieu de mon discours, je vis entrer dans le café un vieillard de haute taille, osseux, la tournure militaire, hérissé de barbe et de sourcils, une balafre à la joue gauche. Je n'eus pas besoin de m'y prendre à deux fois pour le reconnaître, c'était Conrad Tronsko; mais je ne fus pas tenté de l'aborder. Un professeur de langues, lequel au surplus n'était ni alezan ni blond! Ce n'était pas de mon gibier. Il passa près de moi sans m'apercevoir, s'assit, prit un journal. Un autre Polonais vint le rejoindre; ils se mirent à causer à voix basse. Je ne sais ce qu'ils disaient, et je ne m'en souciais guère. Je regardais la fumée de mon cigare et je me disais : Ce soir à dix heures! et je sentais comme un fourmillement à la racine de mes cheveux.

Tout à coup Tronsko éleva la voix, et j'entendis distinctement ces mots : — Que voulez-vous? c'est un vrai Bolski, et les Bolski sont des Bolski.

J'éprouvai une secousse, mon cigare m'échappa. Je tournai vivement la tête; mais je n'aperçus que le dos de Tronsko, qui s'était remis à parler bas... Les Bolski sont des Bolski! qu'avait-il voulu dire? Il avait prononcé ces mots sans intonation marquée, et je ne pouvais deviner quel sens il y attachait. Je résolus de m'en informer auprès de lui-même et de l'aborder quand il sortirait; mais en ce moment passa sur le trottoir une femme dont la robe retroussée laissait voir deux jambes faites au tour. Je me levai, je sortis, je suivis quelques instans ces deux jambes, et quand je rentrai dans

le café, Tronsko n'y était plus. — Quel est cet homme qui était assis là? dis-je au garçon. Il me répondit : — Eh! parbleu, c'est le fameux Tronsko. — On l'appela, il ne put m'en dire davantage.

Je sortis, me disant : Il est donc fameux, ce professeur de langues! Apparemment il en sait dix-huit, y compris le chinois et l'algonquin. Drôle de gloire!.. Mais à qui donc en a-t-il avec ses Bolski? — De l'humeur dont j'étais ce jour-là, je voyais tout en beau et j'expliquais tout à mon avantage. Je finis par conclure que Tronsko était allé se promener au bois, qu'il m'avait vu passer sur mon alezan, que, frappé de ma bonne mine et de mes talens d'écuyer, il m'avait reconnu et s'était dit : Il est enfant de la balle. Tel père, tel fils. — Et tout à l'heure, au café : c'est un vrai Bolski, et les Bolski sont des Bolski. — Après tout, pensai-je, ce Tronsko est un brave homme, et il ne manque pas de coup d'œil. Dieu les bénisse, lui et son algonquin! Mais je connais un heureux mortel qui ce soir à dix heures...

Le hasard voulut qu'en allant dîner je tournasse les yeux vers la devanture d'un libraire. J'avisai un livre à couverture grise, encadrée de noir, et qui portait ce titre en lettres rouges : *Mes souvenirs, par Conrad Tronsko*. J'achetai le livre, je le fourrai dans ma poche et je m'en allai dîner chez Brébant. Quand on est seul, on mange vite. Après dîner, je regardai ma montre. Encore deux heures et demie d'attente, deux siècles! Je rentrai chez moi, j'allumai ma lampe, je me promenai dans ma chambre. Sentant ma poche lourde, j'y portai la main : — Ah! c'est Tronsko qui est là! me dis-je. Et prenant le livre : — Les souvenirs de Conrad Tronsko! De quoi se souvient-il donc ce professeur de langues? Peut-être a-t-il eu quelques bonnes fortunes. Il est possible qu'une de ses élèves lui ait fait jadis les yeux doux. — Et je feuilletai les souvenirs de Tronsko.

Ce coureur de cachets avait couru aussi les champs de bataille, et les bonnes fortunes dont il se souvenait, c'étaient des cosaques, des basses-fosses, des bourreaux, des verges, des chaînes, des plaines de neige, les nuits et les effroyables silences de la Sibérie. Il avait fait ses premières armes dans l'insurrection de 1831. On l'avait vu à l'attaque du Belvédère, à Grochov. Quand la Pologne fut réduite à tendre la gorge, il avait cherché la mort, qui n'avait pas voulu de lui; puis il avait émigré à Paris, où pour gagner son pain il s'était mis à donner des leçons en ville. Dix ans plus tard, il était reparti pour la Pologne comme émissaire de la révolution, et déguisé en colporteur, sa balle au dos, il avait parcouru tout le royaume, jusqu'à ce que découvert, interrogé, reconnu, condamné, on l'avait expédié en Sibérie. Au bout de trois ans, il s'était évadé, avait traversé tout le Kamtschatka, s'était em-

barqué à bord d'un baleinier américain, et, franchissant le détroit de Behring, il avait fait le tour du monde pour revenir à Paris, où il s'était remis à donner des leçons en ville. Quand la Hongrie se souleva, quoiqu'il fût entrepris de rhumatismes et qu'il se sentît, comme il le disait, la Sibérie dans le corps, il avait voulu jouer encore une fois sa vie; il s'était enrôlé dans la légion polonaise, avait payé de sa personne dans trois combats et deux batailles, avait eu la tête fendue d'un coup de sabre, en était réchappé comme par miracle, et, la guerre finie, il avait dit : Retournons à Paris donner des leçons en ville. — Tout cela était conté dans un style d'antique modestie. Nulle envie de se faire valoir; il semblait que ce que Tronsko avait fait, tout autre l'eût fait à sa place. S'évader de la Sibérie, enjamber le Kamtschatka, rien de plus simple, de plus naturel; il ne fallait pour cela que des jambes, du secret, un peu de cœur. Point de récriminations contre la destinée ni contre les hommes, une attention continuelle à rendre justice à l'ennemi, le singulier mélange d'un mâle enjouement et d'une délicatesse exquise, d'une vieille expérience qui ne croyait plus à la fortune et d'une conscience qui avait gardé toute sa fleur et qui croyait encore à la vertu, dont Brutus a douté; — bref, l'histoire d'un héros écrite par un honnête homme. L'épigraphe était empruntée à Mickiewicz : « le Polonais s'appelle pèlerin, parce qu'il a fait vœu de marcher vers la terre sainte, la patrie libre; il a juré de marcher jusqu'à ce qu'il la trouve. »

J'avais commencé à lire un pied en l'air, comme une grue dans son marais, puis sur deux pieds, puis assis sur le rebord d'une table. Ma pendule sonna neuf heures, j'eus un tressaillement. — Voilà qui est drôle, me dis-je. J'ai failli oublier mon rendez-vous. Je me levai, je fis rapidement ma toilette. J'avais du temps devant moi; mon chapeau sur la tête, je me rassis, et de lire. Dix heures sonnèrent. Je levai le nez, je réfléchis, je fis deux tours de chambre, je sortis. Quand je fus au bas de l'escalier, je m'arrêtai, les bras ballans. Après deux minutes de rêverie, je remontai lentement, je rentrai chez moi, je jetai à terre mon chapeau, mes gants, ma cravate, je m'accroupis en rond dans un fauteuil. A la pointe du jour, je lisais encore, et j'avais compris ce mot des écritures: « l'esprit du Seigneur est passé sur moi, et j'ai senti mon poil se hérisser. »

A huit heures, je sortis, et je rentrai rapportant dans mes bras tout un ballot de volumes, des brochures, une histoire de Pologne, *les Slaves* de Mickiewicz et *le Livre des Pèlerins*. Tout le jour, je me repus de cette viande; plus j'en mangeais, plus j'avais faim. Les Jagellons, les Wasas, Sobieski, un peuple d'électeurs à cheval qui attendaient que Dieu leur parlât, puis des égaremens, des discordes,

le désordre des volontés et des pensées, et bientôt d'effroyables châtimens, des oiseaux de proie dépeçant leur victime, un mystère de larmes et de sang, des massacres, des supplices, les folies d'un héroïsme qui promet l'impossible et tient davantage, tour à tour des coups d'audace et de passives résistances, un peuple mort, enterré, qui soulève incessamment la pierre de son tombeau pour montrer à l'Europe ses plaies béantes, ses sueurs de sang et le navrant sourire d'une immortelle espérance, — pour la première fois je connus cette miraculeuse histoire. Par instans mon cœur se fondait dans ma poitrine, et je pleurais. Ces larmes de douleur, de repentir et de foi, que ne les ai-je recueillies! Je voudrais les boire.

IV.

Je passai huit jours enfermé chez moi, mangeant peu, ne dormant guère. Je n'interrompais mes lectures que pour me plonger dans un abîme de réflexions. — Il y a une Pologne, me disais-je, et hier encore j'ignorais son histoire, et je prononçais son nom sans que rien me battît dans la poitrine! Il y a une Pologne, et mon père ne m'a jamais parlé d'elle! Serait-il possible qu'il l'eût oubliée ou reniée?... Non, il n'est pas mort à la chasse. On m'a fait un conte. Il est mort pour son pays, sur un champ de bataille ou dans un cul-de-basse-fosse. Il est mort, et je ne l'ai pas vengé! Il est mort, et je vis!

Et je compris pourquoi ma mère avait dit à Tronsko en me serrant dans ses bras : — Je n'entends pas qu'on me le tue. Je compris pourquoi elle ne m'avait jamais entretenu des *choses saintes*, pourquoi elle m'avait emmené dans un village, pourquoi elle avait chargé l'abbé Pontis de m'enseigner la chimie agricole et la théorie des engrais. Elle aurait voulu m'enterrer dans quelque coin de province et que j'y vécusse en honnête campagnard, tout occupé de planter mes choux et de drainer mes champs, dans l'ignorance complète de mon pays, de ses gloires et de ses douleurs, n'ayant en moi plus rien de polonais, ni la foi, ni la langue, ni le cœur, coulant des jours paisibles à l'ombre de ma vigne et de mon figuier, et laissant à d'autres ce baptême de sang et de feu auquel la grande crucifiée convie tous ses enfans. Je considérais aussi que dans l'émigration polonaise de Paris ma mère avait retrouvé des connaissance de sa famille, des amis de mon père, qu'elle allait chez eux et qu'ils venaient chez elle, et qu'elle s'était gardée de me présenter jamais à aucun d'eux. Elle avait séparé sa vie de la mienne, tirant de son côté et me laissant aller du mien, et, quelque chagrin que lui pussent causer mes désordres, elle en prenait son parti, se disant apparemment pour se consoler que tant que je m'amuserais sur

les bords de la Seine, je ne penserais pas à m'aller faire tuer sur les bords de la Vistule. — Il y a une Pologne, reprenais-je, et Ladislas Bolski se dandine sur le boulevard, il se fait voir au bois, monté sur un alezan, il confère avec son tailleur, il soupe au Café Anglais, il joue au baccarat et s'ébaudit avec des viveurs et avec des filles! — J'avais la fièvre, les yeux me brûlaient. Comme la flamme consume la balle, une colère divine était entrée en moi et me dévorait jusque dans la moelle de mes os. Vous rappelez-vous cette parole du prophète? « Mon cœur est tremblant de frayeur, et on m'a rendue horrible la nuit de mes plaisirs. » Pendant mes insomnies, suspendu entre le rêve et la veille, je voyais un fantôme se dresser à mon chevet. C'était la Pologne. Elle me montrait ses mains et ses pieds percés; je voulais les baiser, mais elle me repoussait en disant froidement : — Qui es-tu? je ne te connais point!

Ma mère s'aperçut qu'il se passait quelque chose en moi. Un jour, à dîner, elle me dit : — Qu'as-tu, Ladislas? Es-tu malade?

Je lui répondis : — Ce n'est rien. Un peu de migraine. Il me semble que j'ai dans la tête trois ou quatre gros rats qui me rongent le cerveau.

Elle me regarda fixement. — As-tu fait une grosse perte au jeu?

Je lui fis signe que non, et je sortis de table. Je passai encore une nuit à lire. Le matin, vers six heures, je tombai sur le passage que voici : « Le jeune Lévitoux, âgé de dix-sept ans, fut enfermé dans la citadelle de Varsovie pour avoir été trouvé possesseur d'un exemplaire des *Aïeux* de Mickiewicz. Exaspéré par les tortures, craignant de tomber en délire et de trahir les noms de ses compagnons, il attira de ses mains enchaînées la veilleuse, la plaça sous son lit de sangle et se brûla vif. »

Il me prit comme un accès d'horrible jalousie. Je frappai du poing sur la table, je poussai un grand cri. En trois bonds, j'arrivai à la porte de l'appartement de ma mère. J'ouvris, j'entrai. Elle venait de s'éveiller, elle s'accouda sur son traversin et me regarda. Je remuais les lèvres pour lui parler, les mots me restaient à la gorge, j'avais la tête perdue. Enfin je réussis à crier : « Lévitoux! Lévitoux! » après quoi, je m'enfuis, et pendant deux heures j'arpentai les rues. L'air frais du matin me remit. Dès que je me sentis en état de parler, je rentrai. Je m'informai si ma mère était levée. On me répondit qu'elle venait de monter dans ma chambre. J'y courus. Elle était debout, pâle, les bras croisés, contemplant les livres étalés sur ma table. Elle avait compris.

Sans ôter mon chapeau, d'une voix hautaine et stridente : — Maman, lui criai-je, savez-vous ce que c'est qu'un vrai Bolski?

Elle s'assit et me répondit froidement : — C'est un homme qui ne se permet jamais de parler à sa mère le chapeau sur la tête.

Je jetai à terre mon chapeau et j'arrachai ma cravate. J'étouffais.

— Où est mort mon père ?

— En Hongrie, répondit-elle sans hésiter, où il est tombé percé de trois balles en se battant contre les Russes.

Un poids se détacha de ma poitrine; je respirai. — Voilà ce que c'est qu'un Bolski, — lui dis-je, et me tournant vers un portrait de mon père qui était pendu au-dessus de la cheminée, je lui jetai un baiser. Ma mère demeurait immobile et silencieuse, froissant entre ses doigts son grand éventail noir, qui ne la quittait jamais.

— Vous voyez cependant comme je vis, repris-je. Il eût suffi de me dire un mot... Vous ne m'avez jamais parlé de la Pologne. N'était-ce pas votre devoir de m'apprendre?...

Elle fit avec son éventail un geste qui signifiait : assez, brisons là!

Je pris un livre sur la table. — Vous n'avez donc jamais lu la chanson des mères polonaises.... La mère polonaise, dit cette chanson, accoutumera de bonne heure son fils à savoir ce que c'est qu'une chaîne et un carcan, pour que plus tard il ne tremble pas devant le fer de la hache, pour qu'il regarde sans pâlir la corde qui l'étranglera.

Elle se pencha vers moi. — Je la connais cette chanson, dit-elle. Qu'y a-t-il après ? Allez jusqu'au bout ! Et d'une voix forte : « Que la mère polonaise abreuve son enfant de sang et de fiel, qu'elle l'instruise à maudire, qu'elle l'habitue au mensonge, au parjure et à l'hypocrisie ! car il ne combattra pas à la clarté des cieux. Celui qui va lutter contre lui, c'est un lâche espion ou un juge vendu... » Voilà ce qu'elle dit votre chanson. J'ai voulu, moi, que mon fils ne mentît point et ne maudît personne. Suis-je donc si coupable ?

Je lui repartis avec emportement : — Coupable, oui, vous l'êtes ! Autant qu'il était en vous, vous avez travaillé à me déshonorer. Sans un hasard où je reconnais le doigt de Dieu, d'ici à dix ans tout patriote polonais aurait eu le droit de me cracher au visage... Que lui aurais-je dit pour ma défense ? Rien, sinon : mon infamie n'est pas à moi, j'ai été élevé par une mère qui n'aimait pas la Pologne!

Elle se dressa par un mouvement subit et me regarda d'un air terrible. Je ne l'avais jamais vue ainsi. J'eus honte de mon emportement, je m'inclinai, je voulus lui prendre les mains pour les baiser. Elle me repoussa avec violence, et brisant son éventail :

— La Pologne ! s'écria-t-elle. Je l'ai trop aimée. Je lui ai tout donné, mon cœur, ma vie. Ma mère était une vraie mère polonaise, elle m'avait abreuvée de sang et de fiel; elle m'avait appris ces chants des poètes « qui sont un présage de malheur, comme les hurlemens des chiens dans la nuit. » Ces paroles qui tuent, je les

bégayais le matin avec mes prières, et le soir, pendant que mes poupées dormaient, j'allais trouver mes frères et je leur disais : La Pologne est morte, et vous vivez!... Tout à l'heure vous avez jeté un baiser au portrait de votre père. Vous m'en devez dix. Si votre père est mort, c'est moi qui l'ai tué, et son sang est sur moi... Il était fils d'un homme qui avait renié son pays, qui avait accepté une charge à la cour de Russie, et le nom des Bolski était en horreur aux patriotes... Quand votre père rechercha ma main, écoutez-moi bien, quatre fois je le refusai; je ne me rendis qu'après lui avoir fait jurer sur le crucifix qu'il romprait avec les traditions de sa famille et qu'il tenterait une fois ou l'autre de mourir pour la Pologne... Mais que voulez-vous? on devient mère et le cœur se trouble... Je me penchai sur le berceau où vous dormiez votre premier sommeil, et je dis tout bas à la Pologne : « Ah! ne me prends pas celui-là. Ce qui est dans le berceau, je me le réserve. Ce sera ma part dans ce monde. » Et quand vous eûtes trois ans, je vous fis partir pour l'étranger, comme un avare qui met son trésor en sûreté... Oh! je vous le jure, la Pologne et moi, nous sommes quittes. Elle m'a pris mon père, Jean Solewski, qui est mort fou dans les mines de l'Oural. Elle m'a pris ma mère, que le désespoir a tuée. Elle m'a pris mon frère Casimir, qui s'est étranglé dans sa prison. Elle m'a pris mon frère Ladislas, qui partit une nuit en nous disant : Vous entendrez parler de moi! et qui n'est jamais revenu nous apprendre son secret. Elle m'a pris votre père Stanislas Bolski, qui est tombé sous les balles russes... J'ai compté et recompté mes morts; je suis en règle .. La Pologne m'a dévoré le cœur, il m'en reste un morceau, je le garde. Je ne la maudis pas; mais qu'elle me laisse tranquille!... Ce qui était dans le berceau, je l'ai gardé et je le garderai.

Elle se laissa tomber dans un fauteuil. Je fus m'asseoir à ses pieds et je lui dis avec tendresse : Ce qui était dans le berceau est devenu un homme que vous n'empêcherez pas de faire son devoir... Vous avez compté vos morts. Qui les vengera ?

— Oh ! la vengeance!... dit-elle avec amertume.

— N'en dites pas de mal! interrompis-je, c'est un nom polonais.

— J'en sais un autre, qui est plus polonais encore : le sacrifice... Et s'attendrissant : — Eh! ne peut-on payer ses dettes qu'avec du sang? L'amour, la foi, n'est-ce donc rien?... La Pologne m'a recommandé quelques-uns de ses pauvres. Demande-lui si je les aime, si je les soigne!... Toi, sacrifie-lui tes plaisirs, elle te bénira. Sois sévère à toi-même, utile aux autres, fidèle à tous tes engagemens, religieux observateur de ta parole... tu honoreras ainsi le nom polonais. Ne sera-ce pas travailler pour ton pays et te libérer de tes obligations envers lui?

Elle me parla longtemps sur ce ton, et tout en parlant elle entortillait autour de ses doigts une boucle de mes cheveux. Quand elle eut fini, elle prit ma tête entre ses deux mains et me regarda dans les yeux. Mes yeux lui dirent que je ne la croyais point. Elle se leva, traversa lentement la chambre, et à l'instant de sortir, se retournant : — Ladislas, me cria-t-elle, souviens-toi d'une chose, c'est qu'il est moins difficile et moins méritoire à un Polonais d'être un héros qu'un honnête homme.

A peine fut-elle sortie, je pris une plume, du papier, j'écrivis à Tronsko. Je m'étais informé de son adresse dans le café Cardinal, où je l'avais rencontré. Il y avait déposé sur la banque des cartes où on lisait : « Conrad Tronsko, professeur de langues, donne des leçons en ville et chez lui, rue du Vieux-Colombier, n° ... » Je n'ai pas conservé le brouillon de ma lettre, qui était sans contredit un chef-d'œuvre d'éloquence. Je commençais par expliquer à Tronsko le prodigieux effet que son histoire avait produit sur moi; je lui contais mes larmes, mes transports, cette blondine à qui j'avais brûlé la politesse, premier sacrifice que j'eusse fait sur l'autel de la patrie. Je lui communiquais ensuite mes projets. J'avais appris par mes récentes lectures qu'il y avait à Paris un comité démocratique qui envoyait en Pologne des émissaires chargés d'y porter la parole de vie. Je savais que, bravant mille dangers, traqués par la police comme des bêtes fauves, ces émissaires payaient le plus souvent de leur liberté ou de leur tête l'audace de leur généreuse propagande. Je voulais être l'un de ces missionnaires de la liberté, l'un de ces confesseurs de la Pologne, et je suppliais Tronsko de me présenter au comité, de me servir d'avocat et de caution. Ma lettre se terminait par ces mots : « Accordez-moi une audience, vous reconnaîtrez bien vite qui je suis. L'autre jour, vous vous êtes écrié dans un café que les Bolski sont des Bolski. Je ne sais trop ce que vous entendiez par là; mais je sais que mon père est mort au champ d'honneur, que vous étiez son ami, et que vous ne refuserez pas de servir de répondant à son fils. »

Aussitôt que j'eus achevé ma lettre et que je l'eus mise dans la boîte, j'éprouvai un grand soulagement. Il me sembla que je venais de passer le Rubicon, et que je n'avais plus qu'à marcher droit devant moi jusqu'au bout du monde. Tronsko me fit attendre trois jours sa réponse. Enfin je reçus de lui un court billet par lequel il me donnait rendez-vous pour le lendemain à onze heures du matin.

V.

Le lendemain, crainte d'arriver trop tard, je partis de chez moi, rue Taitbout, à dix heures précises, et je m'acheminai vers la rue

du Vieux-Colombier. Je travaillais en marchant à me représenter la scène historique qui allait se passer entre Conrad Tronsko et moi. Selon ma coutume, je la jouais d'avance dans mon esprit. Sûrement mon éloquent placet avait attendri le grand homme jusqu'aux larmes. Je le voyais m'ouvrant ses bras, me donnant l'accolade et m'armant chevalier. Il pleurait, je pleurais aussi, et tout en pleurant nous débitions l'un et l'autre des choses admirables et dignes de passer à la dernière postérité.

Quand j'atteignis le carrefour de la Croix-Rouge, je regardai ma montre. Il n'était que dix heures et demie; je risquais de déranger Tronsko au milieu d'une leçon. Cela ne m'arrêta point; j'étais bien aise de le surprendre dans l'exercice de ses fonctions. Bien qu'il y eût à mes yeux une déplorable incompatibilité entre le métier de héros et celui de professeur de langues, j'étais certain que Tronsko réussissait à sauver cette dissonance par la majesté de son langage, par l'héroïque dignité de ses attitudes. J'ai toujours eu une incroyable bêtise d'imagination. Sans doute je n'allais pas jusqu'à me figurer que mon héros donnât ses leçons en grandes bottes à l'écuyère et coiffé d'un shako à plumet tombant; mais j'avais décidé que dans sa manière d'enseigner les conjugaisons il devait y avoir quelque chose qui révélait le héros; en cherchant bien, on devait y trouver le plumet, et il me le fallait, ce plumet. Un héros sans plumet, autant dire un coq sans ergots. Oserai-je vous confesser que depuis huit jours je portais sur moi celui de mon père?

L'escalier de la maison où logeait Conrad Tronsko était le moins héroïque de tous les escaliers tournans. Au moment où je pénétrai dans cette sombre cage, il y régnait une odeur de relent, de graillon et d'oignon frit qui prenait à la gorge. Je me suis souvent plaint que la vie n'entendait rien à la mise en scène, c'est son côté faible. Je grimpai, je traversai un vestibule, je frappai trois coups à une petite porte, et, sans attendre qu'on me répondît, j'entrai. Effectivement Tronsko était en leçon. Vêtu d'une longue houppelande grise, chaussé de pantoufles en lisière, le cou nu, ses longs cheveux blancs retombant en désordre sur ses épaules, il enseignait les conjugaisons allemandes à un jeune dadais pommadé, cravaté d'azur, et qui, nonchalamment accoudé, filait entre ses doigts le bout de sa petite moustache blonde. Tronsko me toisa du regard et me montra près de la porte une chaise où je m'assis. J'employai quelques instans à étudier la caverne du lion. C'était une assez grande pièce peu meublée, mais propre et bien tenue. La tapisserie, le parquet, la table, les chaises, les rideaux, tout respirait une pauvreté qui se respectait et faisait ressource de tout pour se donner bon air et ne pas montrer la corde. Où que l'œil se portât, pas une tache, pas un trou, pas un grain de poussière, rien qui ne fût à sa place. Cela ne

faisait pas tout à fait mon compte. Je m'étais attendu à je ne sais quel désordre romantique et génial, et je découvrais que Tronsko tenait son modeste petit ménage avec toute la régularité d'une bonne servante hollandaise.

Quand mes yeux eurent achevé leur tournée, mes oreilles devinrent attentives. Franchement, dans la façon dont Tronsko expliquait la dérivation des temps, il n'y avait rien qui sentît le héros. C'était un excellent maître, et voilà tout. Ajoutez qu'il n'avait point l'air d'un grand homme qui déroge ou condescend. Il gesticulait, s'échauffait, bondissait sur son fauteuil; ses petits yeux enfoncés luisaient comme braise et menaçaient d'incendier ses énormes sourcils. On eût juré que l'enseignement de la grammaire était pour lui la plus belle chose du monde, et qu'il n'avait jamais rien fait de plus intéressant.

Ce qui m'humiliait pour la Pologne et pour lui, c'était le ton familier et presque cavalier dont lui parlait son élève. Cet imbécile n'avait pas l'air de se douter qu'il était en présence d'un héros. Tronsko était pour lui un quidam, le premier venu. Et pourtant au fond des yeux de Tronsko, quand il les tournait de mon côté, j'apercevais, moi, distinctement des champs de bataille, Grochov, Varsovie, des coups de lance et d'épée, des régimens de cosaques, des carnages, des geôles, des casemates, des plaines de neige, et le Kamtschatka tout entier. Dans ces yeux où je voyais le monde, le grand dadais ne voyait rien que les prunelles grises d'un maître de langues qui l'ennuyait, et il bâillait, l'insolent! Il disait à Tronsko avec humeur : — Je suppose que c'est ma faute, monsieur Tronsko; mais votre diable d'allemand ne m'entrera jamais dans la tête. — Alors Tronsko, légèrement agacé, prenait dans une boîte ouverte devant lui une noisette, et, la serrant entre son pouce et l'extrémité de son index, il l'écrasait sans le moindre effort. Cette petite opération lui calmait les nerfs, et il reprenait sa démonstration avec une patience infatigable qui m'affligeait.

Enfin onze heures sonnèrent; le dadais se leva et partit. Tronsko se tourna vers moi : — Quel imbécile! dit-il en poussant un soupir. Ne pas aimer la grammaire, qui est de toutes les choses de ce bas monde la plus aimable! mais plus imbéciles encore sont les grammairiens, qui ont eu l'art d'en faire une chose ennuyeuse. Ils enseignent les lois du langage comme les règles du trictrac, et cependant quoi de plus raisonnable que les langues? A vrai dire, la raison n'est que là. Dans les langues, tout s'explique ou par la logique ou par l'histoire, qui est une autre logique. J'ai sur le métier une grammaire comparée. Que Dieu me prête vie, et les pédans routiniers verront beau jeu!

J'ouvrais des yeux énormes. Au lieu de l'accolade brûlante que j'avais rêvée, une dissertation sur la grammaire! Tronsko s'aperçut de mon ébahissement. Il se mit à rire, et changeant de ton: —Ah! tu es donc le petit Ladislas Bolski? me dit-il, et tu es venu causer avec moi. Un instant, mon garçon; laisse-moi d'abord déjeuner. Il faudra que je parte dans une demi-heure pour aller donner une leçon rue Lafayette.

Il ouvrit une armoire, en tira un pot de faïence, qui contenait du caviar. Il prit un peu de ce caviar avec un couteau et l'étendit sur une tranche de pain bis qu'il avala en trois bouchées. Là-dessus il but un grand verre d'eau claire. Il appelait cela déjeuner. — Ce n'est pas tout que de se lester, reprit-il; il faut que je répare les avaries de ma *pelure*. — Et, ouvrant une autre armoire, il en tira une redingote en drap bleu, à laquelle il avait fait la veille un accroc; puis, ayant pris du fil et une aiguille, il s'accroupit sur le plancher, ses jambes repliées et croisées sous lui, à la façon des Orientaux et des tailleurs, et il se mit en devoir de raccommoder sa *pelure*. Tronsko cousait de grand cœur et ne me regardait point. Moi, je le regardais, cloué sur place et comme pétrifié. Il me cria sans lever le nez : — Cause donc, petit. J'écoute.

Je fis un effort : — Je croyais vous avoir écrit, lui dis-je.

— Eh! parbleu! oui... Ta lettre... Oh! parlons-en, une jolie petite pièce d'éloquence! La peste! tu fouettes la phrase à tour de bras jusqu'à ce qu'elle ronfle comme une toupie... Ce qui me fâche, c'est cette petite blondine à qui tu as brûlé la politesse... C'est mal à toi, mon garçon, et, si tu m'en crois, tu iras de ce pas la consoler... Hein! elle est jolie comme les amours, cette petite femme-là... Tu lui diras : Ce diable de Tronsko m'avait brouillé la cervelle avec ses histoires; mais je l'ai vu tantôt qui ravaudait ses hardes, l'animal, assis par terre comme son père le tailleur. Cela m'a fait revenir à toutes jambes du Kamtschatka, et décidément j'aime mieux une jolie femme.

Je découvris ainsi que Tronsko voyait sans regarder, et que l'abbé Pontis n'avait pas tort de prétendre que mon visage était transparent. Je tâchai de faire bonne mine à mauvais jeu, et, l'indignation me venant en aide, je parvins à dénouer ma langue. — Ne parlons plus de ma lettre, m'écriai-je, et laissons mes phrases ronfler comme il leur plaît; mais l'autre jour, dans un café où je me trouvais, vous avez dit : Les Bolski sont des Bolski. Puis-je savoir ce que vous entendiez par là?

— *Omnis clocha clochabilis*, répondit-il. *Ergo gluc*.

Je rougis de colère. — Je sais, repris-je, qu'autrefois certains Bolski ont démérité de leur pays et déshonoré leur nom; mais il me semble que mon père...

Il me regarda de travers en faisant une étrange grimace, celle d'un homme à qui on offre d'un plat qui ne lui revient pas.

— Mon père, continuai-je en élevant la voix, est mort au champ d'honneur.

— Il y en a tant qui sont morts! dit-il en haussant les épaules.

— J'avais cru que vous étiez son ami.

— Parbleu! De toutes les raisons que j'avais de l'aimer, la meilleure est qu'il était le mari de ta mère, car ta mère... vois-tu, mon garçon, je baiserais la terre devant elle.

— Ma mère est une sainte; mais il n'en est pas moins vrai que mon père est mort en brave. Vous n'oseriez pas le nier devant le témoin que voici! — Et je tirai de ma poche une gaîne d'où je sortis un plumet rouge et blanc.

Il écarquilla les yeux, et partant d'un éclat de rire : — Voyez donc un peu ce monsieur, s'écria-t-il, qui porte sur lui le plumet de son papa!... La croix de ma mère! le plumet de mon père!... Malheureux, tu veux donc te couvrir de ridicule?... Ah! tu as bien trouvé ton homme avec ton plumet! Veux-tu cacher bien vite ce petit meuble!... J'ai la sainte horreur de tous ces affiquets-là. Le paillon, la draperie, le plumet, c'est la malédiction de la Pologne!

Il acheva de recoudre son habit; puis il le posa sur le dossier d'une chaise, se leva, se jeta dans un fauteuil, et passant sa main sur sa grande barbe blanche : — Eh bien! oui, reprit-il d'un ton plus grave, ton père est mort en homme de cœur et en faisant son devoir. Qu'est-ce que cela prouve? qu'en veux-tu conclure?

— J'en conclus que je veux faire mon devoir comme lui, et puisqu'on ne se bat plus, je veux du moins partir pour la Pologne comme émissaire.

Il m'examina de la tête aux pieds comme s'il eût pris ma mesure; puis il se mordit les lèvres jusqu'au sang, fit deux tours de chambre, et chaque fois qu'il retournait la tête de mon côté, je voyais glisser sous sa moustache un de ces mystérieux sourires que je ne comprenais pas. Enfin s'arrêtant devant moi et posant ses larges mains velues sur ma tête : — Petit Ladislas Bolski que tu es! me dit-il. Toi, émissaire! Faute de grives, on mange des merles; mais Dieu soit loué! les grives ne nous manquent pas.

Je croisai fièrement mes bras sur ma poitrine : — Douteriez-vous par hasard de mon courage? m'écriai-je.

— Il faut donc raisonner avec toi! me répondit-il. Le courage! la belle affaire! Tu ne sais donc pas que Candide trouva dans l'Eldorado des polissons qui jouaient au palet avec des émeraudes et des rubis! Le cabaretier du coin lui apprit que dans ce pays-là les rubis et les émeraudes étaient les cailloux des grands chemins... La Pologne est l'Eldorado du courage, elle en est pavée!... Sais-tu

ce qui nous manque? Un peu de ce bon sens qui règle l'emploi du courage et un peu de cette vertu politique dont parle Montesquieu et qui est la discipline des volontés. Nos ancêtres avaient fait de la Pologne une pétaudière et le feu du ciel y est tombé, et pétaudière nous sommes restés; nous nous appelons chaos, et nous haïssons toute loi que nous n'avons pas faite. La république nous a laissé en héritage le *liberum veto* et sa très glorieuse anarchie. Ainsi soit-il!... Fils, apprends à obéir et à te gouverner, et nous verrons après.

Ce fut à mon tour de hausser les épaules, et je lui dis avec un sourire d'ironie : — Je vois que vous avez causé avec ma mère, et que vous me répétez sa leçon.

Il me répondit avec hauteur : — Ta mère! elle veut garder son poussin sous son aile. C'est tout simple, mais quant à moi, tu peux m'en croire, je me soucie de ta vie comme d'un fétu... Écoute, clampin; si tu entassais deux cent mille hommes sur une mine et que tu me donnasses une mèche allumée en me disant : La Pologne sera sauvée, mais il faut que ces deux cent mille hommes soient hachés menu comme chair à pâté... Tu n'aurais pas achevé ta phrase que la mine aurait sauté. Juge après cela si je suis disposé à marchander à la Pologne la tête de Ladislas Bolski!... Mais quand le diable y serait, je ne crois pas à ta vocation. Que veux-tu que j'y fasse?... Ah çà! dis-moi, es-tu seulement capable de vouloir la même chose quinze jours durant? Tu as des flambées d'enthousiasme, et c'est tout. Est-ce avec cela qu'on fait des émissaires?... Des embûches, des privations, des outrages dévorés en silence, des plaies sourdes qu'il faut laisser manger aux mouches, des aventures sans gloire, des douleurs sans larmes, et au bout de tout cela le plus souvent une mort obscure, ignorée, un gibet sournois et taciturne qui ne raconte ce qu'il a vu ni aux vents ni aux corbeaux... Mille tonnerres! à peine serais-tu là-bas que tu sentirais le cœur te faiblir et que tu soupirerais après le boulevard, après ton cheval alezan, après le Café Anglais, les bals de l'Opéra et les cabotines de bouis-bouis!... Et dans ce diable de métier, vois-tu, il suffit d'une défaillance, d'un instant de faiblesse, et on prononce un mot irréparable, et à supposer qu'on en réchappe, c'est un souvenir à traîner après soi toute sa vie comme un boulet... Qu'irais-tu faire dans cette galère? Es-tu seulement de force à te priver de quoi que ce soit, à coucher sur la dure, à vivre pendant huit jours de carottes et d'eau panée?... Il faut que chaque être suive sa destinée. La tienne est de t'amuser. Vas-y gaîment... *Slavus saltans!* c'est l'ancien nom des Polonais. Saute, petit! saute pour la blonde, saute pour la brune, saute jusqu'aux nues, et retombe toujours sur tes pieds, c'est une vertu polonaise... Que si décidément tu veux faire quelque chose pour la Pologne,... sais-tu? quand je suis allé te

voir dans ton village, ta mère s'est plainte à moi que tu ne pouvais ôter ta chemise sans en arracher tous les boutons... Et moi je te dis : Soigne tes boutons de chemise, et s'il t'arrive d'en brusquer un et de le faire partir, recouds-le toi-même au nom et pour l'amour de la Pologne. Fais cela pendant deux ans, après quoi j'irai conter ce miracle au comité, qui appréciera.

Il en eût dit plus long; mais il s'aperçut que de grosses larmes de honte et de rage descendaient quatre à quatre le long de mes joues. Il me regarda d'un air de compassion : — Tu pleures, bêta! me dit-il après un silence. Ce que j'en dis, c'est pour ton bien. Tu es si joli garçon! Je n'entends pas que le tsar se donne le plaisir de déformer ce chef-d'œuvre! — Il me poussait doucement par les épaules, et quand il eut ouvert la porte : — En sortant d'ici, tu verras passer une jolie femme, tu la suivras, et avant une heure tu auras oublié la Pologne. — A ces mots, il me tendit la main; mais je ne la pris pas, et je sortis sans rouvrir la bouche, la tête haute et les yeux secs.

Tronsko s'était trompé. En traversant la place Saint-Sulpice, je rencontrai une très jolie femme et je ne la suivis point. Je me rendis au marché Saint-Germain, j'y achetai une grosse botte de carottes, et, mon emplette à la main, je retournai chez moi. En arrivant, je pris une plume et une grande feuille de papier vélin où j'écrivis ce qui suit :

« Moi, Ladislas Bolski, fils de Stanislas Bolski, lequel est mort en Hongrie en se battant pour la délivrance de la Pologne, je prends l'engagement solennel que voici : 1° deux mois durant, soit du 21 mai au 21 juillet 1860, je suivrai régulièrement au Collége de France et à la Sorbonne quatre cours choisis parmi ceux dont j'ai tâté et qui m'ennuyaient à mourir; 2° je dormirai dans un lit de sangle, sans paillasse ni matelas, me couchant chaque soir à dix heures, me levant au coup de six heures; 3° j'achèterai un vêtement complet dans un magasin de confection, et je n'en porterai pas d'autre, ni d'autres cravates qu'un col de soie noire se bouclant derrière le cou; 4° je ne mettrai pas une seule fois les pieds au numéro... de la rue Blanche; 5° je ne fumerai que des cigares d'un sou; 6° je ne toucherai pas une carte; 7° je vivrai exclusivement de carottes crues et d'eau claire, et un jour sur huit je ne mangerai ni ne boirai. En foi de quoi j'ai signé : Ladislas Bolski, et dans le cas où je commettrais quelque infraction à l'une des sept clauses de l'engagement ci-dessus, je me condamne à prendre un fer rouge et à me graver sur le front cet écriteau : *Slavus saltans.*»

Je me tins parole, je fis honneur à ma signature. L'article 5 fut de tous celui qui me donna le plus de mal. Les cigares d'un sou me faisaient horreur, et je pris le parti de ne plus fumer du tout. Notez

que j'avais toujours sur ma table une caisse de londrès tout ouverte. Il me semblait que saint Antoine n'était à côté de moi qu'un très petit garçon. Mes carottes et leur goût douceâtre me donnèrent aussi bien du tourment. Je ne les pouvais plus voir sans que le cœur me levât, et je fermais les yeux pour les avaler; — triste ordinaire pour un fils de famille bien endenté. J'avais parfois des fringales, des tiraillemens d'estomac, des titillations nerveuses, mais cela ne prit point sur ma santé, qui était de fer. A l'heure où Paris dîne, j'allais rôder alentour des restaurans, et je respirais à plein nez l'appétissante odeur qu'exhalaient les cuisines. Je faisais danser une pièce d'or entre mes mains, et je me disais : Il ne tiendrait qu'à moi de me faire servir à l'instant une sole à la normande et un filet à la Chateaubriand; mais je n'en ferai rien, parce que je ne le veux pas. — En vain mon estomac défaillant battait la chamade et demandait grâce, je passais fièrement mon chemin. Mon âme était en train d'accoucher d'un héros, je célébrais d'avance la fête de ses relevailles, et j'étais heureux.

Ma mère ne s'aperçut pas tout de suite du singulier changement qui s'était fait dans ma vie. Elle me voyait fort peu; ses pauvres dévoraient sa vie. Après avoir déjeuné sur le pouce à neuf heures, elle allait en courses et ne rentrait que le soir. Cependant il me fallut trouver une raison pour ne plus dîner avec elle. Je lui contai que j'avais fait des excès de table, que ma santé s'en était ressentie, et qu'un médecin m'avait ordonné de me mettre au régime, de faire un repas au milieu du jour et de me coucher à jeun. Elle consentit à se payer de cette explication. Elle me surprit un matin dans ma chambre, dévorant à belles dents une carotte. Elle pensa tomber à la renverse. — Vous m'avez recommandé, lui dis-je, de faire chaque jour quelque chose qui me répugne. J'ai horreur des carottes, je cherche à m'y faire.

— Et pourquoi portes-tu des cravates noires?

— Parce que je ne puis les souffrir.

— Le paysan ivre et son âne, dit-elle en soupirant; tantôt à droite, tantôt à gauche, jamais dessus.

Pouvait-elle m'en vouloir? Je passais toutes mes soirées avec elle, je lui faisais la lecture, je lui disais des choses très raisonnables. Je cherchais à mériter d'avance par mes empressemens le pardon de tous les chagrins que je me préparais à lui causer. Elle pouvait croire qu'elle m'avait persuadé, et que désormais je bornais mon ambition à devenir un honnête homme.

VICTOR CHERBULIEZ.

(La seconde partie au prochain n°)

AHMED

CINQUIÈME PARTIE (1).

XII.

Ce ne fut pas Ahmed qui vint nous réveiller le lendemain matin; il envoya son valet de chambre à notre hôtel, une heure avant le départ du premier train de la Basse-Égypte. J'en conclus, mais sans jalousie, qu'il avais mis sa personne à la disposition de miss Grace et des Longman. Tandis que nous donnions la dernière main à nos bagages, un envoyé d'Éram-Bey nous apporta un papier d'auguste origine qui défendait aux chefs de gare d'accepter notre argent. En même temps le télégraphe enjoignait aux préfets, sous-préfets et gouverneurs de nous offrir partout leurs services. Ah! l'hospitalité orientale n'y va pas de main morte, et ceux que nous traitons de barbares font généreusement les honneurs de leur pays.

Devant la gare, point d'Ahmed. Nous attendons, l'heure approche, j'envoie le domestique à Shepherd; enfin, une minute avant le coup de sifflet, nous voyons accourir notre ami haletant, maussade et seul.

— J'en étais sûr, dit-il; je l'avais rêvé cette nuit : elles ne viennent pas.

— Quelle raison vous a-t-on donnée?

— Aucune! tout au plus un mauvais prétexte. Des lettres à écrire pour le courrier de demain, que sais-je encore? Le fait est qu'elles auraient honte de paraître en public avec un homme de ma couleur. Elles ne savent pas que Dieu, lorsqu'il fit l'homme, ra-

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février, des 1er et 15 mars.

massa la poussière éparse sur toute la surface du monde pour que l'est et l'ouest, le nord et le midi fussent pétris et confondus dans une seule poignée de limon.

— Pourquoi leur prêtez-vous un mauvais préjugé qui jure avec leur conduite d'hier?

— Pourquoi? parce que je suis trop furieux pour être juste. Vous avez peut-être raison; il se peut que M. Longman m'ait donné une excuse valable, et qu'on vienne nous retrouver ce soir comme il me l'a promis; mais j'enrage de partir sans les avoir même vues. Je les entendais à travers la porte, et elles n'ont pas même bougé de leur chambre tout le temps que j'ai été là.

— Écoutez donc, c'est qu'à huit heures du matin les femmes de nos pays reçoivent peu de visites.

— Je ne suis pas une visite, moi! je ne suis... que moi.

— C'est beaucoup plus que rien, n'en déplaise à votre modestie. Pourquoi supposez-vous que ces Anglais ne prendront pas le train du soir comme ils vous l'ont promis?

— Je le suppose parce que je le crains.

— Moi, je me porte garant de leur loyauté, et j'affirme que, s'ils avaient renoncé à cette excursion, on vous l'eût déclaré tout net. Maintenant, dès qu'il ne s'agissait que d'un retard de sept ou huit heures, vous auriez mieux fait d'attendre avec ou sans nous.

Il reprit fermement: — Pour cela, non; vous étiez mes hôtes avant même de toucher le sol de l'Égypte, et je ne suis pas homme à vous laisser pour des connaissances de rencontre. Je dois vous montrer mon pays afin que vous le fassiez connaître à l'Europe et à lui-même; il n'y a ni plaisir, ni caprice, ni intérêt de cœur qui passe avant ce devoir-là. Parlons de vous, de votre étude, de l'audience que son altesse vous a donnée hier après-midi, des questions que vous avez à résoudre. Le vice-roi est grand agriculteur, non-seulement par l'étendue de ses propriétés, qu'il ferait bien de restreindre, mais par le goût et l'aptitude. Malheureusement il ne peut ni voir ni agir par lui-même, de sorte que, malgré tout son esprit, il est le plus mal servi et le plus volé des princes. Vous me direz qu'il y a de la grandeur à se laisser voler, et qu'aux souverains musulmans cette grandeur fut toujours chère; mais comme il n'est point de tricherie qui, en dernière analyse, ne retombe sur nous, les sujets sont intéressés aux affaires de leur maître.

On devinait sous ce langage une âpreté toute nouvelle pour nous; j'ouvris les yeux, je m'avisai que le contre-temps du matin et l'empêchement de miss Grace nous fournissaient peut-être une occasion de voir le revers de la médaille en confessant un fellah pessimiste. Sans perdre une minute, je développai mon programme, et je m'en remis pour le reste à la mauvaise humeur d'Ahmed.

Il partit comme un trait. — Oui, dit-il, les bras manquent; mais il serait plus long que difficile d'énumérer les causes d'un tel mal. L'ignorance publique, l'oubli des premiers élémens d'hygiène, la mauvaise alimentation, l'absence presque totale des soins médicaux, tarissent la nation dans sa source. Un peuple qui perd régulièrement trois enfans sur cinq ne saurait croître sans miracle. Les fléaux que je vous signale sont anciens, je le sais, ils ne seront pas éternels. Le prince y remédie tant qu'il peut depuis son avénement. Hélas! qu'est-ce qu'un règne de cinq ans dans la vie de cette pauvre vieille Égypte? La misère accumulée ne s'efface pas d'un trait de plume, pas plus qu'on n'ôte les pyramides d'un coup de balai.

« Les bras manquent, je vous l'ai dit, parce que le luxe inintelligent de nos villes entretient une multitude de fainéans.

« Les bras manquent, parce que de tout temps les maîtres de l'Égypte ont gaspillé la vie humaine. Tel ouvrage qui fait l'admiration des voyageurs a coûté trente mille existences d'hommes, tel autre dix ou quinze mille, sans compter les enfans que ces victimes de la corvée auraient produits. L'incertitude de tous nos biens, et du premier de tous, qui est la vie, a provoqué plus d'une fois des émigrations formidables. Le phénomène inverse se produira peut-être un jour; je l'attends. Lorsqu'il sera bien démontré que l'homme est plus libre chez nous, moins chargé d'impôts, plus heureux que dans les autres états musulmans, les renforts nous viendront d'Afrique et d'Asie. Quant à l'Europe chrétienne, voici ce que je lui demanderais, s'il y avait moyen de s'entendre avec elle. Elle ne peut pas nous donner des paysans; le fellah seul est assez robuste et assez patient pour travailler nos terres et porter notre climat; mais nous manquons de chefs et de sous-chefs qui dirigent nos exploitations rurales : l'Europe pourrait nous en prêter quelques centaines avec grand profit pour elle et pour nous. Nous avons besoin d'ouvriers en tout genre, depuis l'homme qui construit et répare les machines jusqu'au simple terrassier. Vous comprenez qu'une large importation de main-d'œuvre européenne doublerait indirectement l'effectif du personnel agricole en libérant le fellah des corvées qui le dérangent et l'épuisent avec un médiocre profit. Les chemins de fer, les routes, les ports, les canaux, les bâtimens civils et militaires, devraient être réservés à l'ouvrier d'Europe, qui dispose de moyens supérieurs aux nôtres et produit plus que nous en moins de temps. Si le fellah n'avait plus d'autre affaire que la culture de son champ, si le pouvoir, bien équipé de main-d'œuvre étrangère, s'interdisait d'arracher le paysan à sa charrue sous aucun prétexte, le rendement du sol croîtrait dans une telle mesure que les plus gros salaires de nos collaborateurs européens ne grèveraient point le budget. Reste à savoir si les hommes de vos pays voudront et pour-

ront travailler sous le ciel de l'Égypte? L'expérience est faite, grâce à Dieu, et sur une grande échelle. Lorsque son altesse abolit la corvée dans l'isthme de Suez, vos ingénieurs n'ont eu qu'à faire un signe, et quinze mille ouvriers grecs, dalmates, monténégrins, maltais, italiens, allemands, français même, accoururent sur les chantiers; ils vivent en santé, presque en joie, sur ce sable maudit où mon père a trouvé la mort. Quinze mille ouvriers d'Europe, c'est la moitié de ce qu'il faudrait, bon an mal an, pour faire et pour entretenir tous nos travaux d'utilité publique. Le difficile ou plutôt l'impossible sera de les retenir ici quand l'isthme sera percé. Tant pis pour nous et pour vous, car, si nous avons intérêt à faire provision d'hommes laborieux et habiles, l'Europe aussi ferait une excellente affaire en colonisant un pays qui n'est pas à plus de six jours de Marseille. Les gens de cœur qui vont chercher fortune en Amérique y restent, parce qu'ils peuvent y fonder une famille. Ceux qui viendraient gagner leur vie chez nous retourneraient forcément en Europe; vous rentreriez en possession de leurs personnes et de leurs économies. Joli rêve! n'y pensons plus.

— Pourquoi donc?

— Parce que l'Égypte est séparée de l'Europe par un malentendu moins ancien, mais plus infranchissable que la grande muraille de Chine. En vertu de certaines conventions diplomatiques que l'usage, l'abus et la loi du plus fort ont singulièrement faussées, tout Européen qui débarque en Égypte y est maître. Il y apporte les lois de son pays, non pour les respecter, tant s'en faut, mais pour s'autoriser à la violation des nôtres. Il ne reconnaît ni le gouvernement, ni l'administration, ni la magistrature de l'Égypte; il ne connaît que son consul. S'il a maille à partir avec un de ses concitoyens ou même avec un indigène, c'est son consul qui tranche l'affaire, à l'exclusion des juges locaux.

« Je n'ai rien contre les consuls; je dirai même, pour vous être agréable, que les représentans officiels de l'Europe sont tous de petits saints. M'accorderez-vous en revanche que des dieux ne seraient pas trop parfaits pour accomplir une tâche si délicate? Il faut être jurisconsulte, il faut savoir les langues qui se parlent dans le pays, il faut être assez riche ou assez désintéressé pour opposer un cœur d'airain aux tentatives de séduction, d'où qu'elles viennent; il faut enfin savoir se dédoubler dans mainte occasion pour être en même temps l'avocat d'un compatriote et son juge. Si la France, pour ne parler que du pays que vous connaissez le mieux, possède beaucoup d'hommes taillés sur ce modèle, elle ne nous en a pas envoyé plus de deux ou trois en trente ans.

« Cela dit, rappelez-vous qu'il y a près de vingt consulats étrangers dans cette pauvre Égypte, près de vingt états dans l'état, près

de vingt rois au petit pied qui menacent à tout propos d'amener leur pavillon et de rompre tout rapport avec nous. Considérez que cent fois par jour une filouterie, une rixe, un scandale, un coup de couteau peut élever un conflit entre le droit souverain du khédive et le prétendu droit de nos hôtes; vous comprendrez pourquoi nous hésitons à faire entrer chez nous une force de trente mille Européens robustes, violens, peu disciplinables, comme sont la plupart des ouvriers. Quel que soit l'intérêt qui nous pousse à réclamer vos services, l'instinct de conservation parle encore plus haut. Tant que les capitulations ne seront pas déchirées, nous n'irons pas chercher trente mille seigneurs aux mains calleuses pour les impatroniser chez nous.

— Un moment, cher ami! Si vos lois étaient excellentes et vos magistrats sans reproche, nous n'aurions pas pris contre vous ce luxe de précautions dont votre patriotisme est offensé. Lorsqu'un Anglais s'établit en France, ou un Français en Angleterre, il accepte, et sans hésiter, le code et les tribunaux du pays. Ce n'est pas que les mœurs et les institutions de nos voisins vaillent toujours les nôtres. Le Français, par exemple, maudit l'esprit étroit et les lenteurs ruineuses de la justice britannique, l'Anglais supporte mal l'arrogance et le parti-pris de nos juges, qui traitent tout accusé en coupable; mais les deux civilisations sont égales, et dans les deux pays on est également assuré de rencontrer des magistrats instruits, indépendans et intègres.

— Eh! prêtez-nous votre civilisation, vos lois, vos juges même! Que l'Europe se cotise pour nous fournir un code égal ou supérieur au code Napoléon! Qu'elle cherche dans le personnel de ses cours et de ses tribunaux une demi-douzaine de Minos et de Rhadamanthes pour les implanter chez nous! L'Égypte les adopterait; elle leur ferait un sort assez magnifique pour que nulle tentation ne pût les atteindre, même dans le milieu corrompu et corrupteur que soixante siècles de despotisme ont fait ici.

— Bien dit; mais êtes-vous sûr que l'Europe possède six justes de trop? Nous en avons beaucoup; peut-être sont-ils tous employés, et les peuples qui savent vivre n'exportent que leur superflu.

— Si l'Europe en est là, si les magistrats infaillibles et incorruptibles y sont aussi demandés qu'offerts, si vous n'en avez pas un excédant au service des nations que vous appelez sauvages, de quel droit affirmez-vous donc votre supériorité sur nous?

— Supérieurs ou non, la nature ne nous a pas chargés de vous fournir un personnel judiciaire.

— Vous a-t-elle donné mandat de répandre sur nous le rebut de votre société, le trop-plein de vos prisons et de vos bagnes? S'il ne vous plaît pas d'innover, si vous voulez vous en tenir à la lettre des

capitulations antiques, décidez que nul trafiquant ne peut aborder en Égypte que sous la responsabilité de vos chambres de commerce, et qu'après avoir fourni bonne et valable caution. Les touristes eux-mêmes donnaient des garanties autrefois avant de s'embarquer pour l'Orient. Le célèbre Tavernier raconte qu'il versa une somme d'argent entre les mains de l'intendant du roi, à Marseille, pour couvrir les dégâts, fort invraisemblables pourtant, qu'il pouvait commettre en pays turc. Plaise à Dieu que vos préfets et les capitaines de vos ports usent de la même rigueur avec les taverniers du diable qui viennent ici donner à boire, à jouer et à tuer!

— Vous équivoquez sur les mots, Ahmed. La mode en est passée en nos pays.

— Eh! qu'importe? on parle comme on peut. Dire vrai et penser juste, voilà l'essentiel.

Nous étions arrivés à la station de Béna. Quelques femmes voilées couraient le long du train en nous offrant des oranges, des œufs durs et des galettes molles, plus épaisses que les crêpes de Bretagne, mais de la même consistance et de la même couleur à peu près. Ahmed en prit une demi-douzaine, nous les distribua et nous dit : — Il faut que vous goûtiez le pain de luxe des fellahs. — Le mets nous parut exécrable; Najac lui-même, qui mord au sarrasin chez ses fermiers de Quimper, fit la grimace. Chaque pain se compose de deux feuilles soudées par la circonférence, poudreuses à la surface extérieure, molles et spongieuses au dedans : un feuilleté mal fait et mal cuit. Cela plie et cela craque sous la dent, comme si la farine était mélangée de menu sable; la saveur est âcre et le parfum légèrement musqué. — Chers amis, dit Ahmed, le triste régal que vous faites est interdit à la plupart de mes concitoyens, ils ne mangent que la farine de maïs ou de sorgho mal écrasé entre deux pierres, et grillée ou bouillie sur un feu d'excrémens secs. Ni le sorgho ni le maïs ne renferment un atome de gluten, ils ne fournissent au corps humain qu'une fécule, c'est-à-dire un combustible impropre à la réparation. Notre blé même, j'entends celui dont vous goûtez en ce moment, est plus pauvre en matière azotée que tous les autres blés du monde. Triste, n'est-il pas vrai? Eh bien! ce n'est pas encore tout : notre blé le plus sain en apparence renferme on ne sait quoi d'acide et de putride, et voilà ce qui vous explique la saveur et l'odeur du pain que vous mangez. On a dit et même imprimé que les grains contractaient un mauvais goût sur l'aire où ils sont piétinés, arrosés et souillés par les animaux domestiques; mais j'ai fait plus de dix expériences sur des échantillons que j'égrenais moi-même entre mes mains, et tout me porte à croire que nos blés sont altérés dans le fond par une quantité de gluten corrompu. — Il tira de sa poche une feuille de papier

bleuâtre, l'appliqua sur le morceau que je mangeais et me dit : — Vous voyez : nos blés sont acides; ils rougissent la teinture de tournesol! Comprenez-vous pourquoi ils subissent une dépréciation du tiers sur les marchés de l'Europe? Ce qui m'étonne, moi, c'est qu'ils soient encore cotés si haut.

— C'est donc le sol d'Égypte qui est coupable, et si l'on ajoutait une certaine proportion de phosphates?...

— L'essai vaut qu'on le tente, mais je me persuade *a priori* que Dieu fait bien ce qu'il fait, et que tout mal est né de l'homme. Si les Romains ne voyaient aucune différence entre nos blés et ceux des Deux-Siciles, qui sont parfaits, c'est que sans doute, il y a dix-huit cents ans, les uns valaient les autres. Depuis lors, l'ignorance et la pauvreté ont perdu notre agriculture et fait dégénérer toute chose. Les fellahs ont contraint le même champ à porter successivement cent récoltes identiques; ils ne savent pas encore aujourd'hui qu'on repose la terre en alternant les cultures. Ces malheureux, toujours pressés d'argent, ont vendu le meilleur de leurs moissons et semé le pire; en faut-il davantage pour expliquer la dégénérescence de leurs grains? Le remède n'est-il pas tout indiqué? un assolement logique et surtout des semences nouvelles. J'ai essayé les blés du nord et du midi, rouges et blancs, durs et tendres, ceux de Russie, ceux de Pologne, ceux de Hongrie, ceux d'Angleterre, de France, de Naples, de la Californie, de l'Algérie et du Chili. L'expérience m'a prouvé que le grain de Médéah, qui fournit dix-huit pour cent de gluten, pourrait se cultiver presque indéfiniment chez nous, car il n'a presque point dégénéré depuis six ans que je l'étudie; mais pour tous ceux qui, comme moi, sont en commerce perpétuel avec l'Europe, il y a plus de profit à semer des grains de Pologne ou de Russie, qu'on renouvelle tous les ans. La première moisson donne toujours un produit égal ou même supérieur à la graine employée; c'est véritablement du blé russe que je vends sur le port de Marseille, et mon correspondant l'échange troc pour troc contre les arrivages d'Odessa.

— Vous faites du blé russe sans autre engrais que le limon du Nil?

— Ah! pardon. J'ai été jeune tout comme un autre, et j'ai cru, moi aussi, que l'Égypte était exemptée de la loi de restitution. Ce préjugé ne manquait pas de vraisemblance au temps où les charrues grattaient légèrement la surface du sol et quand le fellah se contentait de deux demi-récoltes à l'année; mais j'ai rapporté de chez vous la pratique des labours profonds et de la culture intensive, qui prodigue l'engrais à la terre pour en tirer un produit maximum. Je ne suis pas le seul de cet avis; les cultures industrielles, et particulièrement celle de la canne à sucre, ont appris aux plus ignorans que notre terre n'est pas inépuisable, et qu'il faut nourrir la

nourrice sous peine de la tuer. Nul ne s'est avisé de lui rendre les déjections des hommes et des animaux : les unes sont impures, et la religion nous interdit de les manipuler à la mode d'Europe; les autres sont affectées de temps immémorial à l'usage de la cuisine, pour remplacer le bois qui nous manque. Savez-vous que l'Inde anglaise en est encore là, et que j'ai constaté la même pratique dans plusieurs départemens français? Nos fellahs, dans leur innocence, ont imaginé de produire un véritable engrais de fils de famille, car il rapporte assurément soixante fois moins qu'il ne coûte : c'est la colombine. Voyez-vous là-bas, sur la droite, ces grands pigeonniers blancs semblables à des tours carrées? Ils sont construits de la façon la plus ingénieuse avec des pots de terre superposés, dont chacun est un nid tout fait. Le plus grand, celui qui domine le village, appartient à un fellah de ma connaissance; j'en ai dressé la statistique : vingt mille pigeons y sont logés à l'aise; le revenu en colombine se monte, année moyenne, à quatre bourses par an, soit un peu plus de vingt-cinq louis. Ajoutez-y, si bon vous semble, la vente des pigeonneaux, qui pullulent du printemps à l'automne. Il en naît dans la belle saison jusqu'à cinq cents par jour; mais cette viande est si commune et l'on s'en lasse si aisément qu'un boisseau de jeunes pigeons vaut à peine un kilogramme de bon bœuf. Voilà tout le produit d'une nombreuse et dévorante colonie qui saccage la plaine à coups de bec. Je disais l'an dernier au propriétaire : « Sais-tu ce qu'ils te coûtent, tes vingt mille pigeons? — Non; qui pourrait le dire? — Combien supposes-tu qu'ils mangent tous ensemble? — Quelques ardebs de grains par jour; cinq ou six, ou même davantage. — Mettons cinq pour ne rien exagérer; mais, malheureux, cinq ardebs par jour font dix-huit cents au bout de l'année, c'est-à-dire plus de trois mille hectolitres de tous grains qui, à dix francs l'hectolitre, c'est le plus bas prix imaginable, représentent une somme de trente mille francs que tu perds. — Mais, dit-il, mes pigeons vivent aussi sur le voisin. — Et ceux du voisin, grand nigaud, vivent également sur toi. » Voilà, messieurs, la théorie du colombier dans sa simplicité primitive. Vous comprendrez pourquoi je n'entretiens pas de pigeons, ni mes amis non plus, dans la plaine de Mansourah. Le seul engrais que j'emploie est fourni par mes bœufs, mes chevaux, mes moutons et mes buffles. Nous ne manquons pourtant pas de combustible, Dieu merci. Outre la tige des cotonniers, qui me fournit de bons fagots par centaines de mille, j'ai planté sur douze hectares d'un sol aride et longtemps abandonné une petite forêt qui vient très joliment.

— Une forêt dans le Delta!

— Un simple embryon de forêt, mais qui suffit à montrer ce que

le travail et le soin pourraient faire. Apprenez que notre pays, depuis la cataracte d'Assouan jusqu'aux embouchures du Nil, se laisserait boiser en peu de temps, si les hommes s'en donnaient la peine, et surtout si nous n'étions pas en mesure d'en tirer un meilleur parti. Il serait plus nuisible qu'utile de récolter du bois dans les plaines qui produisent à volonté le pain, l'huile, le sucre et le coton; mais nos pires terrains et nos déserts eux-mêmes se couvrent d'une riche et puissante végétation forestière dès qu'on y jette quelques graines et qu'on y fait passer un filet d'eau. Quand nous serons un peu plus maîtres du Nil, ce qui ne tardera pas, je l'espère, les sables qui nous limitent à droite et à gauche offriront le spectacle d'une belle forêt continue; les terres de seconde qualité se transformeront en pâturages et nourriront assez de bétail pour fournir de la viande aux marchés européens; les sols fertiles seront réservés à la production des céréales et surtout aux cultures industrielles. Les bois prospèrent sans l'intervention de l'homme : pour cent hectares, un seul garde suffit. Les troupeaux ne réclament qu'une surveillance sommaire; de toutes les denrées indispensables à la vie humaine, la viande est celle qui se fabrique le plus spontanément; en Australie, un seul individu conduit mille têtes de gros bétail. Il nous resterait donc au moins les neuf dixièmes de la population pour les travaux qui veulent une main-d'œuvre assidue, et le fellah, si Dieu permet qu'il ne soit plus détourné de sa besogne et qu'il trouve les premiers capitaux sous sa main, deviendra avant la fin du siècle le plus grand producteur du monde.

— Rien que cela? comme vous y allez, mon cher Ahmed! Je vois bien sur qui vous comptez pour garantir à vos concitoyens le libre usage de leurs bras; mais vous avez parlé des capitaux. Où l'Égypte les prendra-t-elle, je vous prie? Vous avez eu personnellement la rare et l'invraisemblable fortune de puiser une première mise de cinquante mille francs dans la poche de Saïd-Pacha : est-il à croire que vos disciples rencontrent tous pareille aubaine? Les finances du gouvernement égyptien sont, je ne dirai pas malades, mais tout au moins embarrassées, et le trésor ne paraît guère en mesure d'offrir des subventions au travail privé.

— Un moment! Il est trop vrai que les capitaux manquent, comme les bras, et pour la même cause. Un vice unique, l'insécurité, pèse depuis des siècles sur nos personnes et sur nos biens. Le paysan n'est pas garanti contre les ordres arbitraires qui peuvent l'envoyer à cent lieues de son champ labouré ou de sa récolte pendante. Le gros propriétaire est constamment exposé à voir ses ouvriers émigrer tous par ordre, lorsqu'il en a le plus pressant besoin. La même incertitude déprécie les richesses nées et acquises. Nul ne peut dire que l'impôt ne lui enlèvera pas demain tout l'ar-

gent qu'il possède. Les besoins du pouvoir sont effroyables, surtout depuis que vos faiseurs, appuyés de vos consuls, tirent à boulets rouges sur un petit pays neutre et désarmé. La perception des impôts s'est toujours mal faite en Égypte. Quand le gouvernement veut avoir dix millions, il les demande aux moudirs, qui les donnent, sauf à les reprendre aux cheiks-el-beled, qui se remboursent sur le menu peuple. Tout naturellement les premiers veulent rentrer dans leurs capitaux avec usure, et la même méthode se poursuit jusqu'à la fin. La pièce de cinq francs qu'on arrache au fellah s'use en passant de main en main, et lorsqu'elle arrive à son altesse, si elle vaut plus de dix sous, c'est miracle. Par un phénomène identique, quoique inverse, quand le vice-roi donne cinq francs pour les besoins du peuple, les fellahs n'en ont pas souvent plus de dix sous. Ne riez pas! Il en était de même en France sous le grand roi, et les fermiers-généraux de tous pays n'en font pas d'autres. On lit dans Ammien Marcellin que les fellahs de l'antiquité mettaient un point d'honneur à refuser l'impôt jusqu'à ce que le bâton eût mis leur résistance à bout. La mode s'est continuée: comme autrefois, le premier mouvement de tout Égyptien qui reçoit une somme d'or ou d'argent est de creuser un trou dans la terre. L'Égypte s'est ainsi pavée de millions sans nombre, que le bâton lui-même est impuissant à découvrir, car souvent le chef de famille meurt sans révéler sa cachette à ses héritiers les plus chers. La guerre civile d'Amérique et la crise de l'industrie cotonnière nous ont donné, dit-on, un milliard et demi : je serais fort empêché de vous dire où cette richesse a passé. Ce qui saute aux yeux, c'est que la prospérité apparente du fellah ne s'en est guère accrue; on a fort peu bâti, proportion gardée; peu d'hommes ont amélioré ouvertement leur train de culture; chacun dissimule son avoir comme on se cacherait d'un crime, tant on craint de donner l'éveil aux exacteurs de l'impôt! Notez que nous vivons sous le prince le plus doux, le plus humain et le plus entendu qui ait jamais gouverné l'Égypte; seulement Ismaïl-Pacha ne saurait être partout, ni surveiller l'administration des moindres agens. Pour la première fois depuis peut-être cinq mille ans, on a limité la durée des prestations exigibles : le fellah ne doit plus aux travaux d'intérêt public qu'un mois et demi dans l'année, et il peut se racheter de la corvée à prix fixe, argent comptant; mais c'est la garantie qui nous manque, et cette garantie, une magistrature européenne pourra seule nous la donner. Nous n'avons pas chez nous ce troisième pouvoir si bien décrit et si noblement représenté par Montesquieu, la magistrature. Aidez-nous, sauvez-nous! Le lendemain du jour où l'Europe nous aura prêté un pouvoir judiciaire, les trésors enfouis jailliront du sein de la terre pour alimenter l'agriculture et

l'industrie. Si nous n'en avons pas assez, l'Europe nous prêtera son argent à un taux raisonnable et moral, parce que nous lui offrirons pour la première fois des hypothèques solides. Vos capitaux trouveront ici des placemens à sept ou huit pour cent, sur valeurs de tout repos, et notre agriculture est assez bien dotée par Dieu pour servir un tel intérêt sans se mettre à la gêne. Comprenez-vous?

— Fort bien; mais il me semble, Ahmed, que votre patriotisme a brusquement changé de note. Vous n'aviez pas assez de malédictions pour l'Europe, et voilà que vous lui demandez de vous servir de mère! La vieille Égypte, âgée de dix mille ans et plus, aspire à se mettre en tutelle. Et c'est nous, les bandits, fléau d'Alexandrie, que vous appelez au secours!

— Si j'ai pu vous paraître inconséquent, c'est que vous m'avez mal écouté ou mal compris. Je reproche à l'Europe de nous envoyer vingt forbans pour un homme de bien et de maintenir mon pays sous un régime d'exception qui favorise également le commerçant honnête et les drôles; mais je me suis toujours plu à reconnaître que, dans ce siècle de progrès scientifique, industriel et économique, nous n'étions pas de force à vivre par nous-mêmes. Vous nous êtes indispensables, et nous pouvons vous être utiles; l'Égypte vous a rendu de signalés services entre 1862 et 1866. Elle implore aujourd'hui le patronage collectif des puissances civilisées, et j'espère qu'elle sera bientôt leur rivale en civilisation, si peu qu'on l'aide. Tous ses maux viennent du despotisme intérieur; le despotisme extérieur et multiple des consuls ne les a jamais soulagés, au contraire. Le ciel nous donne un prince assez intelligent pour abdiquer spontanément ses plus hautes prérogatives entre les mains d'une magistrature étrangère. A tant de bon vouloir, oserez-vous répondre : non? L'Égypte restera-t-elle éternellement partagée entre un maître héréditaire et dix-sept passans en frac brodé?

La discussion n'était pas close quand le train s'arrêta au bord du Nil, devant un port très animé et une ville assez étendue. C'est Mansourah, que le sire de Joinville appelle la Massoure; c'est la prison du bon roi saint Louis; c'est surtout pour l'instant un immense entrepôt de coton : nous distinguons de loin un marché encombré de neige végétale en tas énormes; on voit circuler des djermes où les balles superposées s'élèvent à mi-hauteur du mât.

Les gens d'Ahmed et ses chevaux nous attendaient devant la gare. Quels chevaux! quatre étalons arabes de la pure race du Nedjed, harnachés à la vieille mode, c'est-à-dire vêtus de soie, de velours et d'or.

Oserai-je l'avouer? nous regrettions les fiacres du Caire; ces nobles bêtes ne nous inspiraient qu'une admiration tempérée par

la défiance de nous-mêmes. Le meilleur cavalier de nous trois appréciait surtout les ânes; d'ailleurs on nous avait conté que les chevaux d'Égypte sont dressés à un genre de fantasia qui désarçonne les étrangers à coup sûr : ils partent au grand galop, fournissent à travers champs une course de cinq ou six cents mètres, et s'arrêtent tout net, les deux pieds de devant fichés en terre, pour contempler d'un œil ami le cavalier qui naturellement a passé pardessus leur tête. Ahmed devina les motifs de notre hésitation et s'empressa de nous rassurer. — J'irai devant, dit-il, au pas de promenade, et vous n'aurez qu'à me suivre. D'ailleurs, comme les chemins et les digues laissent beaucoup à désirer, chaque bête est accompagnée de son saïs qui la dirige. Le vrai cheval arabe a la docilité d'un enfant; il est doux parce qu'on le traite avec douceur, et il aime ceux qui l'aiment. Si vous venez me revoir l'an prochain, j'espère vous mener à la maison par une route carrossable. En attendant, résignez-vous au seul mode de locomotion qui soit permis; nous n'en avons pas pour une heure.

Tandis qu'il nous exhortait à la chevalerie, ses domestiques arrimaient notre bagage sur deux énormes chameaux qui grimaçaient comme des diables en criant des mots inconnus. Singulier peuple, ces chameaux! On nous les cite pour leurs vertus, sobriété, patience et le reste, et jamais un mot de leurs vices. Ils sont grognons, têtus, braillards, querelleurs, vindicatifs jusqu'au crime. Cinq ou six jours avant notre arrivée, certain chameau d'Alexandrie surprit un enfant qui l'avait taquiné quelquefois, et, guettant l'heure où le pauvre petit diable était seul, il l'assassina dans la rue. Libre aux poètes de célébrer cet exécrable bossu, j'espère que la louange ne trouvera point d'écho dans le cœur des mères.

La route que nous suivions ressemble à toutes celles que le voyageur rencontre en Égypte, sauf peut-être dans le voisinage immédiat d'Alexandrie et du Caire : c'est un sentier battu sur une crête de terre noire et coupé de distance en distance par de larges canaux, des fossés, ou de simples rigoles. Pas un seul pont, mais heureusement fort peu d'eau; le Nil est bas. L'Égypte cultivée n'est, à vrai dire, qu'un grand damier dont chaque case se divise elle-même en damier. Les plus grandes divisions s'élèvent au-dessus du sol en chaussée; les plus petites, dont la superficie se réduit, selon les cultures, à dix, à quatre et même à deux mètres carrés, sont enfermées par des talus microscopiques hauts de cinq ou six centimètres et moins. Il n'y a point de végétation possible sans eau, et l'eau, à moins d'un phénomène rare, ne vient que du Nil. Tout le sol est donc manié de façon à recevoir et à garder l'irrigation; les fellahs, dont l'œil est plus infaillible que le niveau de nos arpenteurs, conduisent comme avec la main les ruisseaux troubles

qu'ils savent détourner du fleuve. Si le Nil n'a pas d'affluens, il a, par compensation, quelques millions de dérivés, les uns pareils à des rivières, les autres aussi grêles que la plus humble source de nos pays. Grâce à l'industrie des indigènes et à la générosité du soleil, qui est de toutes les saisons, la verdure ne manque jamais dans les basses terres; nous marchions au milieu d'une plaine humide et riante, quoique les arbres, pour la plupart, fussent dépouillés de leurs feuilles.

Cependant je me demandais avec une certaine inquiétude si nous ne faisions pas un voyage inutile, car toutes les récoltes étaient enlevées, les cotonniers ne montraient plus que le bois, les rizières n'étaient que des fondrières, et, quant à voir des blés verdoyans en janvier, c'est un spectacle que l'on peut se donner même en France. L'aspect de cette campagne en hiver, quelle que soit la sérénité du ciel, est, sinon maussade, au moins vulgaire. Les chercheurs de nouveau se dépitent de n'être pas plus étonnés; on se demande si vraiment c'était la peine de courir si loin de chez soi pour se trouver presque chez soi, moins les commodités de la vie. Aucun objet curieux n'avait modifié ma première impression quand Ahmed me montra du doigt une sorte de village et me dit : — Nous sommes arrivés, voici Kouzbarrah.

Il n'y a pas une villa, pas un chalet, dans le département de Seine-et-Marne, qui n'ait l'air plus grandiose et plus seigneurial que cette fameuse résidence de Kouzbarrah, en français Coriandre, car le palais du maître a pris le nom de la plante qu'il dépossédait. Figurez-vous un groupe de constructions rouges et blanches, les unes barbouillées d'un lait de chaux, les autres parées modestement du fard naturel de la brique. Le tout s'élève à la hauteur d'un grand rez-de-chaussée et se termine en terrasse. Ce fut en vain qu'un cortège majestueux, composé de cent fellahs et plus, accourut au-devant d'Ahmed pour baiser son habit sur toutes les coutures; nous nous sentions désabusés comme trois Parisiens qui accourent à un dîner de gala sur invitation satinée, et qui trouvent la fortune du pot.

L'aspect de l'habitation nous obligea bientôt à changer d'avis. On nous fit mettre pied à terre sous un portail voûté, qui était la seule ouverture du *kasr* ou château. Une large et très large tour carrée, dont chaque côté pouvait bien avoir trente mètres et dont la hauteur ne s'élevait pas, j'en suis sûr, à plus de cinq ou six, composait cette résidence bizarre. Pas une baie percée, sauf la porte, sur la campagne environnante; les murs blancs, nus et continus, l'idéal du chez-soi le plus renfermé que puisse rêver un misanthrope; à l'intérieur, une cour sablée, une vasque de maçonnerie au milieu, et quelques jolis orangers tout couverts de mandarines autour de l'eau. Une sorte de vérandah supportée par des pilastres

blancs et rouges précédait tout l'appartement, — c'est-à-dire une quinzaine de pièces indépendantes qui prenaient leur entrée et leur lumière sur la cour. Les jasmins, les rosiers, la plumbago et vingt autres plantes fleuries grimpaient depuis la base des piliers jusqu'aux balustres de la terrasse. On nous servit les chibouks et le café de rigueur sous la vérandah; les nattes et les coussins n'y manquaient pas, vous pouvez le croire; nous étions confortablement assis à l'ombre, et nous avions la vue du soleil éblouissant dans les arbres. Le repas vint ensuite, un vrai festin absolument arabe, dont la pièce principale était l'agneau rôti en bloc ou *schévirmé*: Viande exquise, quoique toujours un peu trop cuite; mais un rôti de France ou d'Angleterre se laisserait-il déchiqueter sans autre arme que les cinq doigts? Najac fit en cette occurrence un chef-d'œuvre de pénétration dont je suis encore ébahi. Tandis que nous nous escrimions, l'un sur la cuisse, l'autre sur l'épaule, un troisième larron poussait des cris d'enthousiasme en mangeant deux rognons poivrés à miracle, qu'il avait cueillis du bout des doigts je ne sais par où. Ahmed, fidèle aux lois du rhamadan, ne soutenait son estomac qu'en serrant sa ceinture; mais il prenait grand soin de nous, et ce fameux xérès de Mansourah ne fut point épargné. Après le deuxième café et les chibouks qui s'ensuivirent, l'humanité nous conseilla d'éprouver sur lui le vieux proverbe : qui dort dîne. Il résistait par politesse, quoique tous les Arabes sans exception pratiquent la sieste en carême, et il voulait nous montrer sans délai son jardin, son étable, sa bergerie et son haras. Je déclarai tout net que nous étions morts de fatigue, et que nous ne bougerions pas du logis avant l'arrivée des Anglais.

— Eh! comment dormirais-je, mes amis? s'écria-t-il.

Du Locle lui répondit : — Dormez toujours, mon cher Ahmed, ne fût-ce que pour rêver.

On nous mit en possession de nos chambres. La mienne, que je revois comme si j'y étais, ne manquait ni d'élégance ni de comfort dans sa simplicité rustique. Les quatre murs, blanchis tout simplement, resplendissaient de propreté. Au-dessus de la porte étroite et basse, une immense fenêtre ouvrait sur le midi; point de carreaux, mais un store machiné dans la perfection, perméable aux rayons du jour, impénétrable aux moustiques et doublé d'un volet *ad libitum* contre la fraîcheur des nuits. Sur le dallage de terre cuite, on avait étendu quelques tapis de diverses paroisses, vieux et neufs, mais admirables de couleurs et de dessin, surtout les vieux. Le divan, d'une consistance un peu rude, — mais on s'y fait, — s'était transformé en lit, grâce à deux draps de soie blanche et à trois couvertures de cachemire. Pour la toilette, il y avait une aiguière d'argent dans un bassin du même métal, et deux douzaines de ser-

iettes molles, spongieuses, caressantes, avec le nom d'Ahmed en or. L'honnête garçon s'excusait de nous recevoir si mal. — Tout ce qui est un peu propre à la maison, disait-il, je l'ai fait mettre chez ces dames.

— Parbleu! mon cher, vous m'inspirez un violent désir de voir la chambre de miss Grace. Quelles magnificences avez-vous donc imaginées pour elle, si vous nous trouvez mal lotis?

— Mes gens ont fait ce qu'ils ont pu, le temps manquait, et je n'étais pas là; mais venez. — Il m'introduisit dans un intérieur où la plus riche, la plus heureuse et la plus fêtée des petites-maîtresses se fût pâmée dès le seuil. Le plafond et les murs avaient disparu; ce n'était plus une chambre, c'était une tente jaune et bleue, mais d'un jaune et d'un bleu que la fabrique de Lyon n'a pas encore su dérober à la Chine. La soie épaisse et lourde se drapait naturellement en gros plis; une portière brodée de mille figurines retomba sur nous; le jour entrait par une large fente qui démasquait une immense guipure d'ivoire finement sculpté. Je marchais comme dans un rêve, sans toucher terre : trois gros tapis de Smyrne superposés formaient une sorte de tremplin qui cédait et rebondissait tour à tour sous chacun de mes pas. Sur un lit en laque rouge de Pékin, un crêpe blanc peuplé d'oiseaux bleus, verts et roses s'étalait et pendait à droite et à gauche derrière un haut paravent de satin où la flore et la faune de l'extrême Orient étaient représentées en corail, en jade, en ambre et en lapis-lazuli. La toilette en vieux chine impérial couvrait une table d'émail cloisonné, et s'il fallait énumérer tous les admirables riens d'ivoire, de laque, d'ébène, de bronze et de marqueterie que l'hospitalité fougueuse d'Ahmed avait semés sur ces tapis, un commissaire-priseur donnerait sa démission.

Ahmed me demanda timidement si miss Grace ne trouverait pas ce réduit trop indigne d'elle. Je lui ris au nez pour toute réponse, et je l'envoyai se coucher. Il m'entraîna dans sa cellule, qui était d'une simplicité monastique, pour me donner un aperçu de son grand-livre, car les dépenses et les recettes de Kouzbarrah étaient tenues soigneusement en partie double.

— Non, lui dis-je; point d'affaire tant que nous ne serons pas au complet.

— C'est justement parce que nous nous trouvons encore seuls que je peux vous montrer des chiffres. Est-ce qu'on parle argent devant les dames? Et miss Grace, bon Dieu! que penserait-elle de moi, si j'étalais mes richesses devant elle comme pour l'éblouir ou pour l'acheter?

— On ne sait pas. La jeune personne est fille d'un grand peuple éminemment pratique.

— Non! Une créature si fraîche, si pure, si blanche!...

— Ne la défendez pas; personne ne l'accuse! Mais les fleurs qui sont fraîches, qui sont pures, qui sont blanches et roses comme elle, ne craignent pas une poignée de bonne terre autour de leurs racines. Cependant voyons ce grand-livre, si vous voulez que je sois seul à le connaître, et comptez sur mon indiscrétion, le cas échéant.

Je ne lus pas son registre, et pour cause : il était écrit en arabe; mais le peu qu'il m'en traduisit m'intéressa au plus haut point. Que dire d'une exploitation rurale où la récolte de mille feddans, en français quatre cent vingt hectares, s'est vendue un million sur place en 1864? Chaque feddan avait donné cinq kantars de coton Jumel à deux cents francs le kantar de quarante-quatre kilos et demi : produit exceptionnel à coup sûr, car le feddan ne donne que trois kantars et demi en moyenne, et la marchandise n'a trouvé qu'une fois les prix de 1864. Ahmed m'assura que jamais ses cotonniers n'avaient été malades. La seule précaution qu'il prenne consiste à fumer richement le terrain, à modérer l'irrigation même en été, à laisser un mètre et demi de distance entre les plants, à leur couper la tête pour provoquer le développement des branchages, et surtout à renouveler les semis tous les deux ans. Il n'use qu'avec discrétion des cultures qui engagent la terre pour un délai plus long. — Nous sommes les fournisseurs de l'étranger, dit-il; nous devons nous tenir prêts à satisfaire ses besoins, quels qu'ils soient; je donne donc à mon exploitation la plus grande élasticité possible. Ma petite forêt, ma vigne aménagée et conduite suivant les principes du docteur Guyot, mes oliviers, mes mûriers, mon verger même, occupent des terrains sans valeur, achetés à bon compte, annexés plutôt qu'incorporés à ma ferme. Quant à l'abadieh proprement dite, j'entends qu'elle soit toujours disponible, et qu'elle produise à volonté du coton, du lin, du sésame, du blé, des fèves ou du tabac, selon que tel ou tel article sera demandé en Europe. Croiriez-vous que depuis plusieurs siècles l'Égypte achète son tabac en Syrie ou en Turquie d'Europe, lorsqu'elle veut l'avoir à peu près bon? Nos fellahs ne cultivent, ne récoltent et ne fument qu'une sorte de foin sans force et sans parfum. Pourquoi? Parce qu'ils jettent des semences dégénérées dans des sols absolument dépourvus de potasse, parce qu'ils laissent la plante monter en graine et la feuille sécher sur pied. Je sème des graines de la Havane dans une terre à cotonniers où la potasse ne manque pas, Dieu merci! j'étête avec soin chaque tige, je fais sécher les feuilles à l'ombre sous des hangars bien aérés, et j'obtiens une qualité égale ou supérieure aux produits si vantés du Djébel. Que les fellahs m'empruntent ma méthode, et ils réussiront comme moi.

Il m'entretint longuement des mille essais qu'il avait tentés avec des fortunes diverses et souvent à son honneur et à son profit. Ses échantillons d'opium s'étaient bien vendus à Marseille. Son indigo, préparé à froid dans l'eau filtrée, donnait une fécule supérieure aux indigos de la Syrie. Depuis la maladie des vers à soie, qui condamne les éleveurs d'Europe à payer au poids de l'or les œufs de Chine et du Japon, il s'était mis à fabriquer, lui aussi, cette précieuse graine, et, grâce à la salubrité proverbiale du pays, pas une éducation n'avait manqué, pas un acheteur ne s'était plaint; les demandes affluaient de France et d'Italie, on ne pouvait plus y suffire. — Il ne se lassait point de parler, ni moi de l'entendre; mais un ronflement formidable, de père inconnu, me rappela que je m'étais chargé d'endormir notre hôte. Je lui brûlai la politesse au premier paragraphe du chapitre bétail, et je fermai la porte sur lui.

XIII.

Il était dix heures du soir lorsque miss Grace et les Longman, fidèles à leur parole comme de vrais Anglais, apparurent à l'horizon de Kouzbarrah. Ahmed avait couru au-devant d'eux; nous gardions la maison en rédigeant notre journal de voyage. Un domestique nous apprit par ses gestes que le cortége était en vue. Du sélamlik à l'escalier, et de l'escalier aux terrasses, nous ne fîmes que deux bonds.

Et vraiment c'eût été grand dommage de manquer un pareil coup d'œil. La cavalcade, à mille pas de nous, glissait sur la plaine obscure comme un long serpent de feu. Huit hommes à pied, vêtus de cotonnade blanche, précédaient, flanquaient et suivaient les cavaliers en agitant ces fourneaux portatifs où le bois flambe et pétille au bout des piques. Quelques autres brandissaient des torches ou portaient ces lanternes monumentales que l'éclairage au gaz a sans doute chassées d'Europe. Ahmed, miss Grace et les époux Longman sur des étalons arabes, miss Longman sur un bel âne de l'Hedjaz, une douzaine de serviteurs sur des baudets, des chevaux ou des dromadaires, autant de piétons chargés des petits colis ou porteurs de copeaux résineux pour alimenter la flamme des *machallahs,* cheminaient au petit pas sur une seule ligne dans l'étroit sentier qui s'arrête à la limite de Kouzbarrah. Tout à coup, lorsqu'ils furent à l'endroit où le chemin, plus large et mieux entretenu, devient route, les chevaux se rangèrent sur un seul front et partirent au grand galop, droit sur nous, au milieu de la confusion la plus plaisante du monde. L'âne de miss Longman, entraîné par l'orgueil de sa race, voulait suivre la course; miss Longman tirait sur les rênes, les fellahs volaient à son secours en dépit des ruades,

et les machallahs secoués laissaient tomber une pluie de feu sur la vieille demoiselle. Les animaux de l'arrière-garde prenaient peur et s'éparpillaient en tout sens; un chameau se lançait à fond de train, le cou tendu, un autre s'aplatissait sur le sternum et refusait d'aller plus loin; quelques porte-fanaux, courant à toutes jambes pour dépasser les chevaux, tombaient dans un fossé les uns sur les autres, et faisaient une omelette de leurs lanternes.

Cependant la cour intérieure s'illuminait par les soins de quelques génies invisibles, et quand Ahmed et miss Grace, faisant *dead head*, bondirent les premiers dans ce cercle de lumière, ce fut comme une apothéose; la jeune Anglaise put croire qu'elle était la princesse et lui le prince dans une féerie du *christmas*. L'invasion se poursuivit durant près d'un quart d'heure, à grand renfort de cris, de culbutes et d'éclats de rire; les fellahs sont de grands enfans que tout amuse. Grace rayonnait; elle faisait caracoler son alezan autour de la cour comme dans un manége, et nous, du haut de notre observatoire, nous prenions un tel plaisir au spectacle de ce mouvement, de cette cohue, de ces couleurs heurtées et pourtant harmonieuses, que nous ne nous décidions pas à descendre. Enfin, quand miss Longmann fut à bas de son âne et le bagage distribué dans les appartemens, quand les Anglaises eurent réparé le désordre de leur toilette et couru d'une chambre à l'autre, c'est-à-dire d'extase en extase, un gong sonore comme un bourdon de cathédrale annonça le souper, et l'on se rassembla dans le sélamlik autour d'une vraie table européenne.

Rien n'y manquait, ni les chaises, ni la nappe, ni l'argenterie, ni les vins prohibés par la loi de Mahomet. Le *claret* de Château-Laffitte et le vin de Champagne de Mme Cliquot avaient fait le voyage des Indes à bord d'un paquebot français; peut-être étaient-ils revenus en compagnie de cet admirable service du Japon qui comptait au moins deux cents pièces. Les ragoûts seuls étaient franchement indigènes, mais personne ne s'en plaignit, et miss Grace en particulier fit preuve d'un appétit bien flatteur pour la cuisine arabe. Aux confitures, tout le monde était gai, et le seul qui n'eût bu que de l'eau était ivre. Jamais miss Grace n'avait montré au pauvre Ahmed cet aimable abandon, ce laisser-aller cordial qu'on aime et qu'on admire chez les jeunes Anglaises lorsque rien ne les effarouche et qu'elles osent être elles-mêmes. Elle babillait à tort et à travers sans peser ses paroles, sans craindre les réponses, avec cet adorable petit aplomb d'une fille bien née qui s'ébat en famille. Elle parlait de la route, du Nil, des fellahs, de sa chambre à peine entrevue, mais qu'elle appelait déjà : mon musée ! de ce bel alezan brûlé qui l'avait emportée comme un cheval de ballade, et qu'elle comptait bien revoir le lendemain dès le réveil.

— Il est à vous, mademoiselle, dit Ahmed.

— Je l'accepte... pour quarante-huit heures.

— Pourquoi pas pour toujours?

— Hélas! mon bon monsieur Ahmed, parce que je n'ai pas d'écurie où le loger.

— Acceptez l'écurie aussi.

— Et la maison aussi, n'est-ce pas? et la terre aussi? et le propriétaire aussi, la chaîne au cou comme un esclave?

— Oh! oui, mademoiselle, cent fois oui!

— Ah! votre politesse est par trop espagnole, et je ne vous prendrai pas au mot; mais bien sincèrement, monsieur Ahmed, je mouille mes lèvres à votre bonne et heureuse santé.

— Et moi je vous jure, mademoiselle, que cette pauvre maison, durât-elle cent ans, conservera jusqu'à son dernier jour le parfum de votre présence.

L'imprudent! cette simple phrase provoqua huit ou dix toasts variés où chacun de nous prit à tâche de singer le style oriental. Ce fut une giboulée de jasmins, de rossignols et de roses, et l'on riait tant et si bien qu'il se prenait à rire lui-même, par contagion, sans savoir pourquoi : sa bouche était une fleur à trente-deux dents qui s'épanouissait au soleil de notre gaîté,... toujours en style arabe.

Un piano de plus dans ce mobilier mirifique, et je parie que nous aurions dansé jusqu'au matin. Le piano manquait, les amoureux eux-mêmes ne s'avisent jamais de tout. L'inadvertance d'Ahmed, que je ne maudis pas, croyez-le bien, nous sauva tous d'une nuit blanche. On se sépara vers une heure avec force *shake hands*, et Ahmed, j'en fis la remarque, ne retira pas sa main brusquement selon la vieille mode d'Égypte.

Au petit jour, nous étions tous sur pied, et l'inspection générale commençait. Les écuries et les étables nous parurent un peu rustiques. Les chevaux et les bœufs, et les moutons aussi, sont plutôt abrités que logés : quatre murailles de brique crue, une toiture de paille, des mangeoires de bois et du sable pour toute litière, mais de l'air à discrétion, une propreté relative et de bons traitemens, les plus fiers aristocrates de la race chevaline n'exigent rien de plus en Égypte. Ahmed nous montra quinze chevaux et jumens irréprochables, le reste était au vert. Il serait difficile, je crois, de rencontrer plus beaux modèles du type arabe. Ce qui nous étonna, ce n'était pas de voir ces nobles bêtes en Égypte, c'était d'en voir si peu et d'apprendre qu'elles étaient rares. Ahmed nous conta leur histoire, sans toutefois nous ennuyer de leur généalogie. Il s'était procuré, non sans peine, deux jumens du Nedjed, l'une fort belle, mais un peu vieille, l'autre jeune et passablement faite : en neuf ans, la jeune *Lahsa* et la vieille *Baroud* avaient créé un joli fonds

d'écurie. Les étalons de choix s'achètent couramment dans l'Hedjaz, la Syrie, et même à l'occasion chez les Mograbins de Barbarie. Il en avait fait venir neuf ou dix, et recruté trois autres poulinières, l'une à Tunis, l'autre en Algérie, la troisième par voie d'échange dans le haras d'Ali-Pacha. — Mon seul mérite, disait-il, est d'avoir exclu sans pitié tous ceux de mes élèves qui laissaient à dire. Je n'ai pas grande confiance dans l'avenir des croisemens sous un climat aussi particulier que le nôtre; mais j'estime que la sélection intelligente y peut tout. C'est par sélection que j'ai refait en peu de temps notre joli petit bœuf archaïque, tel ou peu s'en faut qu'on l'admire sur les monumens. Il y a dix ans, le bétail était aussi commun en Égypte qu'il y est rare aujourd'hui. Je voyageais beaucoup, et chaque fois que je rencontrais une bête un peu conforme au type qui m'était resté dans l'esprit, je l'achetais sans marchander : voilà comment j'ai fait les élèves que vous allez voir. — Il en avait plus de cinquante dans une seule étable, taureaux, vaches, veaux et génisses, et tout cela modelé comme par la main d'un statuaire. La vieille race égyptienne n'est remarquable ni par sa taille, ni par sa force, ni par son embonpoint; elle est bien proportionnée en revanche et parfaitement équilibrée, propre à fournir dans une juste mesure le lait, la viande ou le travail; elle a les extrémités fines, la colonne vertébrale presque droite, la tête élégamment dessinée, la physionomie intelligente et douce. Les élèves d'Ahmed contrastaient singulièrement avec un troupeau qu'il avait acheté de toutes mains et qu'il engraissait pour le revendre. Tous ces détenus en subsistance expliquaient par des difformités sans nombre comment les races se défont lorsqu'elles sont livrées à elles-mêmes. Une troisième étable, présidée par un taureau de Syrie, nous montra des voisins robustes, importés expressément en vue de la culture intensive et des labours profonds. Quelques ânes blancs de l'Hedjaz logeaient à part et semblaient en pleine voie de prospérité; les beaux sujets de cette famille se vendent jusqu'à cent louis par tête, et j'estime qu'ils valent bien leur prix. Rien à dire de la bergerie : elle ne datait que d'une année et n'offrait à nos observations que l'ébauche d'un joli troupeau; mais où miss Grace et ses amis poussèrent un vrai cri d'admiration, c'est quand notre hôte nous amena devant une immense volière où les flamans, les grues, les hérons, les pélicans, les bernaches, les oies et cinquante variétés de canards s'ébattaient en bonne harmonie dans un marécage artificiel. — Je ne sais pas, dit-il, si cet établissement, créé depuis trois mois, deviendra une affaire de luxe ou de produit. Nos ancêtres avaient apprivoisé tous les palmipèdes que voici, et même les échassiers; rien n'est plus sûr. Ils les nourrissaient par milliers, dans quel intérêt? je l'ignore. Pour les œufs? pour les plumes? pour la cuisine? Nous finirons peut-être par élucider tout

cela. Rien ne coûte d'essayer, la première mise de fonds est insignifiante. Tout près d'ici, sur le lac Menzaleh, tous ces oiseaux pullulent; on les pêche au filet pendant la nuit; quelques chasseurs pénètrent même au milieu d'eux en se masquant d'une citrouille, et les nouent par les pieds comme on ficelle un bouquet dans nos jardins.

Tandis qu'il nous donnait ces explications, deux jeunes fellahs fort éveillés apportaient le déjeuner des oiseaux dans des couffes.

— Monsieur Ahmed, demanda miss Grace, comment un homme aussi juste et aussi bon que vous l'êtes fait-il travailler les enfans? J'en ai compté plus de cinquante autour de la maison ce matin. N'est-ce pas un abus que vous réprouveriez vous-même dans nos manufactures?

— Certainement, mademoiselle, un abus détestable. Emprisonner des petits malheureux dans un milieu malsain, où le mauvais air, la mauvaise nourriture, le mauvais exemple, le travail excessif et l'ignorance crasse anéantissent le corps et l'âme, c'est un crime de lèse-humanité; mais regardez un peu nos apprentis : n'ont-ils pas bonne mine? Ces grosses joues disent assez qu'ils ne manquent ni d'air ni de pain, et rien qu'à l'éclat de leurs yeux une personne aussi spirituelle que vous aurait dû deviner qu'ils savent lire. J'en ai soixante-dix à Kouzbarrah et trente sur ma terre de Keneh, dans la Haute-Égypte. Leurs parens, riches ou pauvres, me les confient sur ma réputation; je les prends au pair, c'est-à-dire je les loge, je les nourris, je les habille, et je fais leur éducation sans leur demander autre chose que le travail de leurs petits bras. Ils ne sont pas gâtés ici; leur dortoir est plus propre, mais pas plus somptueux que la maison paternelle : je ne veux point qu'ils croient déchoir en me quittant, ni qu'ils méprisent leur taudis natal. Avec le temps, si Dieu me prête vie, je formerai un millier de bons cultivateurs qui en formeront d'autres à leur tour. Peut-être le gouvernement, frappé des résultats, suivra-t-il mon exemple. Il se peut même que son altesse fonde en Europe une mission agricole qui rendra de grands services à peu de frais. Les grands garçons qu'on envoie à Paris pour étudier le droit et la médecine n'ont plus l'ouverture d'esprit ni la souplesse du premier âge. Ils ont pris tous, ou peu s'en faut, de mauvais plis; ils restent trop entre eux, et ne se mêlent point assez à la vie européenne. Les sept ou huit cents francs que chacun d'eux nous coûte par mois suffiraient à payer la pension annuelle d'un fellah de dix à quinze ans chez quelque honnête agriculteur, et nous ferions douze élèves pour un sans dépenser davantage. Mes bambins ne sont pas maladroits; voyez plutôt la laiterie, qu'ils gouvernent tout seuls quand je ne suis pas là. Ne dirait-on pas une ferme hollandaise? L'ignorance et l'incurie de mes concitoyens nous condam-

naient à acheter le beurre en Autriche et en Italie; nous nous suffirons à nous-mêmes sous peu.

De la laiterie, on passa dans une basse-cour où les poules de Cochinchine étaient aussi hautes et aussi lourdes que les dindes. Les pigeons de volière s'y multipliaient sans danger pour les récoltes voisines, et plusieurs couples de faisans dorés coquetaient dans un compartiment à part. Miss Grace s'intéressait à tout; elle ne perdait pas un détail de cette vie heureuse, large et simple. — C'est la terre promise, disait-elle; je suis sûre, monsieur Ahmed, que vous êtes plus souvent ici qu'à votre palais du vieux Caire.

— J'y viens beaucoup, j'y reste peu.

— Pourquoi donc?

— Parce que j'y suis seul.

— Mais votre mère et votre sœur?

— Il n'y a pas de harem pour elles.

— On en construit un.

La jeune Mme Longman ajouta : — Il faudra bien en arriver là quand vous vous marierez.

— Il est malheureusement très probable que je mourrai garçon.

Comme on se récriait obligeamment, il poursuivit : — Je ne veux pas d'une fille arabe, et une fille d'Europe ne voudrait jamais de moi, parce que vous nous connaissez mal. Vous nous jugez sur le témoignage de quelques prédicateurs fanatiques ou de quelques voyageurs étourdis. Le musulman croit, avec les chrétiens, en un Dieu tout-puissant, créateur de toutes choses; il croit à l'immortalité de l'âme, à la résurrection du corps, aux récompenses et aux châtimens de la vie future. Il croit, avec les calvinistes, à la justification par la foi, non par les œuvres, et à la prédestination. Il croit aux livres révélés, qui sont le Koran, le Pentateuque, les Psaumes de David et les Évangiles. Tous nos docteurs révèrent Jésus-Christ comme le plus grand des prophètes qui ont précédé Mahomet, comme le Messie des nations et l'esprit de Dieu. Comment les vôtres parlent-ils de Mahomet? Vous nous taxez d'intolérance; mais il n'y a pas de secte chrétienne qui n'exerce son culte au grand jour dans tous les pays musulmans.

Une discussion s'engagea entre nos quatre Anglais et le champion de l'islam. Ils argumentèrent vaillamment sur les points de fait et sur les points de doctrine, l'un citant Mahomet, les autres répliquant par des versets de l'Écriture, mais tous parfaitement d'accord sur les questions de métaphysique courante et de morale ordinaire qui sont le fond du monothéisme. Ce débat, vif sans aigreur, anima notre longue promenade à travers champs, car on nous conduisait à pied vers un lieu appelé Qalb, en français Cœur. Ce cœur n'est autre chose qu'une machine de vingt-quatre chevaux

établie au bord d'un canal assez large. Elle irrigue les terres à un prix qui nous parut très raisonnable; le mètre cube d'eau ne coûte qu'un millième de franc, soit un dixième de centime. Chaque fois que l'inondation lui fait des loisirs, elle s'occupe à égrener le coton, à moudre le blé, à broyer des graines oléagineuses. Ahmed l'a fait construire aux Forges et chantiers de la Méditerranée, sur un plan dont il est l'auteur. Malheureusement, chaque fois qu'il s'agit de la réparer, il faut faire venir un ouvrier d'Alexandrie ou même de Marseille.

Le canal est bordé de peupliers fort bien venus qui ont tout l'air de se croire en Hollande ou du moins en Italie. Non loin de là, nous vîmes un grand verger plein de belles espérances. Les amandiers, les pêchers, quelques pruniers, étaient en fleur, et les abricotiers en bouton. Ahmed nous expliqua comment il avait réagi contre la fatalité séculaire qui fait dégénérer tous les fruits en Égypte. — Il est bien probable, dit-il, que l'abricot, la pêche, la cerise et tant d'autres friandises végétales ont dû leur principal mérite à vos climats et à vos jardiniers. L'Orient vous avait prêté des sauvageons à peu près comestibles, vous en avez fait des merveilles. Lorsque l'arbre amélioré chez vous retourne à son pays d'origine, il se rappelle ce qu'il était jadis, et nous crions qu'il dégénère lorsqu'à vrai dire il est redevenu lui-même. Voilà pourquoi tous nos fruits, sauf l'orange et la datte, sont petits et de médiocre saveur. Nos légumes pâtissent du même mal; nous récoltons des tomates grosses comme des noix, et nos plus belles carottes ressemblent à des salsifis. Que peut-on faire contre une loi que la nature maintient obstinément? Lutter plus obstinément qu'elle, c'est ma méthode : je ne me lasse point de renouveler mes graines et mes greffes, et si les produits que j'obtiens sont restés jusqu'ici inférieurs aux vôtres, ils laissent bien loin derrière eux tout le jardinage fellah. J'essaie aussi de réhabiliter par une importation assidue nos malheureuses fleurs, moins brillantes en général et moins parfumées que les vôtres. Si les jasmins et les mimosas du pays défient toute comparaison, les roses du Fayoum, qu'on vante encore par habitude, sont au-dessous du médiocre. J'en cultive de plus belles et de plus odorantes; je soigne une plantation de tubéreuses, j'étudie l'extraction des parfums par l'éther; je ne désespère pas d'introduire chez nous la gracieuse industrie qui enrichit le département du Var.

— Est-il possible, dit miss Grace, qu'un seul homme embrasse tant de choses à la fois?

— Si je ne consultais que mes intérêts, mademoiselle, je me cantonnerais dans un seul genre de culture; mais la fortune du pays m'est plus chère que la mienne, et j'essaie tout ce qui peut créer une ressource à mes pauvres concitoyens. Voyez-vous ce petit

pré dont la superficie est à peine d'une acre? Il me donnera, j'espère, avant six mois la solution d'un problème capital. J'ai semé là, pêle-mêle, toutes les graminées qui foisonnent dans la plaine de Buenos-Ayres. L'expérience me dira si dans le nombre il en est une qui puisse rester verte en tout temps sous le soleil d'Égypte moyennant un arrosage hebdomadaire. Jusqu'à présent, nous n'avons jamais su entretenir des herbages, c'est-à-dire des prairies naturelles toujours vertes où le bétail se nourrisse et se multiplie sans intervention de l'homme. Si quelqu'un des brins d'herbe que vous voyez poindre à fleur de terre veut bien répondre à mon désir, les terrains médiocres de l'Égypte deviendront avant dix ans une vaste manufacture de viande.

— Mais, lui dis-je, s'il vous faut consacrer à l'irrigation vingt-quatre heures par semaine, il n'y a plus d'herbage possible; le piétinement du bétail défoncera tous vos prés.

— Pourquoi donc? Je ferai des lots séparés par des palissades, et nous ne livrerons à la pâture que les terrains parfaitement asséchés. Voulez-vous voir l'étoffe dont mes clôtures seront faites? On aperçoit d'ici la célèbre forêt que je vous ai vantée : allons-y.

En un petit quart d'heure de marche, on atteignit cette merveille invraisemblable, dont les fellahs reportaient tout l'honneur aux afrites ou démons, quoiqu'ils eussent planté ou vu planter les arbres. Ahmed avait tiré parti d'un banc de sable élevé au-dessus des bonnes terres. Par une simple irrigation, sans colmatage appréciable, les racines des arbres avaient été rafraîchies pendant deux ou trois étés successifs; puis un beau jour, trouvant sans doute une couche à la fois plus humide et plus riche, la plantation s'était élancée gaillardement vers le ciel. Un modeste taillis sans apparence était devenu gaulis, perchis même, et promettait de tourner incessamment à la futaie. Il ne faut que du soleil et de l'humidité pour créer en peu de temps les beaux arbres, quelle que soit l'ingratitude du sol. J'avais déjà noté ce phénomène dans les landes de la Gironde; cependant la vigueur de cette végétation me parut bien autrement surprenante. La plupart des tiges mesuraient de sept à huit mètres en hauteur, et le collet de la racine était plus gros que la jambe d'un homme. Ahmed avait choisi naturellement les essences qui prospèrent le mieux dans son pays, le sycomore, le caroubier, le tamarix, l'acacia-seyal, qui se rencontre à l'état isolé dans les déserts les plus arides, l'acacia-lebek et plusieurs autres variétés d'acacia; la seule plante exotique était le robinier, qui ne paraissait pas regretter sa patrie ni la nôtre.

Quand nous eûmes tout vu et bien vu, le propriétaire nous dit:
— Croyez-vous maintenant que nos sables puissent se convertir en forêts? Reconnaissez-vous que les arbres n'ont pas besoin d'être

baignés aussi abondamment que la canne, le coton et les autres plantes industrielles? Notre sol le plus sablonneux, si on le fouille à un mètre de profondeur, révèle une certaine humidité qui suffit aux cultures forestières, et la rosée abondante des nuits vient toujours désaltérer le feuillage. Je n'ai pas encore essayé en grand les arbres d'Australie; cependant je possède quelques jeunes eucalyptus qui promettent, nous les verrons après votre déjeuner.

Il était temps de regagner le logis : les Anglaises bâillaient, non d'ennui, mais de faim.

Après un excellent repas, nous fumions au grand air sous la galerie, miss Grace s'acclimatait visiblement à l'odeur du tabac turc, et notre amphitryon regardait miss Grace. Je fus obligé de troubler cette contemplation. — Si je faisais un voyage de pur agrément, lui dis-je, je m'oublierais chez vous aussi longtemps qu'il vous plairait de m'y garder; mais le devoir force à quitter les meilleurs gîtes et les plus aimables compagnies. Je suis émerveillé de votre abadieh, et je comprends que la Basse-Égypte deviendra le plus riche pays du monde, si vous faites école. Maintenant il faudra que vous m'aidiez à vous fuir, car j'ai besoin de visiter Mansourah, Damiette et la branche orientale du Nil jusqu'à la mer. Mes deux compagnons firent chorus; le but de leur voyage était non d'étudier l'agriculture, mais de voir tous les aspects de l'Égypte.

Cette mise en demeure embarrassait cruellement Ahmed. Il sentait que nos raisons étaient bonnes, et si nous avions été ses seuls hôtes, nul doute qu'il ne nous eût pilotés avec empressement jusqu'au boghaz du fleuve; mais il tenait miss Grace et les Longman, les insulaires se trouvaient bien chez lui. Mlle Thornton avait dit dans la matinée sans trop mesurer ses paroles : — Quel bon temps nous allons passer, et combien de courses à faire sur vos jolis chevaux dans votre admirable pays! — Ce propos de la belle étourdie le liait : le moyen, s'il vous plaît, d'abandonner ou de congédier la femme qu'on adore pour promener trois messieurs barbus?

Il nous enveloppa d'un regard suppliant. — Si Mansourah, répondit-il, pouvait suffire à votre curiosité, je vous y mènerais tous les jours, ou je vous y ferais conduire. Vous voulez descendre le Nil, c'est une bien autre affaire. Un voyage ne s'improvise pas en ce pays, vous le savez, puisque le vice-roi lui-même a besoin d'un délai de quatre jours pour vous préparer un vapeur. Je possède quelques barques, elles sont toutes à votre service, mais terriblement loin d'ici. La plus propre et la plus comfortable m'attend à Minieh, bien au-dessus du Caire. Je comptais la rejoindre avec vous par le chemin de fer de la Haute-Égypte, et elle devait nous conduire à mes cultures de Keneh. A Mansourah, nous ne trouverons que de mauvais bateaux, bons tout au plus à transporter les

marchandises; il faut d'ailleurs un drogman, et je n'en ai pas sous la main. Et vos lits? et vos provisions? et votre cuisinier? car vous n'êtes pas gens à rôtir les poulets vous-mêmes. Votre projet, que je ne blâme pas, se heurte à des difficultés insurmontables, et la plus grande preuve d'amitié que vous puissiez m'offrir sera d'y renoncer pour le moment.

Comme il disait ces mots, un petit homme simplement vêtu, mais propre et d'apparence très correcte, entra dans la cour, salua tout le monde à l'arabe, et vint s'accroupir auprès d'Ahmed. Ils échangèrent quelques paroles, puis, s'adressant à moi sans préambule, le nouveau-venu dit en assez bon français : — Monsieur, son altesse a pensé que vous seriez curieux de voir Mansourah, Damiette et tout le cours de cette branche du Nil.

— Ma foi, monsieur, lui répondis-je, je n'ai pas cru jusqu'à présent à la sorcellerie; mais voilà mon scepticisme rudement ébranlé.

Il sourit d'un air modeste et répliqua : — Le khédive, mon maître, est un grand maître qui vous veut beaucoup de bien.

— Je le sais, et j'en suis vivement touché. Comment a-t-il pu prévoir?...

— Son altesse prévoit tout...

— Une demi-minute avant votre arrivée, j'exprimais mon désir d'aller à Damiette, et Ahmed se lamentait de ne pouvoir m'y envoyer.

— Nous partirons quand il vous plaira.

— Vous avez donc une dahabieh?

— Deux : une pour vous et messieurs vos amis, l'autre pour la cuisine.

— Il y a même un cuisinier?

— Le cuisinier y est, le maître d'hôtel aussi, et le valet de chambre. Les gens de son altesse n'ont rien oublié : vos lits sont faits sur le premier bateau, et les provisions rangées en bon ordre sur l'autre.

— Mais où trouverons-nous un drogman?

— J'aurai l'honneur de remplir cet office auprès de vous.

— Monsieur, vous me voyez stupéfait, confondu. Le génie de l'hospitalité, banni de toute la terre, a sans doute trouvé un refuge en Égypte. Mon bon Ahmed, il ne vous reste plus qu'à nous faire transporter, nous et nos biens, jusqu'à ces barques miraculeuses.

— Ahmed peut s'épargner ce tracas, monsieur : les chevaux et les ânes sont à la porte.

— De mieux en mieux! Ainsi nous serons en ville dans une heure?

— Environ.

— Nous visitons les curiosités?

— Le préfet vous attend pour cette promenade; il compte ensuite vous retenir à dîner.

— Mais vous savez que le temps nous presse; il s'agit d'être à Damiette demain matin.

— Nous y arriverons avec le jour.

— Si nous avons bon vent.

— Le vent est bon.

— On l'aura commandé pour nous!... S'il est bon pour descendre, il sera mauvais pour remonter.

— Nous remonterons à la rame.

— Y songez-vous? Treize lieues!

— Les fellahs nous haleront; j'ai un ordre qui met la population à notre service.

Tout se passa mot pour mot comme il nous l'avait dit. Une felouque nous attendait sur la rive gauche du fleuve, elle nous conduisit à nos dahabiehs, devant la préfecture, et à peine étions-nous à bord que le moudir, un fort bel homme, apparut. On échangea les complimens les plus asiatiques par l'entremise de Moustapha-Effendi, notre imperturbable drogman. — Messieurs, vous êtes les bienvenus.

— Monsieur, nous sommes les bien reçus.

— Je voudrais que Dieu me fournît les moyens de rendre votre voyage agréable.

— La rencontre d'un homme tel que vous suffirait à le rendre charmant.

— Votre passage à Mansourah marquera dans ma vie.

— Nous laisserons chez vous une partie de notre cœur.

Ce commerce de politesse se fait gravement sur la roufle de notre bateau, tandis que les nombreux serviteurs du préfet, debout sur le rivage, attendent le résultat de la conférence. Nous avons exprimé le désir de visiter la prison de Saint-Louis et de courir les bazars à pied; on nous a répondu que nos désirs étaient des lois, et nous voilà sur la place avec le préfet, son vékil, ses employés et ses cavas, tout un cortége. Gare devant! Si quelque maladroit nous barrait le chemin, la baguette des cavas l'aurait bientôt remis à sa place. Tout se range; les cavaliers mettent pied à terre, les marchands assis devant leurs boutiques se lèvent comme par ressort. Entre nous, j'aurais mieux aimé me promener tout seul et voir la ville dans son naturel que de marcher en procession au milieu d'un peuple effaré. Qu'y faire? Les mœurs commandent, ici la représentation est perpétuelle et l'étiquette se fourre partout. Le difficile est de tenir son sérieux lorsqu'on se sent grotesque. Je n'osais pas regarder Najac.

La célèbre prison de saint Louis n'est ni authentique ni même vraisemblable; c'est une sorte de cellier aux trois quarts démoli dans une cour malpropre, au rez-de-chaussée d'une maison vulgaire et relativement moderne. On aurait pu choisir beaucoup mieux, la ville ne manque pas de constructions anciennes et pittoresques; elle est d'une couleur plus riante que le Caire. Il pleut assez souvent dans la Basse-Égypte pour que les bâtimens de pisé y durent peu; Mansourah, Damiette et Rosette sont construites en briques cuites d'un beau rouge.

Le commerce paraît fort animé : nous sommes au centre de la production cotonnière; mais peu ou point d'industrie. Le Delta est plein de fabriques en ruine qui rappellent une erreur de Mohammed-Ali. Ce grand homme avait cru que l'abondance des matières premières et le bas prix du travail humain prédestinaient son empire à la manufacture; il comptait sans les machines et sans ce grand ouvrier des temps modernes, le charbon. Il n'y a pas de main-d'œuvre à bon marché qui puisse lutter utilement contre la houille à dix francs la tonne.

Pendant la guerre civile d'Amérique, le prix élevé des cotons et l'aveuglement des spéculateurs, qui croyaient la hausse éternelle, ont préparé d'autres ruines. On a construit un trop grand nombre d'usines à égrener, dont la plupart ne feraient plus leurs frais aujourd'hui que la baisse est venue. Rien de plus triste à voir que ces grandes masures abandonnées presque aussitôt que construites, et caduques comme nos abbayes du moyen âge, quoiqu'elles datent de 1864. Somme toute, Mansourah n'offre qu'un intérêt médiocre, et son excellence le préfet, — car les préfets d'Égypte se laissent donner de l'excellence, — ne put nous y garder jusqu'à la nuit. C'était un homme aimable et véritablement hospitalier. Lorsqu'il sut que nous n'acceptions pas son dîner, il ordonna une battue dans les bazars, et fit porter à notre bord deux moutons, quatre dindes, un demi-cent de poulets, cent pigeons, et tant d'œufs que personne assurément n'en a jamais su le compte. Sa libéralité profita surtout à notre équipage, car nous étions munis bien au-delà du nécessaire, et trois gargantuas n'auraient point consommé toute cette victuaille en huit jours.

La même autorité, par un autre excès de zèle, doubla nos équipages, et nous fit escorter toute la nuit. Deux hommes de la préfecture nous suivaient à cheval sur la rive droite du Nil, toujours à portée de la voix, prêts à transmettre nos commissions ou même à nous prêter main-forte.

Tant de bon vouloir fut inutile. Le vent du sud exécuta fidèlement le programme de Mustapha-Effendi, et dès huit heures du matin nous abordions au port de Damiette.

Un instant avant l'arrivée, on croirait être sinon au bout du monde, du moins au bout du Nil. La ville apparaît comme un barrage perpendiculaire au courant : plus de fleuve, une multitude de maisons rouges et quelques minarets entre deux jolis bois de palmiers. Le phénix du règne végétal, *phœnix dactylifera*, n'est ni aussi grand ni aussi beau dans la Basse-Égypte que dans la haute; toutefois il y produit un effet plein de charme, et je ne pense jamais à Damiette sans me représenter une belle fille aux joues rouges, couronnée de longues palmes vertes. Le port est dans un coude, et lorsqu'on croit avoir vu toute la ville, on découvre une immense enfilade de maisons bariolées qui reflètent leurs balcons et leurs terrasses dans l'eau.

A peine notre reïs avait-il amarré la grande barque en tournant la proue au courant que le vékil du gouverneur était à bord : le télégraphe n'oubliait jamais d'annoncer notre arrivée, je ne saurais dire en quels termes; mais les autorités nous recevaient comme de vieux amis. Choffey-Effendi, le premier qui nous donna la bienvenue, a fait ses classes à la mission égyptienne, comme Ahmed, mais quelques années avant lui. Il sait donc le français, et même il s'est perfectionné dans les sciences en aidant les ingénieurs hydrographes de l'isthme vers Port-Saïd. Son supérieur, Ali-Bey, le suivit à quelques minutes d'intervalle; celui-là ne possède aucune langue européenne; c'est un Persan des plus lettrés, poète, historien, naturaliste, et deux fois homme d'esprit, puisqu'il nous a paru tel à travers une traduction improvisée.

Il consentit, chose admirable, à nous laisser courir la ville sans lui dans un incognito relatif sous la conduite de son vékil. Choffey-Effendi nous montra, contrairement à l'habitude des guides patentés, tout ce que nous étions venus voir. Damiette est célèbre par le riz qu'elle exporte, par la boutargue et les salaisons qui s'y préparent et par le fanatisme des habitans. La récolte du riz était faite depuis longtemps; mais la décortication se pratiquait activement dans des moulins particuliers qui battent le grain sans l'écraser : joli travail et délicat, quoiqu'il exige une force considérable. Quand la balle de riz est partie, les grains sont presque rouges; on les teint en blanc par le chlore en les brassant avec du sel marin.

Les salines sont tout près, comme aussi les grandes pêcheries du lac Menzaleh. Ce lac est une petite mer intérieure qui couvre plus de deux cent mille hectares; les poissons de la Méditerranée viennent frayer dans ces eaux peu profondes en tout temps et presque tièdes en été. Un homme habile y pêcherait, bon an, mal an, dix ou quinze millions de kilogrammes au grand profit de l'Égypte et même de l'Europe. Le fermier, par malheur, est un certain Ynani,

qui pêche mal et cuisine si malproprement sa marchandise qu'il faut être fellah pour consentir à la manger. On nous fit voir un des établissemens où le poisson se sale et s'emballe; c'est la boutique la plus infecte et la plus répugnante du monde; les lacs d'Égypte, quoiqu'ils rapportent, dit-on, quelques millions de redevance au vice-roi, sont encore à l'état de non-valeur relative. Le génie européen pourra seul en tirer parti lorsque l'Égypte sera rentrée dans la loi commune, et que les étrangers ne la traiteront plus en esclave.

La superstition n'est pas morte, autant que j'en ai pu juger. Les fellahs de Damiette sont musulmans comme les Bas-Bretons sont chrétiens. Dans la mosquée d'Amr, hors de la ville, j'ai vu un malheureux qui s'efforçait de laminer son corps dans un entre-colonnement si étroit que j'y passais difficilement mes deux poings. Un autre, plus stupide encore, usait le bout de sa langue sur une colonne de marbre : cet exercice est souverain pour les yeux, à ce qu'on dit. La langue saignait à faire peine, l'homme s'arrêtait par momens pour exprimer sur ce marbre exécrable le jus d'un citron. Il faut croire que le fanatisme n'est pas aussi donnant à Damiette qu'à Lorette; la mosquée d'Amr tombe en ruine.

L'inévitable procession d'ânes et de chevaux de parade nous attendait devant la porte pour nous conduire à la villa du gouverneur. Ali-Bey nous fit servir les rafraîchissemens d'usage sans y toucher lui-même, et il nous promena dans un verger splendide gravement, officiellement, sa main dans la mienne.

Vers une heure, son vékil nous mit dans un bateau, et nous conduisit au Boghaz, c'est-à-dire à l'embouchure du Nil. Du haut de la terrasse du lazaret, où l'aimable gouverneur nous avait devancés par terre, on voyait la Méditerranée devant soi, à droite le lac Menzaleh, au midi, vers la ville, le fleuve, les bois de palmiers et le désert étalé en plaques jaunes çà et là.

Le soleil se coucha comme nous rentrions au port. Ali-Bey et Choffey-Effendi partagèrent notre dîner; je vous fais grâce des complimens qui pleuvaient dans les assiettes et des présens diplomatiques que je dus refuser presque violemment. Il y avait dans le nombre un magnifique flamant rose qui ne savait où mettre ses longues jambes et qui trébuchait à chaque pas sur le pont de la dahabieh : pauvre bête! A neuf heures, on échangeait les adieux, Ali-Bey nous donnait douze hommes de renfort et un cavas pour stimuler leur zèle. Bonsoir à Damiette! En route pour Mansourah!

La nuit suivante et la journée du lendemain furent d'autant plus orageuses que le vent était tombé à plat. L'équipage du vice-roi fut bientôt las de ramer, quoiqu'il égayât son travail par les chants les plus poétiques. Il fallut recourir au bon vouloir des riverains,

c'est-à-dire exercer une sorte de presse sur de braves gens occupés à gagner leur pain ou endormis auprès de leurs femmes. Ils n'accouraient pas tous avec empressement; je crois même qu'un cheik-el-beled convaincu de favoriser la désertion de ses hommes fut bâtonné pendant notre sommeil. Finalement le 11 janvier, vers quatre heures, nous revîmes la gare de Mansourah, où un train spécial chauffait pour nous conduire au Caire. Un serviteur d'Ahmed, qui avait l'ordre de m'attendre indéfiniment à la porte, me remit le billet suivant :

« Mon ami, je suis le plus heureux et le plus infortuné des hommes, peut-être aussi le plus ridicule! Jugez-en. Ils viennent à Keneh avec moi; vous nous y trouverez tous ensemble. On accepte ma dahabieh. Je m'entendrai avec le reïs qu'ils avaient engagé. Voilà qui va bien, n'est-ce pas? mais hier soir, me trouvant seul avec M. Longman, qui est le *trustee* de miss Grace, j'ai osé lui toucher un mot du sentiment qui me possède, et après avoir exposé l'état de mes affaires je lui ai demandé s'il était homme à plaider ma cause auprès de sa pupille. Oui, le timide Ahmed, l'amoureux transi, a poussé l'audace jusque-là... Voici textuellement ce qu'il m'a répondu : « Je n'ai point de préjugés contre votre couleur ni contre votre foi; mais je respecte trop l'opinion pour conseiller à Grace un acte contraire à tous les usages. Vous n'obtiendrez sa main que d'elle-même. Je ne veux pourtant pas qu'on m'accuse d'avoir traversé un projet si avantageux pour elle. L'opinion anglaise se prononcerait contre moi, si j'empêchais une fille sans dot d'acquérir plusieurs millions par un mariage excentrique, mais honnête. Faites-vous aimer d'elle, si vous pouvez; j'affirme que présentement elle n'a pour vous que de l'estime. » Que faut-il croire, mon cher ami? Je ne vous demande pas ce qu'il faut faire, car je ferai tout ce qu'elle voudra, et j'irais au fond de la mer, s'il lui plaisait de m'y conduire.

« AHMED. »

Nous étions au Caire à onze heures; Arakel nous apprit que notre bateau à vapeur s'appelait le *Chibine*, et que nous partions le lendemain.

EDMOND ABOUT.

(La dernière partie au prochain n°.)

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 mars 1869.

Les affaires du temps sont un étrange composé de toute sorte d'intérêts, de toute sorte de problèmes qui s'enchevêtrent laborieusement et ne nous laissent plus de répit. S'il n'y avait dans le monde que ces questions extérieures qui mettent aux prises toutes les rivalités, toutes les passions des peuples et des gouvernemens, qui peuvent conduire à la paix ou à la guerre, ce serait déjà beaucoup assurément. On aurait encore de la peine à se reconnaître dans ce travail obscur où l'on fait si complaisamment de l'ordre avec du désordre. Il y a certes pour le moment à la surface de l'Europe de quoi occuper tous les diplomates et même ceux qui ne sont pas des diplomates. Le monde va à la dérive, et c'est, à ce qu'il paraît, le dernier mot de l'habileté de laisser tout un continent dans ce rassurant chaos moral et diplomatique où tout est si bien à sa place qu'on ne peut faire un pas sans se heurter. On s'observe, on se menace en se faisant des politesses, on épie des occasions que les uns recherchent, que les autres s'empressent de ne pas faire naître, et voilà certainement une situation assez compliquée pour être l'obsession de tous les esprits réfléchis; mais ce n'est pas tout, les complications internationales, malgré leur importance, ne sont pas seules. Chaque pays a ses affaires, ses intérêts, ses débats intérieurs. La Prusse n'est pas au bout de son organisation, qui touche par tant de points à la politique européenne; l'Italie se demande si elle va voir se rouvrir l'ère des conspirations; l'Espagne se démène dans une révolution dont elle ne sait que faire; l'Autriche se débat avec son dualisme, qui reste un expédient tant que toutes les difficultés relatives à la Galicie, à la Bohême, ne sont pas résolues. En ce moment même, la Hongrie, devenue prépondérante dans l'empire autrichien, vient d'avoir ses élections, et nous-mêmes, en France, nous entrons dans une période électorale d'où va peut-être dépendre notre avenir. Pour tous, il n'y a qu'un même but, fonder ou revendiquer

la liberté, conquérir des garanties publiques, réaliser les conditions d'un gouvernement vivant par l'opinion et pour l'opinion. Voilà une autre œuvre assez difficile pour ne s'accomplir qu'avec lenteur, assez sérieuse pour que bien des esprits la considèrent comme la première. Et cependant ce n'est rien encore : à travers ces troubles extérieurs ou intérieurs apparaissent d'autres questions plus redoutables peut-être que toutes celles dont on s'émeut sans cesse; ce sont ces questions sociales, que nous avons vues depuis quelques mois voyager un peu partout, à Bruxelles, à Berlin, à Vienne comme à Paris, qui se montrent dans un assez ridicule accoutrement au sein de nos réunions publiques, qui viennent de se réveiller à Genève à propos d'une grève industrielle, et qu'il serait difficile de ne pas entrevoir de profil jusque dans cette réunion du conseil d'état aux Tuileries où l'empereur est venu faire enregistrer son opinion sur la suppression des livrets d'ouvriers. Remettre la paix dans la situation troublée de l'Europe, faire rentrer la liberté dans les institutions politiques, introduire de plus en plus l'équité dans les rapports sociaux, trois problèmes dont chacun suffirait à lui seul pour occuper les hommes de bonne volonté, et qui, réunis, ne font pas à notre temps une vie des plus commodes.

Il faut bien s'accoutumer cependant à vivre en face de ces problèmes, qui sont autant de sphinx incessamment posés devant nous pour le tourment de l'esprit contemporain, et le moins pressant, le moins grave, n'est point celui qui touche au travail, à l'organisation industrielle, à la condition des ouvriers dans la société nouvelle. Assurément, en donnant une solennité exceptionnelle à la dernière réunion du conseil d'état aux Tuileries, en tenant une sorte de lit de justice et en saisissant l'occasion de prononcer un de ces discours qu'il médite avec soin, l'empereur a voulu montrer combien il est préoccupé de ces questions sociales qui pèsent sur l'Europe moderne; il a voulu être agréable aux ouvriers, et il les a délivrés de l'obligation du livret. Tous les membres du conseil d'état n'ont pas été, dit-on, également convaincus par le discours impérial : il y a eu des avis contraires, des doutes sérieusement exprimés et en fin de compte des abstentions dans le vote; mais n'importe, la manifestation était faite. Reste à savoir s'il n'y avait pas quelque disproportion entre la solennité de cette démonstration souveraine et le résultat pratique. Qu'on supprime le livret, cela flattera peut-être un certain goût d'indépendance et d'égalité ou l'amour-propre de quelques ouvriers, ce sera tout; au fond, le livret n'avait plus qu'une médiocre importance dans l'industrie; il avait perdu surtout sa signification irritante depuis que les patrons n'avaient plus le droit d'y inscrire aucune note. Ce n'était pas une marque d'infériorité, c'était une nécessité de la vie industrielle, une constatation d'identité; c'était pour l'ouvrier qui en était porteur un moyen facile et commode de s'accréditer dans les ateliers où

il se présentait. Les relations de l'ouvrier et du patron n'en étaient point affectées, et ce qu'il y avait en définitive de plus blessant, c'était l'estampille obligée de la police. Cette estampille, le gouvernement l'avait imposée, il la supprime, rien de mieux. Tout ce qui peut relever à leurs propres yeux ou dans la vie sociale ces fils du travail et de l'industrie est de stricte équité et d'une politique intelligente. Qu'on fasse donc disparaître le livret, si on y voit une dernière marque d'assujettissement, ce n'est pas un mal; seulement il ne faut rien grossir : ce n'est pas là visiblement une réforme de première importance, et elle deviendrait un danger, si par une complaisante fiction on la transformait en une victoire des ouvriers sur les patrons, si on se berçait un peu trop dans ce balancement d'élémens contraires dont parle le discours impérial. Un livret de plus ou de moins ne fait rien à l'affaire aujourd'hui, parce que, après tout, la question n'est pas là, elle est dans l'idée qu'on se fait du salariat, dans les rapports du capital et du travail, et c'est ici qu'il faudrait, non pas tant chatouiller l'amour-propre des ouvriers que les redresser, les éclairer sur leurs intérêts en les ramenant au sentiment de solidarité qui unit les forces diverses de l'industrie, qui seul peut les féconder au profit de tous.

Rien sous ce rapport n'est certes plus curieux, plus tristement instructif que cette grève qui vient d'éclater à Genève, et qui est l'image de toutes les grèves depuis que ces crises de l'industrie contemporaine sont non plus seulement une maladie accidentelle, mais un acte réfléchi, prémédité, une véritable tentative de révolution dans le domaine économique. C'est là en effet ce qu'il faut remarquer; de plus en plus les grèves tendent à prendre en quelque sorte un caractère abstrait; elles ne naissent plus d'une situation particulière, d'une cause pratique et locale; elles sont le résultat d'une idée arrêtée; elles ressemblent à un assaut contre la constitution industrielle, contre les lois les plus élémentaires du travail, et la grande promotrice de la doctrine nouvelle, c'est cette association internationale des travailleurs qu'on a vue tenir ses assises un peu partout, à Bruxelles, à Berne comme à Genève, qui a établi depuis quelque temps son quartier-général dans cette dernière ville. Elle a mis la main sur une société typographique qui s'était organisée à Genève, et elle décrète aujourd'hui la grève des ouvriers imprimeurs, comme elle décrétait l'an dernier la grève des ouvriers maçons. Le trait distinctif de cette association, c'est d'agir à la façon de tous les pouvoirs absolus, de ne connaître que sa volonté. Croyez-vous qu'avant de jeter dans la rue de malheureux ouvriers qui sont les premiers à souffrir d'une telle crise, elle ait cherché à s'entendre avec les patrons, qu'elle ait daigné écouter ce que les maîtres avaient à dire? Nullement, elle impose des tarifs, elle impose des conditions sans discuter, sans permettre qu'on discute. Pensez-vous qu'elle ait au moins consulté les ouvriers

eux-mêmes? Pas davantage, elle leur donne le mot d'ordre; il faut qu'ils obéissent. Il y en a un certain nombre, une quarantaine, qui ont eu le courage de résister, et comme l'association internationale n'est pas seulement l'assemblée constituante de l'industrie, qu'elle est aussi un tribunal vehmique, elle a menacé les dissidens de publier leurs noms, de les signaler comme des traîtres. Par une réaction naturelle cependant, cette libérale population de Genève a fini par s'émouvoir; elle appuie énergiquement dans leur résistance les dissidens, et elle ne se montre pas d'humeur à laisser s'accomplir les révolutions dont on a menacé son conseil d'état. Les choses en sont là.

Ce qui arrive à Genève, n'est-ce pas d'ailleurs un peu ce qui se passe à Paris? Ici également, des délégués omnipotens dictent des conditions, décrètent des tarifs, prétendent régler les conditions du travail. Ils ont failli, il y a quatre mois, tout comme leurs émules de Genève, lancer les ouvriers imprimeurs dans une grève qui n'a été momentanément détournée que parce qu'on s'est entendu au dernier instant pour nommer une commission mixte. Cette commission vient de se dissoudre, elle n'a pu arriver à rien, parce que les délégués ont élevé la prétention de régler le mode de travail que les maîtres imprimeurs devaient employer pour telle ou telle publication. Ce qui arrivera maintenant, nous ne le savons trop; on touche peut-être à quelque crise nouvelle. Or sait-on ce qui peut résulter de ces crises perpétuelles? C'est que l'industrie typographique elle-même, une des plus belles industries françaises, est menacée. Déjà les libraires s'arrangent pour suspendre leurs travaux ou pour envoyer en province, jusqu'à l'étranger, jusqu'à Leipzig, ce qu'ils ont à faire imprimer, plutôt que de subir des conditions onéreuses. Les maîtres imprimeurs finiront par être obligés de fermer leurs ateliers, et quelles seront les premières victimes, si ce n'est ceux qui vivent de leur travail? Que les ouvriers défendent leurs intérêts, qu'ils les discutent librement avec les chefs d'industrie qui les emploient, qu'ils se réunissent, qu'ils s'associent, qu'ils choisissent parmi eux des mandataires pour soutenir leur cause, rien n'est plus simple et plus légitime; mais c'est justement ce qu'ils ne font pas : ils livrent leurs intérêts à des délégués qui ne les consultent guère, qui disposent d'eux despotiquement; ils paient les frais des expériences socialistes des novateurs de l'association internationale. Ce qu'il y a malheureusement dans tout cela, c'est une atteinte violente, perpétuelle et funeste à la liberté du travail et des transactions. Quoi qu'on fasse, on ne changera pas les lois les plus naturelles de l'économie publique; on ne créera pas des hausses artificielles de salaires, ou, si on les crée, ce sera pour la ruine de ceux qui travaillent aussi bien que de ceux qui font travailler. On n'arrivera à rien tant qu'on opposera éternellement la solidarité des salaires et la solidarité des capitaux, parce qu'en définitive, capitaux et travail, loin d'être des enne-

mis, sont des forces diverses qui concourent à la même œuvre, qui sont solidaires entre elles dans la prospérité comme dans le désastre; tout le reste n'est qu'une ruineuse chimère, à Paris aussi bien qu'à Genève. Voilà le vrai, le redoutable problème, et on tombe d'un peu haut, il en faut convenir, en arrivant à la suppression des livrets comme à un remède des maux de l'industrie actuelle, — à moins que cette utile et innocente réforme ne soit un moyen de préparer les ouvriers à faire de bonnes élections. Ce serait fort légitime, quoique le procédé ne soit peut-être pas infaillible.

Ce n'est pas là sûrement dans tous les cas le seul moyen que le gouvernement tient en réserve pour triompher dans cette lutte électorale où va flotter le drapeau des libertés françaises. Il a d'autres ressources, d'autres moyens de persuasion un peu moins douteux. Quand s'accompliront-elles, ces élections vers lesquelles se tournent désormais tous les regards? On ne le sait pas encore d'une façon précise; on distingue seulement qu'elles approchent; on le sent à la lassitude du corps législatif, à la tournure des discussions, à l'empressement avec lequel on distribue les petites faveurs administratives, à une certaine fermentation qui commence dans le pays; on le sent particulièrement à une indécision de toute chose, comme si on était résolu à ne rien faire avant cette manifestation décisive du suffrage universel. Ce qu'il y a de bien certain, c'est que les candidatures ne vont pas manquer, elles affluent de toutes parts; on en compte provisoirement plus de huit cents en attendant le reste. Il y en a de fort naturelles assurément, il y en a aussi beaucoup en vérité qui sortent on ne sait d'où, qui fleurissent avant le printemps, et qui seront mortes avant l'été. Somme toute, le pays a devant lui une ample provision de représentans de bonne volonté tout prêts à entrer en campagne, à parcourir villages et hameaux, pour conquérir quelques voix. Avouons-le cependant, il y a quelque chose de peu sérieux et de passablement répugnant dans cette espèce de mendicité électorale, dans cette interversion de rôles qui fait de la France une grande coquette devant laquelle tout le monde se croit appelé à parader en lui demandant ses faveurs. Nous ajouterons qu'il peut y avoir aussi quelque chose de parfaitement dangereux pour la cause libérale dans cette irrésistible passion de candidature qui s'empare de toutes les têtes en certains momens. Sans doute chaque parti, chaque nuance tient à paraître en champ clos avec son petit drapeau de fantaisie; on veut se compter, faire sa manifestation à un premier tour de scrutin en se promettant de se replier sur un candidat unique à un second tour. Fort bien, si on arrive au second tour. La question est seulement de savoir si les candidats officiels ne passeront pas à travers cet éparpillement de voix où toutes les vanités, toutes les prétentions, trouvent le moyen de se satisfaire.

Le malheur est que notre pays, si peu accoutumé encore à exercer tous

ses droits, si peu formé aux mœurs politiques, ne fait pas lui-même ses affaires. Ce ne sont pas les candidats qui devraient se mettre en avant et s'imposer au risque de diviser les suffrages; ce sont les populations elles-mêmes qui devraient s'organiser, former des comités, choisir des candidats dignes de leur confiance et agir de façon à conduire victorieusement une élection, en se souvenant qu'elles votent pour leur propre intérêt, non pour faire plaisir à un aspirant à la députation. Il y a un fonctionnaire d'un esprit distingué, conseiller de préfecture à Paris et candidat lui-même, si nous ne nous trompons, M. Lançon, qui proposait récemment l'organisation en province de comités napoléoniens destinés à remplacer l'action administrative et à former le noyau d'un parti indépendant du gouvernement. Nous ne savons jusqu'à quel point cette organisation officielle supplémentaire serait possible. Si elle n'était qu'une annexe de la préfecture, elle serait sans crédit; si elle était sérieuse et indépendante, le gouvernement la tiendrait bientôt sans doute pour un auxiliaire incommode dont il déclinerait les services. C'est surtout pour l'opinion libérale que cette organisation serait une première condition de succès, et il y a une raison qui la rend encore plus nécessaire, c'est le système actuel des circonscriptions électorales, ce système contre lequel s'est élevé, il y a quelque temps, le conseil municipal de Bordeaux, qui vient aujourd'hui de donner sa démission pour avoir vu ses réclamations indéfiniment ajournées. Certes notre France administrative est arrangée de façon que l'action collective ne soit pas facile; la solidarité locale existe à peine. A la longue cependant, un arrondissement a fini par prendre une certaine cohésion, par se faire une certaine vie commune, des intérêts communs; on peut se voir et s'entendre pour choisir un député. Le système actuel des circonscriptions électorales a changé tout cela. Aujourd'hui, à Bordeaux comme partout, on réunit pour voter ensemble des populations qui ne se connaissent même pas, qui vivent à des extrémités opposées d'un département. Un député représente un chiffre abstrait de suffrages, il ne représente que par exception un intérêt collectif, et même quelquefois il représente des intérêts contraires : l'embarras pour lui est de se partager. Dans une telle organisation, le gouvernement, cela est bien clair, est tout-puissant, parce qu'il est partout à la fois. Pour l'opinion libérale, il n'y a pas d'autre moyen de suppléer à la dispersion que des comités librement formés, créant une certaine intelligence entre ces électeurs disséminés et soutenant d'un commun effort un même candidat. Nous sommes encore loin de cette action méthodique et efficace, et le gouvernement reste terriblement armé. Quelle que soit l'inégalité de la lutte qui approche, on peut cependant s'attendre à voir passer dans les élections un peu de cet esprit d'indépendance, de ce goût de contrôle, de cette inquiétude libérale, qui se réveillent si vivement dans le pays.

Que les élections prochaines doivent avoir une portée singulière au point de vue de nos affaires extérieures aussi bien qu'au point de vue du développement de nos libertés intérieures, il est facile de le pressentir dès ce moment. Sans doute c'est une question de savoir si le pays a une notion assez nette des intérêts qui s'agitent en Europe pour se prononcer avec fermeté, avec décision, dans un sens déterminé, de façon à lier la politique officielle. Il ne se dégage pas moins de ces grandes manifestations d'opinion un sentiment général avec lequel il n'est pas aisé de rompre. Ce sentiment sera pacifique, nous n'en doutons pas, et sous ce rapport une partie de la presse française ne fait certainement qu'exprimer un instinct public. Il ne faudrait pourtant pas qu'on s'y méprît en Allemagne. Si depuis deux ans il s'est formé en quelque sorte une couche de sentimens, de dispositions pacifiques à la surface de la France, au fond, tout au fond, subsiste ce malaise qui se réveille au moindre signe, au moindre incident, on le voit tous les jours encore. La maladie obstinée, monotone, universelle, c'est qu'on ne veut pas croire à la paix. On y croit jusqu'à demain, jusqu'après les élections; au-delà, on n'y croit plus, et la Prusse, qui la désire certainement, s'arrange quelquefois de façon à laisser voir qu'elle y croit encore moins que tous les autres. Elle a par instans des impatiences curieuses, comme tous ceux qui ne se sentent pas à l'aise au milieu des embarras qu'ils ont accumulés. Elle envoie des officiers dans le Luxembourg pour surveiller le démantèlement de la forteresse. Quel droit exclusif de contrôle a-t-elle? On n'en sait rien. Il est bien clair qu'il y a contre elle de mauvais desseins, puisqu'on n'a pas encore démoli trois forts qui regardent l'Allemagne, — et elle secoue ce malheureux grand-duché, elle le met hors de lui, si bien que les Luxembourgeois ont fini par se plaindre tout haut dans leurs chambres à la stupéfaction générale. Nous n'avons pas entendu dire encore qu'une armée française défile du côté de la frontière du Luxembourg, quoiqu'on ne néglige rien en vérité pour nous assurer que nous sommes prêts, que toutes les mesures possibles sont prévues, et qu'on ait toujours l'air d'engager les Prussiens à tirer les premiers.

L'incident qui doit mettre le feu à toutes ces poudres ne s'est pas encore produit, et ce ne sera pas l'incident belge qui aura cette déplorable fortune, puisqu'il est aujourd'hui provisoirement amorti dans une commission. Ce n'est pas que l'affaire soit finie, elle n'est même pas très avancée. La vérité est que jusqu'ici on ne s'est entendu à peu près sur rien, si ce n'est sur la nécessité de s'entendre. A parler franchement, tout le mal est venu de cette loi que le ministère belge a présentée avec une si singulière précipitation, et derrière laquelle il n'a pu s'abriter jusqu'au bout, puisque c'eût été opposer une fin de non-recevoir désobligeante au gouvernement français, qui se bornait à réclamer l'examen de la question après la loi comme on aurait dû l'examiner avant. Comment

le ministère belge aurait-il pu se refuser à cette concession? Il a consenti à rouvrir le débat sur les conventions de chemins de fer, tandis que le gouvernement français de son côté consent à étendre la délibération à tous les intérêts économiques des deux pays. La question reste donc entière sur les fusions de chemins de fer aussi bien que sur tout le reste, et ni la Belgique ni la France ne sont intéressées à la laisser s'aggraver par une explosion de susceptibilités nouvelles.

On a parlé un instant d'une médiation de l'Angleterre dans ce démêlé semi-politique, semi-économique de la Belgique et de la France. Ce n'est ni une médiation ni même une tentative un peu précise de conciliation; il y a eu tout au plus quelque démarche intime, quelques paroles de lord Clarendon pour engager la Belgique à ne rien brusquer, à se prêter aux concessions compatibles avec son indépendance. Sans prétendre que l'Angleterre d'aujourd'hui se désintéresse absolument de tout ce qui peut se passer sur le continent, et qu'elle pousse la passion de la neutralité au point de ne rien faire dans aucun cas, on peut dire qu'elle n'est vraiment pas pressée de s'aventurer dans ce fourré de questions épineuses où se démène la politique européenne. Elle laisse à la diplomatie continentale ses casse-tête chinois; elle voit passer sans trop s'émouvoir les incidens et les querelles qui font beaucoup de bruit pour rien. Tout récemment un des journaux les plus intelligens de Londres, le *Spectator,* s'efforçait de battre le rappel et de prouver que l'Angleterre n'était pas aussi indifférente qu'elle le paraissait; elle n'est peut-être pas indifférente, on peut être bien sûr qu'elle ne serait pas infidèle à un intérêt évident; elle est du moins peu active, elle a peu de goût pour les imbroglios européens qui ne la touchent pas directement, et la carte à payer de la dernière expédition d'Abyssinie lui a donné à réfléchir sur les inconvéniens des guerres qui ne sont point absolument indispensables. L'Angleterre pour le moment est tout entière au grand acte de politique intérieure qu'elle accomplit, qui vient d'être débattu dans le parlement, l'abolition de l'église officielle d'Irlande. La seconde lecture du bill présenté par M. Gladstone a été voté à une majorité triomphale de 118 voix. Ce qu'il y a eu de plus intéressant d'ailleurs, ce n'est pas le vote, tout important qu'il soit, c'est la discussion, une discussion digne de l'Angleterre, digne de la question qui s'agitait, digne aussi des hommes qui ont eu le premier rôle dans cette virile lutte parlementaire.

Le vote, il était connu d'avance; il était indiqué par les élections d'où est sorti le parlement actuel. Ce qu'il y a de frappant, c'est que ceux qui ont eu la victoire numérique dans les *hustings* ont vaincu aussi devant le parlement par la raison, par l'autorité d'une grande et libérale mesure, même en vérité par l'éloquence. Ce n'est pas que le parti tory ait cédé le terrain sans combat : il a réuni après tout 250 voix qui, fortement disciplinées sous un chef habile, peuvent donner de la besogne à

M. Gladstone. M. Disraeli, et après lui le ministre de l'intérieur du dernier cabinet conservateur, M. Gathorne Hardy, ont conduit vigoureusement la charge; mais ils se sentaient vaincus avant d'engager la lutte, ils se battaient visiblement pour l'honneur. M. Disraeli a rassemblé les traits les plus acérés et les plus spécieux de son éloquence pour une cause à laquelle il ne croit pas beaucoup lui-même. Au fond, ce qu'il a défendu, c'est moins l'établissement protestant d'Irlande que sa propre position à la tête des tories, et c'est lui certainement qui aurait pu reprendre pour son compte ce mot naïvement piquant : « puisque je suis leur chef, il faut bien que je les suive. » M. Disraeli a suivi son parti, il l'a même précédé, et l'église d'Irlande est restée frappée à mort dans ce combat; elle a été achevée par le chancelier de l'échiquier, M. Lowe, surtout par M. Gladstone et M. Bright. Elle n'a trouvé dans le parti libéral qu'un défenseur, sir Roundell Palmer, jurisconsulte éminent, homme de conscience et de scrupule, qui aurait pu être lord-chancelier dans le ministère actuel et qui n'a pas voulu entrer au pouvoir en laissant son opinion à la porte. Encore sir Roundell Palmer n'est-il qu'à moitié opposé au nouveau bill; il n'a pas combattu la suppression de l'église d'Irlande comme établissement officiel, il repousse la partie du bill qui dispose des biens de cette église. Le légiste désavoue dans ses conséquences l'acte que le politique accepte dans son principe. Le vrai héros de cette lutte parlementaire après M. Gladstone a été M. Bright, qui a entraîné les communes par sa forte et énergique éloquence. Pour en finir de l'église d'Irlande, M. Bright n'a eu qu'à montrer ce que l'établissement protestant a fait des Irlandais, devenus par la persécution plus catholiques, plus romains qu'aucun peuple de l'Europe, et il n'a eu aussi qu'à rappeler d'un accent généreusement ému ce qui est arrivé, il y a vingt-cinq ans, de la fraction dissidente de l'église presbytérienne d'Écosse. Les dissidens, au nombre de quatre ou cinq cents, quittèrent alors l'église officielle pour fonder une église libre. Ils ne se retirèrent pas avec leurs bénéfices, avec leurs avantages temporels, comme vont le faire les ecclésiastiques protestans d'Irlande. « Ils laissèrent de belles églises et de belles résidences, s'est écrié M. Bright; ils s'en allèrent pauvres et nus... On ne leur dit même pas : Dieu vous bénisse ! » Cette église sans asile et sans salaire a prospéré cependant par la liberté. Elle a élevé des temples, bâti plus de six cents presbytères, ouvert plus de cinq cents écoles. Par la force du prosélytisme librement exercé, elle a trouvé 200 millions, et tous les ans elle recueille un budget fort convenable. Voilà ce que peut une église libre qui n'avait pas les ressources qu'aura encore l'église d'Irlande. Si celle-ci ne peut pas se soutenir dans les conditions où elle va se trouver placée, c'est qu'elle n'a en elle aucune vitalité; elle n'est plus qu'une oppression sans excuse, une représentation insultante de la conquête. Le bill qui vient d'être discuté sera-t-il admis

dans tous ses détails à une troisième lecture, et, une fois voté par les communes, sera-t-il accueilli par la chambre des lords? Dans tous les cas, le principe a triomphé, et, selon le mot de M. Gladstone, on peut désormais « compter les jours, les mois, qui restent à vivre à l'église établie d'Irlande. »

Après cela, tout sera-t-il fini en Irlande? verra-t-on disparaître aussitôt le mécontentement irlandais, selon le mot ironique de M. Disraeli? Assurément non. Si libéral que soit le bill actuel, il ne touche qu'une partie du problème, il laisse de côté la question des terres, qui est tout aussi sérieuse, et il ne désarmera pas d'un seul coup les Irlandais. En ce moment même, les démonstrations hostiles se reproduisent en Irlande, et on assassine quelque peu. Les fenians mis en liberté sont portés en triomphe. Le bill sur l'église, en faisant disparaître un des griefs de l'Irlande, n'aura pas moins une influence calmante qui pénétrera insensiblement dans les esprits, et par cela même il est un gage de sécurité et de force pour l'Angleterre. Un membre du cabinet de Londres rappelait l'autre jour que, dans l'opinion du premier Napoléon, l'état de l'Irlande représentait une diversion de quarante mille hommes au détriment de la puissance anglaise. On peut en vérité être juste lorsque dans un acte de justice on trouve une force de plus, et s'il y a quelque chose d'étonnant, c'est que l'Angleterre n'y ait pas songé plus tôt.

Une situation curieuse et malheureusement peu rassurante, c'est celle de l'Espagne. Bien loin de se dégager de ses obscurités et de ses embarras, cette situation ne fait que s'aggraver, comme il arrive toujours quand on ne sait pas où l'on va. Elle s'aggrave par le malaise qui gagne le pays, par la confusion qui envahit l'assemblée de Madrid, par les insurrections qui se succèdent. Il y a quelque temps, c'était à Cadix et à Malaga qu'on se battait; ces jours derniers, c'est à Xérès que le sang a coulé dans la guerre civile. Le prétexte a été cette fois la conscription, la levée du contingent militaire, demain ce sera le rétablissement de quelque impôt, car enfin on a beau faire des révolutions, on a beau promettre qu'il n'y aura plus ni conscription ni impôts, il y a des nécessités premières qui s'imposent, et alors les populations abusées sont à la merci des agitateurs républicains ou carlistes. Le fait est que le désordre est un peu partout au-delà des Pyrénées, principalement en Andalousie, et l'Espagne n'est pas plus avancée aujourd'hui qu'il y a quelques mois sur le point essentiel, sur le gouvernement qu'elle doit avoir. Elle est toujours à la recherche d'un roi; mais quel roi? Hier c'était le duc de Montpensier qui avait toutes les chances, aujourd'hui c'est vers le roi dom Fernando qu'on paraît revenir, sans doute sous l'influence obstinée de M. Olozaga, qui vient de rentrer à Madrid pour coopérer à la grande œuvre de la constitution nouvelle. Il refuse, il est vrai, ce brave roi portugais, il aime la tranquillité, il n'est pas assuré contre les catastrophes. N'importe, on le séduira, on lui portera la couronne de saint Ferdinand sur

un plat d'or, on ne le troublera pas dans ses goûts, et on le garantira contre les accidens. C'est ainsi que d'un jour à l'autre les chances varient, au moins en apparence. Ce qu'il y a de plus singulier au milieu de cette incertitude, c'est qu'il y a peu de temps le général Prim déclarait avec une parfaite assurance devant les cortès qu'on pouvait être tranquille, que le gouvernement était fixé dans son choix, que chaque député savait bien quel serait son roi. Chacun sait bien en effet quel est le roi de son choix, chacun a le sien, ce qui n'est pas une raison pour que le pays soit mieux renseigné, puisque le général Prim, en paraissant s'expliquer si clairement, n'a rien dit du tout.

Le plus clair est que gouvernement et cortès sont à peu près à bout, et qu'ils ne peuvent plus faire un pas sans se heurter contre quelque obstacle redoutable, contre quelque péril de conflagration. Le gouvernement, il faut lui rendre cette justice, fait ce qu'il peut pour se retenir sur cette dangereuse pente. Il lève son contingent militaire, puisqu'il faut bien une armée tant que la paix universelle n'est pas décrétée; malheureusement il rencontre la répugnance fort naturelle des populations. Il propose en ce moment un emprunt, puisqu'il faut bien faire face à un déficit de plus de 2 milliards de réaux et à des nécessités croissantes; par malheur, il ne suffit pas de voter un emprunt, il faut le placer, il faut du crédit, et le crédit ne se fonde pas sur la méfiance générale. Le gouvernement multiplie ses efforts pour maintenir l'ordre matériel, ou pour le rétablir quand il est violemment troublé; mais il a devant lui, autour de lui, les républicains, qui le harcèlent, les carlistes, qui épient l'occasion de prendre les armes, les partisans de la reine Isabelle, qui reprennent courage, tous les partis, toutes les factions, qui retrouvent l'assurance. Chaque jour, on parle de l'inviolable souveraineté des cortès, et jamais on n'a parlé plus haut de coups d'état. Notez qu'avec cela l'Espagne en est à se demander si elle ne va pas perdre sa belle colonie de Cuba, qu'on représente sans cesse comme pacifiée, et qui reste plus que jamais livrée à l'insurrection. De toute façon, les difficultés s'accroissent, le péril grandit au-delà des Pyrénées, et pendant ce temps le général Prim vient de profiter des vacances de Pâques pour aller avec ses amis chasser dans les montagnes de Tolède; il abat du gibier pour se distraire, et il aura pu, lui aussi, écrire à Madrid :

Madame, il fait grand vent, et j'ai tué six loups.

Et dire que sans le télégraphe nous aurions ignoré peut-être cette mémorable aventure! Le mal, après tout, n'est pas de chasser, le mal est que l'Espagne a besoin d'un gouvernement pour sauver sa liberté, et qu'on ne voit pas encore d'où ce gouvernement peut lui venir.

Ce qu'il y a de particulier, c'est que le Portugal, qui refuse un roi à ses voisins de Castille, a tout l'air de se laisser atteindre par la contagion espagnole, et, chose plus bizarre encore, c'est le gouvernement qui

donne le signal d'une agitation toute nouvelle dans ce petit pays, accoutumé depuis assez longtemps à jouir en paix d'institutions libres dont ses souverains se sont montrés les premiers gardiens. Ce qui vient de se passer à Lisbonne ressemble étrangement en effet à un coup d'état dont il est difficile de saisir les causes et d'apprécier la portée. Le ministère, assumant une responsabilité toujours grave, a provoqué la promulgation dictatoriale d'un décret-loi qui modifie essentiellement l'organisation politique du pays en diminuant le nombre des députés. Une vive émotion populaire n'a pas manqué de se produire aussitôt, des *meetings* se sont rassemblés, des manifestations tumultueuses ont rempli les rues de Lisbonne, et l'agitation a gagné le pays. Bref, le Portugal est en train de protester contre un acte inattendu d'absolutisme. Cela ira-t-il jusqu'à un conflit plus sérieux? On entre évidemment ici dans une période de troubles où la popularité du roi ne sera pas de trop pour calmer les esprits, où la raison du jeune souverain saura sans doute faire la part de ce qu'il y a de légitime dans l'émotion publique. Le Portugal n'a point certainement marché à pas de géant dans la voie du progrès depuis vingt ans; mais il était resté parfaitement libre et à peu près tranquille dans sa liberté, échappant aux réactions comme aux révolutions. Il serait malheureux qu'un coup d'autorité vînt altérer cette situation. Si c'est en imitant l'Espagne de cette manière, par la similitude du désordre et de l'agitation, qu'on veut marcher vers l'union ibérique, le moyen serait étrangement choisi, et ce ne serait pas la peine de doubler l'anarchie espagnole de l'anarchie portugaise. CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

Le Poème de Lucrèce, — Morale, — Religion, — Science, par M. Martha.

La première remarque que je ferai sur cet excellent et charmant livre, c'est que Lucrèce y est étudié par un spiritualiste, et que cependant non-seulement les admirateurs de Lucrèce, mais ses disciples, ou plutôt les disciples de la philosophie qui l'inspirait, n'auront qu'à se féliciter de cette publication, et n'y trouveront à peu près rien dont ils puissent se plaindre. Je dis à peu près, parce qu'il y a une phrase, une seulement, que l'on voudrait effacer, au commencement de l'avant-propos. L'auteur, ayant annoncé que son admiration pour Lucrèce n'implique en rien une adhésion à sa doctrine, ajoute ce qui suit : « Comme ces doctrines contemporaines, qui rappellent l'entreprise de Lucrèce, sont fort célébrées, il nous paraît opportun et honnête de prévenir que nous n'avons aucun droit à la faveur dont elles sont en ce moment l'objet. » Cette ironie

n'est pas équitable, et elle doit être repoussée, car, s'il est vrai que ces doctrines soient fort célébrées par quelques-uns, ce que j'ignore, elles sont en revanche tant insultées et tant calomniées par beaucoup d'autres, elles sont si mal accueillies par les corps constitués et les autorités de toute espèce, elles sont si évidemment un obstacle et non pas une aide aux ambitions les plus légitimes, qu'il y a plus que compensation. M. Martha, qui a l'âme délicate, conviendra bientôt, pour peu qu'il y réfléchisse, que, s'il est parfaitement légitime de désavouer ces doctrines quand on ne les partage pas, cela ne saurait avoir un mérite particulier, ni être plus honnête que le contraire.

Je goûte également dans le livre de M. Martha les vues historiques, le sentiment littéraire, la pensée philosophique. J'y trouve d'abord non-seulement une pleine connaissance, mais, ce qui est plus rare et plus précieux, une pleine intelligence de l'histoire suivant l'esprit de notre temps; car c'est une étude historique que l'auteur a voulu faire plus encore que l'examen détaillé d'un beau poème au point de vue de l'art: c'est ce qu'il a exprimé par le sous-titre de son livre. Remontant jusqu'à la naissance de l'école d'Épicure, M. Martha fait une excellente analyse des conditions historiques qui l'ont produite et qui se reflètent dans ses doctrines. Il insiste justement sur ce point, qu'elle constitue une véritable religion, et que, seule entre toutes les écoles, elle avait un symbole arrêté par le maître, dont pas un disciple ne se permettait de s'écarter sur aucun point, de sorte qu'Épicure était tenu pour infaillible. Il analyse avec le même bonheur la vie de Lucrèce et son temps, l'anarchie romaine, le besoin de la *paix* qui tourmentait les hommes d'alors, et qui était précisément celui que la doctrine d'Épicure promettait de satisfaire, la physionomie nouvelle que prit cette doctrine sous l'influence du génie romain, qui donna à la philosophie même de l'indolence un accent stoïque, enfin l'enthousiasme d'apôtre avec lequel le poète révolutionnaire fait la guerre dans l'ordre de la pensée à toutes les traditions du passé. Étudiant sa morale, il signale d'abord la vivacité avec laquelle Lucrèce défend le libre arbitre, thèse qui n'est pas d'ordinaire celle des philosophes irréligieux (M. Patin avait déjà relevé cette espèce de contradiction), puis il montre avec beaucoup de sagacité qu'il ne faut voir là que le parti-pris d'ôter aux dieux le gouvernement de la volonté humaine aussi bien que celui de la nature extérieure. Le chapitre de la *Science de Lucrèce* et celui qui le suit et qui s'y rattache sont des plus intéressans. M. Martha y rend très bien compte de cette ignorance voulue de l'école d'Épicure, qui accepte avec une suprême indifférence toutes les explications naturelles des phénomènes, sans se soucier de savoir si celle-ci vaut mieux que celle-là, pourvu que l'explication surnaturelle soit exclue, et s'accommode également d'une théorie savante ou d'une imagination enfantine.

Il signale à la fois dans la physique de Lucrèce des erreurs pitoya-

bles et des vues très hautes, dues aux grands penseurs qui ont créé en Grèce la philosophie; il rapproche de ces vues élevées celles des modernes, et les noms de nos savans viennent naturellement se placer sous sa plume, quand il trouve dans son poète la pluralité des mondes, ou les combinaisons des atomes, ou ce qu'il a droit d'appeler la doctrine de la *sélection,* ou enfin certains aperçus cosmogoniques. Ce sont encore les origines philosophiques de Lucrèce, mais plus encore ses origines poétiques, qu'il étudie dans Empédocle, et il avance à ce propos une conjecture qui me paraît très plausible, c'est que l'idée de l'invocation à Vénus pourrait bien être venue du poète grec, qui expliquait, comme on sait, la nature par l'action de la sympathie et par sa lutte contre le principe contraire, principe de discorde et de combat. Dans un dernier chapitre intitulé *Tristesse du système,* M. Martha met en lumière l'esprit de découragement et de désespoir qui possédait l'humanité en cette époque malheureuse, et dont s'inspiraient également des doctrines bien différentes, puisque les idées des disciples d'Épicure sur la fin prochaine du monde allaient être aussi celles des chrétiens. Columelle, écrivant un siècle plus tard son livre sur l'agriculture, se croyait obligé de protester contre la plainte de Lucrèce, que la terre est épuisée comme une femme qui ne peut plus avoir d'enfans, et de soutenir qu'au contraire la terre est toujours jeune et féconde pour qui sait employer ses forces. Ce résumé ne donne qu'une idée très imparfaite de tout ce qu'on apprend dans le livre de M. Martha, fruit d'une étude aussi pénétrante que complète. Je n'ai pas besoin de dire que l'auteur a profité de tout ce qu'on avait fait avant lui sur Lucrèce, et en particulier de l'enseignement du maître dont il est le suppléant à la Faculté des Lettres dans le cours de poésie latine. Il a cité souvent M. Patin, il l'aurait cité, je crois, plus souvent encore, si ces excellentes leçons, publiées depuis, n'avaient été, au moment où M. Martha faisait son travail, dispersées dans des feuilles qu'on n'avait pas toujours sous la main.

Tout cela est écrit dans le meilleur style et avec le plus vif sentiment de la poésie de Lucrèce. L'auteur a cédé à ce sentiment jusqu'à traduire en vers français tous les morceaux qu'il a cités, et ce sera là pour beaucoup de personnes un des principaux attraits de son livre. Pour moi, je dois l'avouer, je me défie de la traduction en vers; je crains que les gênes de la versification ne fassent plus que compenser pour le traducteur l'avantage d'une forme plus riche. Cependant je dois reconnaître que, s'il y a un genre de poésie qui convienne au génie de notre versification, c'est évidemment le genre didactique. Ce que M. Martha s'est plus particulièrement proposé de rendre, c'est la simplicité de la phrase de Lucrèce: il ne fallait pas moins pour cela qu'un vers assoupli par toutes les nouveautés poétiques de notre temps; mais M. Martha est le premier à sentir et à dire qu'il lui faut rester loin de la magnificence du texte. Il en reste plus loin, je crois, qu'il n'aurait fait avec de la prose, une prose

telle qu'un écrivain comme lui en eût su trouver. Son plus grand succès est dans les morceaux en quelque sorte techniques, où par la souplesse de son vers il réussit à suivre plus fidèlement que personne, il a le droit de le dire, la trame serrée du raisonnement du poète et le ton familier auquel celui-ci descend alors sans fléchir. C'est d'ailleurs un vrai plaisir, et dont il faut tenir compte, pour ceux qui ne peuvent lire le texte latin, de trouver une traduction qui leur donne si exactement l'idée sans leur faire perdre la musique des vers.

J'arrive à la pensée philosophique du livre. J'ai dit combien je la goûtais; mais je n'entends point parler d'une thèse qui y est soutenue, et qui se montre tout d'abord, je parle d'une certaine sagesse qui circule au dedans de l'ouvrage et qui y répand une bienfaisante lumière. Je fais des réserves sur la thèse, qui est historique. M. Martha est et se déclare spiritualiste, et il a des paroles chrétiennes. En même temps M. Martha est un esprit large, très sympathique à la fois à Lucrèce et à la liberté de la pensée. Il voudrait le faire accepter, le recommander à ceux qui seraient moins larges que lui, et il a besoin de l'admirer lui-même sans scrupules. Il s'attache pour cela à cette thèse que « l'entreprise d'Épicure n'est pas, comme on se le figure et comme on le répète souvent, une attaque contre ce que nous appelons les doctrines spiritualistes. » Il ne le soutient pas à la lettre, car ce serait aller contre l'évidence; mais il entend et il explique que les doctrines spiritualistes ne sont pas vraiment en cause dans Épicure ni dans Lucrèce sous la forme élevée et épurée qu'elles prennent aujourd'hui. La colère de l'école d'Épicure et ses révoltes ne s'adressent qu'aux idées grossières, indignes du nom de spiritualisme, qui composaient en général la religion des anciens. J'arrête ici M. Martha, car il dit véritablement deux choses en paraissant n'en dire qu'une. Sa première proposition est celle-ci : Épicure et Lucrèce n'en veulent pas réellement au spiritualisme, à ce spiritualisme supérieur qui est la religion commune de tant de bons esprits. Cette proposition peut être accordée, du moins dans une certaine mesure. La seconde est celle-ci : la philosophie de Lucrèce ne porte que contre le paganisme, contre les superstitions païennes. C'est une assertion toute différente et à laquelle je ne puis absolument consentir. En effet, la philosophie de Lucrèce menace également le christianisme. Je ne parle pas de tel christianisme libre, aussi large et aussi philosophique que peut l'être le spiritualisme lui-même; je parle du christianisme historique, du christianisme de l'église catholique, héritière directe des religions antiques. Ce christianisme est tout autre chose que le spiritualisme avec lequel M. Martha semble le confondre dans tout son livre, et il est clair qu'Épicure et Lucrèce sont et seront toujours pour ce christianisme des ennemis aussi irréconciliables et aussi redoutables qu'ils l'ont été pour les anciens dieux.

Je ne nie pas cependant qu'il ne reste dans la thèse de M. Martha une

portion de vérité, et j'ajoute qu'il l'a mise dans une grande lumière. Les deux chapitres qu'il a consacrés à ce travail sont la partie la plus remarquable de son étude historique. Il est très vrai que dans l'antiquité le surnaturel pesait bien autrement qu'aujourd'hui sur l'imagination des hommes et sur leur vie. Quand Épicure les fortifiait contre la crainte de la mort ou la crainte des dieux, il avait affaire à des terreurs qui ne sont plus à beaucoup près parmi nous ce qu'elles étaient alors. Ce qu'on craignait dans la mort, ce n'était pas seulement les châtimens d'une autre vie, c'était je ne sais quelle nouvelle existence qu'on se figurait à part même des justices divines : existence sombre, froide, désolée, où l'homme se survivait en quelque sorte pour sentir ce qui lui manquait et pour en souffrir. Les âmes restaient dans le tombeau comme dans une prison, affligées de toute manière et même affamées : on leur portait à manger. Je ne dirai pas que de pareilles idées soient sorties aujourd'hui de tous les esprits; mais elles ne font plus de droit partie d'une religion, et ne sont plus avouées par aucune doctrine. Quant à l'action des dieux dans cette vie, elle se faisait sentir tous les jours, toutes les heures pour ainsi dire, du moins aux esprits timorés, de la manière la plus troublante. Les dieux se mêlaient de tout et s'irritaient à tout propos, comme des maîtres tracassiers et tyranniques. Tout était prodige, tout était présage; le moindre accident, un songe même, était un signe de leur intervention et une menace; il fallait sans cesse conjurer et expier. Un malheur n'était pas seulement fâcheux en lui-même, il l'était encore parce qu'il témoignait de la colère des dieux, et ainsi la vie n'avait pas une seule tristesse qui ne fût grosse de mille craintes. Ces dieux avaient besoin des souffrances de l'homme et souvent même demandaient son sang. Plutarque, dans un passage cité par l'auteur, nous représente le dévot peureux qui court au temple pour offrir un sacrifice, mais qui pâlit sous sa couronne, qui met l'encens sur le feu d'une main tremblante, qui entre dans le sanctuaire comme dans la caverne d'un ours ou d'un dragon. Voilà ce qui soulevait les révoltes d'Épicure, et il est permis de dire que ce n'est pas précisément là ce qu'on appelle autour de nous la religion. Tout ce développement est de ceux où l'auteur a déployé le plus de critique; mais il en tire une conclusion trop générale et sur laquelle j'ai des objections à lui faire, en respectant ses opinions et en demandant pardon pour la liberté des miennes.

Et d'abord quand M. Martha met en opposition les croyances païennes et ce qu'il appelle nos croyances, il ne tient pas compte de tant de siècles qui se sont passés depuis le paganisme jusqu'à nous, il oublie et il veut oublier que ces siècles ont été remplis de superstitions aussi grossières, aussi malfaisantes que l'étaient celles de l'antiquité, que ces superstitions ont duré jusqu'au jour où s'est levée la lumière de la science moderne, et que ce jour même ne les a que bien lentement et bien imparfaitement dissipées. Il ne dit pas que Boileau, au milieu même

du *grand siècle,* croyait encore *que c'est Dieu qui tonne,* ce qui veut dire évidemment que dans sa pensée Dieu se manifeste plus particulièrement par son tonnerre, et qu'il le fait entendre comme une menace. Ainsi Boileau était encore comme ces *enfans* de l'antiquité qui faisaient pitié à Lucrèce, et qui font pitié à M. Martha; mais passons sur le moyen âge et sur le XVIIe siècle, descendons jusqu'à la révolution, jusqu'à la date même où nous sommes, et nous verrons que l'auteur flatte beaucoup trop encore la philosophie religieuse de son temps. « Aujourd'hui, dit-il, quelle que soit la diversité de nos croyances philosophiques et religieuses, nous sommes tous d'accord pour ne point craindre les phénomènes naturels qui jadis causaient tant d'effroi... La nature ne provoque plus que la curiosité et ne produit plus l'épouvante. On contemple, on étudie ses mystères, on vit en elle, sans trouble. Non-seulement elle paraît plus innocente depuis qu'on la laisse à ses lois; mais encore elle paraît, par ses lois mêmes, plus digne de son auteur. Les âmes les plus pieuses, les plus promptes à frissonner sous un avertissement divin, ne croient plus qu'une nuée plus ou moins noire, que les feux, les bruits du ciel, soient des signes de colère. On suit le conseil de Lucrèce, qui recommande de considérer tout cela d'un cœur tranquille,

... Pacata posse omnia mente tueri. »

Oui, voilà bien en effet l'état de tous les esprits raisonnables; mais le vulgaire en est-il là, et ne fait-on plus rien pour le vulgaire? N'y a-t-il pas toujours des prières solennelles pour les sécheresses et les intempéries, pour les épidémies et toutes les violences de la nature? Ne bénit-on pas des cloches en leur conférant le pouvoir de conjurer la tempête? Et ceux qui ont autorité sur les peuples ne leur prêchent-ils pas, suivant une tradition constante, que les calamités ou les malheurs de toute espèce, jusqu'à la mort d'un enfant héritier d'une couronne, ont leurs causes dans les péchés des hommes, et particulièrement dans les tentatives et les progrès de l'impiété?

A l'occasion du fameux troisième livre de Lucrèce, consacré à enseigner que tout finit pour l'homme à la mort, M. Martha, afin d'excuser son poète, dit que la croyance à une autre vie ne contenait chez les païens que des terreurs, tandis que cette croyance ne suppose aujourd'hui que des idées consolantes. Sans examiner s'il n'est pas injuste envers les enfers païens, il demeure certain qu'il méconnaît l'enfer moderne et le purgatoire. C'est ici qu'il appelle à son secours un rapprochement très ingénieux. A côté de cette pensée de Lucrèce, qu'il n'y a pas d'enfers ni de Tartare, si ce n'est dans l'âme de ceux qui ne vivent pas suivant la sagesse, il cite certains passages des sermons de Bossuet où il croit lire aussi qu'il n'y a d'autre enfer que le péché, et que l'enfer est tout entier dans l'âme du pécheur. J'imagine qu'il a trouvé quelque part ces passages isolés et qu'ils lui ont fait illusion; mais l'illusion ne se

soutient pas dès qu'on se replace dans la suite des textes. Le second passage, pris du sermon *sur la gloire de Dieu dans la conversion des pècheurs* (pour le troisième dimanche après la Pentecôte), est le seul qui puisse tromper. «Passant plus outre, je dis qu'ils commencent leur enfer même sur la terre et que leurs crimes les y font descendre, car ne nous imaginons pas que l'enfer consiste dans ces épouvantables tourmens, dans ces étangs de feu et de soufre, dans ces flammes éternellement dévorantes, dans cette rage, dans ce désespoir, dans cet horrible grincement de dents; l'enfer, si nous l'entendons, c'est le péché même. » Mais en disant que les pécheurs ont déjà l'enfer dans leur cœur et sur la terre, il entend bien néanmoins qu'ils le retrouveront ailleurs pour l'éternité, et qu'à l'horreur du péché se joindront alors toutes les horreurs des supplices. Quelques lignes plus loin, il nous parle en effet de « ces effroyables cachots où sont tourmentées les âmes rebelles. » M. Martha cite encore dans une note une phrase du sermon *sur les souffrances* (deuxième sermon pour la fête de l'exaltation de la sainte croix). « Si vous voulez voir, chrétiens, des peintures de ces gouffres éternels, n'allez pas rechercher bien loin ni ces fourneaux ardens, ni ces montagnes ensoufrées qui vomissent des tourbillons de flammes et qu'un ancien appelle des cheminées de l'enfer, *ignis inferni fumariola*. Voulez-vous voir une vive image de l'enfer et d'une âme damnée, regardez un pécheur. » La citation s'arrête trop tôt, et il fallait achever la phrase: « regardez un pécheur qui souffre et qui ne se convertit pas. » L'idée que Bossuet développe est qu'il y a deux sortes de peines, celles de cette vie ou celles du purgatoire, qui amènent la pénitence et qui sauvent, et celles de l'enfer, qu'il définit la peine sans la pénitence, et dont il dit encore : « La damnation éternelle est un effet de pure vengeance, et ne peut jamais nous tourner à bien. » Et voici enfin comment il parle dans le sermon *sur les fondemens de la vengeance divine* (troisième sermon pour le premier dimanche de l'avent) : « Ainsi toujours vivans et toujours mourans, immortels pour leurs peines, trop forts pour mourir, trop faibles pour supporter, ils gémiront éternellement sur des lits de flammes, outrés de furieuses et irrémédiables douleurs. » Je n'achève pas cette peinture; mais, on le voit bien, la thèse que l'essence de l'enfer est dans le péché n'est qu'un raffinement mystique sans conséquence, qui ne fait aucun tort à l'enfer barbare de la tradition. La foi de Bossuet sur l'enfer est la même que celle de l'auteur de *l'Imitation de Jésus-Christ :* « on fondra sur les voluptueux de la poix bouillante et du soufre puant;... là les damnés n'ont ni repos ni consolation » (I, XXIV, 3); elle est encore celle de l'orthodoxie d'aujourd'hui. Il n'y a donc pas moyen à ce propos de placer Lucrèce sous le patronage du grand évêque, et loin qu'on doive « aller jusqu'à Bossuet » pour retrouver le sentiment si beau et si pur que le critique admire, il faut au contraire l'aller puiser, loin de la théologie, à la sagesse libre et humaine de l'antiquité.

Je conviens que les hommes de notre temps doivent croire aisément que l'imagination de Bossuet se passait de pareilles images parce que la leur s'en passe en effet; ils sont remplis de l'esprit moderne, ils ont lu Molière, qui n'a pas craint de rire des « chaudières bouillantes » dans *l'École des Femmes,* l'année même où Bossuet prêchait son premier carême à la cour. Autour de nous les âmes religieuses se préoccupent assez peu en général de ces vieilles terreurs, et s'en tiennent volontiers aux espérances quand leur pensée va au-delà de la mort. Elles aiment à concevoir surtout l'autre vie comme la réparation des misères de celle-ci. Le pauvre peut-être pense à l'enfer pour y placer le mauvais riche; mais ni le riche ni le pauvre n'y pensent pour eux-mêmes ni pour les leurs. Une femme pieuse se dit qu'elle retrouvera dans le ciel un fils aimé, l'idée que ce fils pourrait être un damné n'entre plus en elle. Une morale nouvelle a mis le dogme dans l'ombre, sans avoir la force de l'effacer; la doctrine ne s'est pas épurée, la foi s'est affaiblie. Je regrette donc tant d'efforts perdus à concilier les leçons d'Épicure avec des croyances toutes contraires, et je suis fâché que M. Martha ait négligé l'avertissement que lui donnait un maître qu'il aime et respecte autant que moi. M. Patin avait avoué franchement, quoiqu'avec regret, le sens des combats livrés par Lucrèce. « Ce n'est pas le paganisme seul, comme on l'a dit quelquefois, que menace sa victoire, c'est la religion elle-même » (leçon du 6 décembre 1859). Le mot est vrai, soit qu'on entende par la religion une foi générale commune à toutes les religions, soit qu'on appelle ainsi l'ensemble des croyances, des pratiques et des habitudes dont se compose la religion même qui règne au temps et au pays où nous sommes et au sein de laquelle nous vivons.

C'est la religion prise dans ce dernier sens qui touche particulièrement les hommes; là est la cause du vif intérêt que la lecture de Lucrèce inspire, et les critiques que je viens d'indiquer rendent seules toute leur grandeur à la pensée de Lucrèce et à son œuvre. Si en effet Épicure et son disciple n'avaient fait la guerre qu'à une superstition qui n'existât plus aujourd'hui, ou bien qui ne se conservât que parmi les esprits du dernier étage, et qui fût désavouée de tout ce qui a quelque rang et quelque autorité entre les croyans, nous lirions encore le poète avec admiration sans doute, mais sans émotion; nul n'aurait à se débattre contre lui, et ceux au contraire qui sont avec lui ne lui seraient reconnaissans de ce qu'il a fait que par un effort de justice. Ce qui les échauffe et les transporte, c'est la conviction que cette paix de la raison à laquelle Lucrèce aspirait n'est pas encore assurée aux hommes, c'est qu'il leur paraît qu'ils trouvent trop souvent autour d'eux et la sagesse étroite qui recule devant toute vue large de la nature, et la peur des âmes faibles, et l'esprit despotique qui les effraie, et les iniquités enfin commises par les hommes au nom du ciel. Quand ils relisent ce vers célèbre :

Tantum religio potuit suadere malorum,

ils repassent dans leur esprit, comme faisaient leurs pères du XVIII[e] siècle, les scènes qui remplissent la longue histoire de l'intolérance religieuse, et pour le présent ils se disent que, si le temps n'est plus où on égorgeait les enfans sur les autels, c'est encore le fanatisme sous une forme plus douce qui les enlève à leur mère pour les enlever à leur religion.

Maintenant il n'y aura qu'une stricte justice à reconnaître que ces réserves de M. Martha, cette circonspection, cette habileté, ces ménagemens de toute espèce, sont mis constamment par l'auteur au service des meilleurs sentimens et des vérités les plus utiles. Ce n'est pas seulement Lucrèce qu'il fait goûter, c'est la liberté de la pensée, d'une pensée même plus hardie et, à son sens, plus téméraire que la sienne, pour laquelle il plaide dans tout le volume en avocat consommé. Ces rapprochemens avec les grands spiritualistes et les grands chrétiens, s'ils sont quelquefois trop complaisans pour ceux-ci, couvrent la philosophie de Lucrèce aux yeux de plus d'un lecteur. M. Martha lui vient en aide non pas seulement par ces argumens de détail, mais par des vues très générales et très hautes. « Ne voit-on pas chez nous, dit-il, que les doctrines religieuses et philosophiques, si divers que soient leurs principes et leurs dogmes, se trouvent d'accord le plus souvent dès qu'il s'agit de devoirs et d'honnêteté commune? Il est même fort heureux que l'honnêteté puisse découler de tous les principes. » Tout en se gardant bien de prononcer le mot suspect de morale indépendante, il fait accepter la pensée comprise d'ordinaire sous ce mot, et il amène ses lecteurs à être « équitables pour toutes les doctrines, pourvu qu'elles soient sérieuses et méditées. » Il fait respecter de la même manière la neutralité de la science, je parle de la science de la nature extérieure. Après avoir montré que la doctrine de l'école d'Épicure sur les antipodes, que l'église ne voulait pas admettre, est devenue celle des pères, il prononce que « les opinions sur la physique ne sont point par nature religieuses ou impies; » il demande qu'on ne repousse pas une doctrine sur la nature sous le prétexte qu'elle est amie ou ennemie. « Est-elle vraie, est-elle fausse? Voilà toute la question. Elle est impie aujourd'hui, elle sera peut-être religieuse demain. » Tout le monde ne l'en croira pas quand il ajoute que les systèmes d'abord condamnés de Copernic et de Galilée ont fourni depuis à la religion des armes nouvelles; mais, si l'observation est douteuse, le conseil qu'il y rattache est excellent, celui de ne rien persécuter et de ne rien maudire. C'est ainsi qu'ailleurs, relevant cette attente de la fin prochaine du monde dont le poète se montre si ému, il s'écrie : « Bizarre fortune des idées! ces craintes d'une philosophie incrédule deviendront au moyen âge les craintes de la piété. Ces peuples entiers, qui attendaient avec anxiété l'an mil, qui se hâtaient de donner leurs biens aux églises, ne savaient pas qu'ils cédaient à une

terreur jetée dans le monde antique par les épicuriens. Les âmes pieuses qui croyaient trembler sous un frisson divin regardaient sans doute comme des impies ceux qui ne partageaient pas leur terreur, sans se douter qu'elles-mêmes étaient les impies, puisqu'elles tremblaient sur la foi d'Épicure. Ainsi il arrive souvent que dans le cours des âges les idées perdent les marques de leur origine, passent d'une doctrine à une doctrine contraire, et, comme des transfuges déguisés, changent de camp. » Je veux signaler surtout la belle péroraison du chapitre sur la religion de Lucrèce. Il y expose ce qu'on pourrait appeler le *credo* d'un honnête homme sur la nature avec une netteté et une fermeté qui font un égal honneur à son caractère et à son talent. « En chassant de la nature l'inepte intervention des dieux du paganisme, Épicure a mis fin encore à toutes les fraudes prétendues pieuses par lesquelles les hommes se trompaient les uns les autres et se trompaient eux-mêmes. Tandis que Pythagore, Socrate, Démocrite même, l'Académie, le Lycée, le Portique, toutes les écoles, même les plus libres, croyaient à la divination par le vol des oiseaux, par les entrailles des victimes, par les astres, par les songes, par le délire et par cent autres moyens, Épicure seul repoussa ces sciences menteuses et en dévoila l'imposture. Il contraignit les aruspices et les devins à se trouver eux-mêmes grotesques; il se moqua si bien des oracles qu'ils finirent bientôt par ne plus oser parler. On peut dire qu'aujourd'hui un homme passe pour éclairé à proportion du mépris qu'il professe pour tout ce qu'Épicure a méprisé. Sans doute nous n'admettons pas tout ce qu'il affirme, mais nous nions presque tout ce qu'il nie. Que nous importe que son système soit erroné, comme tous les systèmes, si sa critique a dissipé de pires erreurs, si elle a en quelque sorte nettoyé la nature et la raison? Sa théologie est misérable, mais elle a eu du moins le mérite de détruire une théologie plus misérable encore; sa physique est mauvaise, mais elle a rendu possible la bonne. La science moderne n'a fait de progrès que pour être devenue épicurienne, pour avoir cru à des lois invariables; le bon sens public est devenu épicurien, puisqu'il n'a plus peur de la nature; ce que nous appelons instruire le peuple, c'est l'élever en physique à la lumière de l'épicurisme... Tous tant que nous sommes, vous et moi, que nous le sachions, que nous le voulions ou non, nous portons en nous non pas le système, mais l'esprit de la doctrine, car, il ne faut pas l'oublier, la grande pensée du maître, à laquelle tout est subordonné, fut de délivrer la nature de toutes les puissances occultes, malfaisantes, ridicules, qui troublaient l'univers et l'homme. Sans doute ce n'est pas à Épicure seul que nous devons ce bienfait; mais le premier il a fait effort pour le répandre sur le monde. C'est là ce qui rend sa doctrine respectable malgré ses erreurs, c'est là ce qui donne encore aujourd'hui un si grand intérêt au poème de Lucrèce. Le poète a célébré en vers magnifiques une grande vérité

dont nous vivons; car ce qui se dépose avec le temps dans la raison et la conscience des hommes, ce qui y demeure et finit par faire partie de nous-mêmes, ne peut être que le vrai. »

Sauf un *presque* que tous n'avoueront pas, un tel morceau pourrait être signé par tout ce qu'il y a d'esprits indépendans. J'ai admiré çà et là dans le volume, mais nulle part peut-être plus que dans ces pages, tout ce qu'un esprit fin et une plume habile, conduits par une pensée équitable et généreuse, peuvent faire entrer sans violence de bonnes idées chez tel qui les repousserait venant d'ailleurs, en les suggérant plutôt qu'en les imposant, et rendant les gens sages par la seule contagion de la sagesse. Il y a une critique qui livre l'assaut; il y en a une autre, c'est celle de M. Martha, qui entre insensiblement dans la place, et qui fait son œuvre par une douce persuasion. Lisez donc, dirai-je à tous, un livre où l'antiquité en général et en particulier l'école d'Épicure sont parfaitement connues et jugées, un livre plein d'idées nobles et délicates rendues d'une manière toujours heureuse, quelquefois exquise, où rien n'est oublié de ce qui peut faire comprendre un poète dont le nom est un des plus grands de l'Italie, justement fière de tant de grands noms, l'Italie de Virgile et de Dante, un livre qui a été composé avec amour, car on devine, au plaisir qu'il donne au lecteur, celui qu'il a donné à l'auteur lui-même. Le volume n'est pas gros, et on trouve en le lisant qu'il finit trop vite; il n'en comptera pas moins parmi les meilleurs titres philosophiques et littéraires d'un écrivain que le public goûte depuis qu'il écrit.

ERNEST HAVET.

REVUE DRAMATIQUE.

PATRIE, drame en cinq actes, de M. VICTORIEN SARDOU.

M. Victorien Sardou, si adroit et si heureux au théâtre, nous paraît avoir des amis bien imprudens. N'a-t-on pas prononcé le nom de Corneille à propos d'une scène de sa nouvelle œuvre? N'a-t-on pas dit que la grande tradition poétique était renouée, que le drame venait de renaître, le drame où revivent les passions des âges disparus, et que du premier coup un des plus spirituels amuseurs de la société contemporaine, l'auteur ingénieux des *Pattes de mouche*, le moraliste de *la Famille Benoîton*, avait conquis ce périlleux domaine? De là, il faut bien le dire, le désappointement des spectateurs qui, sur la foi de la rumeur publique, ont accueilli trop aisément cette bonne nouvelle. Préparés à l'admiration par le triomphe de la première soirée, ils arrivent, et que trouvent-ils? Une pièce à grand spectacle, une mise en scène brillante, des tableaux tumultueux qui se lient faiblement au drame, enfin une action

assez vive, mais vulgaire en somme, où manque précisément ce qu'on a loué si fort, l'élévation des sentimens et la vérité de la passion. Ce désappointement est tel qu'il faut s'en défier pour être juste. Oubliez les modèles qu'on a cités, oubliez même les émotions désordonnées, mais généreuses, qui essayaient de renouveler la scène il y a quarante ans, et, si vous êtes obligé de condamner bien des choses dans l'œuvre de M. Sardou, vous y trouverez aussi des intentions, des symptômes, des éclairs, qui méritent d'être signalés avec éloge.

La toile se lève sur un tableau lugubre. Il s'agit de peindre la condamnation à mort de tout un peuple. Les commissaires du duc d'Albe tiennent séance dans un marché de Bruxelles. Les accusés sont traînés devant les juges, puis envoyés aux bourreaux. L'interrogatoire n'est pas long, la besogne marche vite. C'est une tuerie épouvantable. On brûle, on pend, on noie tout ce qui est suspect. Une terreur écrasante pèse sur la cité. De temps à autre, au milieu des arrêts de ce conseil de sang, on entend retentir la fusillade ou les vociférations de la populace. Parmi les hommes qui vont être jugés, voici un des plus nobles personnages des Flandres, le comte de Rysoor. Il a quitté Bruxelles depuis quatre jours; au moment où il rentre dans la ville, on l'arrête. D'où vient-il? Est-il vrai que la nuit dernière il a couché hors de sa maison? Il faut qu'il rende compte de ce qu'il a fait pendant son absence, car tout cela sent le conspirateur et le rebelle. Rendre compte de ses actes, Rysoor ne le peut; ce serait trahir sa cause, ce serait avouer qu'il a vu Guillaume d'Orange, et que la vengeance des Flandres est toute prête à éclater. Nier qu'il a passé la nuit hors de Bruxelles, il ne le peut davantage. Il sait donc quel sort lui est réservé, sa condamnation est inévitable. Qu'importe? Il a fait le sacrifice de sa vie lorsqu'il est allé se concerter avec Guillaume d'Orange, il est beau de mourir avec la certitude d'avoir préparé la résurrection de son pays; mais non, le comte de Rysoor ne mourra point. Un capitaine espagnol logé dans sa maison vient attester devant le tribunal qu'au milieu de la nuit dernière, rentrant chez lui après une fête joyeuse, la tête un peu échauffée, il a vu le comte sortir de la chambre de la comtesse. Est-ce un faux témoignage à l'aide duquel le capitaine veut arracher la noble victime aux bourreaux du duc d'Albe? Le comte de Rysoor le croit, et déjà il remercie son sauveur. Il se trompe; le capitaine l'a bien vu, à minuit, sortir de la chambre pendant que la comtesse l'accompagnait jusqu'au seuil. Et qui donc serait-ce, si ce n'était pas lui? Il l'a vu, il l'a entendu. Le comte ne se souvient-il pas qu'il y a eu entre eux comme une légère altercation, que lui, dans l'ombre, cherchait son chemin avec la pointe de son épée, et que le comte, en écartant la lame, s'y est blessé la main? Le capitaine, un peu honteux de son équipée, s'en excuse en galant homme, et il ne se doute pas qu'il vient de déchirer le cœur du comte. Le comte de Ry-

soor, sous ses cheveux blanchis, aime si ardemment la jeune épouse qu'il s'est donnée! C'est une Espagnole; quand il l'a vue pour la première fois, elle était belle, pauvre, auprès d'une mère agonisante. Il l'a aimée, il l'a sauvée; Dolorès, la misérable abandonnée, est devenue la comtesse de Rysoor. Et c'est elle qui vient de trahir son bienfaiteur! C'est elle qui vient de se livrer à un amant, tandis que le comte, son mari, appelé au dehors par le plus saint des devoirs, risquait sa tête pour le salut de la patrie! L'horreur de M. de Rysoor serait bien plus grande, s'il savait ce que sait déjà le spectateur : l'amant de la comtesse, c'est l'ami le plus intime du comte, Karloo van der Noot, un frère d'armes qu'il traite comme un fils, un homme associé à sa vie par des liens sacrés, puisqu'ils souffrent tous deux des mêmes douleurs et sont résolus à mourir pour la même cause. Dans des conditions pareilles, la trahison est presque un sacrilége, et l'adultère ressemble à un inceste.

Cette profanation, dont nous sommes avertis dès le commencement du second acte, pèse sur l'œuvre entière et empêche l'émotion de se produire. Est-il possible d'être ému lorsque Dolorès, convaincue par son mari d'avoir reçu chez elle un homme la nuit précédente, se redresse sous le reproche, avoue hautement sa faute et tâche de la justifier? Sa justification est déclamatoire et vulgaire. Le délire seul de la passion insensée, furieuse, invincible, pouvait excuser la malheureuse ou du moins la faire plaindre; l'héroïne de M. Sardou s'ennuyait, elle était jalouse de l'amour du comte pour son pays; Espagnole et catholique, elle souffrait de se voir associée au défenseur des Flandres,... elle cherche ainsi mille raisons pour se donner à elle-même les apparences d'une passion irrésistible; mais le public, qui la juge, s'aperçoit bien qu'elle ment. L'amour de Dolorès pour Karloo, tel qu'il est dépeint par l'auteur, n'a pour explication que des sentimens bas et de grossiers instincts. Certes on ne saurait contester au poète le droit de faire éclater le drame domestique au milieu des émotions et des catastrophes nationales. C'est ce qu'a fait Goethe dans *Egmont,* c'est ce qu'a fait M. Mérimée dans sa *Chronique de Charles IX* et ce dont le génie de Meyerbeer a tiré un si grand parti au quatrième acte des *Huguenots*. Seulement il faut alors que les passions individuelles soient en harmonie avec les passions générales, il faut que le drame privé participe par l'exaltation et le sacrifice à la sublimité du drame public. Lorsque Raoul et Valentine vont chercher la mort ensemble, au milieu des égorgeurs de la Saint-Barthélemy, l'harmonie que nous réclamons au nom de l'art est admirablement observée. Ici, c'est tout le contraire. Quoi! au milieu d'une si horrible boucherie, dans cette ville pleine de sang et de cadavres, à travers ce silence lugubre qui succède par intervalles aux derniers cris des victimes, en face de ce peuple courbé sous la hache, lorsqu'un des meilleurs enfans de la patrie travaille à briser ce joug exécrable, son ami,

son frère d'armes, un héros de patriotisme, à ce que l'auteur assure, n'hésite point à porter chez lui le déshonneur ! Se peut-il qu'une exaltation si tragique et si sainte laisse place dans l'âme de Karloo van der Noot, dans l'âme même de la comtesse Dolorès, à un égoïsme si odieux, à une lâcheté si basse? Ou bien il y a là une contradiction inadmissible, au point de vue de cette vérité idéale qui est l'atmosphère de la scène, ou bien l'auteur était tenu de nous expliquer cette passion assez grande, assez impérieuse, pour contre-balancer chez Karloo l'enthousiasme du patriotisme. De ces objections si naturelles, l'auteur n'a aucun souci. Bien loin d'y répondre, c'est à peine s'il paraît les soupçonner. Il accumule les tableaux où éclatent la cruauté du duc d'Albe, le désespoir des Flandres, l'ardeur de la résistance, l'espoir de la réparation (car sa pièce est une sorte d'opéra sans musique où le décorateur doit jouer un rôle important), il accumule les scènes tumultueuses où se déploie le drame public, le drame impersonnel, le drame de la nation aux prises avec une armée de bourreaux, et il ne s'aperçoit pas que les situations du drame individuel ne sont pas de force à contre-balancer l'effet de cette immense torture. Lorsque la comtesse Dolorès, pour arracher son amant à la vengeance du comte de Rysoor, va dénoncer au duc d'Albe la conspiration qui le menace, nous sommes moins révoltés de l'infamie d'une telle trahison que nous ne sommes impatientés de l'incohérence du tableau tracé par l'auteur. Expliquez donc, pourrions-nous lui dire, expliquez donc la passion aveugle, monstrueuse, qui s'est emparée de Dolorès, ou bien ne nous rappelez pas si vivement les émotions publiques, les douleurs, les catastrophes, qui auraient dû préserver de ces lâchetés hideuses même la plus vile des créatures. Nous n'accusons pas ce que la donnée a de révoltant; le drame admet tout à la condition de tout expliquer avec art; nous disons seulement que la donnée, poétiquement et dramatiquement, n'est point vraie, que l'explication fait défaut, et que la pièce porte en elle un germe de mort. Voilà pourquoi, malgré la dextérité du dramaturge, malgré toute sa science des effets de détail, l'intérêt du drame proprement dit est équivoque et l'émotion nulle.

M. Victorien Sardou connaît trop bien la scène pour ne pas avoir senti lui-même l'erreur fondamentale de son œuvre. Comment donc a-t-il passé outre? Je crois le savoir. Il a pensé que ces fautes de situation seraient couvertes par la scène qu'il espérait en faire sortir. Au moment où le comte de Rysoor apprend que l'amant de la comtesse est ce Karloo qu'il aime tant, son fils, son frère d'armes, le meilleur de ses auxiliaires dans cette conspiration qui doit sauver la patrie flamande, emporté par l'indignation, il veut le tuer, puis tout à coup, songeant que ce coupable peut rendre au pays de grands services : « Je n'ai pas le droit, dit-il, de voler à la patrie ton courage, comme tu m'as volé mon bonheur. » Il lui pardonne donc et l'envoie au combat. Certes il y a là un beau mouve-

ment, une intention élevée, généreuse, et la scène est traitée avec largeur. Le dirons-nous toutefois? même en applaudissant, les spectateurs ne semblent pas convaincus. On ne sent pas ici cette adhésion franche et entière de la foule à un accent sorti de l'âme. L'ingénieux écrivain, à qui l'on n'a pas craint d'attribuer une inspiration cornélienne, sait mieux que personne à quoi s'en tenir. Le style même dont il s'est servi, ces antithèses de convention, ces cliquetis de paroles, attestent les combinaisons d'un maître-expert qui sait à point nommé faire manœuvrer les bravos. « Je n'ai pas le droit de voler à la patrie ton courage, comme tu m'as volé mon bonheur! » voilà de la rhétorique théâtrale, et non de l'héroïsme. L'héroïsme n'est pas toujours simple, il peut bien faire quelquefois des phrases; jamais du moins il ne sophistique, jamais il ne se fait des raisonnemens à lui-même afin de s'engager à prendre le faux pour le vrai, le mal pour le bien. Si pareille chose lui arrivait, le sublime serait exposé bien vite à franchir le pas qui le sépare d'un fâcheux voisinage. Le comte de Rysoor paraît un peu ridicule quand il se persuade que Karloo est absolument nécessaire à la cause des Flandres. Quel est-il donc, ce personnage dont le concours doit être si précieux? comment a-t-il prouvé son dévoûment? que faisait-il pendant que Rysoor, au risque de sa vie, allait se concerter avec le prince d'Orange?

On devine les dernières scènes; chargé par le comte de Rysoor de chercher et de punir le traître, Karloo apprend que ce traître est une femme, que cette femme est la comtesse Dolorès, et à quel moment lui arrive cette révélation foudroyante? Au moment où les conjurés montent sur le bûcher. En vain Dolorès veut-elle le fléchir, l'entraîner avec elle; Karloo, insulté à tort comme un Judas par ses frères d'armes, la frappe d'un coup de poignard et se précipite dans les flammes. Ce dénoûment est terrible; pourquoi ne produit-il pas une impression plus forte? Pourquoi n'est-on pas ému en même temps qu'on est terrifié? C'est que tout cela marche trop vite, que les caractères ne sont tracés qu'à demi, que les situations ne sont pas amenées au juste degré de lumière. Ce Karloo et cette Dolorès, sur qui se concentre au dernier acte la curiosité du spectateur, il fallait les concevoir autrement pour justifier la place qu'ils occupent. On ne s'intéresse ni à l'un ni à l'autre, et en outre, chose plus grave, le personnage chargé de représenter la justice lui donne un caractère odieux. Est-ce bien au Karloo de M. Victorien Sardou qu'il appartient de venger ses frères d'armes et de tuer la comtesse de Rysoor?

Voilà bien des critiques; nous trouvera-t-on trop sévère pour une œuvre digne d'estime et qui révèle à certains égards une direction heureuse? Nous ne le pensons pas. Cet examen attentif doit montrer à M. Sardou quel cas on fait de son talent. S'il n'y avait eu dans le drame de *Patrie* que ce qui est destiné aux yeux, le spectacle, la mise en scène, les patrouilles de nuit, les coups de main, les gueux de mer, les grandes

salles de l'hôtel de ville, les beffrois en branle et les bûchers en flammes, nous aurions laissé le spirituel dramaturge assembler la foule autour de ses tableaux. Il nous a semblé qu'il y avait ici autre chose, c'est-à-dire une intention louable chez l'auteur et dans le goût public un symptôme rassurant. On dit que la comédie et le drame empruntés au monde de l'heure présente commencent à fatiguer le public; on dit que l'art dramatique, en voulant, comme c'est son devoir, reproduire la vie contemporaine, s'est trop souvent attaché aux petites choses, aux mœurs d'hier ou d'aujourd'hui, à des réalités fugitives ou vulgaires, au lieu de se prendre à la vérité durable; on ajoute que pour les écrivains sérieux le meilleur moyen de se renouveler serait d'échapper à cette réalité du terre-à-terre en cherchant dans un cadre moins rapproché de nous l'étude des passions éternelles. On renoncerait à l'habit noir, comme on dit, pour mettre en scène l'homme des siècles passés : excellente occasion de retrouver cette vérité idéale tant méconnue de nos jours, et qui, suivant l'optique de l'art, ne se voit guère qu'à distance. M. Sardou, avec son flair de ce que réclame le public, a-t-il voulu un des premiers ouvrir cette voie nouvelle? Nous ne savons; dans tous les cas, il y a là un symptôme. Il convenait donc d'examiner attentivement l'œuvre du spirituel écrivain. A quoi bon lui laisser croire qu'il a touché le but du premier coup? Ce serait faire tort à un aimable esprit qui nous doit des œuvres plus vigoureusement conçues, plus soigneusement exécutées. Certes, si l'on compare le drame de *Patrie* aux œuvres précédentes de M. Victorien Sardou, ce n'est que justice d'y signaler un généreux effort. Bien que ses forces aient trahi son élan, l'élan est digne de sympathie. Quelques épisodes heureusement traités, la mort du sonneur, le rôle si français de M. de La Trémouille, indiquent une main d'artiste. Le jour où M. Sardou, si maître de son art dans les détails, voudra bien soumettre les données premières de l'œuvre à une méditation plus forte, on peut lui prédire un succès de bon aloi. Qu'il ne se contente plus si vite, qu'il s'accorde le temps d'étudier les passions de ses personnages, qu'il se préoccupe de l'harmonie et de la vérité au lieu de chercher les surprises dans les disparates, surtout qu'il ne s'expose plus à prendre la violence pour l'émotion et la déclamation pour l'héroïsme; s'il veut poursuivre la haute veine du drame tragique, ce sont là des conditions impérieuses; le plus habile des arrangeurs ne saurait s'y soustraire impunément.

F. DE LAGENEVAIS.

L. BULOZ.

